



CULTIVER MIGRER INVESTIR

*La vie d'un village sahélien
1980-2020*

Camilla Toulmin


Éditions

CULTIVER
MIGRER
INVESTIR

La vie d'un village sahéien
1980-2020

collection
[mondes inégaux]

CULTIVER
MIGRER
INVESTIR

La vie d'un village sahélien
1980-2020

Camilla Toulmin


Éditions

Ce texte a fait l'objet d'une première édition en anglais :

TOULMIN C., 2020 – *Land, Investment, and Migration: Thirty-Five Years of Village Life in Mali*.

Oxford, Oxford University Press, 257 p. © Camilla Toulmin 2020.

Traduction

Jean-Louis Évêque, Babelon

Maryck Nicolas-Holloway, Tradwise

Coordination éditoriale

Corinne Lavagne

Correction

Stéphanie Quillon

Conception graphique

Alan Guilvard – Format tygre

Mise en page

Charlotte Devanz

Réfection des illustrations

Éric Opigez

Photogravure

IGS-CP

En couverture : © Camilla Toulmin

Jeunes hommes récoltant le fonio à la faucille (Dlonguéboucou, 1981).

Sauf mention particulière, toutes les photos sont de l'auteure.



Cette publication en libre accès est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0, consultable à l'adresse suivante : <https://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/4.0/deed.fr>. Elle autorise toute diffusion de l'œuvre originale dans son intégralité, sous réserve de mentionner les auteurs et les éditeurs et d'intégrer un lien vers la licence CC BY-NC-ND 4.0. Aucune modification ni exploitation commerciale ne sont autorisées.

© IRD, 2024

INSTITUT DE RECHERCHE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

ISBN papier : 978-2-7099-3033-8

ISBN PDF : 978-2-7099-3034-5

ISBN epub : 978-2-7099-3035-2

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
CHAPITRE 1. Bienvenue à Dlonguébougou !	21
CHAPITRE 2. L'histoire de Dlonguébougou et de sa région	51
CHAPITRE 3. Le système agraire Terres, pluviométrie et cultures	85
CHAPITRE 4. De l'abondance à la pénurie foncière	127
CHAPITRE 5. L'organisation domestique	157
CHAPITRE 6. Investissements et prospérité	197
CHAPITRE 7. Partir en migration	247
CHAPITRE 8. Face à un avenir incertain	285
CONCLUSION	333
BIBLIOGRAPHIE	339
REMERCIEMENTS	353

INTRODUCTION

POURQUOI CE LIVRE ?

Pourquoi s'intéresser à cet ouvrage, une étude longitudinale d'un petit village aux maisons en banco, situé au centre du Mali ? Sur la carte, ce pays ressemble à un très grand papillon placé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. La moitié nord est un vaste désert ; la moitié sud reçoit suffisamment de précipitations pour permettre de cultiver et de nourrir le bétail. Le Mali, dont la taille est deux fois celle de la France, est traversé par le grand fleuve Niger. La ville légendaire de Tombouctou est mieux connue. Elle se trouve dans un des méandres de ce fleuve majestueux qui traverse le désert avant de se diriger vers le Niger puis vers le Nigeria. Si l'on aime les musiques du monde, on a probablement entendu la cora de maîtres maliens tels que Toumani Diabaté, la voix de gorge des chanteurs de *wassoulou* comme Oumou Sangaré, les douces chansons d'amour d'Amadou et Mariam ou encore les rythmes de Salif Keita. Plus récemment, on a parlé du Mali dans l'actualité, en raison des conflits en cours entre les groupes djihadistes et l'armée, qui pendant dix ans a été soutenue par les troupes françaises et d'autres forces occidentales et africaines. Aujourd'hui, ce sont les forces russes de l'Africa Corps qui luttent aux côtés de l'armée malienne. Même si tout cela peut nous sembler bien lointain et sans grand rapport avec nous, les groupes djihadistes ont été grandement aidés à la fin de l'année 2011 par la décision britannique, française et américaine de chasser du pouvoir Mouammar Kadhafi en Libye, dans le cadre d'une intervention militaire mal avisée visant à instaurer la démocratie dans un pays qui n'a connu au cours des quarante dernières années que le règne d'un homme fort. Par ailleurs, ces groupes djihadistes se financent en grande partie en contrôlant le trafic de cocaïne destiné au marché européen, qui transite à travers le désert du Sahara. La presse et la télévision se sont également fait l'écho de ces cargaisons humaines de jeunes hommes et femmes,

dont beaucoup viennent du Mali et du Niger voisin afin de tenter la traversée entre l'Afrique du Nord et les côtes sud de l'Europe. On a pu voir ces visages de rescapés enveloppés d'une couverture à bord de navires de secours – pour les plus chanceux : ils témoignent d'une existence pleine d'espoir et de difficultés. Ils ont quitté des villages et des villes de l'autre côté du désert, en dépensant un argent durement gagné pour payer les services des passeurs. L'Afrique de l'Ouest est passée du stade de région oubliée par la géopolitique dans les années 1980-1990 à celui de zone stratégique cruciale pour l'Europe. Des budgets importants sont désormais consacrés à la lutte contre le djihadisme et l'immigration clandestine. Les agences donatrices se sont regroupées pour former l'Alliance Sahel, qui visait à résoudre des problèmes étroitement liés : mauvaise gouvernance, manque d'emplois, changement climatique, migrations et insécurité. En raison des bouleversements politiques survenus au Mali, au Burkina Faso et au Niger depuis 2020, l'Alliance Sahel a désormais besoin de se transformer afin d'augmenter les ressources disponibles pour les investissements et d'établir des collaborations plus efficaces avec les « autorités de transition » de chaque pays (MONTPETIT, 2024).

Bien que ces problèmes soient extrêmement importants et qu'ils s'inscrivent dans un contexte plus large, ce livre traite principalement de la vie dans le village bambara de Dlonguébouyou. J'ai eu la chance d'y vivre de mai 1980 à mars 1982, lors de recherches que j'effectuais pour le Centre international de l'élevage pour l'Afrique. Après que j'ai enseigné l'économie pendant deux ans à l'université Ahmadu-Bello de Zaria, dans le nord du Nigeria, il s'agissait là de ma première véritable recherche de terrain. J'avais rencontré des personnes qui menaient des recherches dans des villages proches de Zaria et cela m'avait donné envie de mieux comprendre la vie rurale. Lorsque l'anthropologue Duncan Fulton et moi nous sommes installés à Dlonguébouyou, l'objectif était de recueillir des données économiques détaillées sur la production agricole et les budgets des ménages. Pour divers motifs, notamment à cause de doutes quant à une approche principalement quantitative et aussi en raison de la taille énorme de nombreux ménages bambara, nous avons abandonné les questionnaires. Après avoir établi des liens de confiance avec la population, nous avons opté pour une observation participante associée à des enquêtes approfondies. En nous promenant, en discutant, en prenant des repas ensemble, en essayant de manier la houe, le fuseau à filer le coton, le fléau ou un attelage de charrue, nous nous sommes imposés comme des membres un peu étranges, mais respectés par la

communauté. Vous vous faites des amis pendant une période de deux ans et, à la fin, il y a des gens avec lesquels vous voulez rester en contact, dont la vie et les perspectives sont importantes pour vous.

J'ai écrit ce livre pour six raisons majeures qui, je l'espère, trouveront un écho auprès de mes lecteurs.

Tout d'abord, il est très intéressant de voir comment se déroule la vie des gens à différents endroits, sur plus de quarante ans. Pensez au plaisir que l'on a à retrouver quelqu'un que l'on n'a pas vu depuis l'école. Vous avez partagé une histoire commune : qu'est-il arrivé aux gens que vous connaissiez ? Ont-ils fondé des familles et eu des enfants ? Que font ces derniers ? Comment ont-ils vécu le passage des années ? Retourner à Dlonguébougou, c'est un peu comme suivre une version condensée du feuilleton radiophonique sans fin *The Archers* sur la BBC, qui illustre la vie d'une petite ville agricole en plein centre de l'Angleterre. Il y a tellement de nouvelles, de potins à rattraper. Je voulais également revoir mes amis, avoir leur avis sur les perspectives d'avenir et savoir si certains de leurs enfants avaient tenté de partir vers l'Europe par bateau. En 1980-1982, j'avais essayé de comprendre le mode de vie, les choix effectués et la capacité différentielle des ménages et des individus à faire face aux risques. J'avais identifié les pressions qui s'exerçaient sur les pâturages et les risques pour le système agricole. Je voulais donc voir par moi-même comment ces tendances avaient évolué. Suivre le destin des habitants de Dlonguébougou m'a également donné envie de savoir comment les petites communautés rurales de mon propre pays ont évolué au cours d'une période similaire. Je prépare actuellement une étude sur la vie rurale dans les régions frontalières du nord-ouest de l'Angleterre visant à explorer les interactions entre la population, le climat, les politiques et la technologie au cours des quarante dernières années. Nous verrons quels enseignements en tirer et cela fournira un point de comparaison avec mon étude sur Dlonguébougou.

Deuxième raison, bien que toutes les régions diffèrent en fonction de leur emplacement, de leur histoire et de leurs habitants, le village de Dlonguébougou représente un microcosme des forces et des tendances communes qui se sont manifestées partout à travers le monde. L'exploration de ces tendances permet d'éclairer l'évolution de notre propre société. Le pouvoir de la culture consumériste est devenu omniprésent sur notre globe, mais il ressort particulièrement ici, au Sahel, où la transition entre une solide tradition de valeurs collective et un modèle de production beaucoup plus individualisé est vraiment marquée.

Comme le dit Hawa : « Nous avons découvert toutes sortes de désirs et de besoins que nous n'imaginions pas auparavant. » Le dénuement du début des années 1980 a fait place à un engouement pour les biens de consommation et les vêtements chics ; même les jeunes enfants se promènent avec une réplique de téléphone portable en plastique. Et si les changements de valeurs sont moins visibles à l'œil nu que l'apparition des nouvelles technologies ou l'impact du changement climatique, ils ont remodelé les choix et restructuré les relations. Les personnes âgées disent que « les jeunes ne respectent plus leurs aînés ». Rien de bien neuf... Les jeunes, pour leur part, se réjouissent d'être libérés de leurs obligations familiales et la plupart ont hâte de quitter le village pour partir à la découverte du monde. Les personnes âgées craignent que le réseau d'obligations mutuelles qui leur assurait un soutien familial ne s'érode. Bien que la structure du grand groupe familial reste d'actualité, le ciment qui la maintient s'amincit : il est difficile d'imaginer que ces grands groupes survivront lors des trente-cinq prochaines années. Confrontés à de multiples risques et incertitudes, ces groupes familiaux proposent un soutien mutuel et une assurance sociale significatifs, et ce en échange de contributions en nature ou en argent. Ces grands ménages de plus de cinquante personnes contrastent nettement avec les structures familiales européennes, qui font que de nombreuses personnes vivent seules et des personnes âgées sont placées dans des maisons de retraite où elles sont prises en charge par des infirmières venues de l'autre bout du monde.

Troisièmement, cette étude aborde des préoccupations plus générales concernant la sécurité alimentaire dans le monde. Elle met en évidence les difficultés auxquelles font face les agriculteurs des zones arides sur une planète soumise au réchauffement climatique. Ils sont confrontés à des saisons agricoles plus courtes et à des épisodes pluvieux plus intenses. Pourtant, le changement climatique n'est souvent pas la principale source de pression sur les systèmes agricoles : le désintérêt et le mépris des gouvernements compliquent la vie des agriculteurs. Les agriculteurs et les éleveurs sont confrontés à plusieurs défis : la transition entre l'abondance et la rareté des terres ; la nécessité de trouver de nouvelles méthodes pour relever ces défis ; le potentiel des techniques de « reverdissement » expérimentées ailleurs. L'étude montre également que l'agriculture n'est pas une activité facile à mener pour les familles les plus pauvres : il faut en effet des capitaux et des équipements pour survivre et prospérer. Les gens investissent des sommes considérables dans

leurs fermes et leurs équipements chaque année, mais ils ne bénéficient d'aucune reconnaissance ni soutien de la part du gouvernement. Ce désintérêt du pouvoir contraste avec la préférence donnée aux « investisseurs agricoles ». Ces grands opérateurs commerciaux sont courtisés, ils bénéficient de généreux allègements fiscaux et se voient offrir des terres à bas prix. Ce livre dément également l'idée que le recours à l'agriculture irriguée à grande échelle résoudra bon nombre des problèmes de sécurité alimentaire auxquels sont confrontés des pays comme le Mali. Le gouvernement et les bailleurs de fonds concentrent leurs investissements sur l'irrigation, tandis que les agriculteurs en production pluviale et les éleveurs sont, eux, privés de leurs terres sans aucune compensation. De nombreux investissements simples et peu coûteux qui pourraient être réalisés dans les systèmes agricoles des zones arides sont ignorés. La justice sociale et l'optimisation des ressources exigent qu'un meilleur équilibre soit recherché pour les millions d'agriculteurs qui ont du mal à subsister à travers le Sahel.

Quatrième point, ce travail montre l'importance qu'il y a à créer des espaces dans lesquels on pourra dégager des solutions collectives à des problèmes communs. Traditionnellement, les villages comme Dlonguébouougou exerçaient leur contrôle sur la terre, l'eau, les arbres et les ressources en pâturage qui s'étendaient dans toutes les directions, et faisaient des offrandes rituelles aux esprits de la nature. Ils contrôlaient étroitement qui pouvait puiser de l'eau dans les quelques puits situés autour du village et, par conséquent, l'implantation de ceux qui cherchaient des terres et des pâturages. La conquête coloniale, la libération de l'accès aux terres après l'indépendance, la mise en place d'un gouvernement local décentralisé et l'abandon des croyances locales au profit d'un islam omniprésent ont entraîné un relâchement de ce contrôle coutumier. Il existe donc peu ou pas de moyens de gérer ces ressources clés. La nouvelle Loi foncière agricole offre des perspectives de réorganisation, mais les progrès réalisés sont peu perceptibles. En effet, les conflits et les tensions s'aggravent et les relations entre les différents groupes ethniques partageant le même espace se détériorent. Amadou Hampâté Bâ, écrivain, fonctionnaire africain de l'administration coloniale et ethnographe peul, écrivait « qu'il n'y a pas de petite querelle », en illustrant sa parabole grâce à des caractères animaliers. Ignorer une petite étincelle, c'est risquer un grand incendie. Un renforcement des mécanismes de règlement des litiges au niveau local permet de réunir les différents groupes et intérêts ; cela sera essentiel pour rétablir la confiance et s'accorder sur la manière de gérer plus efficacement la rareté des ressources.

Cinquièmement, mon livre raconte l'histoire d'un village et de tous les liens qui s'y tissent. Lorsque nous nous sommes installés là-bas pour la première fois, j'ignorais complètement qu'il existait de nombreux liens entre ce petit village et le reste du monde. Vivant en Écosse, j'ai un faible pour Mungo Park, un voyageur-explorateur qui a parcouru cette région dans les années 1790 et qui était originaire de la région des Scottish Borders. Chaque fois que je passe par Selkirk, près de la ferme où sa famille avait sa métairie, je me demande ce qu'il a ressenti en traversant le Sahel, en selle sur un cheval malade. Avait-il le mal du pays ? Regrettait-il la bruine et les brumes de sa région d'origine ? Les récits de ses deux périples présentent également des approches très différentes du voyage en terre étrangère. Le premier lui a montré qu'en se mettant à la merci de la population locale, on court le risque de souffrir de la faim, voire d'être kidnappé ; mais aussi qu'on peut également rencontrer beaucoup de chaleur et de générosité. L'approche adoptée lors de son second voyage s'est soldée par une fusillade sur le fleuve Niger. Sa tactique avait alors consisté à se déplacer avec une escorte armée, à éviter les pouvoirs locaux et à tirer pour repousser les étrangers.

Et enfin, et peut-être surtout, je suis redevable à la population de Dlonguébougou. Je souhaite que ce livre célèbre l'énergie, la persévérance et la nature généreuse des habitants de ce village et des villages voisins, qui ont tenu à raconter l'histoire de leur vie – autant leurs sujets de fierté que les difficultés auxquelles ils se sont confrontés. J'ai beaucoup aimé découvrir la langue bambara, ses proverbes, sa structure compacte, ainsi que la façon dont elle intègre la langue française dans son propre moule. J'ai appris que les gens sont à la fois différents mais aussi sensiblement les mêmes que partout ailleurs dans le monde : certains sont des compagnons charmants, à la conversation variée ; d'autres sont si ennuyeux que tout le monde les fuit. Je voulais évoquer les émotions en demi-teinte des habitants de Dlonguébougou qui ont quitté le village pour s'installer dans la capitale, à Bamako : les souvenirs nostalgiques de leur enfance au village... le tiraillement ressenti entre N.T., basée à Bamako, et sa mère obstinée, qui est incapable de vivre de façon heureuse dans la grande ville. J'ai aussi tenu à décrire les conséquences de l'implantation d'une exploitation chinoise de canne à sucre créée avec le soutien du gouvernement malien, la désinvolture avec laquelle celle-ci a agi, les dégâts qu'elle a causés à des kilomètres à la ronde, ainsi que l'absence de toute réaction de la part du gouvernement ou de l'entreprise. Il s'agit là de l'un des trop nombreux accaparements de terres en Afrique, dans

lesquels les présidents et les responsables gouvernementaux semblent bien plus disposés à aider les investisseurs étrangers qu'à offrir une protection à leurs propres citoyens. J'ai été profondément impressionnée par le courage avec lequel les agriculteurs expulsés de leurs terres sont partis à la recherche d'un autre endroit où cultiver. Je me suis demandé pourquoi les fonctionnaires gouvernementaux faisaient preuve d'un tel mépris pour les femmes et les hommes qui travaillent la terre. Comment s'en sortiraient-ils s'ils étaient forcés d'entasser leurs affaires sur une charrette tirée par un âne et de marcher pendant trois jours ? Et je suis découragée à l'idée que l'on risque fort de continuer à attribuer des terres à grande échelle et que les gouvernements successifs ne cherchent pas à tirer les leçons de leurs erreurs passées. Il est douloureux de voir le pays et l'ensemble de la région sahélienne en proie à des conflits, dont une grande partie est due au comportement corrompu et cupide de personnes ayant occupé des postes de pouvoir. Les forces djihadistes ont trouvé un public conquis d'avance auprès de gens marginalisés depuis des décennies par un système qui leur est défavorable, dans lequel ils ne sont pas en mesure d'obtenir un procès équitable pour régler les litiges fonciers et où ils voient d'autres prospérer alors que leurs propres perspectives s'amenuisent chaque année. À la mi-2024, l'administration au pouvoir à Bamako, soutenue par les troupes supplétives russes, continue à rechercher une solution militaire à ces conflits, alors qu'une négociation avec toutes les parties concernées semblerait plus prometteuse.

LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Quarante ans, c'est long. Comme l'a constaté un vieil homme de Dlongué-bougou : « *Bi te* », littéralement « aujourd'hui non », pour dire « ça, c'était avant, il y a très longtemps ». Les choses ont beaucoup changé depuis 1980. Aujourd'hui, les anciens que j'avais rencontrés à cette époque, qu'ils soient hommes ou femmes, sont décédés pour la plupart et ceux de ma génération ont les cheveux gris, le dos un peu voûté et ils ne sont plus assez forts pour faire sauter leurs petits-enfants. Un grand nombre de jeunes femmes et de jeunes gens sont nés longtemps après que je sois partie en 1982.

Au cours de mes recherches, j'ai souhaité étudier et documenter les changements qui ont affecté le quotidien des gens, les systèmes agricoles, les précipitations, les idées et le bien-être, en décrivant « les fils conducteurs entre le présent et le passé qui influencent la nature et les possibilités de

vie qui s'ouvrent aux gens » (MOORE, 2018). Dans ma thèse de doctorat de 1987, je m'étais penchée sur la manière dont les gens font face à des niveaux élevés d'incertitude en lien avec la pluviométrie, les maladies et la démographie (TOULMIN, 1987, 1992). J'avais relevé et documenté le fait que la plupart des villageois vivaient dans de vastes groupes domestiques, avec des ménages constitués de trente, quarante et parfois plus de cinquante personnes dirigées par un chef de ménage unique, et partageant le même champ et le même et unique grenier. J'avais maintenu que ces grands groupes représentaient un moyen précieux de répartir les risques et de garantir la survie des individus et du groupe. J'étais donc anxieuse de voir comment les différents ménages s'en étaient sortis sur une période de quatre décennies. Qui s'était bien débrouillé, qui n'avait pas réussi depuis 1982, et pourquoi ? Y avait-il eu d'importants revers de fortune, et quels enseignements pouvait-on en tirer ? J'avais aussi hâte de comprendre comment les tendances mondiales plus larges avaient affecté Dlonguébouougou et la zone environnante. Y avait-il de profonds changements dans les idées et les aspirations ? D'un point de vue agricole, il était clair en 1982 que l'essor incontrôlé du forage de puits risquait de mener à la catastrophe, compte tenu des limites qui pesaient sur les pâturages autour du village (TOULMIN, 1992 : 280). Et je me suis demandé comment les villageois allaient pouvoir exercer un contrôle sur cette vaste réserve foncière, compte tenu des pressions croissantes sur ces ressources de plus en plus rares.

En 2016, au début de mon programme de bourse, j'avais l'intention de passer beaucoup de temps à Dlonguébouougou, d'arpenter les champs et la brousse pour avoir l'occasion de m'asseoir, d'écouter, d'interroger et de discuter avec les gens du village et de la zone environnante. Je m'en faisais une fête, et j'avais même commencé à réviser mes quelques notions de bambara. Toutefois, après la crise politique au Mali – l'invasion par des rebelles touaregs dans le nord du pays, le coup d'État de 2012 puis l'intervention militaire de la France en 2013 et un conflit de plus en plus violent –, la situation sécuritaire s'est détériorée dans le centre, de sorte qu'une grande partie du pays est devenue interdite d'accès par les gouvernements occidentaux. Toute la rive nord était considérée comme une zone dangereuse et interdite ; par conséquent, depuis 2016, Dlonguébouougou est en zone rouge, déconseillée pour des raisons d'insécurité. Pendant mes recherches en 2016-2017, je me suis rendue à plusieurs reprises dans le village, mais à chaque fois pour une courte durée. J'ai donc dû me fier à mon assistant de longue date,



Mon assistant de recherche, Sidiki Diarra (2014).

Sidiki Diarra, qui a apporté une profonde stabilité et s'est engagé pour tenter de comprendre les rouages du quotidien de ce village de brousse. Makono Dembélé, l'un des habitants de Dlonguébougou devenu depuis quelques années l'imam du village, a également été un important contributeur à cette étude en récoltant des données, en recherchant qui cultive quel champ, en gérant les enquêtes auprès des gens et des ménages, en me tenant informée des ventes de sésame et en surveillant de près le pluviomètre. Durant mes visites au Mali, si je ne pouvais pas me rendre au village en raison des problèmes de sécurité, Makono me rejoignait à Ségou, pour passer quelques jours avec Sidiki et moi-même.

Je me suis demandé dans quelle mesure ma relation régulière avec Dlonguébougou avait affecté le village. Est-ce un endroit différent parce que Duncan Fulton et moi avons passé deux ans là-bas en 1980-1982, et, si oui, en quoi ? En vivant là-bas, il était impossible de ne pas s'impliquer quand les gens avaient besoin d'aide, par exemple en fournissant des médicaments à un enfant malade ou en évacuant au plus vite une femme à l'hôpital. Mon mari, Mark, a contribué au financement de la maternité rurale qui a été construite en 2008, ce qui a permis de réduire la mortalité infantile et, durant le temps qu'elle a vécu à Dlonguébougou, Karen Brock a encouragé les habitants à immatriculer leur association villageoise. Mon neveu, Myles Macinnes, a aidé à la rédaction d'un accord local de gestion des terres et des ressources naturelles de la commune (appelé « convention locale »). En 2022, en raison de l'absence de récolte en 2021 à cause du siège de Dlonguébougou par les djihadistes, j'ai rassemblé des contributions de mes amis et j'ai pu envoyer de l'argent aux villageois pour l'achat

de céréales afin d'aider les familles à se nourrir au début de la saison agricole. Chacune de ces petites interventions a apporté des bienfaits au village. Comme il s'agissait d'un village dynamique, où il se passait beaucoup de choses, peut-être que mon impact le plus marqué aura été de renforcer leur confiance en eux. Le fait qu'une étrangère leur rende visite n'a aucun impact sur la façon dont les ménages parviennent à joindre les deux bouts, mais cela leur confère un certain statut vis-à-vis de leurs voisins et aux yeux du maire.

MÉTHODES ET RÉFLEXIONS POUR UNE ÉTUDE LONGITUDINALE

En planifiant mes recherches et en donnant corps à mes conclusions, j'ai beaucoup profité des idées générées par un certain nombre d'études qui documentaient le changement économique et social à long terme. Ces études longitudinales ont en commun l'objectif de retracer comment la vie a traité un lieu et une population donnés, et elles reconnaissent les limites des enquêtes ponctuelles qui peuvent seulement fournir un instantané du tissu complexe et imbriqué de la vie. Issues d'une grande variété de disciplines, elles se penchent sur les facteurs externes et internes qui ont pu donner corps au mode de vie des populations d'aujourd'hui, cherchent à comprendre qui a prospéré et qui n'a pas tiré son épingle du jeu. Certaines cherchent à contrer les idées reçues sur la dégradation de l'environnement et elles dressent un tableau plus positif de la croissance agricole et de l'intensification que les études qui tiennent les agriculteurs locaux pour responsables de la dégradation et de la « désertification » à grande échelle (MORTIMORE *et al.*, 2000 ; LEACH et MEARNES, 1996). Ces études longitudinales vont du relevé socio-économique très détaillé entrepris pendant sept décennies à Palanpur, en Inde, jusqu'aux histoires géographiques et sociales étudiées en Afrique de l'Ouest (TIFFEN, 1976 ; BLISS et STERN, 1982 ; LANJOUW et STERN, 1998 ; HIMANSHU *et al.*, 2018 ; HILL, 1972, 1977 ; BERRY, 1993 ; MORTIMORE, 1989, 2009 ; BATTERBURY, 2001 ; MUSHONGAH et SCOONES, 2012 ; HUDSON, 2015). L'approche inédite adoptée par Tiffen, Mortimore et Gichuki fournit bien des enseignements sur l'interprétation du changement environnemental, économique et social en utilisant des photos aériennes et d'autres sources de données, alors que Fairhead et Leach confirment le caractère essentiel du savoir autochtone et des pratiques locales pour interpréter les changements du paysage (TIFFEN *et al.*, 1994 ;

FAIRHEAD et LEACH, 1998). Les travaux anthropologiques de Moser qui étudient le changement intergénérationnel dans l'Équateur urbain, de Whitehead dans le nord du Ghana et de Mushongah et Scoones au Zimbabwe identifient tous le rôle essentiel joué par les structures familiales pour aider les gens à prospérer et à faire face à des niveaux élevés d'incertitude (MOSER, 2009 ; WHITEHEAD, 2006 ; MUSHONGAH et SCOONES, 2012). Les récentes études de Brockington ont brossé un nouveau tableau concernant les populations qui s'en sortent bien en Tanzanie rurale et elles montrent le désir des petits exploitants familiaux d'accéder aux marchés, de tenter de nouvelles cultures et de diversifier leurs activités, même dans les hameaux situés loin des principaux axes routiers (BROCKINGTON et NOE, 2021). La description par Hudson de sa relation avec les habitants d'un village de Mauritanie méridionale montre la solidité des liens amicaux tissés au fil des ans et malgré la distance (HUDSON, 2015) ; Jackson met à profit ses nombreuses visites en Sierra Leone pour poser des questions existentielles sur ce qui constitue le bien-être pour des gens ayant peu de biens matériels (JACKSON, 2011). L'étude longitudinale de Guyer sur les communautés agricoles yoruba en périphérie d'Ibadan dans le sud-ouest du Nigeria démontre la forte hausse de la population et de l'urbanisation ainsi que la croissance du marché et le dynamisme de la diversification des moyens d'existence dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest (GUYER, 1997). Toutes ces études et bien d'autres montrent l'importance de l'adoption de différentes méthodes, de la vérification des hypothèses et de l'ouverture d'esprit pour accepter de nouvelles interprétations. De plus, ces études longitudinales révèlent toutes clairement le pouvoir et le libre arbitre de « paysans ordinaires » vivant dans des conditions très incertaines, et qui savent pourtant saisir de nouvelles opportunités et rechercher de nombreuses façons d'améliorer leur sort.

Dans le cas de Dlonguébouyou, les travaux d'origine menés en 1980-1982 ont reposé sur deux années de résidence continue dans le village avec le soutien de trois assistants de recherche qui ont rendu visite à chaque ménage et visité chaque champ tous les deux à trois jours. En vivant dans le village, nous étions mieux à même de relever et comprendre les incohérences et d'aborder les sujets sensibles. Durant ses recherches sur les moyens d'existence durables (en 1997-1998), Karen Brock a résidé dans le village pendant la majeure partie du temps et elle a pu recueillir des données sur les méthodes et les revenus agricoles auprès de ménages sélectionnés pendant dix-huit mois. Lorsque j'ai commencé

mon étude en avril 2016, j'ai dû me limiter à de brèves visites dans le village et adapter ma collecte de données aux tâches dont mon assistant Sidiki Diarra pouvait se charger avec l'aide de Makono Dembélé et des quelques enseignants de l'école de Dlonguébougou. Nous nous sommes donc concentrés sur les points suivants : une enquête démographique menée auprès des membres de tous les ménages (comme expliqué dans le chap. 5) ; la quantification de la récolte de mil (chap. 3) ; l'identification des superficies cultivées par les différents groupes (chap. 4) ; une enquête sur les biens et équipements individuels et ceux détenus au niveau des ménages (chap. 6) ; l'interprétation des photos aériennes et des images satellitaires afin de comprendre les schémas du changement d'occupation des sols (chap. 4). Nous avons enregistré et transcrit une série d'entretiens qui ont eu lieu en 2011, 2014 et 2016-2019 dans le village de Dlonguébougou, dans les hameaux voisins et à Bamako¹. J'ai passé plusieurs jours aux archives coloniales de Bamako à feuilleter les innombrables classeurs renfermant les rapports politiques, économiques et militaires pour la région et le cercle de Ségou.

Cette multiplicité de méthodes et de supports raconte l'histoire d'un village qui est fier de son passé de localité traditionnelle bambara puissante et respectée, et de ses récents succès quant aux récoltes de mil, fier de son système agricole et de l'investissement dans de nouvelles technologies qui l'ont amené à devenir l'un des plus grands villages de la commune. Toutefois, bien des facteurs qui ont permis à Dlonguébougou de prospérer dans le passé se heurtent aujourd'hui à des difficultés, comme nous le verrons dans les différents chapitres.

STRUCTURE DE L'OUVRAGE

Le chapitre 1 présente le village et ses habitants. Le chapitre 2 raconte l'histoire de la région depuis ses origines, ainsi que la façon dont des évolutions climatiques ont modifié la structure de son peuplement et les différents empires qui y ont régné. Ce chapitre traite également des événements des années récentes, en rapide évolution. Le chapitre 3 décrit

1. Hormis Makono Dembélé et le chef du village Danson Dembélé, je n'ai pas appelé les gens par leur nom afin de conserver l'anonymat dans des discussions qui touchaient parfois à des sujets sensibles.

l'environnement, la pluviométrie, les récoltes et le système agricole du village. Le chapitre 4 examine comment la population de Dlonguébougou est passée d'une position d'abondance à un manque de terres en l'espace de vingt-cinq ans, sous l'effet conjugué de l'essor démographique et, surtout, de l'installation à une trentaine de kilomètres d'une grosse plantation de canne à sucre, qui a expulsé des centaines de familles paysannes. Le chapitre 5 présente des données démographiques qui montrent que la population du village a triplé au cours des trente-cinq dernières années et que cet essor se poursuit, avec des groupes domestiques toujours très importants. Le chapitre 6 étudie la variété des différents investissements réalisés par les ménages de Dlonguébougou, leur calendrier et la façon dont ces biens sont distribués entre les différents groupes domestiques. La migration loin du village fait l'objet du chapitre 7 : il décrit le schéma saisonnier qui régit la période passée à gagner de l'argent à l'extérieur pour le rapporter au foyer et s'intéresse également à ceux qui ont définitivement délaissé le village. Enfin, le chapitre 8 est consacré aux principaux défis que doit affronter Dlonguébougou aujourd'hui, tels que la nouvelle expansion du périmètre d'irrigation, le projet pastoral de Daouana, les répercussions de la nouvelle Loi foncière agricole et la façon dont l'établissement d'un gouvernement décentralisé affecte les droits et les pouvoirs de villages comme celui-ci. Ce chapitre étudie aussi les effets plus larges de l'aide et les impacts éventuels que le business du développement a exercés sur le mode de vie et la croissance économique d'un village comme Dlonguébougou.

Depuis la publication de la version anglaise de cet ouvrage au début de l'année 2020, la vie des habitants a été bouleversée par l'arrivée de groupes armés dans la région autour du village. L'implantation de ces groupes, les conflits qui les opposent aux villageois et la situation à la mi-2024 sont décrits dans le chapitre 2. Des réflexions sur les conséquences pour l'avenir de cette situation, dans différents domaines, sont menées tout au long de l'ouvrage, et j'en tire les conclusions dans le chapitre 8.

En fin d'ouvrage, la conclusion générale revient sur la situation actuelle à Dlonguébougou et dans le Sahel, et rend hommage à mes amis bambara, avec l'espoir d'autres promenades en brousse en leur compagnie dans quelques années.

BIENVENUE À DLONGUÉBOUGOU !

Jirikuru men o men ji la, a te ke bama ye¹.

| INTRODUCTION

Niché entre le désert et la savane, le village de Dlonguébougu est blotti dans une cuvette entourée de plaines sablonneuses légèrement ondulées (photo 1). Son nom signifie le village de Dlongué, qui fut le fondateur de cet établissement humain et l'ancêtre de la famille et chefferie portant le nom de Dembélé. Le village abrite une grappe de maisons gris sable construites en terre crue, où résident aujourd'hui plus de 1 600 personnes. Je m'y suis rendue pour la première fois en 1980, à l'occasion de ma première véritable mission sur le terrain comme jeune chercheuse. À l'époque, j'avais l'impression d'être terriblement loin de tout mais, malgré son isolement manifeste, j'allais bientôt découvrir que le village, ses habitants et son histoire étaient liés au vaste monde depuis des siècles (fig. 1). Les photos aériennes du début des années 1950 présentées au chapitre 4 montrent Dlonguébougu comme une minuscule tache perdue dans un océan de brousse, mais ce paysage a longtemps été traversé par des négociants, des explorateurs et des expéditions militaires. Le village a vu le jour il y a maintenant trois

1. « Si longtemps que la grume de bois reste dans l'eau, jamais elle ne se transformera en crocodile. » Ce qui signifie que l'on peut vivre longtemps dans un lieu sans en devenir pour autant un natif et connaître et comprendre vraiment la population locale.

siècles et son histoire est associée à des événements politiques qui l'ont touché de près ou de loin, comme l'établissement du royaume bambara de Ségou au XVIII^e siècle, la conquête coloniale française à la fin du XIX^e et le conflit djihadiste aujourd'hui. Pour le meilleur et pour le pire, les villageois ont pleinement ressenti l'impact de la mondialisation du XXI^e siècle sur le territoire qu'ils peuvent revendiquer comme étant le leur, à en juger par leurs idées et leurs aspirations, les vêtements qu'ils portent, les plantes qu'ils cultivent ou encore les téléphones mobiles dont ils ne pourraient plus se passer.

Dans ce premier chapitre, je présente le village et ses habitants, et je décris ma première visite à Dlonguébougou ainsi que mes visites suivantes.

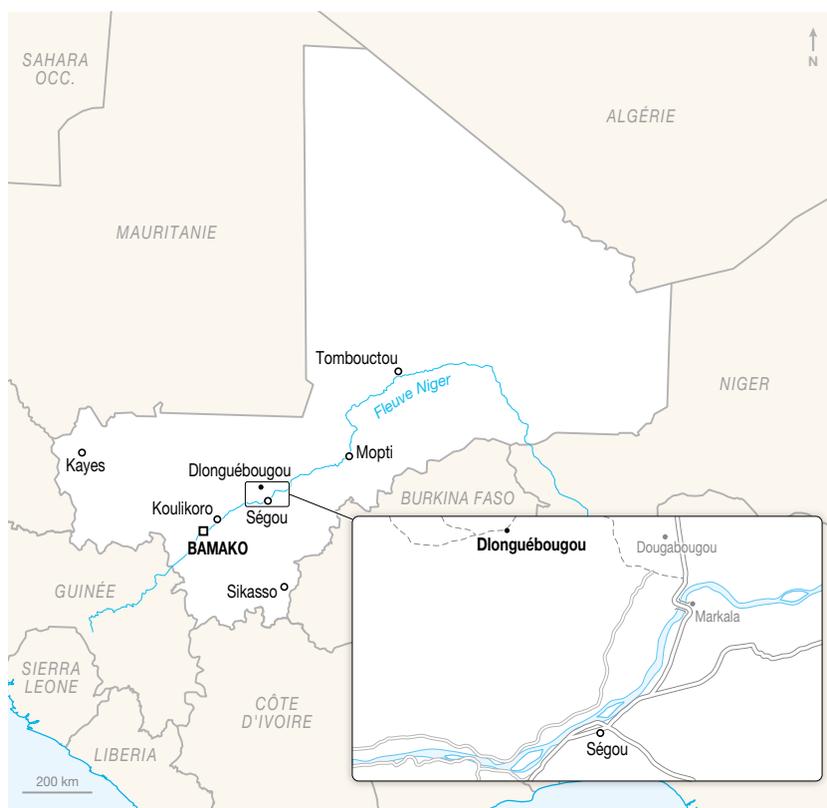


Figure 1 | Localisation de Dlonguébougou, Mali, Afrique de l'Ouest.



Photo 1 | Le village de Dlonguébougou, niché dans une cuvette (1981).

| LE VILLAGE

Si vous vous promenez dans le village aujourd'hui, vous pouvez voir des murs en terre crue (banco) à hauteur d'épaule qui donnent une certaine homogénéité à plusieurs concessions, celles-ci regroupant des habitations au toit plat en terre crue, chacune pourvue d'un auvent en chaume où les gens viennent se protéger du soleil de midi. Une fois passée l'entrée (ou *blon*) pour gagner la cour intérieure de la concession, vous trouverez des ânes, des moutons, des chèvres et parfois des chevaux attachés au piquet, trônant sur un lit de fumier, et une série de pilons et mortiers de grande et petite taille pour y broyer et piler du grain. Du linge sèche sur une corde ; une calebasse avec des arachides est en équilibre sur un trépied ; quelques charrettes sont abandonnées çà et là ; grands et petits greniers à céréales reposent sur une embase en pierre ; des poules caquettent bruyamment et des chiens pantelants cherchent de l'ombre sous l'arbre à palabres. Un tas de bois attend près d'une pile de pots en métal au cul noirci et d'un foyer à trois pierres où les femmes se relaient pour confectionner les repas (photos 2 et 3).



Photo 2 | Grand grenier à mil dans la cour intérieure (2014).



Photo 3 | Foyer et pots de la cuisine (2011).

Trois bouilloires en plastique², une paire de bicyclettes, une moto et plusieurs panneaux solaires viennent compléter l'inventaire du ménage. Au petit matin, l'une des femmes balaie le sol sablonneux, l'asperge d'eau pour tenter d'appriivoiser la poussière et ramasse les ordures, qu'elle jette sur le tas de déchets qui sera emporté aux champs tout à l'heure.

De nos jours, on peut visiter Dlonguébougou avec Google Earth et faire un gros plan pour voir qui construit une nouvelle maison, qui creuse un puits ou fauche un nouveau champ. Mais il était beaucoup plus difficile de découvrir le village en 1980.

La première fois que je me suis rendue là-bas, le village était à une journée de voiture de la capitale, Bamako, les deux dernières heures du trajet se déroulant sur une piste poussiéreuse et piquée d'ornières. Aujourd'hui, il faut encore cahoter le long des pistes défoncées qui sillonnent le paysage, mais la route de Bamako à Ségou est désormais bien aménagée. Et, bientôt, un pont permettant de traverser le fleuve Niger à Ségou réduira encore le temps de trajet et ouvrira la rive nord du fleuve au « développement ».

En 1980, le village affichait encore de nombreuses traces des fortifications de l'époque précoloniale (photo 4), lorsque des guerres et des attaques incessantes faisaient courir le risque d'être capturé et réduit en esclavage, et de voir le village détruit³. Lorsque je me suis rendue

2. Le plastique, s'il est fort peu pratique pour la fonction première d'une bouilloire, en fait un parfait récipient pour les ablutions préalables à la prière.

3. Dlonguébougou ressemble aux villages fortifiés étudiés par le professeur Kevin MacDonald et ses collègues dans la région de Ségou (MacDonald, 2012).

à Dlonguéboukou pour la première fois, son mur d'enceinte en banco avait perdu beaucoup de sa hauteur, mais il subsistait encore trois points d'accès qui permettaient de pénétrer dans le village, et les habitations se pressaient étroitement les unes contre les autres.

Aujourd'hui, la superficie du village a quintuplé, comme le montre la figure 2. C'est comme si le tissu serré d'habitations en terre battue s'était détendu en une étoffe plus lâche de maisons étalées pour gagner les champs les plus proches du domicile. Les villageois n'ont plus peur des raids qui venaient piller leur village et ils veulent plus de place pour s'étaler, parquer leurs bêtes et construire une maison dont ils pourront être fiers. Ce dédale de nouvelles maisons et d'enceintes symbolise aussi une désaffection à l'égard de la structure compacte du ménage bambara au profit d'un éparpillement fragmenté de la famille plus large, et qui n'est plus cerné par un mur d'enceinte. Un épais mur de terre aurait pu mieux protéger le village lors de récentes batailles contre les groupes djihadistes armés que le modèle actuel plus dispersé de maisons et d'enceintes.

Le village est entouré d'une large ceinture de terres cultivées en permanence, baptisées *soforo*⁴ ou « champs de cases », qui s'étalent sur un rayon de près d'un kilomètre autour du village et reçoivent les déchets



Photo 4 | Le groupe de maisons dense et compact qui constituait le village en 1981.

4. « Champs attachés à la maison ».

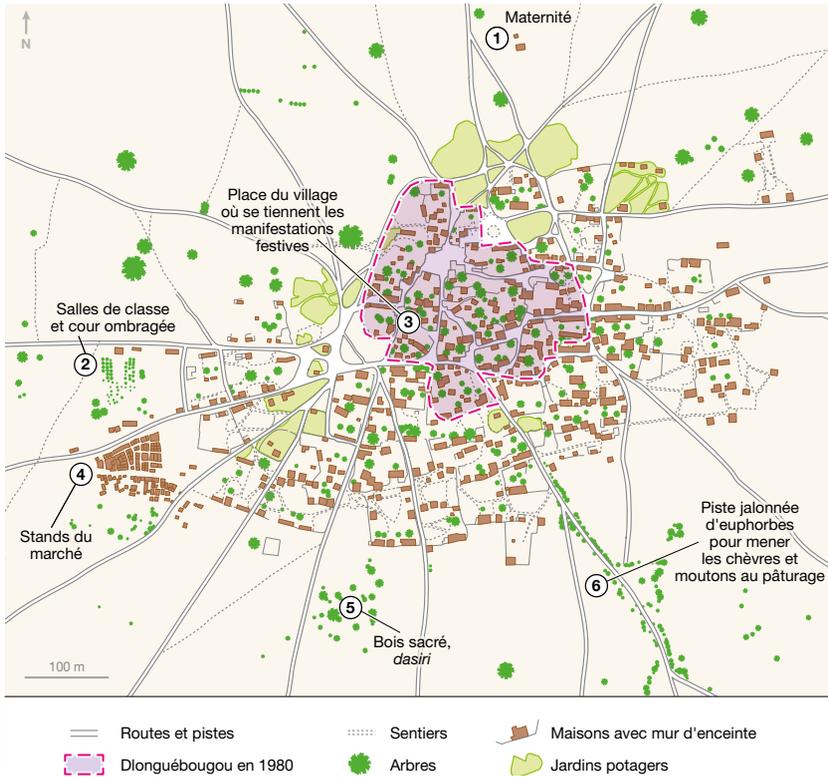


Figure 2 | Le village de Dlonguébougu en 1980 et en 2016.

domestiques et les déjections des animaux. En bordure du village et parsemés à travers les champs se trouvent une cinquantaine de puits, creusés par des ménages individuels. À la différence des villages voisins, Dlonguébougu a la chance de disposer d'une nappe phréatique stable, située entre 20 et 30 m de la surface. À l'ouest du village, un groupe de bâtiments en terre crue et une plantation de margousiers (*neem*), appréciés pour l'ombre qu'ils prodiguent, forment l'école primaire, créée en 2004 mais abandonnée en 2020, à la suite de menaces des groupes armés. La maternité rurale, construite en 2008, se trouve plus au nord. Quelques vieux poteaux et des nattes sont entreposés là, prêts à servir aux négociants qui viennent chaque mercredi, jour de marché au village. À la veille de la récolte, le village est ceinturé par un épais mur de tiges de petit mil, qui semble vouloir le masquer jusqu'à ce que l'on tombe dessus. Mais, pendant la saison sèche, il est visible à des lieues à la ronde,

dans un immense paysage gris où quelques touches de vert trahissent des arbres précieux, karités, *Faidherbia*, tamariniers ou baobabs. Des sentiers partent dans toutes les directions, pour rejoindre des villages voisins, des champs plus éloignés ou le campement du bétail. À l'origine, ils étaient empruntés à pied ou à cheval, mais ils sont désormais fortement cabossés par les vélos, les motos, les charrettes tirées par des ânes, et même parfois quelques camions.

Dlonguéboukou est l'un des 16 villages composant la commune de N'Koumandougou (la commune étant le plus petit échelon administratif au Mali), dont la mairie se trouve à Doura, un village important situé du côté est de la commune⁵. Avec une superficie totale de 2 040 km² et une population de 16 000 habitants, cette grosse commune peu peuplée fait partie du cercle et de la région de Ségou. Le gouvernement décentralisé a été instauré en 1999, lorsqu'ont été tenues les premières élections locales, et des plans de développement ont été mis en place, ce qui a apporté des bénéfices tangibles aux villageois de Dlonguéboukou, notamment une école primaire de quatre classes, un marché hebdomadaire et un soutien logistique à la maternité rurale. S'ils se sont d'abord montrés sceptiques face à cette nouvelle forme d'autorité, les villageois se sont impliqués dans la politique locale et deux hommes ont été élus pour siéger au conseil communal. Au sein de la commune, le maire actuel est une personnalité respectée, et il est perçu comme quelqu'un qui agit au nom des citoyens dont il a la charge, même si tout le monde s'accorde pour dire qu'il n'a que peu de pouvoir et encore moins de ressources. Par souci pour sa sécurité, il fait actuellement la navette entre Ségou et son bureau à Doura, en raison des menaces émises par des groupes djihadistes à l'encontre de tous les fonctionnaires d'État dans cette région. En avril 2016, l'agent chargé des Eaux et Forêts a été tué par balles, alors qu'il était en service à son bureau, par deux hommes masqués munis d'une arme automatique qui ont traversé la ville à moto ; le grand frère du maire a été abattu à l'aube par un Peul, un jour qu'il gardait son champ pour empêcher des bêtes d'un troupeau voisin de le piétiner, et son fils aîné a lui aussi été attaqué et blessé, et en est resté traumatisé. On comprend dès lors l'angoisse du maire.

5. Le Mali compte vingt régions, chacune étant divisée en quatre ou cinq cercles, qui sont eux-mêmes subdivisés en communes ; le pays en compte plus de 700, qui regroupent en moyenne entre 20 000 et 25 000 habitants.

| LES HABITANTS

LA FONDATION DE DLONGUÉBOUGOU

Dlonguéboukou a sans doute vu le jour à la fin du XVII^e siècle. Trois familles revendiquent l'honneur d'être les fondatrices du village, les Dembélé, les Toungara et les Traoré, dont les descendants représentent aujourd'hui environ 66 % de la population. Ils relatent plus ou moins la même histoire quant à l'origine de leur présence dans le village. Les trois familles habitaient dans les environs, dans plusieurs hameaux voisins. La famille Traoré se demandait pourquoi son bouc n'avait jamais besoin de boire alors qu'il était laissé à pâturer tout au long de la journée avec le troupeau. Perplexes, ils décidèrent un beau jour d'attacher un petit sac autour de son cou, rempli de cendres et de sable, et ils firent un petit trou dans le sac pour voir où les mèneraient les traces de cendres. Ce jeu de piste leur permit de remonter jusqu'à un bosquet d'arbres et d'arbustes au milieu duquel ils découvrirent un puits regorgeant d'eau. De toute évidence, il y avait déjà eu un établissement humain à cet endroit dans l'ancien temps. Les trois familles décidèrent que ce serait un bon endroit pour s'installer et qu'elles devraient travailler ensemble pour aménager le puits. D'après les Traoré et les Toungara, les Dembélé, dont



Photo 5 | Danson Dembélé, chef du village, à gauche, et son adjoint, Sirke Dembélé, à droite (2014).

la famille était plus nombreuse, commencèrent à recreuser le puits avant que les autres ne soient prêts, et ils en revendiquèrent alors la propriété. Certains estimèrent que cela trahissait l'accord passé entre les trois familles égales. Mais le clan Dembélé soutint qu'il était légitime que la chefferie revienne à leur famille, car elle était la plus nombreuse, et les deux autres familles devaient donc accepter qu'un Dembélé occupe les fonctions de chef du village⁶. Un ressentiment refait parfois surface chez les familles fondatrices Traoré et Toungara devant le pouvoir du clan Dembélé. Au moment de la création du village, le chef du clan Dembélé était Dlongué, et c'est ainsi que le village a pris son nom.

ENCADRÉ 1

LE CLAN DEMBÉLÉ : LES CHEFS DE DLONGUÉBOUGOU

Les villageois peuvent réciter les noms de tous les chefs du village de Dlonguéboukou depuis plus de cent cinquante ans, mais ils ne peuvent pas remonter aussi loin que Dlongué. Le premier chef dont le nom est connu de Dlonguéboukou fut Boh Dembélé ; il se peut d'ailleurs qu'il ait été chef lorsque Mungo Park vint demander l'hospitalité en 1796 (voir encadré 3 chap. 2). Après Boh vinrent Murukuru, Negekoro, Dodugu et Nene Dembélé, qui se succédèrent comme chefs du village tout au long du XIX^e siècle. Babo Dembélé était chef de village à la fin du XIX^e siècle lorsque les Français envahirent Ségou et débarquèrent à Dlonguéboukou pour y procéder à un recensement, comme décrit au chapitre 2. Après lui vinrent BaSantigi, puis Binaba durant quarante ans, suivi de Sirke pendant seulement trois ans ; Burama a été chef durant vingt ans, Baba durant treize ans, et Dafé pendant huit ans (de 1976 à 1984). Dafé était *dugutigi* lorsque je suis arrivée dans le village en 1980, mais il est devenu aveugle et ne s'est jamais aventuré en dehors de sa cour intérieure. Il était assisté par son jeune frère Kony. Babo lui a succédé et il a occupé le poste pendant quinze ans, de 1984 à 1999 ; cette année-là, Danson est ensuite devenu chef du village, de 1999 à 2021, et a donc occupé ce poste pendant vingt-deux ans. À son décès, il a été remplacé par son premier conseiller, Sirke, l'homme le plus âgé du clan Dembélé, qui occupe cette fonction encore aujourd'hui (photo 5).

6. *Dugutigi*, « chef du sol ou de la terre ». La fonction de chef de village est appelée *dugutigiya*.



Photo 6 | Le bois sacré du village, ou *dasiri* (2016).

Les Dembélé sont des Bambara, qui font partie du peuple mandé, venu du sud au ^{xvii}^e siècle et qui s'était installé dans la région de Ségou. Le premier roi bambara célèbre de Ségou fut Biton Coulibaly, qui prit le pouvoir vers 1710 et imposa un État fondé sur l'art de la guerre, le commerce et l'agriculture (voir chap. 2). Par tradition, les Bambara suivaient un ensemble de pratiques religieuses qui reposaient sur la reconnaissance du pouvoir des esprits associés à la terre et aux forces de vie, et le royaume de Ségou était structuré autour d'un grand nombre de rites associés, tels le sacrifice d'animaux, la magie, la musique, la chasse et des beuveries (DIETERLEN, 1952). Dlonguébougou dispose de son bois sacré, appelé *dasiri*, aux abords du village, lieu où vivent les esprits qui protègent le village et où se déroulaient jadis les sacrifices annuels de poulets et les offrandes de céréales (photo 6). En 1980, Dlonguébougou conservait encore un puissant culte fétichiste du nom de *komo*, sorte de société secrète qui impliquait tous les hommes et les garçons circoncis du village dans une offre sacrificielle périodique de poulets et de céréales. L'un des membres de la famille des Dembélé faisait office de grand prêtre et présidait les cérémonies associées au *komo*. Lors de ma



Photo 7 | Les villageois ont abandonné leur religion traditionnelle et, en 1998, ils ont construit une mosquée (2011).

première visite à Dlonguébougu, le *komo* faisait son apparition sous le couvert des nuits sans lune, au deuxième quartier du mois lunaire, et tous les hommes initiés se rassemblaient pour pratiquer leurs rites. Les femmes (et j'en faisais partie), les enfants et toute personne non initiée comme les bergers et les voyageurs de passage devaient rester cachés, car le *komo* pouvait se venger de ceux qui osaient transgresser ses règles. Ce culte a été abandonné il y a une vingtaine d'années, lorsque les villageois ont décidé de se convertir à l'islam et de construire une mosquée (photo 7). Toutefois, les objets fétiches restent la source de quelques plaisanteries au sein des familles plus ou moins pratiquantes. D'aucuns se demandent s'ils ont vraiment été détruits, ou s'ils ont simplement été cachés pour être déterrés et retrouver leur place à une date ultérieure. Un homme âgé qui était un personnage central du culte fétichiste affirme que quelqu'un doit avoir versé un puissant « remède » dans les points d'eau pour que tous les villageois décident de se convertir à l'islam et abandonnent leur précieux *komo*.

La deuxième famille fondatrice du village, le clan Toungara, dit trouver ses racines dans l'ancien royaume ouest-africain du Ghana, dont le déclin à la fin du XI^e siècle a vu une vague de migrants marka ou soninké déferler sur la région (voir chap. 2). Les Marka furent parmi les premiers à se convertir à l'islam et ils étaient célèbres pour leur observance stricte des préceptes religieux. On rapporte que deux frères Toungara vinrent s'installer dans la région proche de Dlonguébouyou, sans doute au XVIII^e siècle, mais il règne une certaine confusion quant à l'histoire du clan Toungara durant les siècles antérieurs, entre la chute du Ghana et leur arrivée dans cette région⁷. Le premier des frères Toungara s'est arrêté à Sagalaba, à une trentaine de kilomètres au nord de Dlonguébouyou, le second est venu s'installer près des Dembélé et des Traoré (fig. 3). Leurs racines musulmanes se sont fondues dans la religion traditionnelle bambara et les membres les plus importants de la famille Toungara étaient parmi les plus actifs dans l'association des chasseurs de Dlonguébouyou, avec son riche savoir d'incantations magiques et divinatoires, essentielles au succès de la traque et de la chasse des animaux sauvages. Les Toungara sont aussi réputés pour savoir concocter à partir de feuilles un breuvage qui protège de la foudre.

La troisième famille fondatrice, le clan des Traoré, est bambara, comme les Dembélé, et vient elle aussi du sud. On raconte que l'un des rois de Ségou confia aux Traoré la garde d'un cheval et qu'ils l'emmenèrent paître dans les riches pâturages au nord du fleuve Niger. Une famille rivale, désireuse de leur faire du tort, s'empara du cheval et s'enfuit avec. Redoutant la colère du roi de Ségou (*fama*), dont le précieux cheval de guerre avait à présent disparu, la famille Traoré prit la fuite vers le nord pour tenter de trouver un endroit où se cacher. Les Dembélé de Dlonguébouyou les cachèrent à l'intérieur d'un grand baobab, leur apportant à boire et à manger et les protégeant d'une patrouille royale à la recherche des fuyards. Une fois le danger passé, les Traoré s'installèrent dans la région. On rapporte que le clan Traoré jouit de pouvoirs spéciaux sur les esprits et qu'il est le gardien du *dasiri* (BAZIN, 1975, 1988).

7. McINTOSH (1998) soutient que le clan Toungara a probablement contrôlé le royaume Méma, situé à 150 km au nord de Ségou, un petit État qui a succédé à l'empire du Ghana, comme nous le verrons dans le chapitre 2.

Au fil des trois siècles d'existence de Dlonguébougou, d'autres familles sont venues rejoindre les Dembélé, les Toungara et les Traoré. Les Samaké sont venus de Misribougou, à une dizaine de kilomètres, car ils avaient besoin de trouver un refuge au plus fort d'une période de conflits marqués par de multiples raids, au milieu du XIX^e siècle. Une fois la paix rétablie sous l'égide de la conquête coloniale à la fin du XIX^e siècle, la plupart des Samaké sont repartis vivre à Misribougou. Une autre famille Dembélé est arrivée dans les années 1880, après avoir fui le village de Markabougou, à une quinzaine de kilomètres, au moment de sa conquête par le puissant seigneur de guerre N'To Diarra. La famille Tangara est également arrivée à la fin du XIX^e siècle ; elle est généralement connue sous le qualificatif de Kangokow, qui signifie « peuple de Kango » – un village situé à une trentaine de

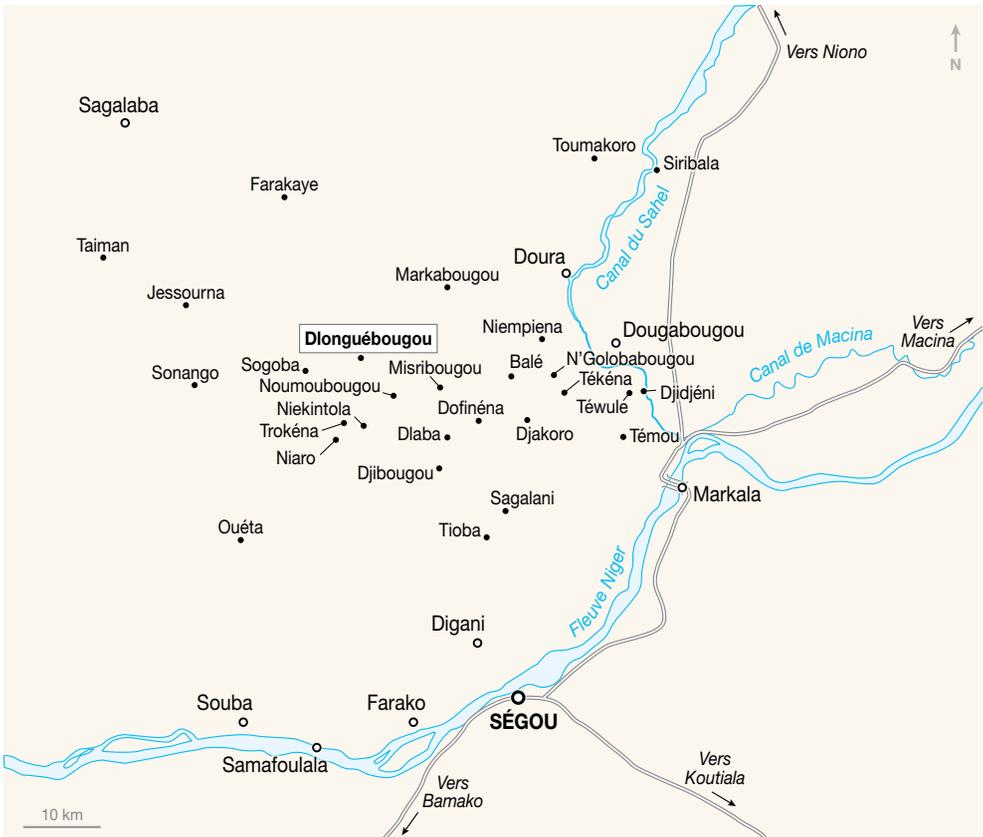


Figure 3 | Dlonguébougou et les localités avoisinantes.

kilomètres à l'est, qui avait été attaqué et mis à sac. Plusieurs familles sont les descendantes d'esclaves jadis liés aux clans fondateurs. L'une de ces familles a connu une grande réussite économique en raison du travail acharné de trois frères et elle représente aujourd'hui l'un des ménages les plus aisés du village. D'autres habitants se sont installés plus récemment, comme M. S., qui était esclave dans un campement d'éleveurs maures qui passaient la saison sèche dans les alentours du village afin d'abreuver leurs animaux aux puits villageois⁸. Il a abandonné ses anciens maîtres au début des années 1960 et s'est installé comme paysan et petit commerçant à Dlonguébougou. Depuis 1980, plusieurs autres familles sont venues s'installer dans le village, y compris cinq enseignants – lors de l'ouverture de l'école – et deux petits commerçants.

À Dlonguébougou, tout le monde connaît ses antécédents familiaux bien mieux qu'il n'est d'usage dans la société occidentale, où il est souvent difficile de nommer ses arrière-grands-parents. Les origines familiales ont de l'importance car elles déterminent le statut de la famille et dictent les relations avec les habitants du village et des villages voisins. Les premiers arrivants continuent d'avoir plus de pouvoir dans la prise de décisions au niveau du village. La société bambara suit une combinaison de mécanismes hiérarchiques et égalitaires, qui se font concurrence en fonction du contexte (BAZIN, 1970 ; LEWIS VAN DUSEN, 1978 : 197). Ainsi, en théorie, chaque chef de ménage est égal aux autres et devrait assister aux réunions périodiques organisées par le chef de village (*gwatigi wélé*), mais, dans la pratique, les ménages fondateurs continuent d'avoir le plus de poids lorsque des décisions doivent être prises. De même, chaque homme, et chaque femme, est membre d'un groupe de pairs (*ton*) constitué de personnes de la même classe d'âge et qui entretiennent des rapports amicaux et égaux indépendamment de la famille dont elles sont issues. Mais chaque groupe d'âge reconnaît encore le pouvoir et l'autorité exercés par ceux qui sont au-dessus de lui, et le respect auquel il peut prétendre de la part de ceux qui sont au-dessous.

8. Ces éleveurs étaient originaires de Mauritanie, mais beaucoup d'entre eux étaient descendus vers le sud pour accéder aux zones bénéficiant d'une meilleure pluviométrie.

ORGANISATION SOCIALE, ESCLAVAGE, NOBLESSE ET CLANS

Dlonguébougu est décrit par sa population comme le village d'un peuple libre et noble, ce que l'on appelle un *horondugu*. Mais, comme nous le verrons dans les carnets du voyage de Mungo Park à travers cette région en 1796 (voir encadré 3), l'esclavage était répandu à cette époque, et les captifs étaient voués aux travaux domestiques et agricoles⁹. En 1905, l'administration coloniale française, si elle n'a pas aboli l'esclavage, a déclaré que tout nouvel asservissement était hors la loi sur l'ensemble du territoire du Soudan, comme s'appelait ce que l'on connaît aujourd'hui comme le Mali. Une vague massive de captifs ont alors tenté leur chance pour obtenir leur liberté. Le recensement de 1904 estime la population du cercle de Ségou à 160 000 habitants (ils sont 700 000 aujourd'hui), dont 25 000 étaient considérés comme des captifs, ce qui représentait 15 % de l'ensemble de la population. Dans le cas de Dlonguébougu, le recensement de 1904 indique un total de 400 personnes, dont 135 sont qualifiées de « captifs », soit l'équivalent de 34 % de la population¹⁰. Aujourd'hui, les gens rechignent à identifier ceux qui sont issus de familles d'anciens captifs, ou à raconter l'histoire passée des gens qui appartenaient à leur famille. Dans bien des cas, les esclaves se sont enfuis immédiatement après le décret de 1905, mais bien souvent pas plus loin qu'un village voisin. Certains sont restés, préférant demeurer sur un territoire familial plutôt que s'en aller en quête du lointain berceau de leurs ancêtres. De nos jours, les gens reconnaissent que l'esclavage est révolu et que l'on ne devrait plus parler du statut de captif ; pourtant, l'empreinte de l'esclavage est encore présente, comme on peut le voir dans le choix des familles et des villages dans lesquels on s'unit par les liens du mariage. Lorsque nous avons débarqué à Dlonguébougu en 1980 et que nous avons demandé à rendre visite à chaque famille pour réaliser un recensement et tenter de comprendre qui était qui, nous avons été guidés tout au long d'une série de rencontres qui nous ont fourni une carte sociale précise du pouvoir et du statut des différentes familles. La première famille à laquelle nous avons rendu visite était celle du chef de village, alors qu'en queue de liste figuraient

9. Appelés *jon*.

10. MEILLASSOUX (1991) confirme que l'esclavage domestique était omniprésent dans la plus grande partie de l'Afrique de l'Ouest.

les ménages issus de familles de captifs, un homme né hors mariage et, par conséquent, d'un rang inférieur à celui des hommes nobles et libres (les *horonw*) et un habitant très pauvre ayant essuyé une série de revers.

La société bambara est constituée de plusieurs grands clans, dont les membres prennent le nom, ou *jamu*, qui représente un marqueur d'identité très important. Il existe des plaisanteries d'usage entre certains clans, appelées *senankunya* : par exemple, les membres du clan des Dembélé doivent se moquer des Diarra, qu'ils surnomment « gamins » ou « esclaves » et qu'ils accusent d'être des créatures misérables qui profitent de la nuit pour manger quelques haricots. Les Diarra sont bien sûr obligés de leur rendre la pareille pour ne pas être en reste. Les Tangara insultent les Keita, et les Toungara les Diallo, les Bouaré et les Fofana. Il est parfois surprenant d'entendre une litanie d'insultes quand les membres des différents clans s'invectivent, surtout lorsqu'il s'agit de personnes occupant des fonctions très différentes et qui s'injurient entre elles. Une bonne répartie et le sens de l'humour sont des qualités très appréciées, et la participation à cet échange d'insultes hautes en couleur constitue une marque essentielle d'appartenance à la société. Il m'a fallu du temps pour comprendre pourquoi « aller manger des haricots » représentait une telle insulte, mais c'est tout simplement parce que, même s'ils sont délicieux et que tout le monde en mange, ils provoquent des flatulences.

AUTRES RÉSIDENTS ET VISITEURS

La société bambara comprend plusieurs castes – les forgerons, les tanneurs et les potiers (collectivement appelés les *nyamakalaw*). Ce sont des gens réputés pour leur connaissance de forces puissantes qui nourrissent la vie et peuvent aussi lui nuire. Ils se marient uniquement avec des membres de leur caste et beaucoup de leurs noms de famille sont propres à leur profession. Le travail du fer par les forgerons a commencé il y a plus de deux mille ans et a revêtu une importance vitale pour le matériel militaire et l'outillage agricole. Aujourd'hui, les forgerons jouent encore un rôle essentiel dans l'économie rurale, réparant les charrues, les charrettes, les houes et les carabines (photo 8). Si les barres de fer peuvent désormais être achetées au marché du village, dans le passé, les forgerons fondaient le minerai dans de grandes forges, dont on retrouve aujourd'hui les vestiges çà et là dans le paysage. La fonte collective du minerai de fer à grande échelle a entraîné la consommation de grandes quantités de charbon de



Photo 8 | Les forgerons conservent une très grande importance pour la fabrication et la réparation des engins agricoles (2009).

bois et contribué à une déforestation considérable (HAALAND, 1980). En 1981, j'ai écouté un vieux forgeron, Niangoro Coulibaly, de Dlaba, décrire comment, jeune garçon dans les années 1920, il avait pris part avec des douzaines d'autres forgerons à l'une des dernières grandes fêtes des forges. Cela devait représenter un énorme effort collectif, attirant des forgerons et leur famille vivant à des lieues de là.

Les Peuls¹¹ sont un autre peuple qui vit à Dlonguébougou et aux alentours. Ils étaient jadis recrutés par les villageois bambara pour s'occuper de leur bétail. Les Peuls ont vécu dans le village et à proximité depuis des générations, et plus d'une centaine sont enregistrés comme domiciliés à Dlonguébougou dans les registres fiscaux. Connus sous le nom de *foroba flaw*, ces résidents de longue date ont été installés dans la région

11. Ils se nomment eux-mêmes *Pulaar* ou *FulBe*, et sont plus connus en anglais sous le nom de Fulanis.

par les rois de Ségou pour s'occuper du cheptel royal. Toutefois, les relations entre les Bambara et les Peuls se sont détériorées depuis 1980, et désormais seuls deux ménages du village les emploient comme bergers car on les soupçonne de trop traire les vaches et de vendre des bêtes en cachette, en prétendant les avoir perdues dans la brousse. Les mariages entre Peuls et Bambara sont rares ; on en dénombre seulement deux restés dans la mémoire collective, qui remontent l'un et l'autre à plus de quatre-vingts ans. Des éleveurs peuls transhumants affluent aussi dans le village pendant plusieurs mois de la saison sèche, en quête d'eau et de pâturages, en ayant souvent guidé leurs bêtes pendant plus de 100 km. Certains troupeaux sont encore accompagnés par un éleveur et sa famille, alors qu'un nombre croissant est désormais sous la responsabilité d'un berger, généralement un jeune homme rémunéré par un militaire, un fonctionnaire ou un commerçant qui possèdent un gros cheptel (TURNER, 2009). Les conflits entre Bambara et Peuls sont le plus souvent causés par ces cheptels transhumants de passage en raison des dommages qu'ils peuvent créer dans les champs juste avant la récolte si les animaux ne sont pas surveillés correctement. Lors d'un litige récent, les villageois de Dlonguébougou étaient accusés d'avoir volé six



Photo 9 | Tentes d'un camp d'éleveurs maures dressées dans les champs du village, en saison sèche (1981).

bovins et de les avoir vendus sur le marché de Touba. Le tribunal de la cour de justice de Markala a exigé la présence d'un habitant du village pour répondre aux accusations. Les villageois ont nié avoir connaissance des animaux et les accusations ont par la suite été abandonnées. Pour justifier leurs piètres relations avec les Peuls, les Bambara font souvent référence à ce dicton : « Si vous accordez à un Peul de s'installer dans votre village, tôt ou tard il deviendra chef. » Comme nous le verrons au chapitre 2, les relations entre les villageois et leurs voisins peuls se sont encore détériorées à la suite d'attaques menées par des groupes armés dirigés par le prédicateur peul Amadou Kouffa.

En 1980, trois familles maures se rendaient régulièrement à Dlonguébougou pendant plusieurs mois de la saison sèche et dressaient leurs élégantes tentes en laine noire de chèvre ou de mouton dans les champs du propriétaire d'un puits (photo 9). Là ils échangeaient le fumier de leurs vaches, de leurs moutons et de leurs chèvres contre de l'eau pour leur troupeau. Il s'agissait de Maures *haratin* d'origine africaine, populations qui avaient été capturées comme esclaves par des Maures venus de Mauritanie dans un passé lointain, et qui s'étaient échappées au début du xx^e siècle. L'administration coloniale a signalé la présence de ces populations sur la rive nord du fleuve Niger à partir de 1909 et rapportait qu'ils abattaient des arbres et entraient en conflit avec les Bambara. Toutefois, en général, les Bambara de Dlonguébougou accueillaient les Maures comme des visiteurs réguliers, qui fournissaient du fumier en abondance grâce à leur cheptel de moutons et de chèvres, toujours prêts à vendre un jeune bœuf destiné au labour et que l'on retrouvait souvent à l'échoppe du village où ils se procuraient du thé et du sucre ou achetaient des céréales qu'ils expédieraient plus au nord. Chaque année en juin, ils démontraient leurs tentes, chargeaient leurs dromadaires et repartaient en direction du nord pour y cultiver des terres pendant la saison des pluies, avant de revenir à Dlonguébougou une fois la récolte du mil terminée. À présent, très peu viennent au village pendant la saison sèche, car ils ont trouvé un endroit où creuser un puits et se sont installés 40 km plus au nord. Ils n'ont plus besoin d'eau pour leurs bêtes à Dlonguébougou et peuvent donc utiliser leurs troupeaux pour engraisser leurs propres champs de mil.

I MA PREMIÈRE VISITE À DLONGUÉBOUGOU

Je suis venue pour la première fois à Dlonguébouougou à la fin du mois d'avril 1980 avec l'anthropologue Duncan Fulton, en quête d'un site intéressant qui nous permettrait de mener deux ans de recherches sur le terrain. Nous avons suivi les conseils de missionnaires catholiques, les Pères blancs, installés à Niono, qui connaissaient nombre des villages de la région mais qui avaient abandonné depuis fort longtemps l'idée de convertir les populations à la religion chrétienne. Ils avaient recommandé trois sites possibles – Markabougou, Dofinéna et Dlonguébouougou. Nous sommes tout d'abord passés au siège du canton à Doura¹², un village moyen en bordure de canal, flanqué de quelques bâtiments administratifs. Nous avons fait une visite de courtoisie au chef d'arrondissement, qui nous a reçus à l'ombre de sa maison et qui a pointé du doigt la cour dans laquelle plusieurs vieillards à la mine abattue étaient assis par terre en plein soleil. « J'ai demandé à tous les chefs de village de venir pour leur rappeler qu'ils devaient payer leurs taxes et honorer leur quota de céréales. » Cela faisait cinq jours qu'ils étaient là, assis en plein soleil, une façon bien peu courtoise de traiter des vieillards à qui l'on aurait normalement dû proposer une chaise et un verre d'eau à siroter à l'ombre d'un arbre. Cette manière d'afficher son pouvoir et d'obtenir le paiement des taxes rappelait la méthode coloniale¹³. Une fois que nous lui avons parlé de notre mission, le chef d'arrondissement nous a permis de libérer les chefs de village pour qu'ils puissent rentrer chez eux, et nous les avons ramenés à leur domicile en voiture, nous séparant d'un vieillard après l'autre le long de notre route. À Dofinéna, notre première escale, nous avons été chaleureusement accueillis, mais nous avons constaté un taux élevé d'infection par le ver de Guinée et de très graves pénuries d'eau. À Markabougou, à la fin de la saison sèche, les habitants tiraient de l'eau d'une mare trouble aux abords du village. En revanche, Dlonguébouougou avait plus d'une vingtaine de puits qui fonctionnaient toujours à la fin avril et dans ce village, le chef et son conseil nous ont dit qu'ils seraient heureux de nous construire une maison. C'est ainsi que, en mai 1980, nous nous sommes installés à Dlonguébouougou pour

12. Chef-lieu d'arrondissement.

13. Si bien décrite par Amadou Hampaté Bâ (1994).



Photo 10 | L'auteure et la voiture (1981).

deux ans avec trois assistants de recherche : Sidiki Diarra, Karounga Coulibaly et Baba Konaté. L'épouse de Sidiki, Bintu Coulibaly, faisait la cuisine pour notre maisonnée.

L'étude menée à Dlonguébougou prenait place parmi plusieurs recherches entreprises au Sahel sous la houlette de Jeremy Swift pour le Centre international pour l'élevage en Afrique (Cipea)¹⁴. L'objectif était de décrire la diversité des économies, des sociétés et des systèmes agropastoraux, ainsi que les relations entre les populations d'éleveurs et d'agriculteurs dans cette vaste zone de terres semi-arides située entre le désert et la savane. D'autres études ont été entreprises en parallèle par Ced Hesse et Adam Thiam sur les Peuls de la région de Gourma, dans l'est du Mali, et par Cindy White sur les nomades Wodaabe du centre du Niger. Dlonguébougou penchait plus du côté sédentaire avec des cultivateurs de mil qui détenaient des troupeaux considérables, en cohabitation avec des éleveurs sédentaires et nomades. Réalisées sur deux saisons des pluies, nos deux années de recherches nous ont permis de prendre la mesure de la variabilité des précipitations d'une année sur l'autre et de la variation associée des pratiques culturelles et des rendements agricoles. Heureusement pour notre étude, il y a effectivement eu une variation notable dans l'arrivée des pluies et

14. Jeremy Swift était chercheur à l'Institute of Development Studies (IDS), université du Sussex, et il travaillait pour le Centre international pour l'élevage en Afrique (Cipea), qui a désormais fusionné avec l'Illrad (Laboratoire international de recherche sur les maladies animales) pour former l'Institut international de recherches animales (Iiri), basé à Nairobi, au Kenya.

dans les volumes de précipitations entre 1980 et 1981, ce qui nous a permis de décrire cette variabilité interannuelle dans les rendements des différentes cultures (FULTON et TOULMIN, 1982). Au lieu d'une seule, deux années de données sur les ménages ont également permis de mieux comprendre comment les gens s'organisaient, même s'il n'était évidemment pas possible de dégager une tendance significative sur une période aussi courte.

Comme nous opérons sous l'égide du Cipea, nous disposons d'une voiture (photo 10) et nous avons quatre assistants de recherche, dont trois qui vivaient à Dlonguébouyou, et un quatrième dans le village de Dofinéna, 20 km plus au sud. Plusieurs collègues du Cipea nous ont parfois rendu visite : les écologues Mohammed Cissé, Lassine Diarra et Pierre Hiernaux, afin d'étudier les jachères et la régénération des arbres et arbustes, le spécialiste en sciences animales Trevor Wilson, pour enquêter sur la structure et la productivité des troupeaux, le vétérinaire Adama Traoré et le sociologue Samba Soumaré, pour étudier les performances des bœufs de trait, et l'agronome Pierre Gossèye, pour tester de nouvelles variétés de niébé et de petit mil¹⁵. L'étude topographique aérienne de Mark Haywood réalisée en 1978 et qui portait sur la région s'étalant au nord et à l'est a fourni une évaluation de la dégradation de la végétation et des sols depuis les campagnes plus humides dans les années 1950 et 1960 (HAYWOOD, 1981).

En 1981, Sara Randall, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, a entrepris une étude démographique d'envergure qui englobait Dlonguébouyou et Dofinéna et qui constituait une référence précieuse pour de nombreux villages des alentours (RANDALL, 1984). Cette étude, qui comportait également un historique des accouchements de toutes les femmes mariées, faisait ressortir des niveaux très élevés de mortalité infantile, avec plus de 40 % des enfants qui n'atteignaient pas leur cinquième anniversaire. Mary Martin, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, a résidé à Dlonguébouyou en 1983 et a réalisé une étude nutritionnelle afin de comparer l'accès à la nourriture entre les différents ménages de Dlonguébouyou, et entre Dlonguébouyou et Dofinéna (MARTIN, 1984).

15. Synthèse des résultats publiée dans WILSON *et al.* (1983), TRAORÉ et SOUMARÉ (1984).

Nos deux années sur le terrain, de 1980 à 1982, se sont déroulées entre les grandes sécheresses qui ont frappé le Sahel de 1973 à 1974 et de 1984 à 1985. La première de ces deux sécheresses a pris les gens au dépourvu après deux décennies de conditions plus humides ; on estime qu'elle a fait 100 000 victimes humaines et qu'elle a décimé un quart du cheptel sahélien. Dans les années 1980, les populations étaient mieux préparées ; les gouvernements et les agences d'aide avaient mis à disposition des fournitures d'urgence ; et les éleveurs nomades étaient partis plus tôt vers le sud en quête de pâturages, ce qui avait permis de limiter les pertes animales. Après ces deux grandes sécheresses, un certain nombre d'agences d'aide ont esquissé des plans pour procéder à une délocalisation des populations du Sahel vers des terres mieux arrosées plus au sud, convaincus que le Sahel était de moins en moins apte à subvenir aux besoins de sa population. Des millions de Sahéliens n'ont pas attendu que ces plans se concrétisent et ont pris la décision de partir. À la fin des années 1990, on estime que 5 millions de personnes avaient quitté leur maison du Burkina Faso et du Mali pour s'installer en Côte d'Ivoire, devenant souvent métayers sur les terres forestières du littoral pour y cultiver du café ou du cacao. Après la guerre civile en Côte d'Ivoire, et devant une xénophobie croissante, certains sont rentrés au Burkina Faso et au Mali, mais beaucoup sont restés. Si plusieurs hommes de Dlonguébouyou ont migré en Côte d'Ivoire pendant un certain temps, un seul s'est définitivement installé là-bas.

| MES AUTRES VISITES À DLONGUÉBOUGOU

Je me suis rendue bien des fois à Dlonguébouyou depuis mon départ en 1982. J'y suis revenue brièvement en octobre 1984, lorsqu'il était manifeste que la récolte avait été particulièrement mauvaise. Le vieux Bina m'a alors confié : « Jamais je n'aurais pensé qu'un jour je verrais un homme prêt à moissonner obligé de parcourir son champ pour tenter d'y trouver un seul épi de mil qui mérite d'être récolté. » J'ai appris que bien des personnes avaient déjà quitté le village soit pour tenter leur chance dans les hameaux voisins où la récolte avait été meilleure, soit pour partir en ville. Bizarrement, même lors d'une année extrêmement sèche, le village de Djibouyou à 15 km au sud de Dlonguébouyou avait

été arrosé par de nombreuses pluies, et j'ai découvert que bien des habitants de Dlonguébougou étaient venus aider à la récolte. De fait, il avait tellement plu à Djibougou que nous nous sommes retrouvés embourbés et que nous avons dû demander de l'aide pour sortir notre véhicule de l'ornière.

Lorsque je suis revenue en 1988, de fortes pluies s'étaient abattues sur toute la région. J'écrivis dans un article rédigé pour le magazine *New Scientist* :

« Les villageois parcourent la brousse pour tenter de trouver du chaume afin de construire les greniers à céréales dont ils auront besoin pour stocker la récolte de mil exceptionnelle qu'ils ont rentrée cette année. Il y a bien des années qu'ils n'ont pas eu à construire de greniers de cette taille. Mais ils travaillent joyeusement tandis que la récolte mûrit dans le champ, un tapis vert de tiges de mil, avec de lourds épis dorés qui semblent vous saluer à votre passage. » (TOULMIN, 1988).

Les pluies avaient été si intenses – plus de 100 mm en 48 heures – que cela avait provoqué l'effondrement de plusieurs maisons et de deux mosquées dans les bourgades voisines. Lors de cette visite, j'étais enceinte de sept mois de mon troisième enfant, et tout le monde à Dlonguébougou était ravi de ma fécondité et de voir que j'avais enfin compris que, pour une femme, la chose la plus importante dans la vie est d'enfanter.

En 1997, j'ai réussi à monter un projet de recherche à Dlonguébougou avec Karen Brock, de l'université du Sussex, basée dans le village et prête à travailler en collaboration avec mon ancien assistant de recherche, Sidiki Diarra¹⁶. Karen était chargée d'étudier comment les moyens d'existence changeaient selon les ménages, en fonction de l'accès aux ressources et d'une série d'autres facteurs comme l'âge, le genre, l'ethnie ou la richesse. Je me suis rendue à Dlonguébougou à deux reprises pendant que Karen travaillait là-bas pour lui apporter mon soutien et l'aider à collecter les données. Ses conclusions ont confirmé l'importance indéniable des

16. Projet « Moyens d'existence ruraux durables en Éthiopie, au Mali et au Zimbabwe », sous l'égide de l'Institute of Development Studies (IDS), université du Sussex, et grâce au concours financier du ministère britannique du Développement international (DFID).



Photo 11 | Construction de la maternité (juin 2008).

structures collectives pour la mise en commun des risques, la mobilisation des ressources et la gestion de l'accès à la terre et à l'eau. Elle a également mis en exergue la grande importance des revenus de la diaspora pour permettre aux ménages agricoles d'investir dans des biens et d'accroître la productivité de l'exploitation (BROCK et COULIBALY, 1999).

En 2006, je suis retournée à Dlonguébougou avec mon fils cadet, alors âgé de 17 ans, pour passer quelques jours au Mali et lui faire connaître le village. Il a été accueilli à bras ouverts, tout particulièrement par les enfants du village qui le suivaient partout. Une visite en juin 2008 a coïncidé avec la construction d'une maternité que nous avons contribué à financer (photo 11). En octobre 2009, je suis venue à nouveau, cette fois avec ma fille, Agnès, forgeronne qualifiée. Nous avons passé une journée très occupée dans le village des forgerons du coin, Noumoubougou ; ceux-ci nous ont fait une démonstration de leur talent dans la fabrication de haches et de houes, l'affûtage des lames et la réparation de charrettes. Le temps fort de l'après-midi a été la réalisation d'une charrue miniature, avec un joug. Et les forgerons de déclarer : « C'est trop petit pour des bœufs, des ânes ou des chèvres, mais c'est parfait pour des lapins. »

Par chance, une visite en février 2011 a coïncidé avec la grande cérémonie de circoncision qui se tenait pour la première fois depuis plusieurs années, avec la participation de 125 garçons et le rassemblement de centaines d'amis

et voisins de Dlonguébougou venus des quatre coins du pays (photo 12). Puis, en juin 2014, j'ai passé quelques jours dans le village au début de la saison des pluies, lorsque j'ai été surprise par une violente tempête de sable.

Ces brèves visites m'ont permis de rester en contact avec les habitants de Dlonguébougou et de prendre la mesure de la manière dont les choses avaient changé dans le village (encadré 2). Toutefois, elles ont aussi été une certaine source de frustration, car je ne suis jamais restée suffisamment longtemps pour tenter de comprendre les évolutions et de documenter les changements à l'œuvre dans le village. En 2015, ayant cédé les rênes de mon poste de directrice de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), j'ai obtenu une bourse de recherche décernée par l'Open Society Foundation pour me permettre de retourner à Dlonguébougou et de procéder à une étude plus systématique des changements intervenus depuis 1980-1982. Un financement supplémentaire de la Binks Family Trust, à Édimbourg, m'a permis de mener deux années de recherches poussées à partir d'avril 2016 et de travailler avec mon ancien assistant, Sidiki Diarra. Chaque fois que je reviens à Dlonguébougou, je me réjouis d'y retrouver des amis et d'avoir de leurs nouvelles, mais cette joie anticipée est toujours teintée d'une certaine appréhension, car je sais que quelques-uns de mes anciens voisins nous auront quittés, même si les rangs des plus jeunes se sont massivement multipliés.



Photo 12 | Un groupe de jeunes garçons récemment circoncis (février 2011).

ENCADRÉ 2

L'HABILLEMENT, UN MARQUEUR DE CHANGEMENT

En 1980, c'est une toile de coton tissée à la maison (*fini-mugu*) qui dominait, même si on voyait déjà quelques articles d'occasion. Les femmes portaient des tissus de coton de couleurs vives tissés à la machine ou une toile bleu indigo portée comme un pagne, appelée *taafi-fin*. Les jeunes mariées et les mères d'un nouveau-né portaient cette toile foncée et étaient souvent nues au-dessus de la taille, surtout lorsqu'elles allaitaient un nourrisson. Un nouveau pagne attirait les bénédictions de proches et de voisins (*K'i kene ka fara* : « Puisses-tu être en bonne santé lorsqu'il sera usé »). Un chemisier court et un foulard complétaient cette tenue. Les jeunes garçons portaient des shorts à mi-cuisse en coton tissé, pourvus d'une cordelette, alors que les jeunes gens pouvaient prétendre à des shorts tombant sous le genou, ou encore à un pantalon, une fois qu'ils avaient bravé la cérémonie de la circoncision. Pendant la journée, les hommes portaient des shorts à hauteur du genou et une longue chemise, souvent pourvue d'une poche à l'avant pour y mettre un peu d'argent, des clés et du tabac à priser. Une grande variété de bonnets étaient arborés par les hommes, le plus souvent avec des couleurs et des motifs différents. Un jour où j'ai regardé à l'intérieur de ces bonnets de laine, j'ai vu qu'ils étaient étiquetés comme bonnets de ski, fabriqués en Europe, alors qu'ici ils servaient à se protéger la tête du soleil et du vent. Lors de mon premier séjour à Dlonguébouyou, avant de commencer à reconnaître les gens autour de moi, j'identifiais la personne en fonction du bonnet qu'elle portait. Le jour de la lessive toutefois, ma confusion était totale car les hommes se promenaient alors sans couvre-chef. Le soir, après s'être lavés, les hommes portaient de grands boubous en coton blanc pour se promener dans le village, avant d'engager la conversation. Des souliers en plastique ou des tongs confectionnées à partir d'un vieux pneu étaient, et restent encore, les chaussures les plus répandues. Les gens portaient des bracelets en métal, des amulettes en cuir et des perles autour du cou.

Aujourd'hui, le coton tissé à la maison est beaucoup moins courant. Quelques hommes parmi les plus âgés en portent encore le soir ou lors de festivités, mais la plupart l'ont abandonné. « Il fait trop chaud ! Nous voulons quelque chose de beaucoup plus léger et de moins cher », expliquent-ils. Et aujourd'hui dans le village, plus personne ne file ni ne tisse le coton. Les femmes ont plusieurs pagnes en coton très coloré et on voit souvent les épouses d'une même maison arborer le même imprimé lors des mariages ou des journées de fête. Les femmes et les jeunes filles portent différents styles de chemisiers et, de nos jours, il est très rare de voir une jeune femme seins nus. Le soir, les femmes revêtent des robes qui descendent en dessous du genou, avec des écharpes ou des châles aux motifs variés. Leurs cheveux sont souvent tressés de manière élaborée et parsemés de perles et de fils de couleur. Les hommes ont aussi délaissé le *fini-mugu* en faveur de cotons colorés. Il y a désormais vingt-six machines à coudre dans le village et de nouvelles tenues peuvent être rapidement confectionnées. Les vêtements de seconde main sont courants, achetés sur le marché ou à des commerçants de passage au village. Les enfants courent en T-shirts imprimés de slogans improbables, à la gloire d'Obama ou de Bob Marley. Pour les grandes occasions, les jeunes garçons enfilent de larges jeans à taille basse et ressemblent comme deux gouttes d'eau à leurs homologues des rues de Brooklyn, Pékin, Berlin ou Buenos Aires. Les chasseurs quant à eux ont conservé leurs tenues en coton traditionnel, teintées de couleur ocre brun et où sont suspendus des talismans traditionnels en guise de protection.

Lorsque l'on approche du village et gagne la piste qui traverse les champs de brousse, on aperçoit au loin des silhouettes ployées sur une houe, ou affairées à tailler des buissons et des arbustes avec une hache. Lorsque l'on atteint les abords des champs, on peut voir le village niché dans un pli du terrain, entouré de cultures à l'ombre de quelques arbres. Une ligne de palmiers se dresse à l'horizon. Les véhicules restent rares à ce jour ; lorsqu'une voiture atteint enfin les premières maisons, un groupe de jeunes enfants s'est déjà empressé de venir accueillir le nouvel arrivant, accompagné d'une cohorte bruyante de chiens jappant d'excitation.

À l'arrivée, il est essentiel de rendre visite au chef de village. Au cours de mes dernières visites, c'était Danson Dembéle, un vieil homme alerte qui gagne un peu d'argent grâce à son commerce de noix de cola. En raison de ses mains estropiées à la naissance, il n'a jamais brillé comme chasseur ou agriculteur. Petit garçon, il a été envoyé à l'école réservée aux fils de chef, à Markala, à une cinquantaine de kilomètres. Sa famille l'a choisi car elle pouvait se permettre de se passer de sa contribution à la main-d'œuvre familiale, puisqu'il n'allait jamais être très productif dans les champs. Mais, malgré son infirmité, il a réussi à conserver une certaine autorité, à la fois comme chef du village et de sa plus grande famille étendue, qui compte aujourd'hui 185 membres. À mon arrivée, il se tiendra assis dans son entrée, *blon*, un couloir frais et ombragé de sa concession, tordant quelques brins de plastique extraits d'un vieux sac pour en faire une corde, avec deux ou trois autres hommes à son service. Il n'est pas content du tout de la façon dont la vie du village a évolué. Il m'a d'ailleurs confié :

« Avant, il y avait cinq ou six grandes plateformes en bois tout autour du village, à l'ombre de figuiers, où les hommes passaient de longues heures pendant la saison sèche à parler de tout et de rien, des choses de la vie. Mais aujourd'hui, elles sont toutes abandonnées. Personne ne s'y rend désormais. Les gens restent assis chez eux et, lorsqu'ils bavardent, ils ne parlent que boutique et se querellent ; il n'y a plus de discussion sérieuse. Personne n'est d'accord avec l'autre, et tout le monde parle en l'absence de l'autre. Les jeunes ne respectent plus leurs aînés, leurs parents – *u te fa don, u te ba don*¹⁷. »

17. « Ils ne connaissent pas leur père, ils ne connaissent pas leur mère », ce qui veut dire qu'ils sont sans guide et n'écoutent personne.

L'opinion de Danson à propos de l'évolution de la vie du village n'est pas seulement une parole de vieil homme ; bien d'autres se font l'écho de ses regrets et déplorent la déperdition de l'engagement dans le collectif. L'essor des intérêts individuels, s'il est célébré par certains, a eu beaucoup de conséquences sur la façon dont les gens s'organisent au sein du village et dans leur propre ménage, comme on le décrira de façon plus détaillée dans la suite de cet ouvrage (voir chap. 4, 5 et 6)¹⁸.

Le chapitre suivant présente le cadre historique ancien de ce village, depuis les empires précoloniaux et les premiers explorateurs européens jusqu'à l'arrivée des Français et la mise en place de l'administration coloniale. Il décrit ensuite la période qui a suivi l'indépendance du Mali, les conflits croissants dans le nord du pays, la guerre civile actuelle et son impact sur les habitants de Dlonguébougu.

18. L'essor de l'individualisme se retrouve non seulement dans les sociétés agricoles, mais aussi chez les éleveurs peuls, comme l'évoque TURNER (2009).

L'HISTOIRE DE DLONGUÉBOUGOU ET DE SA RÉGION

*Ka fajiri jirana, k'an kelen kelen wuli*¹⁹.

I INTRODUCTION

Le paysage vallonné qui entoure Dlonguéboukou est constitué de plaines et de cuvettes sableuses, créées à partir des dunes qui se sont formées au moment du dernier âge glaciaire, lorsque le désert du Sahara était beaucoup plus grand qu'il ne l'est aujourd'hui. Cette longue période de sécheresse a pris fin il y a douze mille ans et a été suivie par des conditions beaucoup plus humides avec le recul de la période glaciaire et une transformation du paysage ouest-africain. Des pluies intenses ont créé un Sahara vert avec des forêts et des prairies qui présentaient un territoire fertile pour les animaux et les humains prêts à s'installer dans cette zone. Les peintures rupestres de chasseurs poursuivant des antilopes observées dans les montagnes du Hoggar, dans le centre du Sahara, attestent de la richesse de la faune – girafes, rhinocéros et éléphants (HUGOT, 1974). Les traces d'une période ancienne beaucoup plus humide sont manifestes lorsque l'on survole le Sahara, car un écheveau complexe de vallées et de bassins lacustres

19. Bénédiction de fin de soirée, lorsque les gens vont se coucher : « Puisse l'aube se montrer à nous et puissions-nous nous lever l'un après l'autre. » La deuxième partie de la citation renvoie à l'espoir qu'il n'y ait pas d'alarme soudaine, comme un raid sur le village, qui oblige tout le monde à sortir du lit précipitamment.

immenses est clairement visible depuis le ciel. Un brusque changement de climat intervenu il y a cinq mille ans a apporté des conditions plus instables qui ont conduit à des interludes parfois plus humides, mais surtout à de longues périodes plus sèches. Peu à peu, les gens se sont retranchés vers le sud, s'éloignant de ce que l'on appelle aujourd'hui le Sahara à mesure que les lacs et rivières qui les avaient nourris s'asséchaient.

Les fouilles archéologiques de sites datant de trois à cinq mille ans ont mis au jour des restes d'animaux sauvages, de bétail domestique et des arêtes de poisson sur les berges de lacs et de rivières qui traversaient jadis ce qui est désormais le Sahara méridional et le Sahel (McINTOSH, 1998 ; RAIMBAULT et SANOGO, 1991). À mesure que le climat devenait plus sec, tandis que les grands lacs se réduisaient comme peau de chagrin, des modèles d'agriculture ont commencé à se développer ; du fonio et du mil ont été récoltés et cuisinés ; et les premiers ouvrages en fer sont apparus. Le mode d'installation dans cette frange saharienne du sud présente une mosaïque de peuples et de moyens d'existence, parmi lesquels on peut citer des pêcheurs, des éleveurs nomades et des producteurs de céréales, chaque groupe trouvant sa niche écologique et reflétant les spécialisations que l'on connaît aujourd'hui (McINTOSH, 1998 ; TOGOLA, 2008).

De grandes variations dans les régimes de précipitations ont entraîné de profonds changements dans les populations et les formes de gouvernement que l'on trouve dans la région. La période allant de 2 300 à 1 700 BP a été suivie de conditions encore plus humides jusqu'à environ 900 BP. Est ensuite intervenue une période de climat très imprévisible, avant que des conditions relativement plus humides et plus stables ne s'installent à partir du milieu du XVI^e siècle jusqu'au milieu du XVII^e siècle. Après cela, les conditions climatiques ont été généralement sèches, avec quelques phases plus humides comme celle allant de 1950 à la fin des années 1960 (McINTOSH, 1998 : 72-73). Même si nombre des grands lacs des bassins du centre du Sahara se sont taris il y a trois ou quatre mille ans, le faisceau de ruisseaux plus proches du fleuve Niger et alimentés par les inondations annuelles avait sans doute encore un débit saisonnier significatif jusqu'à récemment²⁰.

20. Les villageois de Dofinéna ont relaté une grande inondation survenue au début des années 1960, qui avait même apporté du poisson emprisonné dans les ruisseaux près du hameau, à une quinzaine de kilomètres du fleuve Niger.

LES GRANDS EMPIRES SAHÉLIENS : GHANA, MALI ET SONGHAI

Les premiers écrits sur l'Afrique de l'Ouest nous viennent des voyageurs musulmans de jadis. Ils décrivent une série de grands empires qui ont régné sur le Sahel (comme le montre la figure 4), chacun s'élargissant ou se contractant à mesure que l'État central gagnait ou perdait en influence sur ses voisins.

En 1068, Al-Bakri a narré les découvertes de voyageurs qui s'étaient rendus dans l'empire du Ghana, également connu sous le nom de Wagadu, empire qui a régné sur la majeure partie du Sahel occidental du III^e au XI^e siècle (LEVTZION et HOPKINS, 2000 : 79-81 ; FAUVELLE, 2014 : 56-63). Son opulence reposait sur le contrôle des mines d'or de Bambouk (aujourd'hui dans l'est du Sénégal) et de Kangaba (dans ce qui est désormais la Guinée). Au IV^e siècle déjà, la capitale du Ghana à Koumbi-Saleh,

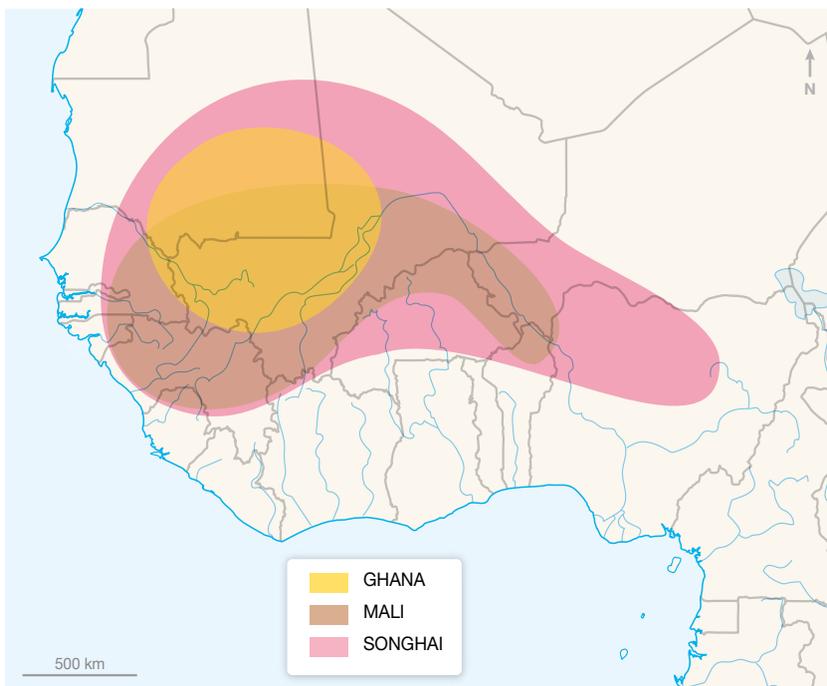


Figure 4 | Les empires du Sahel ouest-africain : Ghana, Mali et Songhaï.

aujourd'hui sur la frontière entre le Mali et la Mauritanie, était un centre commercial imposant, véritable lien entre les populations de la savane plus au sud et les commerçants d'Afrique du Nord. Al-Bakri raconte que, même si le roi du Ghana était animiste, les négociants arabes et berbères vivaient dans le quartier musulman, qui se targuait d'une douzaine de mosquées et était agrémenté de puits et de jardins. À la fin du XI^e siècle, l'empire s'est affaibli, probablement du fait de longues années de sécheresse persistante (CONRAD et FISHER, 1982). La légende du Wagadu relate que sa chute est imputable à la mise à mort du serpent qui vivait dans le puits principal de la ville, abattu par un jeune homme téméraire mais imprudent. Il cherchait à sauver sa bien-aimée qui devait être sacrifiée en hommage à l'animal, mais son acte irréfléchi entraîna l'assèchement du puits et la dispersion du peuple wagadu.

Après le déclin de l'empire du Ghana, il y eut bien des décennies de troubles tandis que de plus petites entités se disputaient le pouvoir, comme la région du Méma à l'est de l'ancien Ghana, où des fouilles archéologiques ont mis au jour un grand nombre de fourneaux et de terrils qui suggèrent le travail du fer à une échelle industrielle (TOGOLA, 2008). Une centaine de kilomètres au nord de Dlonguébougou, il est dit que le Méma a été gouverné par le clan Toungara, l'une des lignées fondatrices de Dlonguébougou, avant de tomber aux mains du roi du Songhaï, Sonni Souleymane, aux alentours de 1450 (PAGEARD, 1961b). Le Méma avait offert un premier refuge à Sunjata Keita, qui allait par la suite fonder l'empire du Mali vers 1230. Cet empire est surtout connu pour l'un de ses rois, Mansa Moussa, qui s'était rendu en Égypte en 1324 dans le cadre du *hadj*, son pèlerinage à La Mecque. Il apportait avec lui une telle fortune en or et en esclaves que la monnaie égyptienne connut une chute brutale de sa valeur. *L'Atlas catalan*, daté de 1375, nous offre une image de ce roi malien et le décrit comme « le seigneur des Noirs, le seigneur le plus noble et le plus riche de toute la région en raison de l'abondance d'or qu'il a récolté sur ses terres » (FAUVELLE, 2014 : 192). De récentes fouilles archéologiques ont mis au jour une imposante citadelle, 25 km à l'ouest de Ségou, à Sorotomo, au sud du fleuve Niger, qui date de la période de l'empire du Mali (MACDONALD *et al.*, 2011). Il se peut que, plutôt que sur une seule capitale, l'empire du Mali se soit appuyé sur plusieurs centres politiques, parmi lesquels figurait Sorotomo (Nick Gestrich, comm. pers.).

Dans les années 1600, le nord de l'empire du Mali est tombé sous la coupe des rois Askia du Songhaï, basés à Gao, 900 km au nord-est de

Ségou. Toutefois, les Songhaï n'exerçaient qu'un contrôle partiel sur le territoire plus distant. La majeure partie de la région de Ségou était alors sous la coupe de souverains de moindre envergure, comme les clans Traoré, qui furent soumis par les Bambara à la fin du xvii^e siècle, au cours de l'avancée de ces derniers dans la région du fleuve Niger depuis le sud (PAGEARD, 1961a ; BAZIN, 1970 ; LOVEJOY, 1986).

LE ROYAUME BAMBARA DE SÉGOU

L'histoire de la fondation du royaume de Ségou, aux alentours de 1710, nous parle d'un jeune chasseur, Mamari Coulibaly, qui, en sa qualité de chef de son groupe de classe d'âge (ou *ton*), contesta le pouvoir des familles traditionnelles bambara à Ségou, qu'il finit par s'arroger²¹. Mamari Coulibaly put ainsi transformer le *ton* en abandonnant sa fonction dans les travaux agricoles pour créer une unité militaire qui grandit et gagna du pouvoir en intégrant des jeunes gens faits prisonniers (ROBERTS, 1987 : 34). Sous son règne, l'État de Ségou dépendait d'un état de guerre permanent afin de garantir un butin à redistribuer aux guerriers, et le roi (*fama*) ne pouvait maintenir son autorité que dans la mesure où ceux-ci étaient satisfaits. La dynastie Coulibaly fut renversée à la mort de Mamari dans les années 1760 par N'Golo Diarra, un soldat captif très puissant, qui installa alors sa propre dynastie. C'est son fils, Monzon, que Mungo Park trouva sur le trône lorsqu'il se rendit à Ségou en 1796. Depuis Ségou, les Bambara élargirent leur royaume durant le xviii^e et le xix^e siècle ; à son apogée, le royaume bambara s'étendait de Tombouctou à l'est jusqu'à Bamako à l'ouest. Comme les royaumes précédents de la savane et du Sahel, son pouvoir était fondé sur un état de guerre permanent et sur le commerce de l'or, du sel et des esclaves. Il reposait aussi sur une alliance étroite et précaire avec les pouvoirs maures plus au nord, qui contrôlaient les échanges du côté du désert (LOVEJOY, 1986 ; ROBERTS, 1987).

21. Les associations constituées de personnes de la même classe d'âge (*ton*) sont encore présentes aujourd'hui dans les villages agricoles bambara.

Au début du XVIII^e siècle, les rois bambara de Ségou installèrent une série de villages fortifiés sur la rive nord du fleuve Niger pour protéger la façade septentrionale de leur royaume. Les troupeaux de bovins royaux, aux bons soins des *foroba fulaw*²², broutaient les pâturages protégés par ces villages et par les soldats (appelés *tonjon*²³) qui y étaient en poste. Dlonguébougou est décrit par ses habitants comme un *horondugu* – un hameau de personnes nobles, installées dans la région avant l'arrivée des *tonjon*. Tous les villages avaient besoin d'être fortifiés, leurs portes étaient fermées une fois la nuit tombée et l'entrée en était interdite aux étrangers (PARK, 2009 : 155). Les villages sans défense adéquate étaient attaqués et détruits, et leurs occupants étaient faits prisonniers et vendus comme esclaves. Durant ses pérégrinations de 1795 à 1797, l'explorateur écossais Mungo Park (encadré 3) découvrit de nombreux villages de ce type en ruines le long de sa route et nota l'usage répandu d'une main-d'œuvre de captifs pour les tâches liées à l'agriculture, l'élevage et au ménage, ainsi qu'à des fins militaires, comme fantassins. Autour de Dlonguébougou, de petits hameaux comme Misribougou et Jessourna furent mis à sac par la guerre durant le XIX^e siècle, et leurs habitants durent chercher un abri à Dlonguébougou, qui était mieux fortifié.

La singularité du royaume de Ségou est exprimée dans les poèmes exaltants récités par les troubadours traditionnels (les griots) et qui constituent *L'Épopée de Ségou* (BA, 1987)²⁴. Ce poème fleuve relate ses conquêtes mais aussi les désastres que devaient affronter les grands rois de Ségou alors qu'ils luttèrent contre leurs ennemis ou se battaient entre eux. Leurs personnalités révèlent une alliance de courage, de bravoure dans la bataille, de sens du commandement et d'intelligence pour imaginer des ruses afin de tromper leurs rivaux. L'honneur et la fierté sont au cœur du récit. Dans ces poèmes, les femmes sont infidèles, subjuguées par l'or et prêtes à trahir leur époux pour le moindre butin. Selon l'histoire de l'empire de Ségou, les vassaux étaient anéantis, les royaumes

22. Éleveurs qui appartenaient comme captifs au royaume de Ségou et s'occupaient des troupeaux de bovins royaux.

23. *Tonjon* signifie « esclave qui appartient au *ton* », c'est-à-dire des esclaves soldats.

24. Également évoqué dans *Ségou : Les murailles de terres*, un roman de Maryse CONDÉ (1984).

étaient pillés et les prisonniers vendus comme esclaves sur les grands marchés situés le long de la frontière occidentale de l'empire à Kangaba. D'autres ressources clés pour le royaume étaient constituées par le sel des mines au nord de Tombouctou et l'or issu de Bourem. Les artisans fabriquaient des toiles de coton et des articles en cuir, et travaillaient le fer pour produire des couteaux et des fusils ainsi que des cartouches à grenailles de plomb. Le Niger constituait l'axe principal de transport, géré par les clans de pêcheurs somono, qui maîtrisaient parfaitement les longues pirogues noires que l'on voit encore aujourd'hui filer le long du fleuve.

Les rois de Ségou s'appuyaient sur de puissantes forces occultes liées à des sanctuaires fétichistes et ils entretenaient des devins pour prédire leur avenir. Eux-mêmes refusaient de suivre les règles de l'islam, mais ils voyaient d'un bon œil les négociants musulmans et des hommes qui, comme les Maraka, prétendaient être les descendants de l'empire du Ghana. Au plus fort de sa gloire, le royaume de Ségou s'étendait sur plus de 1 000 km d'ouest en est et de 500 km du nord au sud, et on le disait capable de mobiliser 60 000 cavaliers et 100 000 fantassins. Des soldats captifs dirigeaient les attaques sur les zones voisines, ce qui apportait de nouveaux esclaves pour alimenter la puissance militaire du royaume et pour s'occuper des récoltes afin d'accroître les réserves de céréales. Les hameaux versaient un impôt au roi bambara, sous forme de miel (pour confectionner du *diji*, une boisson alcoolisée très appréciée du roi, de ses généraux et des courtisans) et de main-d'œuvre. Près de la ville de Ségou régnaient la paix et la sécurité, mais les villages reculés couraient le risque d'être attaqués par des peuples voisins, dont les Maures. Il était fréquent que les gens partent travailler leurs champs armés de fusils et de lances pour se protéger en cas d'attaque. Mungo Park décrit plusieurs villages où les travailleurs dans les champs étaient accompagnés d'hommes armés qui les protégeaient contre les attaquants et qui empêchaient les captifs de s'enfuir. Situé à la frontière septentrionale du royaume de Ségou, Dlonguébouguo avait besoin de protéger ses habitants : un épais mur en torchis qui encerclait le hameau et présentait peu de points d'entrée avait été érigé. Ses chasseurs étaient réputés pour leur force et leur grande capacité de survie dans la brousse et, même en 1980, la société des chasseurs restait une association puissante et dynamique, qui s'occupait autant de la protection de la communauté que de la chasse des animaux sauvages.

ENCADRÉ 3

L'EXPLORATEUR MUNGO PARK PASSE LA NUIT À DLONGUÉBOUGOU (19 JUILLET 1796)

Mungo Park est un explorateur écossais, qui fut mandaté en 1794 par l'African Association pour découvrir la source du fleuve Niger et évaluer le potentiel commercial à l'intérieur des terres ouest-africaines. Lors du premier de ses deux voyages, il lui fallut plus d'un an pour rejoindre le fleuve Niger depuis l'estuaire du fleuve Gambie. Il fut capturé et fait prisonnier pendant trois mois par des Maures à la lisière du désert avant d'être finalement relâché et de pouvoir poursuivre son voyage pour gagner le fleuve Niger à Ségou. À ce moment-là, son cheval était à peine capable de le porter et il fit donc la majeure partie de son voyage vers le sud à pied, en gardant sa monture à ses côtés. Selon ses dires, il offrait un spectacle bien pitoyable, qui suscitait soit la méfiance, soit la compassion.

Le 18 juillet 1796, la veille de son arrivée à Dlonguébougu, il écrivait dans son journal : « Les bourgades sont désormais plus nombreuses et les terres qui ne sont pas consacrées à la culture offrent d'excellentes pâtures pour les grands troupeaux de bovins ; toutefois, du fait des nombreux va-et-vient quotidiens des gens qui se rendent à Ségou ou en reviennent, les habitants sont moins accueillants envers les étrangers. » (PARK, 2003 : 155). En conséquence, il éprouva quelques difficultés pour trouver de la nourriture et ce n'est qu'en ayant recours à la mendicité que lui et ses compagnons parvinrent à se nourrir à Geosorro¹.

À l'aube du 19 juillet, il reprit la route. « Je marchais pieds nus, mon cheval à mes côtés, lorsque j'ai croisé une colonne d'esclaves ; ils devaient être environ soixante-dix, en provenance de Ségou. Ils étaient attachés les uns aux autres par le cou avec une lanière en peau de bœuf, tressée comme une corde, par groupes de sept, avec un homme armé d'un mousquet entre chaque groupe. Nombre de captifs étaient en piteux état et une grande partie d'entre eux étaient des femmes. À l'arrière figurait le valet de Sidi Mahomed, que je me rappelais avoir vu dans le camp de Benowm ; il me reconnut et m'informa que ces esclaves se rendaient au Maroc en passant par Ludamar et en traversant le Grand Désert. Dans l'après-midi, alors que j'approchais de Doolinkeaboo (Dlonguébougu), j'ai rencontré une vingtaine de cavaliers maures, les propriétaires des esclaves que j'avais vus le matin même ; ils étaient tous armés de mousquets. Lorsque je suis arrivé à Doolinkeaboo, j'ai été informé que mes co-voyageurs avaient poursuivi leur route, mais mon cheval était tellement fatigué que je

ne pouvais envisager de les rejoindre. À ma demande, le *dooty*² de la ville me donna une gorgée d'eau, un geste qui est habituellement considéré comme un gage d'hospitalité à venir et je m'imaginai pouvoir oublier les affres de la journée avec un bon souper et un sommeil récupérateur ; malheureusement, il n'en fut rien. La pluie tomba à verse et le vent souffla fort tout au long de la nuit et le *dooty* limita son hospitalité à la gorgée d'eau qu'il m'avait offerte. »

« 20 juillet – Ce matin, j'ai tenté, en alternant menaces et supplications, d'arracher quelques victuailles au *dooty*, mais en vain. J'ai même quémandé un peu de mil auprès de l'une de ses esclaves, car elle avait son grain au puits, et elle m'a fait l'affront de me le refuser. Toutefois, lorsque le *dooty* est parti aux champs, sa femme m'a fait parvenir une poignée de farine que j'ai mélangée avec de l'eau et que j'ai bue au petit-déjeuner. Vers huit heures, j'ai quitté Doolinkeaboo, et à midi, je me suis arrêté quelques minutes à un grand *korree*, où j'ai pu boire un peu de lait que m'avaient donné des Foulahs³... [Puis, le lendemain] En regardant vers l'horizon, j'ai enfin vu avec un soulagement infini l'objet ultime de ma mission – le Niger majestueux tant espéré, qui scintillait sous le soleil matinal, aussi large que la Tamise à Westminster, et coulant lentement vers l'est⁴... » [PARK, 2003 : 158].

Mungo Park, ayant atteint la berge du fleuve, demanda au roi de Ségou la permission de traverser la rivière et de pénétrer dans la ville. Mais les Maures attirèrent l'attention du roi et le mirent en garde contre cet étranger venu d'une terre inconnue. Après avoir patienté sur la rive nord du fleuve pendant plusieurs jours, il décida de partir explorer plus à l'est et finit par atteindre Sylla, en bordure du grand delta intérieur du Niger. Puis, il repartit et prit le chemin du retour en empruntant une route plus au sud sans repasser par Dlonguébougou. Lors de sa deuxième visite en Afrique de l'Ouest, Mungo Park navigua sur le fleuve Niger depuis Bamako et, par conséquent, il n'eut pas à retraverser Dlonguébougou.

1. Que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Jessourna, à 15 km au nord-ouest de Dlonguébougou.
2. Une forme abrégée du terme bambara *dugutigi*, « propriétaire » ou « chef » (*tigi*) de la bourgade ou des terres (*dugu*).
3. Il s'agit du peuple d'éleveurs peuls, ou Fulani.
4. En réalité, le fleuve Niger fait plus de trois fois la largeur de la Tamise à Westminster.

Le village de Dlonguéboukou était déjà bien établi lorsque Mungo Park y débarqua en 1796, tout comme Jessourna, sa voisine, située 15 km au nord-ouest. On ne sait rien sur les habitants antérieurs du lieu, même si l'histoire de la naissance du village – relatée au chapitre 1 – suggère clairement qu'un puits avait déjà été creusé. Il existe beaucoup de hameaux anciens éparpillés dans toute cette région, où l'on trouve des bosquets de baobabs, des débris de poterie et des restes de minerai de fer, qui suggèrent que ces plaines herbeuses ouvertes, avec leur sol léger et sablonneux, ont été habitées durant des siècles (photo 13) (McINTOSH, 1998 ; TOGOLA, 2008). Des fouilles archéologiques ont été menées dans plusieurs sites au nord de Dlonguéboukou, mais beaucoup de monticules anciens restent encore inexplorés. Toutefois, les gens savent qu'ils contiennent des matériaux des temps anciens et, dans quelques rares cas, les sites ont été pillés pour y dérober bijoux et autres objets précieux. On rapporte que des bracelets en or d'une valeur de plusieurs millions de francs CFA auraient été trouvés, assez pour acheter deux maisons à Bamako.



Photo 13 | Des baobabs géants ponctuent le paysage, suggérant des sites d'établissements anciens (2016).

Les rois bambara ont régné sur Ségou jusqu'en 1861, lorsqu'ils ont été vaincus par El Hadj Oumar Tall, le chef peul toucouleur venu du massif du Fouta-Djalon, plus à l'ouest, où se trouve la source du fleuve Niger. Celui-ci avait implanté une théocratie islamique à travers tous ses territoires, jusqu'à déclarer un djihad en 1852 contre tous les païens, tous les musulmans non respectueux des préceptes coraniques et les envahisseurs européens. Toutefois, n'ayant pas réussi à vaincre les Français, il signa avec eux en 1860 un traité qui lui permit de se tourner vers l'est pour conquérir Ségou en 1861, puis de faire régner sa loi sur le Moyen Niger de Massina à Tombouctou.

Il laissa son fils, Amadou Tall, régner sur Ségou pendant qu'il galopait vers l'est et il mourut au combat en 1864. Après sa mort, l'entente politique se fissura entre ses fils et ses neveux, ce qui entraîna de nombreuses années de troubles, émaillées de pillages et de massacres (ROBERTS, 1987). Les combattants qui avaient été ses alliés menaient leurs propres raids pour garantir la continuité de leur butin et ils s'emparaient des biens et des céréales saisis auprès des négociants, mettant ainsi à très rude épreuve le commerce et l'économie régionale. Assiégé par ses parents rivaux, Amadou Tall fut incapable de rester maître de la région de Ségou et beaucoup de seigneurs de guerre bambara et d'anciens *tonjons* de Ségou devinrent de véritables tyrans locaux (ROBERTS, 1987 ; GALLIÉNI, 1885). Amadou Tall régna jusqu'à ce qu'il soit à son tour vaincu par les Français en 1890.

| LE TEMPS DE L'ADMINISTRATION COLONIALE FRANÇAISE

LA CONQUÊTE ET LE CONTRÔLE

À l'issue de la conquête de Ségou en 1890, les Français s'empressèrent de faire main basse sur le territoire. Leur plan initial consistait à maintenir l'ordre par le biais d'une administration indirecte en désignant Bodian Diarra comme roi de Ségou, et Mademba Sèye comme roi de Sansanding sur la rive nord du Niger. Tous deux s'étaient révélés loyaux à l'égard des Français dans leur lutte contre les Toucouleur et on espérait qu'ils pourraient rétablir la paix sur les territoires qui leur avaient

été confiés. Toutefois, aucun des deux n'était originaire de la région de Ségou, et ils n'avaient aucune légitimité ni aucune autorité sur les populations et les territoires qu'ils étaient censés contrôler. Par conséquent, leur pouvoir fut miné par de constantes révoltes et, en 1893, les Français décidèrent de régner directement sur le Moyen Niger en désignant un commandant de cercle à Ségou (ROBERTS, 2021).

La rive nord du Niger était décrite comme ayant subi un état de guerre permanent, le résultat de 30 années de troubles : « De ce fait, on observe la dépopulation de ce riche pays, où vous ne trouvez plus que ruines et migration vers des terres encore plus hostiles plus au nord, ou dans les quelques villages fortifiés. » (Rapport politique, cercle de Ségou, 1893, Archives ID55). La région était divisée par l'administration française entre plusieurs chefs de canton, chacun étant responsable d'un certain nombre de villages. Une taxe par habitant et des travaux forcés furent instaurés à l'issue d'un recensement de la population tout entière, les Français exigeant que les impôts soient payés en espèces, et non avec les cauris traditionnels (voir encadré 4 pour une description de la visite du lieutenant Morize en vue de réaliser le premier recensement à Dlonguébougou en 1895). Les villages pauvres furent contraints de payer 1,50 F par habitant, alors que les villages plus aisés devaient verser 2,50 F voire 3,00 F par tête²⁵. En 1894, la majeure partie des impôts était payée en nature – mil, bétail, couvertures, cauris, moutons, riz, coton ou bois – mais, en 1899, l'essentiel des taxes était désormais réglé en monnaie. Le chef du village dut échanger des cauris contre des francs, souvent à des taux exorbitants.

Sur la rive nord, les Français reconnurent le pouvoir de N^oTo Diarra, un chef militaire qui s'était battu à leurs côtés contre les Toucouleur. Lui et ses ancêtres avaient été des guerriers pour le royaume de Ségou et avaient obtenu un traitement spécial de la part du *fama*, en reconnaissance de leur loyauté envers la dynastie au pouvoir. N^oTo était devenu un seigneur de guerre indépendant, basé à Markabougou à quelque 15 km au nord-est de Dlonguébougou. Pour les Français, il ne faisait aucun doute que « le pays de Markabougou [serait] tranquille et dévoué, tant que

25. Lors d'une bonne année, le mil se vendait à 0,15 F/kg, donc la taxe par habitant équivalait à environ à 10 kg de grains, ce qui est remarquablement comparable à l'équivalent en mil de la taxe par habitant d'aujourd'hui.

ENCADRÉ 4

LE LIEUTENANT MORIZE IMPOSE L'AUTORITÉ FRANÇAISE À DLONGUÉBOUGOU (1895)

En 1895, un siècle après la visite de Mungo Park, le lieutenant Morize partit de Ségou pour entreprendre un recensement officiel sur la rive nord du fleuve Niger. L'armée française avait vaincu le chef des Toucouleur, Amadou Tall, fils du grand El Hadj Oumar, cinq ans plus tôt, et elle avait établi sa base militaire et administrative à Ségou. Elle avait hâte d'imposer son autorité sur ce vaste territoire. Le compte rendu mensuel des affaires politiques et militaires pour mai 1895 rapporte : « Il serait fort peu sage de prendre le calme apparent pour une preuve de soumission de la population, car le cas de Dlonguébougou a prouvé que la révolte était juste à fleur de peau, prête à exploser à tout moment. »

Le lieutenant Morize rejoignit Dlonguébougou le matin du 15 mai avec un détachement de six soldats et un caporal. Il décrivit comment, dès leur arrivée, le frère du chef du village se montra arrogant et hostile. Le lieutenant s'installa dans l'entrée (*blon*) de la concession du chef et lui ordonna de ne laisser passer personne. Soungou Dembélé, le frère du chef, refusa de lui obéir, déclarant que puisqu'il avait l'habitude de passer par là pour rentrer chez lui, il continuerait d'emprunter ce passage et de faire comme bon lui semblait. Après une violente altercation, le lieutenant Morize estima qu'il devait faire preuve d'autorité et il ordonna l'arrestation de Soungou tout en poursuivant le recensement. Au milieu de la nuit, une foule d'hommes armés se rassembla autour de la case, en réclamant à cor et à cri la libération de Soungou. Morize se retira du village avec ses soldats et tout son équipement pour s'installer un peu plus loin. Mais Soungou tira parti d'un moment d'inattention de ses gardes pour s'échapper et rejoindre la foule. Le lendemain matin, le chef du village vint offrir au lieutenant des cadeaux en preuve de soumission des villageois aux Français, mais celui-ci lui ordonna de retrouver Soungou et de l'amener devant lui, et ce avant le coucher du soleil. Morize envoya également un messenger à Ségou pour demander des renforts. Au crépuscule, Soungou n'avait toujours pas été capturé, et Morize ordonna à ses hommes d'arrêter le chef. Un grand nombre d'hommes armés surgirent et des coups de feu furent tirés, y compris par Morize, qui blessa le chef du village. Morize décida de battre en retraite avec ses troupes et passa une nouvelle nuit à une certaine distance de Dlonguébougou. Une vingtaine de soldats supplémentaires arrivèrent le lendemain matin et pénétrèrent dans le village ; ils le trouvèrent vide. Les troupes mirent le feu aux greniers et réquisitionnèrent les quelque 200 moutons et chèvres abandonnés par les villageois. Le lieutenant décida alors de poursuivre le recensement et regagna Ségou le 21 mai.

Après son retour à Ségou, l'administration coloniale exigea que le chef de canton nouvellement nommé dans le village de Niempiéna recherche quatre frères et deux fils du chef de Dlonguébougou pour les incarcérer dans la prison de la ville.

N'To [serait] à sa tête²⁶ ». Toutefois, Dlonguébougou et plusieurs autres villages refusèrent d'être sous son autorité et, par conséquent, durent être administrés directement par Ségou²⁷. Les Français comptaient sur les chefs traditionnels pour remplir les tâches administratives locales et collecter les impôts, mais ils durent déchanter lorsqu'ils virent que ceux-ci étaient souvent âgés et infirmes. Les comptes rendus politiques issus du cercle décrivent nombre d'entre eux comme « pas très intelligents mais bien disposés [...] Un chef aveugle et sans influence [...] Un chef usé mais qui reste très estimé par son peuple ». Ils soulignent le besoin d'accroître un peu le pouvoir des chefs, mais pas suffisamment pour qu'ils puissent présenter une menace pour leur autorité²⁸.

De nos jours, si l'on questionne les aînés du village à propos des événements décrits dans l'encadré 4, leur version sera bien différente. Ils insistent sur le fait que les Français furent incités par N'To Diarra, le seigneur de guerre du village voisin de Markabougou, à faire preuve d'intransigeance envers Dlonguébougou, en raison de la vive hostilité qui existait entre les deux villages. Dans les années 1880, N'To Diarra avait dressé son camp aux abords de Dlonguébougou et demandé à ce que ses hommes, fort nombreux, reçoivent de l'eau et de la nourriture, mais les habitants du village l'avaient jugé trop dangereux et lui avaient barré la route. N'To s'était alors rendu dans le village voisin de Markabougou. Bien que le chef du village ait été prévenu par son frère de ne céder pour rien au monde et de ne leur donner ni à boire ni à manger, il ignora ce conseil. N'To et ses hommes furent autorisés à entrer dans le village, et après avoir reçu à manger et à boire, ils massacrèrent le chef du village et dispersèrent les villageois, parmi lesquels une famille qui chercha refuge à Dlonguébougou. D'après les habitants du village, N'To lorgnait sur un magnifique cheval qui appartenait au chef de clan Dembéle de Dlonguébougou, et se servait des Français pour ruiner ses voisins.

26. Rapports politiques, cercle de Ségou, 1E-71, 1892.

27. Parce qu'ils avaient apporté leur protection au flanc nord de Ségou, d'anciens villages comme Dlonguébougou, Sonango, Toumakoro, Sagalaba, Tiemandéli et Ouétta payaient un tribut annuel au roi de Ségou (dit *fama*), mais ils se décriaient comme des peuples de Kala (*Kalankaw*), dont la capitale Sokolo se trouvait à 150 km au nord de Ségou (PAGEARD, 1961a).

28. « Il nous faudrait trouver un moyen de le grandir sans que pour cela il alla devenir trop considérable. » Rapport politique du cercle de Ségou, 1898.

Les familles Dembélé de Dlonguébouyou et Diarra de Markabougou n'ont jamais contracté d'alliance, alors même qu'elles sont voisines. Les Dembélé traitent toujours les Diarra de *tonjon*, « soldats captifs », ce qui sous-entend qu'ils sont un clan sans noblesse et qui ne mérite aucun respect. Toutefois, en avril 2016, cent vingt et un ans après l'incident survenu avec le lieutenant Morize, une délégation d'hommes Diarra de Markabougou est venue à Dlonguébouyou pour demander de mettre fin à cette hostilité. En gage de leur sérieux, ils apportaient avec eux un superbe taureau qui devait être tué pour un festin collectif. Après délibérations, les treize ménages Dembélé se sont mis d'accord pour dire qu'ils pouvaient enfin enterrer la hache de guerre. Toutefois, à ce jour, personne n'a encore organisé de mariage entre les deux clans.

Les premières années de l'administration coloniale française s'attachèrent à mobiliser la main-d'œuvre et à veiller au paiement des impôts. Le territoire sur la rive gauche du fleuve Niger était jugé si appauvri que plusieurs administrateurs proposaient de baisser les taxes, en raison de la faible pluviométrie, de la faiblesse des approvisionnements en eau, du manque de transports, des sécheresses à répétition et des attaques de criquets pèlerins. On proposa qu'une pièce de monnaie d'une valeur de 20 cauris soit mise en circulation, car cela correspondait au besoin de la consommation moyenne par jour. La région du Sahel n'était évidemment pas un terroir agricole de grande richesse – à la différence des luxuriantes forêts de la Côte d'Ivoire –, et ses ressources prenaient principalement la forme de main-d'œuvre.

Les esclaves avaient jadis représenté la source d'un important commerce d'exportation, vers le nord à destination du Maghreb et vers le sud pour la traite transatlantique. Même si l'administration française n'avait pas aboli l'esclavage en tant que tel, la réforme en 1903 du Code juridique interdit de reconnaître le statut d'esclave dans les tribunaux nouvellement créés, et le décret de décembre 1905 proscrivit toute nouvelle forme d'asservissement. Ces deux mesures réunies affaiblirent les fondements juridiques de l'esclavage et contribuèrent à un grand exode de personnes captives entre 1905 et 1912 (Richard Roberts, comm. pers.). Dès les années 1880, l'administration française avait mis en place des « villages de liberté » où les anciens captifs pouvaient être recrutés comme ouvriers agricoles dans des projets au service des autorités coloniales²⁹. Les anciens captifs s'engagèrent également dans

29. Les ouvriers qui vivaient dans les villages de liberté étaient généralement considérés comme les « esclaves du commandant ».



Photo 14 | Les « tirailleurs sénégalais » : jeunes soldats ouest-africains en Europe en 1918.
Source : *L'album de la guerre 1914-1919*. © *L'illustration*, 1924.

l'armée, même si pour ce faire ils étaient contraints de céder une partie de leur première solde à leurs anciens maîtres. En 1907, le commandant de Ségou rapportait qu'il recevait tous les jours des centaines d'anciens captifs qui déclaraient qu'ils ne voulaient plus travailler pour leurs maîtres, mais que le mécontentement croissait aussi chez ces derniers³⁰. Le recrutement de la main-d'œuvre coloniale était géré par les chefs de village et de canton, les hommes étant classés en deux catégories : la « portion 1 », destinée à l'armée, et la « portion 2 », affectée aux travaux forcés (MAGASA, 1978). Les femmes étaient aussi tenues de participer au travail, en étant principalement chargées d'aller chercher l'eau et de servir des repas aux travailleurs.

Durant la Première Guerre mondiale, 192 000 tirailleurs sénégalais furent recrutés en Afrique de l'Ouest française ; nombre d'entre eux venaient des territoires que l'on connaît aujourd'hui comme le Mali, et beaucoup étaient des captifs récemment libérés (photo 14) (MANN, 2006 ; MBAJUM, 2013)³¹. On qualifiait respectivement de « taxe de sang » et de « taxe de sueur » le départ pour la guerre et l'assujettissement aux travaux forcés.

30. Rapport politique, cercle de Ségou, 1907.

31. Toutefois, une résistance accrue au recrutement à grande échelle provoqua des émeutes de 1915 à 1917 (Richard Roberts, comm. pers.).

LES TRAVAUX COLONIAUX FRANÇAIS

Les principaux chantiers coloniaux auxquels contribuèrent les villageois de Dlonguébougou dans le cadre du travail forcé furent le creusement du périmètre d'irrigation de l'Office du Niger, la construction du barrage de Markala et celle des bâtiments administratifs de Ségou. En 1980, les hommes âgés se souvenaient du mélange entre un travail extrêmement pénible et l'esprit de camaraderie qui était associé à ces grands chantiers publics. Un vieillard de Dlonguébougou, surnommé Toto ou « le Rat », racontait qu'il était si chétif qu'il n'aurait été d'aucune utilité comme travailleur manuel, et qu'il se vit confier la tâche de chanter et danser pour motiver le groupe des travailleurs. Le fouet était souvent utilisé, pour faire régner l'ordre et pour obliger les hommes à travailler plus dur ; quant à la nourriture, elle était, aux dires de tous, infecte (MAGASA, 1978). En 1980, trois habitants de Dlonguébougou qui évoquaient leur souvenir du travail forcé ont raconté comment ils partaient le soir, après une dure journée de labeur, pour tenter de trouver d'autres aliments à cuire et manger, afin de compenser l'infect repas qui leur avait été fourni.

L'administration française avait aussi besoin de trouver des familles pour s'installer dans le périmètre d'irrigation, une fois celui-ci réalisé. Il n'y avait guère d'amateurs en provenance des villages des zones exonérées, à proximité de la zone irriguée ; ils décidèrent donc de délocaliser des villages entiers depuis le plateau Mossi situé dans le territoire colonial voisin de la Haute-Volta. En l'absence de volontaires, les villages proches du périmètre d'irrigation, comme Dlonguébougou, furent obligés dans les années 1940 de sélectionner une famille pour qu'elle s'installe dans le périmètre. La famille Tangara fut choisie à cette fin, peut-être parce qu'elle ne comptait pas parmi les familles fondatrices du village, puisqu'elle était arrivée durant les troubles de la fin du XIX^e siècle. Les Français informèrent les membres de la famille qu'ils devraient passer au moins sept ans dans le périmètre irrigué, après quoi ils pourraient rentrer chez eux : ils estimaient qu'il était très peu probable que les gens soient prêts à abandonner de bon cœur leur parcelle irriguée pour retrouver leurs champs dans les zones sèches. Et pourtant, les Tangara rentrèrent chez eux, préférant infiniment leurs champs de mil et les pâturages de Dlonguébougou, avec ses grands espaces et sa liberté, au fait d'être confinés dans un périmètre d'irrigation à cultiver du coton pour les Français.

Les années 1930 furent une décennie difficile pour la rive nord, avec des récoltes décevantes, des épizooties du bétail et des infestations de criquets pèlerins. L'administration coloniale décida de réduire les impôts versés par habitant mais, malgré cela, elle constata que des quantités massives d'or étaient vendues pour que les populations puissent payer la taxe exigée. Le rapport politique de 1934 relate que les villageois avaient épuisé leurs réserves, et l'effet conjugué des travaux forcés et d'une imposition constante fit que les Français devinrent odieux aux yeux de la population³². On rapporte qu'un vieil homme de Dlonguéboukou aurait déclaré à cette époque : « Il est tellement plus difficile de survivre aux épreuves aujourd'hui ! Au moins, dans le temps, si notre récolte était mauvaise, nous pouvions attaquer nos voisins.³³ »

Lorsque Geoffrey Gorer a traversé l'Afrique de l'Ouest française et britannique en 1934, il a observé que beaucoup de gens quittaient les terres sous administration française pour se rendre sur le territoire britannique plus au sud, en raison des précipitations plus fréquentes, mais aussi des niveaux d'imposition plus élevés du côté français, du recrutement dans l'armée et des exigences imposées en cas de travail forcé par les autorités françaises. Il brosse un tableau peu reluisant de la mission civilisatrice de la France :

« C'est pour échapper à la conscription que des milliers de familles traversent la frontière anglaise chaque année... Il ne fait aucun doute que les Noirs de l'Afrique de l'Ouest française sont un peuple désabusé, misérable et amer qui, désormais, ne peut plus être gouverné que par la peur. Ce n'est pas seulement à cause de la politique coloniale [...], mais c'est aussi la façon brutale et abusive dont les Français les traitent presque tout le temps et la manière quasi systématique de les duper dans chaque transaction.³⁴ » (GORER, 1945 : 83).

Depuis sa position de « noir-blanc »³⁵ extrêmement respecté au sein de l'administration coloniale française dans les années 1920 et 1930, Bâ brosse un

32. Rapport politique 1934, cercle de Ségou.

33. Rapport politique 1932, cercle de Ségou.

34. Également évoqué par HART (1982).

35. « "Noir-blanc" était le nom donné aux administrateurs coloniaux autochtones. » (BÂ, 1994).

tableau semblable à celui de Gorer de la façon dont le pouvoir est exercé. Chaque commandant de cercle était un petit roi dans la région qu'il contrôlait, et rares étaient ceux qui prenaient la peine d'apprendre la langue locale, ce qui donnait un pouvoir très important à l'interprète officiel.

Dans les années 1930, à une époque de sécheresses prolongées et d'infestations répétées de criquets, les populations se tournèrent vers des cultures comme les pois bambara³⁶ et le manioc, susceptibles de résister au fléau ailé. La situation économique était très mauvaise ; beaucoup de commerçants français de Ségou durent fermer leur porte, car personne n'avait d'argent pour leur acheter des marchandises. Beaucoup de jeunes furent recrutés dans les rangs de l'armée (comme décrit dans l'encadré 5) ou partirent pour la Gambie en quête de travail dans les champs d'arachide³⁷. La Société de Prévoyance demanda que chaque village du Soudan français mette en place un grenier collectif de grains, prétendument pour contribuer à assurer la sécurité alimentaire en cas de famine. Mais ces greniers s'ajoutaient aux stocks propres des ménages. En 1941, l'ordre fut donné que toutes les réserves de grains soient transportées à Ségou puis prennent la direction de Dakar pour nourrir les troupes ouest-africaines, un exercice qui relevait du tour de force d'un point de vue logistique : le transport des grains pendant les saisons des pluies depuis des centaines de villages, en remontant le fleuve en pirogue, nécessita des milliers de jours de travail.

Après la Seconde Guerre mondiale, la France abolit le travail forcé dans ses colonies et des tentatives furent menées pour encourager le développement économique et la promotion d'un outillage agricole plus performant, comme la culture attelée (les charrues tirées par des bœufs), afin d'accroître la productivité agricole, l'arachide et le coton étant les principales cultures de rente. Une école pour les fils de chef fut créée à Markala, afin d'éduquer quelques enfants de la rive nord. Quand il était enfant, le chef actuel du village de Dlonguébouyou a été envoyé à cette école, mais bien peu de choses lui restent de cette éducation. Le recrutement militaire se poursuivait, et plusieurs hommes de Dlonguébouyou combattirent pour la France à Madagascar et en Indochine. À l'époque

36. Le pois bambara ou pois de terre (*Vigna subterranea*) est une plante herbacée de la famille des légumineuses (*Fabaceae*), originaire d'Afrique occidentale et largement cultivée pour ses graines qui se récoltent sous terre à l'instar des arachides.

37. Appelés les *navetanes*, issu du mot local wolof pour parler des « migrants saisonniers ».

ENCADRÉ 5 BABO DEMBÉLÉ REVIENT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Babo Dembélé, fils de la famille des chefs, fut enrôlé pour combattre durant la Seconde Guerre mondiale en 1939 et, ayant été fait prisonnier de guerre dans la France occupée par les forces allemandes, il ne revint pas avant 1946. Il avait été enrôlé dans l'armée ouest-africaine française comme tirailleur sénégalais, embarqué pour l'Europe et envoyé sur la ligne de front. Comme 50 000 autres tirailleurs, il fut capturé en juin 1940 et envoyé dans les camps allemands de prisonniers (les stalags) installés dans le nord-est de la France. Compte tenu de l'hostilité des Allemands envers les troupes françaises africaines, parce que celles-ci avaient fait partie des forces occupantes à l'issue de la Première Guerre mondiale, les prisonniers ouest-africains étaient détenus dans la France occupée. Ils reçurent un traitement très différent de leurs collègues français, qui furent transférés dans des camps situés en Allemagne (MBAJUM, 2013). La vie dans les camps de prisonniers était très rude : il faisait très froid, la nourriture était au mieux frugale et les prisonniers africains étaient contraints de travailler dans les champs. Babo se rappelle avoir cultivé la betterave à sucre, souvent en travaillant dans les champs la nuit. Il jugeait les gardes allemands brutaux, n'hésitant pas à prendre des prisonniers africains comme cibles pour s'entraîner au tir. Au moins la moitié de tous les prisonniers de guerre africains moururent de maladies comme la pneumonie ou furent abattus par les Allemands (GOBINEAU, 1953). Mais Babo parvint à survivre.

Une fois la guerre finie, il avait hâte de retrouver son village et de savoir si sa promise l'avait attendue ou si elle avait été donnée à un autre. Son cœur était déchiré entre incertitude et espoir lorsqu'il vit son hameau se dessiner à l'horizon. Cinquante ans plus tard, sa voix tremblait encore d'émotion et ses yeux étaient embués de larmes tandis qu'il se remémorait cette journée.

Babo s'était évertué à rentrer de France le plus rapidement possible, mais il fut contraint d'attendre de nombreux mois un bateau qui puisse ramener les anciens prisonniers de guerre de Marseille à Dakar, au Sénégal. Une fois à Dakar, il dut voyager vers l'est pour franchir les 1 500 km qui le séparaient de sa ville natale de Ségou. Mais là, on lui intima l'ordre de se rendre d'abord à Niono – à une centaine de kilomètres – qui était récemment devenue le centre administratif de la région dont relevait Dlonguébougou. Babo devait se faire démobiliser officiellement pour pouvoir recevoir sa pension d'ancien combattant. À ce stade, il lui sembla cruel d'être si près, mais pourtant obligé de franchir ce dernier obstacle avant de retrouver les siens.

Partis depuis si longtemps, lui et ses collègues voulurent se mettre en grève et protester pour être autorisés à rentrer chez eux par la

route la plus courte. Mais ils avaient à l'esprit la punition terrible infligée par les Français à Thiaroye, au Sénégal, en 1944 (ECHENBERG, 1985 ; MBAJUM, 2013) : plusieurs de leurs frères tirailleurs, qui avaient eux aussi subi des années de captivité dans les camps allemands, avaient exigé une retraite convenable et l'arriéré de leur solde, et ils avaient pris un officier français en otage. Les Français considérèrent ce mouvement comme une mutinerie, exécutèrent soixante-dix tirailleurs et en blessèrent beaucoup d'autres. Babo fit donc encore preuve de patience, se rendit à Niono puis revint à Ségou afin de prendre la pirogue pour traverser le Niger et rentrer chez lui. Son désir lui donnait des ailes et il fut ravi de retrouver sa promise, qui l'attendait impatiemment et n'avait pas été forcée d'épouser quelqu'un d'autre.

Babo poursuit sa longue vie et fut le chef du village pendant quinze ans, de 1984 à 1999. Il est maintenant disparu, et son fils aîné est fier de raconter son passé militaire. Et s'il fut le seul à survivre des années dans un camp de prisonniers de guerre, une poignée d'autres vieillards avaient eux aussi de sombres histoires à relater sur le temps passé au service de l'armée française en Afrique du Nord ou en Indochine.

où le Mali se préparait à l'indépendance aux côtés des autres territoires ouest-africains français, les partis politiques étaient largement dominés par des élites urbaines instruites, alors que peu de personnes issues de régions comme la rive nord de Ségou parvenaient à se faire entendre.

Bien que l'administration coloniale n'ait duré que soixante-dix ans, de 1890 à l'indépendance en 1960, la France a eu un impact profond et durable sur le Mali qui persiste encore aujourd'hui. Ainsi, la vieille Ma Toungara, qui mourut en 1981, pouvait se rappeler de l'arrivée des Français et de la visite du lieutenant Morize, tout comme de leur départ ultérieur lorsqu'ils quittèrent le territoire qu'ils appelaient le Soudan français. Le legs colonial reste fort, avec l'usage de la langue française, le maintien de beaucoup de traits du système juridique français, y compris l'application du Code domanial sur toutes les terres et les ressources naturelles, et un État fortement centralisé. Les relations entre les gouvernements de la France et du Mali sont longtemps demeurées étroites, comme on a pu le voir dans le déploiement rapide d'un soutien militaire ordonné par le président Hollande pour repousser l'insurrection djihadiste de 2013. Beaucoup de familles maliennes de la classe supérieure ont la binationalité, envoient leurs enfants faire des études en France et ont des parents et des biens dans ce pays. Ces liens se sont dégradés à la suite des coups d'État de 2020 et 2021, allant jusqu'à la rupture des relations entre les deux pays en 2022.

| APRÈS L'INDÉPENDANCE EN 1960

LES PREMIÈRES DÉCENNIES

Le premier président du Mali, Modibo Keita, chercha à établir un État socialiste et nationalisa les principaux secteurs de l'économie, y compris les échanges. Les relations avec la France, en tant que pouvoir colonial, se détériorèrent et le Mali quitta la zone monétaire ouest-africaine mise en place par l'ancienne puissance dans ses ex-colonies. À la place, en sa qualité de membre loyal du Mouvement des non-alignés, Keita renforça les liens avec l'URSS et la Chine, cette dernière venant construire une usine textile, la sucrerie de Sukala et une minoterie au nord de Ségou. Les tentatives visant à collectiviser l'agriculture et à contrôler les échanges n'étaient guère populaires, et l'économie fut loin de prospérer. En 1968, un coup d'État hissa le général Moussa Traoré au pouvoir. Il restaura les liens avec l'ancien pouvoir colonial et rejoignit le système monétaire commun, dont le Mali fait toujours partie aujourd'hui³⁸. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) utilise le franc ouest-africain (FCFA), qui était soutenu par le Trésor français à un taux fixe stable, au départ par rapport au franc français mais depuis 1999 par rapport à l'euro³⁹. Une dévaluation majeure, qui vit fondre de moitié la valeur du franc CFA, fut imposée en 1994 par le gouvernement français et le Fonds monétaire international sous le prétexte que cela aiderait ces pays à devenir plus compétitifs à l'échelle mondiale. Les détracteurs du franc CFA insistent sur le fait qu'il reste grandement surévalué, ce qui bénéficie aux élites désireuses de transférer de l'argent depuis la région vers l'Europe, mais ce qui pénalise injustement les industries maliennes désireuses de faire concurrence aux importations à bas prix. Les pays qui utilisent le franc CFA n'ont pas de contrôle indépendant sur leur politique monétaire, et le fait qu'ils soient liés à l'euro traduit les priorités du système monétaire européen et non celles de l'Afrique de l'Ouest (NUBUKPO, 2015).

38. En 1962, lorsqu'il quitta la zone CFA, le gouvernement du Mali créa le franc malien. En 1984, le franc malien fut abandonné et l'on revint au franc CFA, à un taux de 2 francs maliens pour 1 franc CFA.

39. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est constituée de huit pays: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Les banques centrales sont tenues de placer sur compte de dépôt 50 % de leurs réserves étrangères à la Banque de France.

Dans les années 1980, le gouvernement du Mali fut obligé d'adopter un vaste ensemble de mesures d'ajustement structurel, comprenant des réductions massives des budgets de l'État, le licenciement de fonctionnaires, la privatisation d'entreprises semi-étatiques et la libéralisation des marchés. Pour un village comme Dlonguébougou, nombre de ces changements n'eurent qu'un impact limité car, à la différence des villages situés plus au sud dans la zone cotonnière, ses paysans côtoyaient fort peu, voire pas du tout, les services gouvernementaux et ils ne dépendaient pas de l'achat d'intrants. Toutefois, l'abolition des quotas de céréales conféra une plus grande liberté aux villageois dans le commerce de leurs grains. Jusque-là chaque village était obligé de vendre un certain quota de mil à l'Office des produits agricoles du Mali (Opam) à un prix fixe, généralement très inférieur au prix du marché. D'une certaine façon, Dlonguébougou avait la chance d'être relativement éloigné des grandes villes et le village était donc oublié des agents gouvernementaux. Les villages plus proches des villes faisaient l'objet de visites plus fréquentes, y compris celles des gardes des Eaux et Forêts – détestés par les populations car enclins à infliger des amendes et à percevoir des pots-de-vin.

MISE EN PLACE D'UN GOUVERNEMENT DÉMOCRATIQUE

La révolution de 1991 contre le régime corrompu et autoritaire de Moussa Traoré amena des milliers de gens dans la rue (en particulier les étudiants et les commerçantes du marché de Bamako) et déboucha sur un coup d'État qui permit l'instauration d'un gouvernement de transition. Les élections de 1992 allaient ouvrir la voie à deux mandats du président Alpha Konaré à la tête du parti Adema (Alliance pour la démocratie au Mali). L'arrivée de la démocratie généra un élan d'énergie et d'enthousiasme après 23 années d'autocratie. Un gouvernement décentralisé sous forme de communes urbaines et rurales fut mis en place en 1999, et l'humeur générale était à l'optimisme (Sy, 2009). Le Mali devint un des favoris de beaucoup de bailleurs de fonds, et l'aide au développement déféra dans divers projets et programmes de soutien budgétaire. Une transition politique sans heurts fut obtenue avec l'élection en 2002 du président Amadou Toumani Touré (ATT), un ancien général populaire qui avait dirigé le coup d'État de 1991 contre Moussa Traoré. Il mit en place une vaste coalition de partis politiques mais, sous les apparences d'un consensus paisible, de nouvelles tensions

ne cessèrent de croître. Avec un État fortement centralisé, tous les bénéficiaires de l'aide et du développement avaient profité à Bamako, et des signes de corruption devinrent de plus en plus manifestes, les puissants du gouvernement étant en position de détourner une proportion considérable des flux d'aide ; un groupe naissant de riches négociants et de promoteurs immobiliers put s'enrichir grâce aux licences et quotas d'importation et à la spéculation foncière. Il existait un énorme fossé entre l'élite urbaine et la population ordinaire, ce qui engendra un vif ressentiment, qui se manifesta en 2010 et 2011 par des protestations contre les acquisitions foncières à grande échelle⁴⁰. Le président Touré fut renversé lors d'un coup d'État en mars 2012, peu de temps avant les élections présidentielles et à l'issue de l'invasion du nord du Mali par une alliance des forces touaregs et djihadistes.

| EXTENSION DES CONFLITS AU SAHEL

LE CONFLIT AVEC LES TOUAREGS DANS LE NORD-MALI

Les Touaregs, qui vivent dans une zone très vaste allant du Nord-Mali et du Niger à la Mauritanie orientale, l'Algérie méridionale et la Libye, ne se sont jamais satisfaits de la passation du pouvoir par la France aux pays nouvellement indépendants. Cela signifiait qu'ils n'étaient plus le peuple dominant de la région du Sahara, mais qu'ils étaient subitement réduits au statut d'une petite minorité dans chaque nouvel État. Une série de rébellions contre le régime de Bamako eut lieu dans le nord du pays dans les années 1960 et fut suivie d'une répression brutale et

40. Voir par exemple l'Appel de Kolongo, qui attire l'attention sur « la situation de précarité des paysannes et paysans de la zone de l'Office du Niger et la difficulté d'accès aux informations sur la politique du gouvernement en matière de cessions massives de terres agricoles aux investisseurs étrangers ; les occupations brusques et brutales de terres agricoles par les investisseurs étrangers et nationaux au détriment des exploitations familiales agricoles qui ont des besoins importants d'accès aux terres agricoles mais aussi de sécurisation foncière ». Forum paysan de Kolongotomo autour des accaparements de terres au Mali - Via Campesina/IIED Kolongotomo farmers forum | International Institute for Environment and Development (iied.org).

d'exactions commises par l'armée malienne. Les sécheresses des années 1970 et 1980 frappèrent cette région particulièrement durement, et beaucoup de Touaregs indigents partirent vers le nord pour chercher du travail en Libye.

De nouveaux troubles civils survenus dans les années 1990, des demandes d'autonomie et une forte augmentation des budgets d'aide destinés au nord du pays entraînèrent des négociations en vue d'un accord de paix, signé en 1995, qui visait à accorder à cette région un statut spécial, à relocaliser les réfugiés, à intégrer les combattants touaregs dans l'armée malienne et à promouvoir un développement économique et politique dans cette région oubliée et ravagée par la sécheresse. Toutefois, peu de choses furent mises en œuvre pour assurer son application, et le gouvernement de Bamako préféra faire la sourde oreille au désordre croissant dans le nord du pays. Dans cet immense espace difficile à gouverner, il était facile pour les dissidents touaregs de grossir leurs rangs, aux côtés des combattants salafistes qui avaient été repoussés vers le sud par les forces de sécurité algériennes. Ils pouvaient faire rentrer de l'argent sur la base de leur savoir ancestral et de leur contrôle des axes commerciaux en prenant part au trafic d'armes et de drogues et à des enlèvements d'otages (SCHEELE, 2012 ; THIAM, 2017).

L'intervention de la France et du Royaume-Uni en Libye à la fin de 2011 paracheva la chute de Kadhafi et libéra plusieurs milliers de combattants aguerris issus de sa garde rapprochée. Un grand nombre d'entre eux étaient d'origine touareg, et avaient à leur disposition d'importantes caches d'armes et de véhicules. Saisissant l'occasion pour gagner l'indépendance du nord du Mali, qu'ils appelaient Azawad, ces combattants ont rapidement progressé vers le sud, ne rencontrant que très peu d'opposition. L'armée malienne, mal équipée et démoralisée, fut incapable de stopper cette progression, et un coup d'État fut organisé à Bamako en mars 2012, pour protester contre les pertes militaires dans le nord du pays.

Dans la lutte entre les anciens alliés touaregs, le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), groupe laïque de rebelles touaregs, fut écrasé par différents groupes islamistes désireux d'imposer la charia. Les troupes françaises, appelées par le gouvernement malien, furent déployées précipitamment pour venir freiner la progression des forces djihadistes qui, en janvier 2013, étaient descendues jusqu'à Kona, près de Mopti, dans le centre du Mali. Les troupes françaises, maliennes et tchadiennes parvinrent à repousser les rebelles et à reprendre les principales villes du nord

du pays. Toutefois, l'immensité des terres désertiques environnantes fut beaucoup plus difficile à contrôler et la situation a connu un enlisement complexe – toujours en cours – dans le nord du pays.

RÉTABLISSEMENT DU RÉGIME DÉMOCRATIQUE

À l'issue de l'intervention française, les bailleurs de fonds occidentaux ont fait davantage pression pour rétablir un régime constitutionnel et des élections ont eu lieu en juillet 2013, malgré des craintes fondées sur l'impossibilité d'organiser le scrutin dans beaucoup de régions. Ibrahim Boubacar Keita (dit IBK), homme politique de premier plan déjà en vue dans les gouvernements précédents et considéré comme un dirigeant fiable, a été élu président. Toutefois, ses cinq premières années de pouvoir, sapées par une incapacité à faire progresser la paix dans la zone et par des accusations de népotisme et de corruption, ont déçu beaucoup de Maliens et de personnes de l'extérieur. Réélu en septembre 2018, le président Keita a proclamé que la lutte contre le conflit et l'insécurité était sa priorité absolue, mais beaucoup d'observateurs doutaient de son aptitude à accomplir de véritables progrès, sachant que la situation en 2018 était bien plus dangereuse et instable qu'elle ne l'était cinq ans plus tôt.

UNE SUCCESSION DE COUPS D'ÉTAT

Le gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keita n'a pas été en mesure de remporter des succès militaires ou de réaliser des progrès politiques pour lutter contre l'insurrection des groupes armés, et a été largement considéré comme incompetent et corrompu. La présence des troupes françaises (opération Barkhane) et de celles de la mission de l'ONU (la Minusma) n'a pas non plus réussi à ramener la paix et la sécurité dans le pays, le conflit et l'insurrection s'étant étendus du nord au centre du pays à partir de 2013. En 2020, l'arrivée de la pandémie mondiale de Covid-19, bien qu'elle ait fait relativement peu de morts au Mali, a entraîné de graves perturbations économiques dans toute l'Afrique de l'Ouest, en raison des confinements et des fermetures de frontières. Le transport, le commerce et le tourisme ont été interrompus. Après des mois de manifestations dans les rues de Bamako, menées par le mouvement

M5-RFP⁴¹ et l'influent religieux musulman Mahmoud Dicko, le président Keita a été déposé en août 2020 par un coup d'État militaire dirigé par cinq colonels, dont l'actuel chef de l'État, le colonel Assimi Goïta. Sous la pression de l'organisation régionale formée par la Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) – qui avait imposé un embargo commercial – et des bailleurs de fonds occidentaux pour un retour rapide à un régime civil, la nouvelle administration malienne a mis en place une administration mixte civile et militaire dirigée par Bah Ndaw en tant que président et Moctar Ouane comme Premier ministre. Cependant, aucun de ces dirigeants civils n'a exercé de pouvoir réel et, lors d'un second coup d'État neuf mois plus tard, les militaires ont renforcé leur contrôle et ont démis les deux hommes de leurs fonctions.

Après le second coup d'État, le ton s'est durci entre le gouvernement militaire et la France au sujet du retard pris dans le retour à un régime civil. Paris a suspendu les opérations militaires conjointes avec l'armée malienne et a menacé de retirer l'opération Barkhane. Dans le même temps, les premiers signes d'un renforcement des liens politiques et militaires entre le gouvernement malien et la Russie sont apparus, avec l'arrivée en décembre 2021 de soldats du groupe russe Wagner et la livraison d'armes, d'hélicoptères et de véhicules blindés en provenance de Moscou (INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2023). L'ambassadeur de France a été expulsé en janvier 2022, à la suite des remarques du ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, sur le régime militaire malien, et de la montée d'un sentiment anti-français au Mali. Les relations entre la France et le Mali ont été rompues, avec le retrait des forces françaises en août 2022 et la suspension de toute aide au développement, y compris le soutien aux organisations humanitaires. Le Premier ministre intérimaire du Mali a lancé une attaque verbale virulente contre la France, contre le Secrétaire général des Nations unies et contre de nombreux pays voisins du Mali lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2022. Le départ des militaires français a eu lieu sur fond d'accusations selon lesquelles la France n'avait absolument pas réussi à améliorer la sécurité pendant la présence de ses troupes au Mali. Certains Maliens ont même affirmé

41. Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques, collectif d'opposants au président IBK, composé de la société civile, de groupes politiques et religieux.

que la France avait apporté son soutien à quelques groupes djihadistes, une affirmation qui n'a toujours pas été prouvée. Le Mali a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies pour présenter les preuves de cette accusation, une demande qui est restée sans suite.

LE SIÈGE DE DLONGUÉBOUGOU (JUIN-SEPTEMBRE 2021)

De juin à septembre 2021, le village de Dlonguéboukou a été assiégé par des hommes armés appartenant au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)⁴², un groupe affilié à Al-Qaïda, dirigé par le prédicateur peul Amadou Koufa. Le siège a débuté au moment où les champs devaient être labourés, ensemencés et désherbés et a duré pendant les quatre mois critiques de la saison agricole. Il était impossible de quitter Dlonguéboukou sans risquer d'être assassiné, car des tireurs d'élite étaient positionnés autour du village pour repérer les personnes qui tentaient d'y entrer ou d'en sortir. Le siège n'a finalement été levé que lorsque les villageois ont accepté, en septembre 2021, de se soumettre à l'autorité du GSIM. Makono Dembélé décrit ainsi la situation :

« Les problèmes ont commencé en mai 2021, lorsque les djihadistes vivant dans la région ont envoyé un messenger à Dlonguéboukou pour dire qu'il ne fallait pas cultiver sur les rives des mares, car c'est là que le bétail s'abreuve. Il ne doit pas y avoir de cultures le long des itinéraires empruntés par le bétail pour aller au pâturage et tous les agriculteurs migrants doivent quitter la zone. Les personnes qui font partie de l'association des chasseurs ne doivent pas sortir dans la brousse armées et vêtues de la tenue des chasseurs. Toute personne enfreignant ces règles subira les conséquences les plus sévères. Les femmes doivent se couvrir d'un voile en permanence. Il n'y a pas de musique forte, les mariages doivent être célébrés dans le calme. Vous pouvez cultiver votre terre, mais seulement si vous respectez les règles ci-dessus.

Le lendemain de la réception de ce message, un neveu du chef du village est allé chercher du bois pour faire du charbon. Dès qu'il a vu les djihadistes, il a eu peur et s'est mis à courir pour essayer de leur

42. *Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin* (JNIM).

échapper, mais ils l'ont rattrapé et l'ont tué. C'est ainsi que le conflit entre nous a commencé. Une semaine plus tard, un étranger est passé par le village et nous a dit qu'il y avait un corps sur la piste à proximité, alors plusieurs hommes sont partis à sa recherche, mais en vain. En rentrant, vers le soir, ils sont tombés sur un groupe de djihadistes et il y a eu un échange de coups de feu. Dabi Diaow, un homme de Dlonguébougou qui avait commencé à défricher son champ de brousse pour l'ensemencer, a été sommairement exécuté dans son champ devant ses enfants. Il avait critiqué ouvertement les djihadistes et a probablement été pris pour cible pour cette raison. Après l'assassinat de Diaow, le conseil du village a demandé aux habitants de ne cultiver que les champs de village tout en appelant leurs voisins à l'aide. À la suite d'une convocation à Dlonguébougou des habitants de plusieurs villages voisins, trois personnes ont été attaquées et tuées sur le chemin du retour. Ce jour-là, le fils du frère cadet du chef du village est parti à la recherche de ses bœufs qu'il avait laissés en bordure des champs du village. Les djihadistes, cachés à proximité, ont commencé à lui tirer dessus, et il a riposté. Plusieurs villageois, ayant entendu les coups de feu, se sont précipités pour essayer de sauver le jeune homme et il y a eu d'autres échanges de tirs entre les villageois et les djihadistes. Ce jour-là, A. a été tué, ainsi que B. Nous n'avons pas voulu retourner chercher les corps de peur qu'ils aient été minés. Nous avons donc appelé à l'aide l'association de chasseurs voisine, les *donzos*, qui savent s'occuper des explosifs. Une fois arrivés, ils pourraient enlever les explosifs afin qu'on puisse enterrer les morts. Le 31 juillet, ces chasseurs sont venus au village et, sans même s'arrêter pour boire une gorgée d'eau, ils sont partis à la recherche des corps. Mais les djihadistes les attendaient près des corps, cachés dans les arbres. Il y a eu beaucoup de tirs et d'explosions, les corps ayant été minés, et 18 personnes ont été tuées parmi les chasseurs. »

En tant que village établi depuis longtemps dans la région, et compte tenu de ses traditions animistes, Dlonguébougou possède une société de chasseurs dynamique qui enseigne à ses membres comment tuer le gibier pour se nourrir et qui protège également la communauté contre les attaques. Depuis le début des incursions djihadistes dans la zone agricole du Mali, certains chasseurs se sont mobilisés dans des milices bambara et sont depuis considérés comme une menace majeure, à la fois pour les djihadistes et pour la communauté peule. Dlonguébougou a

appelé à l'aide les villages voisins, tels Kango et N'Golobabougou. Après des pertes aussi massives et brutales en leur sein et parmi leurs voisins, les habitants de Dlonguébougou se sont retirés à l'abri dans leurs maisons : « Tous nos animaux ont été rassemblés et emmenés. Personne ne pouvait sortir. Toutes nos denrées alimentaires commençaient à manquer. »

Après de multiples appels à l'aide, un convoi militaire en provenance de Ségou a réussi à atteindre le village à la fin du mois de juillet avec quelques sacs de céréales. Mais, à la fin du mois d'août, les gens voulaient absolument renouveler leurs stocks de nourriture et ont planifié une sortie armée de plusieurs motos avec des remorques pour se rendre au marché de Dougabougou et en revenir. Alors que le convoi avait quitté Dlonguébougou sans difficultés et rempli les remorques de sucre, de thé et de riz, il a été attaqué par les djihadistes lorsqu'il s'est rapproché du village. Trois hommes de Dlonguébougou ont été tués, et tout le convoi et ses denrées alimentaires ont été saisis.

Les villageois ont alors demandé l'aide d'un intermédiaire originaire d'un village musulman réputé, situé à une certaine distance, et dont on sait qu'il dispose de moyens pour communiquer avec le GSIM. Les villageois ont proposé de se rendre en échange de la paix et de l'acceptation du GSIM comme leur seigneur. Une rencontre a été organisée quelques jours plus tard, à 5 km à l'ouest du village, et une délégation conduite par l'imam de Dlonguébougou s'est rendue sur place. Les djihadistes ont fait une impressionnante démonstration de force, destinée à intimider les habitants de Dlonguébougou, avec de nombreuses grosses motos et des armes à feu. Les hommes qui menaient les négociations pour les djihadistes se sont entretenus par téléphone avec leur émir, qui se serait trouvé en Mauritanie, pour convenir des termes de l'accord.

« Nous n'avons pu reconnaître aucun d'entre eux car ils sont enturbannés et portent des lunettes noires. Ils parlent peul entre eux mais s'expriment en bambara lorsqu'ils ont besoin de nous parler. Certains disent que les djihadistes sont tous peuls, mais il y a beaucoup d'autres groupes. C'est la question de l'islam qui les rassemble plus que tout autre chose, car ils estiment que le gouvernement a été totalement incapable de gérer le pays correctement et de la bonne manière, selon les principes de l'islam. »

Finalement, il a été convenu que le siège serait levé, que les villageois pourraient reprendre leurs occupations, y compris cultiver la terre, à condition d'accepter les règles du GSIM.

« Ils nous ont dicté quatre lois charia que nous devons suivre : les femmes doivent porter le voile en permanence ; nous ne devons pas jouer du tambour ; nous devons leur payer des impôts sous la forme de la Zakat, sous forme d'animaux ou de céréales ; et s'il y a un problème entre un mari et sa femme, la résolution doit être basée sur les enseignements du Coran. »

La levée du siège a été un immense soulagement pour les villageois. Cependant, comme ils n'avaient pas pu cultiver leurs terres pendant les quatre mois de la saison des pluies, aucune récolte n'était possible. Par conséquent, chaque foyer a dû envoyer ses membres gagner ce qu'ils pouvaient en aidant à la récolte dans d'autres villages ou en partant dans les villes à la recherche d'un emploi. En octobre 2021, Dlonguébouougou s'est vidé de ses habitants valides, qui sont restés au loin jusqu'en mai 2022, lorsque les premiers signes de la prochaine saison des pluies ont indiqué qu'il était temps de rentrer chez soi pour aider à semer et à désherber pour la récolte de mil de la saison suivante. Heureusement pour les agriculteurs de Dlonguébouougou, la saison 2022 a été meilleure que la moyenne, et la plupart des familles ont pu réapprovisionner leurs greniers.

LA SITUATION DU PAYS EN DÉBUT 2024

À la mi-2023, les autorités de transition avaient accepté d'organiser des élections pour un retour à un régime civil d'ici mars 2024, une date qui a été repoussée de nouveau. Une nouvelle Constitution a été soumise à un référendum en juin 2023 et a été approuvée à 97 %. Cette Constitution est considérée comme concentrant davantage les pouvoirs de la présidence, avec le droit de nommer les gouverneurs, les juges et les hauts fonctionnaires. Le gouvernement sera responsable devant le président et non plus devant l'Assemblée nationale, comme c'était le cas auparavant.

De même, les militaires se voient accorder une place plus importante dans le développement du Mali, et la Constitution oblige le gouvernement à fournir les ressources nécessaires à l'armée pour qu'elle puisse mener à bien sa mission. Sont proposés la création d'un Sénat de même qu'une

Cour des comptes, et un système plus décentralisé de gouvernement local. Les personnalités religieuses s'inquiètent du maintien de la laïcité de l'État dans la Constitution, tandis que les juges insistent sur la nécessité de maintenir la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire. Les groupes rebelles du nord du pays ne trouvent aucun appui dans la Constitution en ce qui concerne l'accélération de l'autonomie des régions du Nord, et les affrontements entre ces groupes armés et l'armée malienne ont repris.

Les autorités de transition bénéficient d'un soutien très important de la part de la population, puisqu'un sondage réalisé en mai 2023 indique que plus de 90 % des personnes interrogées sont satisfaites des autorités de transition et de leur partenariat avec la Russie (INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2023). On considère que les forces armées maliennes ont obtenu de bien meilleurs résultats militaires, avec de nouveaux équipements et une plus grande efficacité dans la lutte contre les différents groupes terroristes que pendant les neuf années de présence militaire française.

Le gouvernement a utilisé avec succès des arguments patriotiques et nationalistes pour discréditer ses détracteurs, dont quelques-uns ont été arrêtés, et la liberté de la presse suscite de plus en plus d'inquiétudes. La force de l'ONU, la Minusma, a vu ses opérations considérablement restreintes, à la suite d'enquêtes sur des atrocités signalées commises par l'armée et ses alliés de Wagner, comme à Moura, au centre du Mali, en mars 2022. Et la Minusma a dû quitter le pays à la fin de l'année 2023.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure ce sont les campagnes de désinformation sur les médias et les réseaux sociaux qui sont responsables de la rhétorique anti-française passionnée qui s'est développée, plutôt que la profonde déception face à l'échec de toutes les forces occidentales à contrôler la propagation des insurgés. Des manifestations anti-françaises similaires et deux coups d'État ont eu lieu au Burkina Faso voisin, les chefs militaires soulignant leurs liens fraternels étroits avec le Mali. En janvier 2024, un contingent de 100 soldats russes est arrivé à Ouagadougou et d'autres déploiements sont prévus, le dirigeant Ibrahim Traoré renforçant les liens sécuritaires et politiques entre le Burkina Faso et la Russie. Alors que de nombreux autres pays européens ont retiré leurs forces militaires, plusieurs pays occidentaux restent présents au Mali, espérant ainsi maintenir une présence pour ne pas laisser entièrement le terrain à la Russie.

Avec le coup d'État qui a renversé le président Bazoum au Niger fin juillet 2023, les trois pays – Mali, Burkina Faso, Niger – se sont regroupés pour former l'Alliance des États du Sahel (AES). Ils font désormais front commun face à la Cédéao et à la France.

Quatre ans après le renversement du président Ibrahim Boubacar Keita mi-2020, la combinaison de nouveaux équipements militaires en provenance de Russie et de mercenaires de Wagner aux côtés des troupes de l'armée malienne a permis d'améliorer considérablement la sécurité dans de nombreuses régions du pays. Ainsi, le village de Dlonguébougou et ses environs ont été libérés de toute présence djihadiste à la fin 2022 et, durant quelques mois, il a été possible de se rendre dans d'anciens foyers de tension comme le Gourma, à l'est du pays. Mais les djihadistes sont revenus à Dlonguébougou après quelques mois et des attaques sporadiques sont toujours menées par des groupes militants liés à Al-Qaïda, ainsi que par l'État islamique, qui opère surtout dans le nord-est du pays.

LE SYSTÈME AGRAIRE

Terres, pluviométrie et cultures

*Anw ye senekalaw ye, anw te foyi ke sene ko*⁴³.

Les Bambara de Dlonguébougu se décrivent avant tout comme des cultivateurs : « Nous travaillons la terre, nous ne faisons rien d'autre que cultiver la terre. » Si cette déclaration n'est pas tout à fait exacte, car ils pratiquent aussi une panoplie d'autres activités, le travail de la terre est le pôle autour duquel s'organise le tissu familial, social et villageois (MEILLASSOUX, 1975 ; WOOTEN, 2009). Le mil constitue la denrée de base de leur régime alimentaire, et ils sont fiers de leur héritage agricole et du fait qu'ils peuvent courber le dos sur la houe (*daba*) en formant un groupe qui travaille rapidement au sarclage des champs pendant plusieurs heures d'affilée. Même s'ils se décrivent comme « rien d'autre que des cultivateurs », la propriété d'un cheptel – petit et gros bétail – est une part essentielle de leurs moyens de subsistance et de leur prospérité. Le bétail occupe une place cruciale dans le système agricole : les bovins, les moutons et les chèvres fournissent du fumier pour les champs, les bœufs sont utilisés comme bêtes de trait pour les labours et l'âne, omniprésent dans le paysage, est le principal moyen de transport des habitants, pour aller chercher l'eau et pour amener les marchandises du village au marché et dans toute la région – même si les jeunes, s'ils en ont les moyens, préfèrent se déplacer à moto.

Ce chapitre décrit le système agraire de Dlonguébougu, son intégration dans un cadre plus large, les terres sur lesquelles il est établi ainsi que

43. « Nous sommes des cultivateurs. Nous ne faisons rien d'autre que cultiver la terre. »

l'évolution du régime des précipitations depuis 1980. Les agriculteurs de Dlonguébougou pratiquent une grande diversité de cultures ; ce chapitre se penche sur leurs fluctuations, sur les champs, la main-d'œuvre, le temps, le matériel et les intrants requis pour leur production. Le rôle du bétail dans le système agricole est souligné, parallèlement aux difficultés qu'il y a à trouver un équilibre entre les terres destinées aux cultures et celles conservées comme pâturages, et à garder la main-d'œuvre nécessaire pour maintenir le cheptel. Enfin, le chapitre analyse l'évolution des rendements du mil et de l'ensemble des récoltes, en soulignant la baisse significative de la quantité de mil récoltée par personne, les raisons des changements relevés et leurs conséquences pour la sécurité alimentaire du village.

I COMPRENDRE LE PAYSAGE ET LE SYSTÈME DE PRODUCTION

Lors de sa traversée de la région en juillet 1796, Mungo Park constate : « [La] culture de la terre y est pratiquée à une échelle très extensive et, comme l'admettent les autochtones eux-mêmes, "la faim nous est inconnue". Pour cultiver le sol, les hommes et les femmes travaillent ensemble et utilisent une houe affûtée. » Après de fortes pluies, il rédige ces notes : « Les routes étaient mouillées et glissantes ; mais le pays était absolument magnifique... Comme le mil est abondant, les habitants sont très généreux envers les étrangers. » Approchant Dlonguébougou depuis le nord-ouest, il précise : « Les villes sont désormais plus nombreuses et les terres qui ne sont plus consacrées aux cultures offrent des pâturages de qualité pour de grands troupeaux de bovins. » (PARK, 2003 : 154-155). Si Mungo Park revenait, il retrouverait le tableau familier des champs de mil, des baobabs majestueux et des hommes et des femmes qui travaillent la terre ensemble, à la main, avec des houes aiguisées. Mais il serait sans doute surpris de voir des paires de bœufs labourer les champs et de constater l'utilisation généralisée de la fumure des champs de village, des pratiques qui étaient très rares au moment de son voyage.

SOLS ET VÉGÉTATION

Le paysage de la rive nord du fleuve Niger est principalement plat et sablonneux, jalonné d'anciennes vallées qui ont laissé derrière elles des dépôts d'argile et de graviers. Les paysans ont un nom pour les différents types de sol et connaissent leurs qualités pour les différentes cultures en fonction des régimes de précipitations. Les sols argileux (*bwa*) et les sols graveleux (*bélé*), au sud et à l'est de Dlonguébougou, étaient plus productifs lorsque les pluies étaient plus abondantes, il y a un demi-siècle, et beaucoup de personnes âgées se rappellent aujourd'hui leurs premiers travaux agricoles sur ces terres. Mais, depuis les quarante dernières années, les villageois privilégient les sols sableux plus légers (*cencen*), au nord et à l'ouest du village, qui offrent de meilleures possibilités de récolte, même en cas de faible pluviométrie. Par conséquent, comme on le verra au chapitre 4, les villageois ont essayé de contenir les champs des nouveaux arrivants au sud et à l'est du village, tout en gardant le contrôle des terres au nord et à l'ouest.

Les sols argileux avaient aussi été identifiés dans les années 1920 par les planificateurs du grand projet colonial français, l'Office du Niger, comme étant adaptés à l'agriculture irriguée (évoquée au chapitre 2). Dans les années 1930, les Français ont eu recours au travail forcé pour construire un réseau de canaux, au nord du grand barrage édifié sur le fleuve Niger à Markala, pour arriver jusqu'à ces terres. Aujourd'hui, les villages situés sur des sols argileux proches des canaux d'irrigation courent le risque de perdre leurs terres, qui présentent un grand intérêt pour les investisseurs agricoles car les autorités maliennes veulent consacrer ces terres à l'agriculture irriguée (fig. 5)⁴⁴.

Dlonguébougou est situé sur une petite butte sablonneuse, à 30 km à l'ouest du périmètre de l'Office du Niger. Comme les terres sont assez planes, le ruissellement est limité et l'érosion est faible. Dans les bas-fonds, l'eau s'accumule durant la saison des pluies pour former des mares où le bétail vient s'abreuver et où les paysans viennent tirer l'eau lorsqu'ils travaillent loin du village. Plusieurs de ces mares ont été creusées et agrandies par les villageois pour y pratiquer la pisciculture durant la

44. Comme nous le verrons au chapitre 4, dans le cadre de la législation de 1932, l'Office du Niger exerce un contrôle total sur plus de 2 millions d'hectares qui relèvent de la « zone potentiellement irrigable » liée au système des canaux alimenté par le barrage de Markala.

saison des pluies⁴⁵. Au nord et à l'ouest de Dlonguébougou, les hameaux sont dispersés, car la nappe phréatique est très profonde et les approvisionnements en eau sont difficiles. Quelques villages privilégiés, comme Dlonguébougou, trouvent de l'eau assez facilement, à 25-30 m de profondeur mais, dans de nombreux endroits, même avec un forage de 50 m, il est difficile d'obtenir un approvisionnement en eau régulier. Cette zone septentrionale a donc connu peu d'installations permanentes et elle a offert d'excellents pâturages saisonniers pour les troupeaux transhumants venant de la Mauritanie pour gagner le sud, ou du delta intérieur du Niger pour aller vers l'ouest. Beaucoup de têtes de bétail appartiennent à des négociants de Ségou et à des paysans de l'Office du Niger, qui se font concurrence sur les pâturages de cette zone, aux côtés du bétail local qui appartient aux villageois bambara et aux campements peuls.

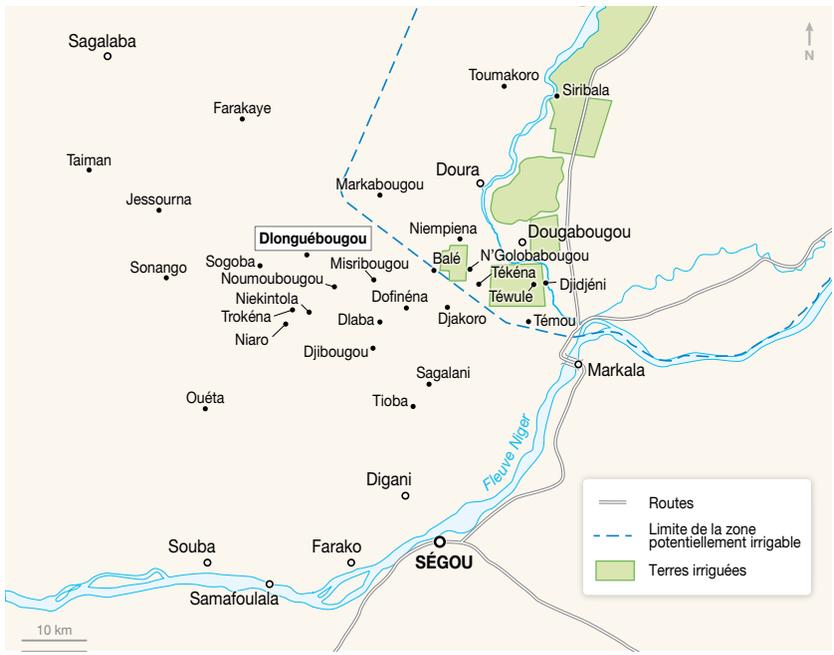


Figure 5 | Périmètre de l'Office du Niger.
Sources : Google Maps (2024) – Office du Niger (2000).

45. Les villageois ont adopté cette activité à l'issue d'une visite que nous avons faite ensemble en 2011 dans la commune voisine de Bellen, où l'Agence technique allemande GIZ avait réussi à introduire des activités piscicoles en utilisant les mares.

La rive nord du fleuve Niger est légèrement arborée, avec des essences typiques du Sahel, comme des baobabs (*Adansonia digitata*), des kapokiers (*Bombax costatum*), des *dugura* (*Cordyla pinnata*) et des *gwele* (*Prosopis africana*) (MAYDELL, 1986). Chaque arbre est apprécié pour ce qu'il produit. Les fruits du baobab sont ramassés et transformés en poudre pour préparer une boisson rafraîchissante ; ses feuilles sont séchées et servent à faire une sauce consommée tous les jours avec de la bouillie de mil (*tô*) ; et son écorce donne des fibres qui parmi de multiples usages sont tressées pour faire des cordes utilisées pour attacher les moutons et les chèvres, tirer l'eau du puits, etc. (photos 15 et 16). Les baobabs constituent aussi de magnifiques repères dans ce paysage plat, chacun présentant sa personnalité particulière liée à son profil et à son stade de croissance. Des ruches sont accrochées aux branches ; les villageois se retrouvent sous leur ombre pour se reposer de la chaleur du jour, et leur tronc évidé peut être un réservoir d'eau et offrir une cachette en cas de danger, comme dans le récit de la famille Traoré (voir chap. 1). Les gousses du kapokier sont ramassées pour leurs fibres, et son bois tendre est transformé en tabourets par les forgerons (qui font aussi office de menuisiers). Le *dugura* quant à lui donne un fruit amer, et le bois dur du *gwele* est très apprécié pour faire des mortiers qui serviront au broyage quotidien du mil pour obtenir de la farine, mais aussi pour le charbon de bois qui sera vendu en ville.

Des *balanzan* (*Faidherbia albida*), des tamariniers (*Tamarindus indica*), et des karités (*Vitellaria paradoxa*⁴⁶) égaient les champs qui entourent le village. Le premier a une propriété remarquable : il perd ses feuilles au début de la saison des pluies et ne fait donc pas d'ombre aux cultures, alors qu'il arbore de nouvelles feuilles dès le début de la saison sèche, ce qui procure aux animaux une ombre salutaire lorsqu'ils attendent leur tour au puits. En conséquence, le sol autour des *Faidherbia* est toujours noir de fumier (GARRITY *et al.*, 2010). On trouve ainsi un paysage arboré de *Faidherbia* dans de nombreux vieux villages sur la rive nord et dans les terres agricoles qui entourent la ville de Ségou. Leurs feuilles sont souvent coupées en guise de fourrage destiné au bétail vers la fin de la saison sèche, et leurs racines profondes leur permettent de survivre à de longues périodes de sécheresse. Les tamariniers et les karités que l'on trouve autour de Dlonguébougu étaient jadis beaucoup plus

46. Anciennement connus sous le nom de *Butyrospermum parkii*, en l'honneur de Mungo Park qui avait ramené les premiers spécimens de cet arbre dans les années 1790.



Photo 15 | Le baobab est un arbre géant qui procure des feuilles, des fruits et une écorce fibreuse, utilisés par la population (2014).



Photo 16 | Concassage du fruit d'un baobab pour en récolter la chair blanche qui sera consommée (2014).

productifs, mais aujourd'hui ils portent rarement des fruits, en raison de la faiblesse des précipitations depuis les années 1960. Ces arbres sont aujourd'hui les tristes vestiges d'une époque plus pluvieuse, avec une faible régénération des plus précieux, tandis que les plus vieux et les plus malades sont coupés pour faire du charbon de bois ou des meubles. Les figuiers (*dugule*, *Ficus gnaphalocarpa*) sont plantés à l'intérieur du village car ils procurent une ombre dense, offrant comme une canopée au-dessus de la plateforme en bois où les gens passaient autrefois l'après-midi au plus fort de la saison chaude, et qui est désormais abandonnée, comme on l'a vu au chapitre 1.

Les villageois récoltent les feuilles de divers arbustes et buissons pour donner du fourrage aux bêtes pendant la saison sèche, pour teindre le coton, et ils en font également usage comme pharmacopée locale. Le *changara* (*Combretum glutinosum*) est un bon remède contre la grippe, les rhumatismes, les troubles de la digestion et le paludisme ; son écorce, ses feuilles et ses racines produisent une poudre jaune, utilisée pour teindre la tenue des chasseurs en marron foncé. Les feuilles du *gèle* (*Pterocarpus lucens*), qui poussent à la saison sèche, sont très appréciées pour nourrir le bétail lorsque les pâturages sont dégarnis. Le *béré* (*Boscia senegalensis*) est un arbuste dont les baies servent de nourriture en période de disette.

Les ignames sauvages sont déterrées. On récoltait jadis les épis de riz sauvage que l'on trouve sur les berges de certaines mares, mais les femmes disent que cette tâche est devenue trop difficile pour qu'elles puissent la continuer.

La culture des champs de brousse suivie par une jachère prolongée des terres donne une combinaison spécifique d'arbres, d'arbustes et de plantes herbacées au fil du temps. Après cinq années d'exploitation, le champ est généralement abandonné pendant vingt à trente ans pour qu'il puisse se régénérer. Les arbustes et herbacées repoussent sur ces jachères, qui servent de pâturages pour le village et les troupeaux de passage (CISSÉ et HIERNAUX, 1984). Les femmes ramassent le *wuluku* (*Schoenefeldia gracilis*, ou « queue de chien » en bambara) et en font des brosses pour balayer le sol sablonneux de la maison et de la cour. Le « cramcram » (*Cenchrus biflorus*), dénommé *zamara* en bambara, était jadis un aliment réservé aux périodes de disette, bien que ses graines soient nichées à l'abri d'une carapace épineuse. Les femmes âgées se rappellent la cueillette d'une plante connue sous le nom de *ncin* (*Panicum laetum*), qui donne de petites graines, elles aussi appréciées en cas de pénurie. En octobre, les hommes se mettent en quête du *wa* (*Andropogon gayanus*), une graminée pérenne qui pousse jusqu'à 3 m de hauteur et procure le matériau pour tresser un toit de chaume pour le grenier. La plante est aussi cueillie par les jeunes hommes pour fabriquer les jupes bruissantes des *sogo*, ces masques que l'on sort pour danser sur la place du village afin de célébrer la prochaine récolte. Les jeunes pousses vertes de *wa* constituent une excellente source de nourriture pour le bétail en avril et mai, lorsque la saison sèche touche à sa fin et que les animaux ont grand besoin de fourrage frais.

CLIMAT ET PLUVIOMÉTRIE

Un climat sahélien

Le Sahel est une région à faible pluviométrie, qui connaît une courte saison des pluies de juin à septembre, suivie de huit mois avec peu ou pas de précipitations. Même durant la saison des pluies, les précipitations sont très variables d'un lieu à un autre, et selon les années. Au fil des décennies écoulées, elles sont devenues très inégales, des pluies diluviennes pouvant être observées dans un endroit alors que 5 km plus loin, un champ reste désespérément sec. La figure 6 présente les précipitations relevées

au Sahel de 1901 à 2017. Elle montre un schéma cyclique d'années pluvieuses et d'années sèches, comme les sécheresses des années 1910 et la période exceptionnellement humide des années 1950 et 1960. C'est d'ailleurs pendant cette période que les paysans de Dlonguébougu tirèrent leur épingle du jeu en cultivant des arachides et en investissant les bénéfices dans des paires de bœufs de labour. À la fin des années 1960, on constata une forte baisse des précipitations qui dura jusque dans les années 1990. Aucune autre région du monde n'a connu des changements d'une telle amplitude dans le caractère des précipitations au cours du xx^e siècle (GIANNINI *et al.*, 2013). Lors de ces fortes sécheresses impactant tout le Sahel, certains scientifiques ont estimé que le phénomène s'expliquait par un usage des sols destructeur, par la déforestation et par le défrichage des terres sahéliennes et d'autres régions de l'Afrique de l'Ouest. En conséquence, les pouvoirs publics ont tenté de mettre un frein aux pratiques locales d'agriculture et de pâturage afin de stopper « l'avancée du désert » (BEHNKE et MORTIMORE, 2016 ; TOULMIN et BROCK, 2016). Des travaux récents ont réussi à modéliser plus précisément les liens entre les interactions Terre/atmosphère et les processus climatiques mondiaux. Ils montrent que les régimes de précipitations sahéliens sont majoritairement impulsés par le changement climatique à l'échelle mondiale et par les températures de surface de l'océan Atlantique Nord et Sud. Les niveaux élevés de pollution dus aux sulfates en Europe du Nord à partir des années 1960 ont en partie bloqué l'énergie solaire et ont entraîné un refroidissement de l'Atlantique Nord par rapport à l'Atlantique Sud, ce qui a entravé le mouvement

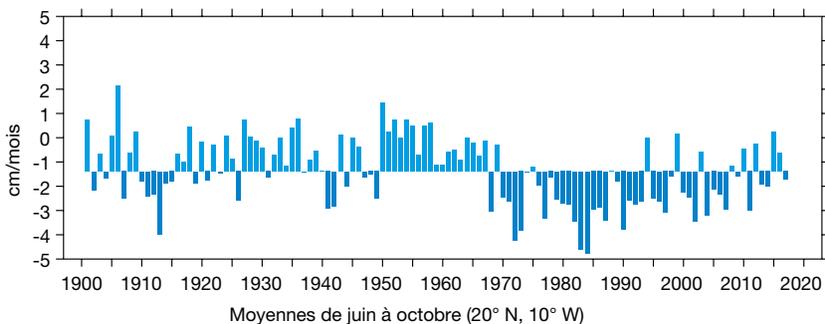


Figure 6 | Anomalies des précipitations au Sahel (1901-2017) : un siècle de variations de la pluviométrie.

Source : université de Washington – Institut d'étude de l'atmosphère et de l'océan.

vers le nord de la mousson ouest-africaine à travers le Sahel. À partir des années 1980, la législation européenne mise en place pour mettre un terme aux « pluies acides » a entraîné des réductions massives de cette pollution due aux sulfates et la hausse subséquente des températures de surface dans l'Atlantique Nord par rapport à l'Atlantique Sud. Ce changement des températures relatives en surface des océans semble avoir engendré un redressement partiel des niveaux pluviométriques au Sahel (GIANNINI, 2016). Toutefois, si le volume moyen de précipitations reçues au Sahel a augmenté, il est aussi devenu de plus en plus volatil, prenant la forme de tempêtes violentes, et non plus de pluies continues et plus fines. Ainsi, « le caractère des précipitations durant la récente phase de redressement semble avoir revêtu une forme radicalement différente comparée à la période humide du milieu du xx^e siècle : moins de jours de pluie, comme lors d'une sécheresse prolongée, compensés dans les totaux saisonniers par une hausse de l'intensité moyenne des précipitations journalières » (GIANNINI *et al.*, 2013)⁴⁷. C'est la conséquence d'une atmosphère mondiale plus chaude qui absorbe une humidité plus importante et d'un cycle de l'eau plus intense.

Les climatologues ne sont pas capables de prédire avec certitude les régimes de précipitations et leurs tendances dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, en raison de la complexité des forces qui sont à l'œuvre. Les précipitations sahéliennes sont apportées par des vents chauds en provenance du sud-ouest, qui ont gagné de l'humidité en voyageant au-dessus de l'océan Atlantique et du golfe de Guinée. Ces vents rencontrent la puissante force contraire des vents du nord-est, plus chauds et très secs, en provenance du Sahara. La force relative de ces vents à différentes époques de l'année permet d'expliquer le calendrier du début de la saison des pluies, le volume des précipitations et leur arrêt plus ou moins brusque après les mois de juillet et août, les plus humides, comme on le voit sur la figure 7 (a et b). Certains modèles météorologiques suggèrent la possibilité de hausses sensibles du volume des précipitations, alors que d'autres prédisent un recul significatif des pluies à venir. Une hausse probable des températures durant la saison des pluies a été annoncée pour le Sahel, mais cela ne semble pas s'être produit car des précipitations plus élevées ont entraîné des conditions plus humides et, par conséquent,

47. Cette plus grande concentration et cette intensité accrue sont clairement visibles sur la figure 8.

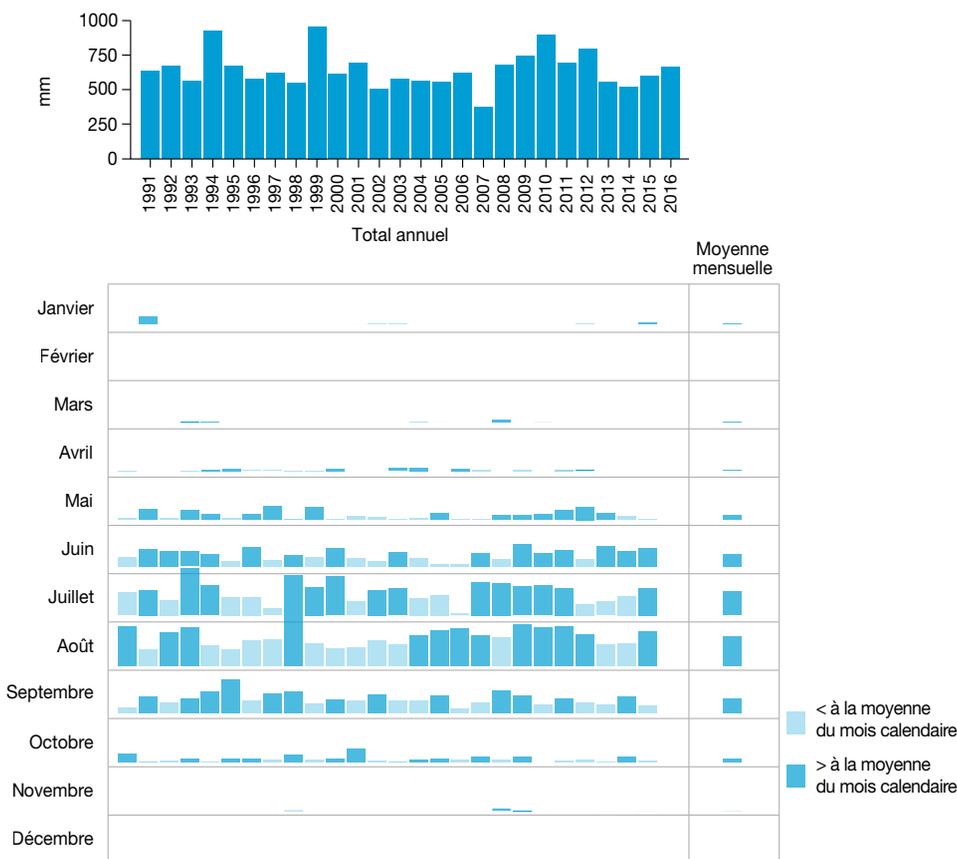


Figure 7a | Précipitations (mm) à Ségou (1991-2016).

une évaporation supérieure. En revanche, les températures à la fin de la saison sèche et chaude ont augmenté de plus de 1 °C⁴⁸. Il y a eu une variabilité accrue des totaux pluviométriques et de leur distribution, avec un regain d'intensité des tempêtes et des risques accrus d'érosion des sols

48. Normalement, durant la saison des pluies, la majeure partie de l'énergie reçue par la Terre grâce à l'ensoleillement sert à faire s'évaporer l'humidité du sol. Cela permet de maintenir la fraîcheur, un peu comme le ferait un conditionnement d'air naturel. En cas de sécheresse, cette énergie fait augmenter la température. Comme les précipitations saisonnières dans le Sahel ont augmenté depuis les années 1980, cet effet de refroidissement a contrebalancé le réchauffement dû à l'augmentation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère, pour n'entraîner quasiment aucun réchauffement durant les mois de mousson (à la différence des mois avant la mousson) (Chris Taylor, comm. pers.).

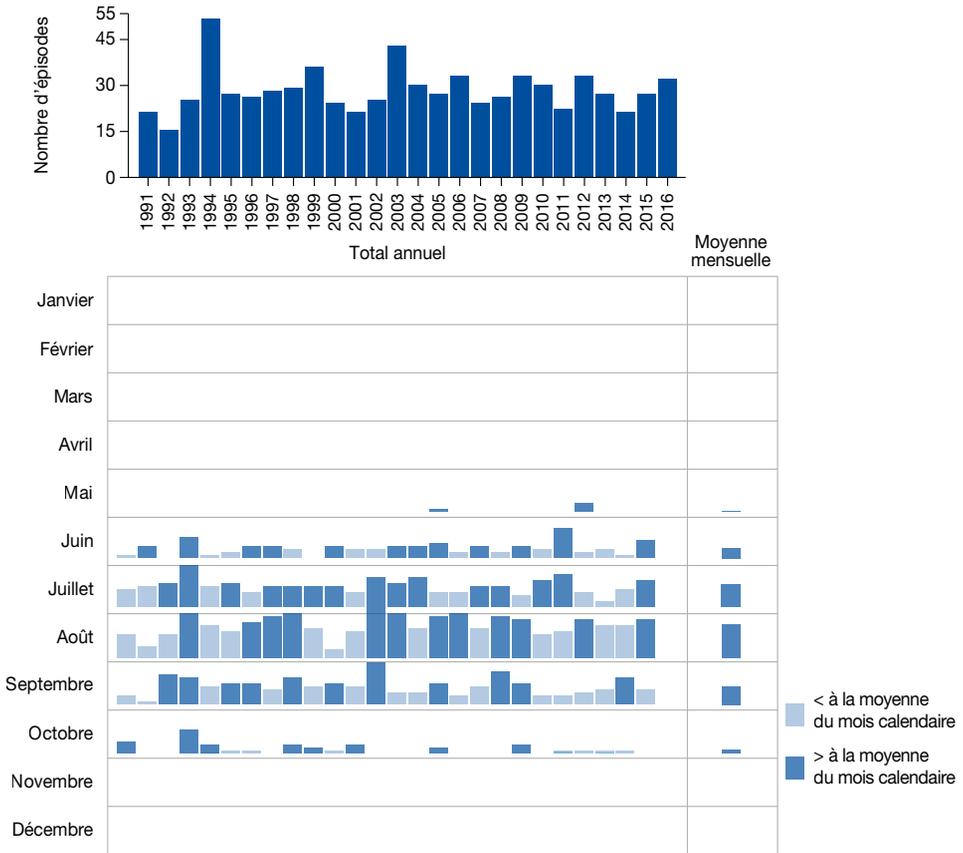


Figure 7b | Nombre d'épisodes pluvieux à Dlonguébougou (1991-2016).

et d'inondations. S'appuyant sur 35 années d'observations satellitaires, les recherches montrent que, par rapport à 1982, le nombre de systèmes météorologiques de convection intense a triplé, voire quadruplé, ce qui a entraîné de gros orages qui sont à l'origine de 90 % des précipitations du Sahel (TAYLOR *et al.*, 2017). Les chercheurs considèrent que ce phénomène est probablement dû à une hausse du gradient thermique entre le Sahel et le Sahara, le désert se réchauffant beaucoup plus vite que le Sahel.

La figure 7a montre les totaux pluviométriques annuels à Ségou pour la période 1991-2016. Si la moyenne est de 646 mm par an, on observe une variabilité prononcée d'une année sur l'autre, et il est impossible de dégager une tendance nette sur la période couverte. En allant vers le nord, on constate une chute rapide du volume et de la fiabilité des

précipitations. Ainsi à Dlonguébougou, situé à 40 km au nord de la rivière à vol d'oiseau, pour les années où nous disposons de relevés pluviométriques à Ségou et dans le village, ceux-ci indiquent une moyenne annuelle de 200 mm inférieure à Dlonguébougou, ce qui montre une chute rapide des précipitations annuelles de l'ordre de 50 mm par bande de 10 km parcourus vers le nord.

Sur la figure 7b sont indiqués le nombre et la répartition des épisodes pluvieux à Dlonguébougou de 1991 à 2016. Ces données, recueillies par Makono Dembélé, qui réside au village, démontrent clairement le niveau élevé de variabilité des précipitations d'une année sur l'autre, et la répartition variée au fil de la saison. Le mois d'août connaît le plus grand nombre d'épisodes pluvieux, avec la meilleure fiabilité, suivi du mois de juillet. Les pluies sont plus inégales en juin et elles sont très occasionnelles en mai. À partir de la mi-septembre, les précipitations, qui sont particulièrement importantes à cette période pour permettre la croissance des grains de mil, sont devenues de plus en plus capricieuses et volatiles, ainsi que le rapporte Makono Dembélé :

« J'ai commencé à compter le nombre d'épisodes pluvieux en 1988. Je constate que, certaines années, il y a plus de pluies que d'autres. Prenons l'an 2000, par exemple. Il y a eu 22 épisodes de pluies durant cette campagne à Dlonguébougou, et le mil que nous avons récolté était le meilleur que nous avons vu depuis très longtemps. Certaines années, on peut avoir 40 ou 45 épisodes de pluie dans la saison, et la récolte est alors toute petite. D'autres années, il arrive une grosse pluie et certains s'en tirent tellement bien que tout le monde en entend parler. En fait, tout dépend de la façon dont les pluies arrivent. Samedi dernier, la pluie est venue et elle a duré toute la nuit pour ne cesser qu'au petit matin. Après ça, si nous n'avions plus de pluie pendant une semaine et si vous alliez voir l'état du mil, vous verriez qu'il pousse bien dans nos terres. Mais si on recevait aussi beaucoup de pluie pendant la journée et encore la nuit, le sol perdrait de sa force. Le mil ne serait pas capable de germer et de pousser. Il a besoin de la chaleur du soleil. La façon dont les pluies arrivent (*sanji na cogo*) à présent a vraiment changé... Nous avons changé notre façon de cultiver la terre ; c'est le résultat de la modification des précipitations. Les anciennes variétés de mil avaient plus de vigueur. Désormais, nous semons des variétés à cycle plus court – mais vous n'obtenez pas la même force de ces variétés. » (Entretien, juin 2014).

La figure 8 représente les précipitations reçues à Dlonguébougou de 1980 à 1984, et de 2016 à 2018, années durant lesquelles nous avons installé un pluviomètre. Elle fait ressortir les précipitations particulièrement médiocres de 1984 (une année de sécheresse généralisée dans tout le Sahel). En 2016, les précipitations ont été exceptionnellement élevées, puisqu'elles ont totalisé 720 mm, mais, si l'année a bien démarré, les pluies se sont arrêtées dès le début du mois de septembre. À la mi-août, un déluge de 105 mm en six heures a inondé une partie du village, de sorte que plusieurs maisons se sont effondrées, sans toutefois faire de victimes. Plusieurs champs autour des habitations étaient sous l'eau, ce qui a engendré des pertes sur récolte importantes. Durant l'année suivante, en 2017, Dlonguébougou n'a reçu que 470 mm. Les pluies ont démarré très tard – et aucun mil n'a été semé avant la mi-juillet –, puis elles se sont arrêtées à la mi-septembre. À la fin 2017, les agriculteurs ont déclaré qu'ils s'attendaient à ce que la récolte de 2017 soit encore

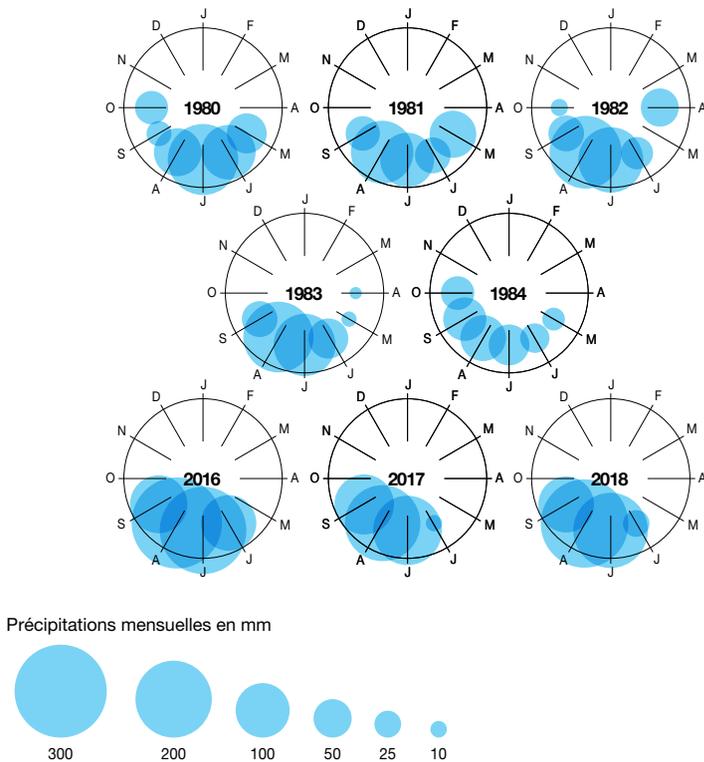


Figure 8 | Précipitations (en mm) reçues à Dlonguébougou de 1980 à 1984 et de 2016 à 2018.



Photo 17 | Une tempête de sable annonciatrice d'une grosse averse (juin 2014).

pire que celle de 2016⁴⁹. En revanche, en 2018, le total des pluies était de 557 mm, répartis en 35 épisodes pluvieux, dont le plus important a apporté 82 mm début août. La quantité globale de précipitations, conjuguée à un espacement raisonnable des épisodes pluvieux aurait dû permettre une meilleure récolte pour Dlonguébougou mais, comme on peut le voir plus loin sur la figure 12, la quantité de mil récoltée en 2018 fut encore inférieure à celle de 2017, et elle fut particulièrement décevante pour le mil cultivé en champs de brousse, le *sanio*.

Comme on le voit sur la figure 8, le volume des précipitations est plus important aujourd'hui que dans les années 1980 ; en revanche, leur distribution a changé. Elles arrivent sous forme d'orages plus violents, souvent précédés par une énorme tempête de sable (photo 17), durant une saison des pluies plus courte. Les villageois confirment cette évolution du régime des précipitations et des tendances à partir des années 1960.

49. La récolte de mil cultivé dans les champs de village pour la campagne 2017 a été de 42 tonnes, avec un rendement moyen de 100 kg/ha, que les villageois qualifient de très mauvais.

Les femmes et les hommes plus âgés se rappellent que, lorsqu'ils étaient enfants, les précipitations arrivaient sous forme d'une pluie fine, qui tombait souvent tous les jours au plus fort de la saison humide. À présent, c'est beaucoup plus incertain.

Tout le monde s'accorde avec Makono pour dire que la distribution des précipitations est plus importante que leur volume total. Les paysans plus âgés se rappellent également de cultures qui ont maintenant pratiquement disparu, comme le sorgho (*Sorghum bicolor*) et l'arachide (*Arachis hypogaea*). O. S., un vieil homme de 90 ans, raconte :

« La pluie venait jadis comme un fin crachin brumeux, tout au long de la journée, et toute la nuit pendant une semaine ou plus. De gros nuages noirs arrivaient et, quel que soit l'endroit, vous saviez qu'il allait pleuvoir. Mais c'est différent aujourd'hui. Un peu de pluie arrose un côté de ton champ mais pas l'autre. La pluie qui venait jadis était bien plus utile aux cultures. Lorsque la pluie tombait, l'humidité durait pendant une semaine, mais à présent, après deux jours, le sol est sec. C'est la façon dont arrive la pluie qui est vraiment différente, et non le volume total de précipitations. Nous avions un mil à cycle plus long qui donnait de très bons résultats. À présent, il nous faut du mil à cycle plus court. » (Entretien, juin 2014).

Faire face à la variabilité des pluies

Par tradition, les agriculteurs ont répondu à cette pluviométrie incertaine en associant des cultures ayant des cycles de végétation de longueur différente, dans l'espoir qu'au moins un de leurs champs donnerait de bons résultats (TOULMIN, 2009). La combinaison de mil *souna* à cycle court planté dans les champs de village et de mil *sanio* à cycle plus long planté dans les champs de brousse représente une stratégie de longue date, qui perdure encore aujourd'hui. À présent, les paysans recherchent des variétés de mil qui arrivent encore plus vite à maturité, car les pluies s'arrêtent de plus en plus tôt ces dernières années. Une variété de ce type du nom de *iniadi*, un mil à tige courte caractérisé par sa graine gris blanchâtre⁵⁰, pouvait arriver à maturité en 60 jours et il était fort apprê-

50. Distribué par le centre international de recherche Icrisat (Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides).

cié dans les années 1980. Mais aujourd'hui, plus aucun villageois n'a de semences de cette variété.

Les paysans de Dlonguébougou n'expliquent pas la baisse des pluies depuis les années 1950 et 1960 ; pour eux, c'est la volonté de Dieu. Lorsqu'ils ont été confrontés à quelques semaines de sécheresse au milieu du cycle de végétation en août 1981, ils étaient consternés par le flétrissement de leurs champs de mil. Le chef du village nous a envoyé un émissaire et nous a demandé de conduire une délégation à Ouéta, à environ 35 km, auprès d'un imam qui était considéré comme l'un des personnages spirituels les plus puissants de la région. À notre arrivée, le saint homme prononça une bénédiction, écouta la demande des villageois et accepta leurs dons, puis nous enjoignit fermement de rentrer directement chez nous, sans nous arrêter. Dans l'un des villages que nous avons traversés durant le voyage de retour, nous fûmes contraints de nous arrêter brièvement pour permettre à l'un de nos passagers de saluer un parent proche. Est-ce la raison pour laquelle il n'y eut pas de pluies importantes après l'intercession du marabout ? Au bout d'une dizaine de jours supplémentaires de sécheresse, la pluie est finalement arrivée, mais, à ce stade, l'essentiel de la récolte de mil du village était sèche et cassante au toucher.

Pragmatiques, les paysans sont prêts à essayer n'importe quelle source d'inspiration divine susceptible de leur amener le succès. En 1984, une année de grave sécheresse et de mauvaise récolte, une délégation des habitants du village voisin de Misribougou descendit à Ségou pour se rendre à la mission catholique et lui demander de l'aide. D'après les Pères blancs, après avoir prié avec leurs visiteurs dans l'église de Ségou et leur avoir servi un déjeuner, les missionnaires proposèrent de les reconduire chez eux. Sur le long chemin du retour, on put voir de gros nuages noirs s'amonceler au loin et l'orage commença à gronder. À 8 km du village, l'orage éclata et la pluie se mit à tomber avec une telle violence que la voiture des missionnaires ne put continuer d'avancer. Les villageois durent faire le reste du chemin à pied, mais ils étaient heureux que leur visite se soit soldée par un succès et ils furent très impressionnés par le pouvoir spirituel des missionnaires⁵¹. Cette même année d'extrême sécheresse, lorsque je me suis rendue à Dlonguébougou en octobre, j'ai

51. Il n'y eut toutefois aucune conversion au christianisme à l'issue de cette aventure.

trouvé les champs nus et desséchés. Mais le village de Djibougou, à une vingtaine de kilomètres seulement de Dlonguébougou, avait bénéficié de pluies exceptionnelles et engrangé une superbe récolte, avec l'aide de nombreux habitants des villages voisins qui pouvaient ainsi gagner en échange de leur travail quelques sacs de grains à ramener à la maison pour nourrir leur famille.

À l'arrivée des premières pluies, les villageois décident s'il est temps de commencer les semis, et il y a alors des discussions animées sur le mois en cours et sur le fait de savoir si la période correspond à la position de certaines constellations dans le ciel. De nos jours, ils mêlent le calendrier bambara traditionnel – *jominε*, *sunkalomakono*, *sunkalo* – et les mois du calendrier occidental, il y a donc moins de doutes sur la date qu'en 1980. Personne ne va tenir compte d'une première pluie en mai, car il est peu probable qu'elle soit suivie de précipitations importantes, et il ne servirait donc à rien de semer le mil à ce moment-là. À la mi-juin, de fortes pluies rassurent suffisamment la plupart des agriculteurs pour qu'ils se rendent dans les champs de brousse et sèment le mil *sanio*, à cycle long ; mais ils attendront jusqu'en juillet pour semer la variété *souna*, à cycle court.

| CULTURES ET OCCUPATION DES SOLS

LES PRINCIPALES CULTURES

Le système agricole tourne autour de la culture du mil et d'une diversité d'autres plantes. La variété de mil *Pennisetum glaucum*⁵² est la principale céréale cultivée et constitue la base du régime alimentaire de la population (encadré 6). Le mil (*Pennisetum*) est originaire du Sahel ouest-africain, où on estime qu'il a été domestiqué il y a quatre ou cinq mille ans. C'est une plante remarquable, capable de pousser à partir d'une minuscule graine à la fin juin pour atteindre 3 m à la mi-septembre, en

52. Connue aussi sous le nom de mil perlé. Chaque tige porte une seule chandelle de grains, à la différence de l'éleusine (*Eleusine coracana*), plus commune en Asie du Sud et qui arbore plusieurs chandelles étroites.



Photo 18 | Plants de *sanio* (mil de brousse), huit jours après les semis (juin 2014).

Photo 19 | Chandelle de *sanio*, haut et fin.

Photo 20 | Chandelles de mil *souna* d'un champ de village.

étant passé par les stades de floraison et d'épiaison en trois mois de croissance rapide (photos 18, 19, 20). On trouve deux grandes variétés de mil à Dlonguébougou : le mil perlé *sanio* à cycle long, qui demande quatre à cinq mois pour arriver à maturité ; il est cultivé en culture itinérante dans des champs de brousse sans usage d'engrais. Son grain est blanc grisâtre et sa chandelle longue et fine. La plante peut atteindre 3 m ou plus, et elle développe un vaste système racinaire, ce qui fait que le *sanio* est plus résistant à la sécheresse que la variété à cycle court *souna*. Il peut aussi être stocké plus longtemps. Dans les champs de village autour des habitations, les paysans cultivent le mil *souna*, qui peut atteindre 1,8 à 2,4 m et ne demande que deux ou trois mois pour arriver à maturité. Son grain est plus jaune ; la chandelle est plus courte et plus épaisse. Mais, pour bien pousser et donner tout son potentiel durant son cycle de végétation, cette variété a besoin de terres bien engraisées. Elle ne supporte pas le stockage aussi bien que le *sanio* et il faut généralement la consommer dans les deux ans qui suivent la récolte. Le mélange de deux variétés de mil ayant un cycle et des besoins différents est une stratégie essentielle pour permettre aux paysans de se protéger et de minimiser le risque, compte tenu de l'incertitude des précipitations.

ENCADRÉ 6 QUE PRÉPARER AVEC DU MIL ?

Chaque matin, le chef du ménage va dans le grenier, mesure la ration de céréales pour la journée et la donne à la femme chargée de préparer la nourriture du jour. Celle-ci la divise entre les autres femmes et les jeunes filles afin de rendre le travail de pilage pour transformer la céréale en farine moins pénible. Tout d'abord, il faut verser les grains d'un bol à un autre plusieurs fois pour se débarrasser de la paille. Puis, les grains sont lavés afin que le sable et les gravillons se déposent au fond de la bassine pour être jetés. Les grains propres et humides sont ensuite mis dans un mortier et délicatement pilés pour séparer le son (ou tégument) de la graine, avant d'être triés dans un tamis grossier pour être filtrés. Enfin, les grains sont remis dans le mortier et pilés vigoureusement pour être transformés en farine.

Parmi les plats traditionnels bambara, on trouve : la bouillie pour le petit-déjeuner, *môni*, parfumée au tamarin, consommée avec du lait et du sucre ; un plat rafraîchissant, *dégé*, que l'on prend l'après-midi, avec du lait caillé et de la farine de fruit de baobab ; *tô*, le plat traditionnel de base lorsqu'une famille travaille dans les champs, il s'agit d'une bouillie très épaisse que l'on peut couper avec les doigts et plonger dans une sauce épicée ; *baasi*, le couscous de mil à la vapeur, préparé pour les grandes occasions comme les mariages, et qui est servi avec de la viande et une sauce à base d'arachides. Le riz est également présent pour les repas de fête.



Môni, la bouillie du petit-déjeuner (en haut à gauche).

Tô, une pâte de mil servie pour le déjeuner accompagnée d'une sauce à base de viande (en bas à gauche).

Un plat de fête : un ragoût de chèvre servi avec du riz (à droite).

Le sésame (*bene, Sesamum indicum*) est devenu la deuxième culture la plus importante à Dlonguébouyou. Personne n'en cultivait dans le village au cours des années 1980, mais, en 1997, il s'était répandu et était fréquemment cultivé sur de petites parcelles par des particuliers comme source de revenus (BROCK et COULIBALY, 1999). Aujourd'hui, le sésame représente une culture de premier plan, surtout pour ceux qui veulent augmenter leurs revenus, et il est cultivé dans des champs individuels aménagés entre le village et les champs de brousse (comme décrit au chapitre 4 ; photo 21).



Photo 21 | Un paysan avec sa production de sésame à l'issue de la récolte (2010).



Photo 22 | Pois bambara ou pois de terre, *tiga nkuru*, encore dans leurs cosses (2016).

Les graines sont semées dans un sol légèrement labouré, sans ajout d'engrais, et la culture est sarclée à la main. Le sésame n'est pas consommé dans le village ; l'intégralité de la récolte est battue, ensachée puis vendue à des négociants qui viennent dans le village en décembre.

Le niébé (*sho*, *Vigna unguiculata*) est semé comme une culture intercalaire avec les deux variétés de mil. Les gens adorent le goût du niébé, qui mûrit avant la récolte de mil et permet de tenir pendant la période de soudure. Il est très apprécié car c'est une légumineuse qui fixe l'azote dans le sol. Les feuilles de niébé sont ramassées, séchées et stockées pendant plusieurs mois avant d'être données aux ânes et aux bœufs à la fin de la saison sèche lorsqu'ils ont besoin d'être engraisés. La roselle (*dab*, *Hibiscus sabdariffa*) est plantée sur le pourtour des champs de brousse comme marquage des terres nouvellement labourées, et elle est utilisée comme condiment pour améliorer la pâte de mil.

Le maïs est cultivé sur de petites parcelles dans les champs de village et, bien que son volume soit limité, il joue un rôle vital pour nourrir les populations en période de soudure, avant que le mil ne soit prêt à récolter. En septembre, des épis de maïs frais grillés sont grignotés par tous les villageois.

Le pois bambara (*tiga nkuru*, *Vigna subterranea*) est aussi une culture au développement précoce, prête à être moissonnée en six à huit semaines, qui parvient à pousser même sur des sols pauvres et qui s'adapte à des précipitations capricieuses (photo 22). Il est très apprécié à la fin septembre, quand les gens doivent encore attendre le démarrage de la récolte principale de mil. Cette culture est proche de l'arachide, qui était fréquemment cultivée dans les années 1950 et 1960, mais qui a quasiment disparu en raison de récoltes tellement faibles qu'elles ne compensaient même pas les semences utilisées.

Le fonio (*fini*, *Digitaria exilis*) est la plus vieille culture indigène du Sahel, des traces archéobotaniques suggérant qu'il y était déjà cultivé il y a sept mille ans (McINTOSH, 1998). À peine plus haut qu'une herbe, le fonio était semé à Dlonguébougou par les ménages jusqu'en 1970, puis il est devenu une culture pratiquée par les femmes. Toutefois, celles-ci disent à présent qu'il leur donne trop de travail et qu'elles n'arrivent pas à convaincre les hommes de les aider à faucher et à battre la récolte. L'apparition d'un marché non négligeable du fonio à Ségou pourrait les encourager à relancer la production, si les prix étaient suffisamment intéressants.

Le tabac et quelques légumes irrigués sont aussi cultivés sur de petites parcelles proches du village, où l'eau peut être amenée pour irriguer les cultures pendant la saison sèche. Différents légumes – oignons, tomates, épinards, aubergines et gombos – sont aussi cultivés durant la saison humide, quand les précipitations le permettent, ce qui permet aux ménages de diversifier leur alimentation et offre aux femmes la possibilité de gagner un peu d'argent en vendant leurs produits dans le village.

LES SYSTÈMES CULTURAUX

Le paysage autour de Dlonguébougou est caractéristique de nombre de systèmes cultureux ouest-africains (RAYNAUT, 1997 ; HART, 1982 ; RUTHENBERG, 1980). Comme on peut le voir sur la figure 9, au centre se trouve une grappe de maisons, entourées d'une ceinture de champs constamment mis en valeur qui bénéficient de l'apport du fumier et des déchets ménagers disponibles dans le village. Un ensemble de grands champs de brousse sont cultivés en itinérance dans un rayon de 5 km ou plus du village. Dans la zone intermédiaire, constituée d'anciennes jachères, les habitants cultivent des parcelles individuelles de sésame. Des troupeaux de bovins, de moutons et de chèvres paissent dans ce paysage, ce qui crée des zones de sols engraisés là où les animaux sont regroupés en enclos pour la nuit. Ce système agropastoral extensif fonctionne tant qu'il existe une réserve de terres substantielle permettant aux champs de brousse d'être laissés en jachère durant trente à cinquante ans, suffisamment longtemps pour que le sol retrouve sa fertilité avant d'être à nouveau labouré. Une vaste zone de pâturages procure aux bovins, aux moutons et aux chèvres suffisamment d'herbe à brouter autour du village pour qu'ils puissent trouver le fourrage dont ils ont besoin pendant la saison sèche et la saison humide. À la nuit tombée, le bétail est

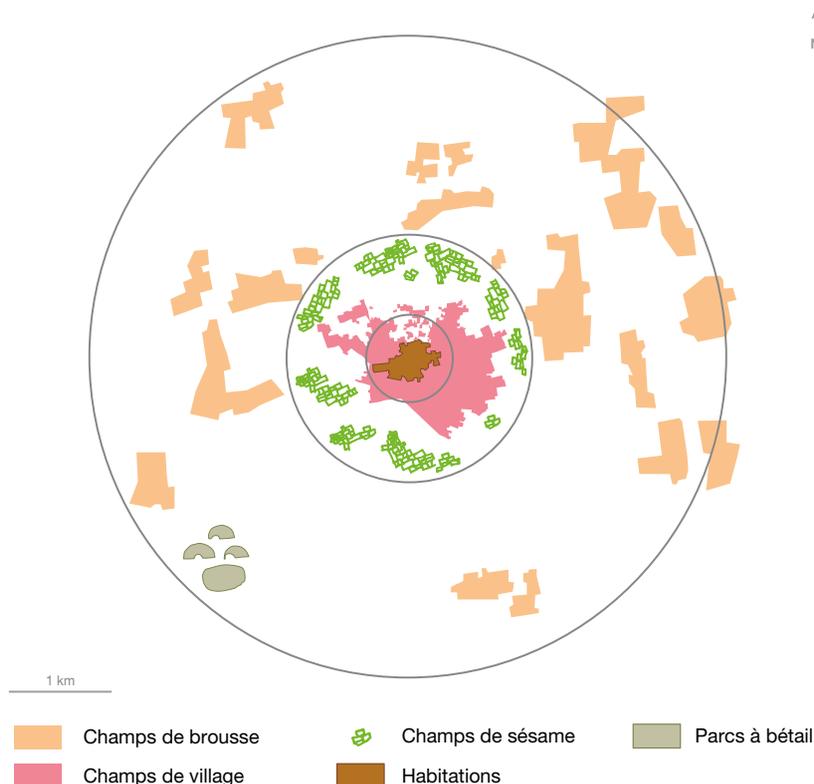


Figure 9 | Occupation des sols autour de Dlonguébougou (2016).

ramené au village, apportant des nutriments sous forme de fumier dans les champs de village. Toutefois, comme on le verra, ce système dans lequel agriculture et élevage sont intégrés ne fonctionne plus à cause du déséquilibre croissant entre les pâturages et les terres agricoles, qui sera évoqué plus loin dans ce chapitre et au chapitre 4.

Les champs de brousse

Les champs de brousse de Dlonguébougou sont de vastes zones de terres légèrement défrichées, où nombre d'arbres et de bosquets sont conservés. Ils ne sont pas fermés par une clôture et n'ont pas de délimitation formelle, même si leur périmètre reste visible sur les images satellitaires car les terres cultivées sont de couleur plus pâle que les jachères de brousse voisines. Aujourd'hui, le plus grand de ces champs a une superficie de 115 ha et il est mis en valeur par le ménage du chef du village ; en 1981, ce champ n'était que de 67 ha. Si celui-ci est exceptionnellement grand

pour un ménage de Dlonguébougou, beaucoup de champs s'étendent sur 30 à 50 ha. Ce sont des superficies très importantes, qui s'expliquent en partie par la très grande taille des ménages bambara concernés, ainsi que par les méthodes culturales extensives qui sont pratiquées. La superficie moyenne d'un champ par adulte travaillant dans le ménage est de 3 à 4 ha. Ces grands champs sont aussi le résultat d'une utilisation répandue de charrues tirées par des bœufs, afin d'accélérer le traçage de sillons et le sarclage des sols légers sablonneux pour tirer profit au mieux de la brève saison des pluies. On compte 121 charrues dans le village, tous les ménages en possèdent au moins une, même si plusieurs familles sont obligées d'emprunter un deuxième bœuf pour compléter leur attelage. La famille du chef possède dix charrues, et il est très impressionnant de les voir toutes au travail au début des travaux des champs. Introduites à Dlonguébougou dans les années 1950 pour la culture de l'arachide, ces charrues légères sont utilisées pour préparer la terre en creusant un sillon le long duquel le mil est semé et pour assurer le sarclage un fois qu'il a germé. Les charrues sont fabriquées et réparées localement par les forgerons de Noumoubougou, à 8 km au sud de Dlonguébougou. Il est intéressant de noter que le champ du chef, s'il a presque doublé de taille au cours des trente-cinq dernières années, n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que la taille du ménage, qui a plus que triplé, passant de cinquante-six personnes en 1980 à 184 en 2016. Cela illustre la tendance de la main-d'œuvre familiale à passer de l'exploitation collective des champs de mil du ménage aux parcelles individuelles plantées en sésame sur lesquelles on canalise les efforts, comme expliqué plus loin de manière détaillée.

Juxtaposés, les champs de brousse évoluent au fil du temps, s'éloignant peu à peu du village, avec l'ajout d'un lopin de terre à l'avant, et l'abandon à l'arrière des terres les plus anciennes. Chaque champ est une mosaïque de lopins de terre défrichés années après années, comme l'illustre la figure 10. Lorsque les charrues n'étaient pas encore si répandues, il était fréquent d'ensemencer rapidement le vieux champ de brousse sans l'avoir labouré au préalable. Cela visait à procéder aux semis le plus vite possible après les premières précipitations dignes de ce nom, dans de petites cuvettes creusées dans le sol au moyen d'une houe à long manche, une technique appelée *paki*. Aujourd'hui, la plupart des ménages choisissent de labourer et de billonner la totalité du champ de brousse avant de semer le mil, afin d'avoir le temps de labourer et d'ensemencer le champ de village avant de revenir sarcler le champ de brousse.

Toutefois, labourer la totalité du champ de brousse avant les semis demande plus de temps que la technique du *paki*, et on prend le risque de compromettre la récolte du champ de brousse si les pluies s'arrêtent tôt au début du mois de septembre.

Les nouvelles terres à l'avant du champ de brousse sont souvent semées de cultures comme les pois bambara, qui bénéficient d'une terre fertile et fournissent un réservoir d'azote pour la récolte de mil de l'année suivante. Les pourtours du nouveau champ sont semés de *dab*, qui forme un marquage esthétique et le délimite clairement. Comme le *dab* est récolté tardivement, après le mil, il signale également aux éleveurs l'occupation continue du champ. La fertilité du sol diminue au bout de quatre à cinq années de culture du mil, par conséquent, la portion de terre abandonnée chaque année a généralement cinq ans. À ce stade, le sol est fatigué et les plantes qui y poussent – notamment le *fogo-fogo* (*Calotropis procera*) et le *zamara* (*Cenchrus biflorus*) – témoignent de son épuisement.

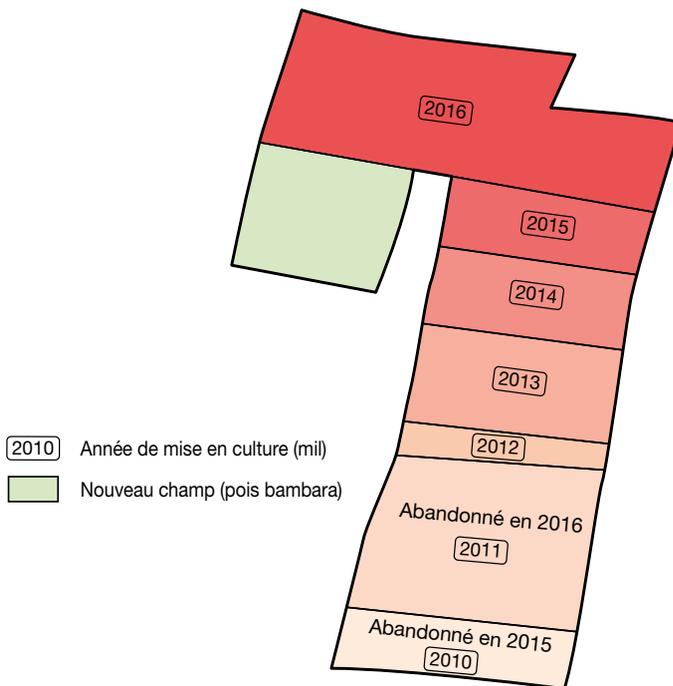


Figure 10 | Composition d'un champ de brousse : une mosaïque de parcelles.

Les champs de village

Les champs de village constituent un anneau de terres cultivées en permanence tout autour de villages comme Dlonguébougou et bénéficient d'un peu de fumier et d'ordures ménagères pour augmenter la fertilité du sol. Ils abritent aussi des peuplements d'arbres utiles tels que les *balanzans*, les tamariniers et les karités. Les champs de village sont habituellement semés de mil *souna*, la variété à cycle court, avec quelques petites parcelles consacrées à la culture du maïs et des pois bambara. De nos jours, quelques ménages confrontés à un manque de main-d'œuvre et de fumier ont semé leur champ de village de mil *sanio*. On peut toujours compter sur une récolte de *sanio*, même si le sol est pauvre, alors que le *souna* a besoin de fumier pour pouvoir arriver à maturité dans le petit laps de temps mis à sa disposition pour croître, fleurir et former des graines. Les terres des champs de village sont toujours labourées avant les semis, car elles seront couvertes de mauvaises herbes lorsque la famille abandonnera les semis du champ de brousse pour entamer les semis de mil à cycle plus court. Le mil *souna* est généralement intercalé avec du niébé, qui vient apporter un peu d'azote dans le sol, mais les nombreuses taches rosâtres formées par l'adventice du nom de *ségé* (*striga*, ou « herbes des sorcières ») indiquent que de nombreux champs de village sont épuisés par des décennies d'exploitation sans que le sol ait bénéficié de suffisamment de nutriments. Personne n'aime épandre les ordures et le fumier, tâche épuisante et malodorante ; ce sont donc les jeunes les plus énergiques du ménage qui se chargent régulièrement de cette opération. Il était bien plus facile d'engraisser les champs lorsque les bovins étaient régulièrement amenés d'un champ à l'autre pendant la saison sèche, leur enclos pour la nuit étant monté tour à tour sur chaque parcelle. On déplore aussi un problème croissant lié à l'infestation par une plante arbustive, *Sesbania*, qui s'est propagée dans la majeure partie des champs de village et qu'il faut impérativement déraciner très tôt pour l'empêcher d'étouffer les plants de mil.

La plupart des puits sont creusés sur des parcelles tout autour du village afin que le propriétaire du champ puisse profiter du fumier laissé par les bêtes venues s'abreuver à son puits (photo 23). Jadis, durant la longue saison sèche, on trouvait de nombreux éleveurs peuls et maures installés dans des tentes et des abris montés dans les champs appartenant au propriétaire du puits, mais il y en a beaucoup moins de nos jours (voir chap. 6).



Photo 23 | Le bétail attend d'être abreuvé au puits durant la saison sèche ; en arrière-plan, on peut voir la cour de l'école ombragée par quelques arbres (2011).

Le manque de pâturages près du village fait que les éleveurs de passage gardent leurs bêtes sur des pâturages plus distants, ce qui fait qu'ils ne les abreuvent que tous les deux ou trois jours.

Les pâturages

Les paysages autour de Dlonguébougou sont le fruit de nombreuses décennies de défrichage et d'exploitation, de sorte que le mélange d'arbres et d'arbustes montre clairement à quel moment les terres ont été exploitées ou laissées en jachère. Sur la vaste étendue de terres autour du village, environ un quart n'est pas adapté à l'agriculture : cette partie des terres n'a pas été mise en valeur et est utilisée comme pâturage. Les terres qui ont été cultivées mais sont maintenant laissées en jachère sont progressivement reconquises par des buissons et des herbacées qui fournissent du fourrage aux bovins, aux moutons et aux chèvres, qui paissent pendant les mois de l'année où les sols ne sont pas cultivés (Cissé et HIERNAUX, 1984). Les garçons sont envoyés dans la brousse pour y ramasser le foin destiné aux nombreux ânes dont dépendent

aujourd'hui tant d'opérations de transport. Quatre ménages ont un cheval, mais c'est considéré comme un luxe que seuls les hommes les plus âgés sont tentés de s'offrir, en souvenir des jours anciens. Les éleveurs coupent les branches de buissons et d'arbustes afin d'avoir du fourrage pour les animaux au plus fort de la saison sèche, avant le reverdissement des pâturages. Durant la campagne agricole, les bovins du village sont gardés dans un enclos au sud-ouest des champs de village, près d'un grand étang ; pendant la saison sèche, ils peuvent errer librement et sont ramenés au village lorsqu'ils ont besoin d'eau⁵³. Des couloirs pastoraux bien établis sillonnent le paysage du nord au sud, permettant les mouvements saisonniers des gros troupeaux. Ces couloirs sont censés être séparés des cultures, mais il est de plus en plus fréquent que les champs empiètent sur eux, ce qui est source de conflit avec les éleveurs quand ils guident leurs bêtes vers le sud tout près des champs en pleine période de mûrissement à la fin des pluies.

| L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

Dans une zone aride comme le Sahel, l'accès à de bons approvisionnements en eau est essentiel pour les humains et le bétail, et le contrôle de l'accès à l'eau est une source de pouvoir. Les villages qui ne disposent pas d'un bon approvisionnement en eau vont souffrir de problèmes sanitaires dus à une eau souvent insalubre et en quantité insuffisante, ils sont de plus dans l'obligation de demander de l'aide aux villages voisins. Cela les place en situation de dépendance et réduit le nombre de personnes qui souhaiteraient s'y installer ; cette situation dissuade aussi les jeunes filles d'épouser un garçon issu du village, car elles savent que leurs tâches ménagères seront particulièrement rudes. Depuis des siècles, les villages voisins de Misribougou et Jessourna ont été tous les deux confrontés à des difficultés pour obtenir une source d'eau fiable, et ils ont bien du mal à assurer aujourd'hui un approvisionnement à la population et aux animaux tout au long de la saison sèche. À Misribougou, un frère du

53. Les revenus investis dans l'élevage et sa gestion sont analysés de manière plus détaillée au chapitre 6.

chef qui vivait à Dakar, la capitale du Sénégal, a envoyé de l'argent pour aider son village natal à trouver de l'eau. Mais, malgré sa générosité, ils n'ont pas encore réussi à trouver une source fiable en raison de la profondeur et de la variabilité de la nappe phréatique. Ils proposent maintenant de tenter d'amener l'eau par canalisation depuis un village voisin. À Jessourna, un nouveau puits creusé en 2010 a grandement amélioré l'accès à l'eau ; toutefois, il n'a pas suffi pour couvrir les besoins du bétail des villageois durant la saison sèche, et ceux-ci doivent donc continuer d'amener leurs bêtes aux puits du village voisin de Taiman. Les champs de Jessourna ne bénéficient donc pas du fumier apporté par les animaux.

À Dlonguébougou, creuser des puits a été une stratégie clé pour obtenir de meilleurs rendements de mil. Comme détaillé au chapitre 6, cela tient au fait que le bétail a constitué le moyen d'accéder au fumier qui permet de maintenir une bonne fertilité des sols dans les champs de village. Le fumier est préféré aux engrais chimiques, car ces derniers sont considérés comme trop puissants et risquant de « brûler » les plants de mil. Par ailleurs, on dit qu'une fois que le sol s'habitue aux engrais chimiques, on est obligé d'en acheter chaque année ou on court le risque d'avoir une mauvaise récolte. En revanche, les effets bénéfiques de la fumure animale peuvent persister deux à trois ans avant que le sol ait besoin d'être engraisé à nouveau. Quand il est utilisé, l'engrais chimique est mélangé à la semence : quelques grains d'urée ou de sulfate d'ammonium sont ajoutés au poquet.

| LE CALENDRIER DE CULTURE

Le système cultural suit un calendrier annuel d'activités, illustré par la figure 11. La saison des pluies est courte et incertaine quant à la distribution des précipitations, aussi bien dans le temps que dans l'espace. Par conséquent, pour être sûr que le grenier soit plein de mil à la fin de la récolte, les ménages doivent être prêts à saisir la moindre opportunité offerte par les pluies. En mai, avant le début des pluies, les gens se rendent dans leurs champs les plus éloignés pour les débarrasser des arbustes qui ont repoussé. Beaucoup d'arbres étant laissés intacts dans les champs, une bonne partie du travail consiste à ramasser et brûler les

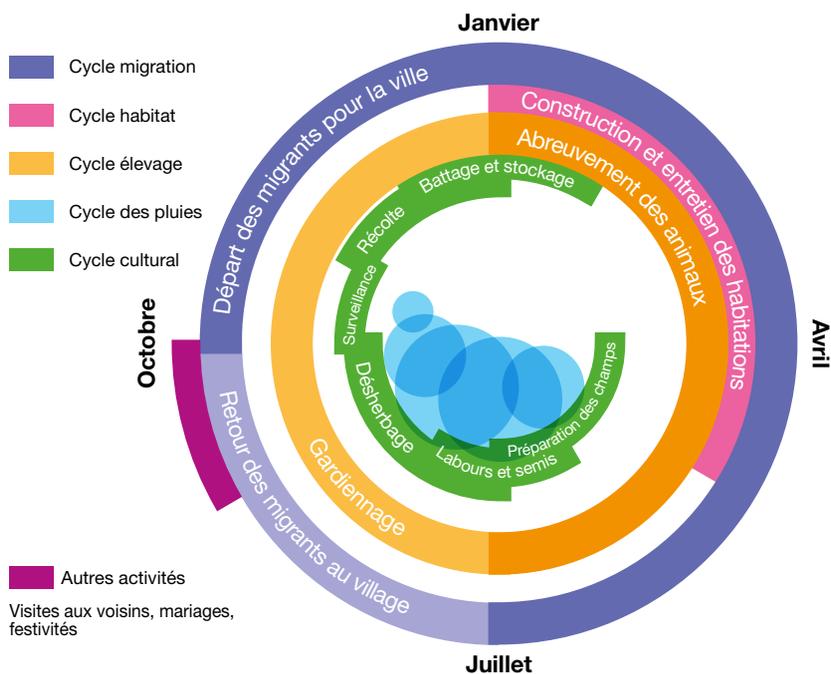


Figure 11 | Le cycle annuel d'activités à Dlonguébougou.

chaumes de l'année précédente, à arracher les petits arbustes et à couper les branches qui risquent de faire trop d'ombre aux plants de mil. La main-d'œuvre familiale défrichera aussi un nouveau lopin de terre qui sera ajouté au champ de brousse, en laissant en jachère une étendue de terres plus anciennes à l'arrière pour qu'elle puisse se régénérer. Quelques arbres prisés peuvent être abattus, comme les *gwele* (*Prosopis africana*) ou les kapokiers. La plupart des paysans préfèrent un grand champ partiellement défriché à une parcelle plus petite entièrement nettoyée. À l'arrivée des pluies, les champs devront être prêts pour semer aussi vite que possible, car le fait de semer de bonne heure fait une grosse différence pour la récolte finale, surtout en cas d'arrêt des pluies dès le début du mois de septembre.

À la mi-juin, de fortes pluies encouragent la plupart des cultivateurs à se rendre dans les champs de brousse et à semer le mil *sanio* à cycle long, mais ils attendent jusqu'en juillet pour semer la variété *souna* à cycle court. Le sarclage constitue la tâche essentielle, et les jeunes gens reviennent alors de migration pour aider leur famille. Les deux mois de

juillet et août offrent de longues journées de travail : on utilise des char-
rues tirées par des bœufs pour ameublir le sol et arracher les adventices,
puis on enlève ce qui reste à l'aide de houes. En contrôlant le mieux pos-
sible les adventices, on donne au mil une meilleure capacité d'assimiler
l'eau et les nutriments disponibles. Si le champ de brousse est éloigné du
village, une partie de la main-d'œuvre agricole restera dans des cases en
bordure de champ pendant une bonne partie de juillet et août, afin de
ne pas perdre de temps en parcourant la longue distance qui la sépare de
son domicile (photo 24). À la mi-septembre, le sarclage est terminé et il
n'y a plus beaucoup de travail à accomplir, si ce n'est protéger les champs
contre le bétail et les oiseaux en attendant que les cultures arrivent à
maturité.

C'est le mil *souna* du champ de village qui est récolté le premier, à partir
de la fin octobre, même si à ce stade les familles, à court de grains, ont
déjà commencé à couper des épis pour couvrir leurs besoins alimentaires
immédiats. Le mil est battu et vanné avant d'être rapporté au village et
entreposé dans un nouveau grenier. Le battage et le vannage sont prati-
qués sur le sol durci en bordure des champs de village, les épis de mil ayant
été transportés depuis les champs à l'aide d'une charrette tirée par un âne.



Photo 24 | Cases de paille dans lesquelles dort la main-d'œuvre agricole durant le sarclage,
au plus fort de la campagne agricole (juin 2014).



Photo 25 | En 1980, de jeunes garçons battent le mil à la main.

En 1980, le battage manuel était réalisé par des jeunes gens équipés de gros bâtons, qui passaient et repassaient systématiquement sur la couche de mil (photo 25). Toutefois, en 1981, les villageois ont loué une *nyo goshi mashin*, ou batteuse, sous la forme d'un vieux tracteur que l'on faisait rouler en cercles sur le mil étalé au sol. Le conducteur de l'engin venait de Ségou et passait plusieurs mois dans les villages, recevant des céréales en échange de ses travaux (photo 26). Une fois le battage terminé, les femmes vannent le mil en séparant les impuretés, la poussière et le sable des grains. Elles reconnaissent que le vannage est devenu beaucoup plus facile grâce au battage mécanisé, plus rapide. Le vannage est une tâche exclusivement féminine, et les femmes de ménages voisins s'entraident souvent. C'est un travail épuisant, qui donne chaud et qui soulève beaucoup de poussière. Après leur journée de vannage, les femmes rentrent au village couvertes de *nyenye* – l'enveloppe râpeuse qui protège le grain de mil. Elles s'octroient



Photo 26 | La « batteuse » au travail (1981).

des salaires payés en mil pour leurs travaux, l'étendue de leur générosité envers elles-mêmes et celles qui les ont aidées dépendant bien sûr de la taille de la récolte. Une fois le mil vanné et empilé sur l'aire de battage, les hommes et les garçons peuvent venir le chercher dans leur charrette pour le rapporter au village. Le mil des champs de brousse, *sanio*, récolté à partir de décembre, suit un processus semblable à celui du *souna* et il est prêt à être stocké au grenier à la mi-janvier.

Le système de culture s'organise autour d'un cycle annuel d'activités, comme le montre la figure 11. Dans la pratique, chaque saison des pluies est différente au niveau de la quantité et de la distribution des précipitations, et les paysans ne savent pas à l'avance quelle sera la meilleure stratégie à adopter (RICHARDS, 1989). Après les premières pluies se pose la question des semis dans les champs de brousse, sachant qu'il est possible que deux semaines passent sans nouvelle averse. Puis celle du moment de passer de la culture des champs de brousse à celle des champs de village, surtout si les pluies ont démarré tardivement et que tous les travaux s'en trouvent précipités par la suite. Dans le passé, les agriculteurs convenaient d'une stratégie commune pour démarrer les travaux en même temps lorsqu'ils faisaient les semis de leurs champs de brousse ou de village. Mais, à présent, chaque ménage a tendance à

décider individuellement de la meilleure stratégie à adopter. Le cycle des activités présenté sur la figure 11 est celui du travail collectif du ménage. Aujourd'hui, la principale activité individuelle à laquelle presque tout le monde se livre est la culture d'un champ de sésame. Comme il s'agit d'une culture personnelle, les gens sont censés s'y consacrer uniquement le lundi (jour durant lequel la tradition prescrit que le mil ne devrait pas être cultivé) et tôt le matin ou tard l'après-midi, une fois que le travail sur le champ familial est terminé pour la journée.

Lorsque c'est possible, les gens louent une charrue pour préparer la terre et engagent de la main-d'œuvre pour le sarclage. Cependant, beaucoup consacrent plus de temps et d'énergie à leurs parcelles individuelles de sésame, si bien qu'ils arrivent en retard et fatigués pour sarcler le mil du champ familial, ce qui nuit à la productivité agricole du ménage.

| LE SYSTÈME D'ÉLEVAGE

Chaque ménage à Dlonguébougou possède du bétail, car celui-ci lui procure des services essentiels, que ce soit pour l'agriculture ou pour ses revenus au sens large, mais les besoins du cheptel doivent être pris en compte dans l'organisation du terroir et il faut trouver la main-d'œuvre requise pour garder les animaux à l'écart des cultures. Durant la saison des pluies, la plupart des bêtes sont gardées la nuit dans un enclos éloigné du village et amenées paître par un jeune homme ou un garçonnet ; toutefois, les bœufs de trait sont amenés aux champs tous les jours et parqués dans la concession pour la nuit. Les moutons et les chèvres sont également gardés dans la concession et, pendant la journée, ils sont amenés paître durant la saison agricole par un berger spécialement recruté. Les ânes et les chevaux sont attachés dans la cour et nourris avec du fourrage. L'abreuvement des animaux est une tâche importante pour tous les ménages possédant du bétail ; il devient nécessaire à partir de novembre, lorsque les mares de la brousse sont tarées, et ce jusqu'au début de la saison des pluies en juin ou juillet. Le gardiennage du cheptel était jadis assuré par des Peuls spécialement recrutés à cet effet, mais la plupart des familles ont désormais renvoyé leurs bergers et préfèrent laisser l'un de leurs jeunes garçons se charger de la tâche, même si cela les prive de main-d'œuvre pour les travaux des champs.

Le tableau 1 présente les cheptels bovins, ovins et caprins détenus par les ménages bambara de Dlonguébougou en 1980 et en 2016⁵⁴. Il montre une hausse du nombre de bœufs de trait durant cette période, ce qui illustre l'importance du labour attelé dans le système agricole.

Tableau 1 | Le cheptel villageois en 1980 et 2016.

	1980	2016
Bovins	602	685
Bœufs	120	189
Moutons + chèvres	698	1 051
Ânes	45	352

Les effectifs bovins n'ont affiché qu'une modeste hausse, ce qui peut en partie s'expliquer par la pression exercée de nos jours sur les pâturages, qui réduit la productivité de ce cheptel (voir chap. 4), et d'autre part par des ventes significatives ces dernières années en raison de récoltes médiocres. En revanche, le nombre d'ânes a été multiplié par huit, ce qui traduit leur importance cruciale pour le transport de l'eau, du bois et pour amener les gens jusqu'aux champs et au marché. Les femmes disent que leur charge de travail a sensiblement diminué grâce à cette forte augmentation du nombre des ânes. La valeur d'un âne et d'une charrette peut être constatée par le fait qu'ils sont un élément de premier plan du « trousseau » qu'une jeune fille amène dans le mariage. Les moutons et les chèvres sont des biens importants pour de nombreux individus, même si leur nombre total a augmenté plus lentement que la population humaine. Une description plus détaillée des cheptels et de leur distribution par ménage – ainsi que les risques et les retours sur ces actifs – est présentée au chapitre 6.

En 2021, pendant le siège de Dlonguébougou par un groupe armé djihadiste, un grand nombre de bovins ont été volés aux villageois, puis mangés ou vendus. Sur un total de 694 bovins (y compris les bœufs) avant le siège, il n'en restait plus que 264 après, dont 150 étaient des bœufs de trait.

54. On verra au chapitre 6 les pertes très significatives de bétail consécutives aux affrontements avec les groupes armés djihadistes.

Comme nous le verrons au chapitre 6, cette diminution représente une perte spectaculaire de capital, d'une valeur d'environ 68 400 000 FCFA, soit l'équivalent de 20 % du capital détenu par le village. Ces pertes ont également rendu plus pénible l'exploitation des terres par les ménages. Heureusement, lorsque le siège a commencé en juin 2021, la plupart des villageois avaient amené leurs bœufs de trait dans le village pour les engraisser en les nourrissant avec tout le fourrage qu'ils pouvaient trouver, comme du foin de niébé ou des branches fraîches de *Pterocarpus lucens* (*bala* en bambara), en prévision des travaux de labour.

I RÉCOLTES ET RENDEMENTS DES CULTURES

Le tableau 2 présente des données sur le volume total de la récolte annuelle de mil réalisée par les villageois à l'époque de mes premières recherches en 1980-1982, comparée aux récoltes des années 2016 à 2018⁵⁵. Il montre l'augmentation continue de la récolte totale de mil *sanio* des champs de brousse, alors que la récolte de mil *souna* de village a chuté pour ne plus représenter qu'un tiers de son ancien volume. La récolte totale de mil est quasiment la même en 1980-1982 et en 2016, en raison d'une production médiocre des champs de brousse. La récolte totale de mil en 2017, 330 417 kg, était plutôt meilleure, en raison d'une production sensiblement plus importante des champs de brousse, mais elle a régressé en 2018. Compte tenu de l'essor démographique, la quantité de mil en kilo par personne s'est effondrée à moins de la moitié de son ancienne valeur. Entre 2016 et 2018, aucune campagne n'a donné suffisamment de mil pour nourrir un adulte pendant toute l'année (consommation estimée à 1 kg/jour), ni n'a permis de subvenir à d'autres besoins essentiels, comme l'achat de matériel agricole ou d'un nouveau bœuf, ou le paiement des taxes.

55. En 1980-1982, mais aussi en 2016-2018, la récolte de mil pour chaque ménage était estimée en mesurant la circonférence de chaque grenier à grains – qui est plus ou moins cylindrique – au sommet, au milieu et à la base, leur hauteur, et la profondeur du mil stocké à l'intérieur. Un ajustement était fait pour tenir compte de l'épaisseur des murs en torchis et le volume de mil en mètres cubes était alors converti en poids. Cette méthode, même si elle était grossière, avait le mérite d'être constante sur toutes les différentes périodes de recherche.

Tableau 2 | Comparaison des récoltes de mil à Dlonguébougou : moyennes 1980-1982 et 2016-2018 (en kg de grains après battage).

	Moyenne 1980-1982	2016	2017	2018	Moyenne 2016-2018
Récolte totale MCB	132 000	222 228	290 167	225 973	246 122
Rendement/ha CB	212	72	94	73	80
Récolte totale MCV	136 000	44 482	40 250	65 260	49 997
Rendement/ha CV	1 002	99	90	146	112
Récolte totale de mil	268 000	266 710	330 417	291 232	296 120
Quantité de mil/personne	502	168	206	176	183

CB : champ de brousse ; MCB : mil de champ de brousse ; CV : champ de village ; MCV : mil de champ de village.

La figure 12 présente les données sur les récoltes de mil. L'effondrement de la production de mil *souna* cultivé dans les champs de village est particulièrement flagrant. De 1980 à 1982, cette variété représentait la moitié de la quantité du mil récolté, alors qu'en 2016, elle ne comptait plus que pour 20 % du total. Les données des campagnes agricoles de 2017 et 2018 révèlent le même phénomène, même si la variété *souna* des champs de village a donné des rendements légèrement meilleurs en 2018, alors que la production *sanio* des champs de brousse a été plus importante en 2017.

La baisse des rendements de mil peut être expliquée par trois raisons principales.

La première est liée à la pression accrue exercée sur les pâturages et à la perte de fertilité du sol dans les champs de village. L'épandage de fumier à grande échelle par les troupeaux de bovins, de moutons et de chèvres – que l'on avait pu observer en 1980-1982 – permettait des rendements moyens de 1 000 kg de mil par hectare sur les champs de village. Mais de nos jours, les agriculteurs expliquent que les rendements se sont effondrés, malgré des précipitations plus élevées. Les mesures de la production pour 2016-2018 montrent qu'ils ont chuté de plus de 80 %, à moins de 100 kg/ha. Il y a beaucoup moins de pâturages disponibles pour les bovins du village et pour les troupeaux de passage en raison de l'essor considérable des superficies cultivées. Les animaux doivent aller toujours plus loin pour trouver du fourrage, de sorte qu'ils ne peuvent pas rentrer chaque soir pour être parqués et engraisser les sols des champs de

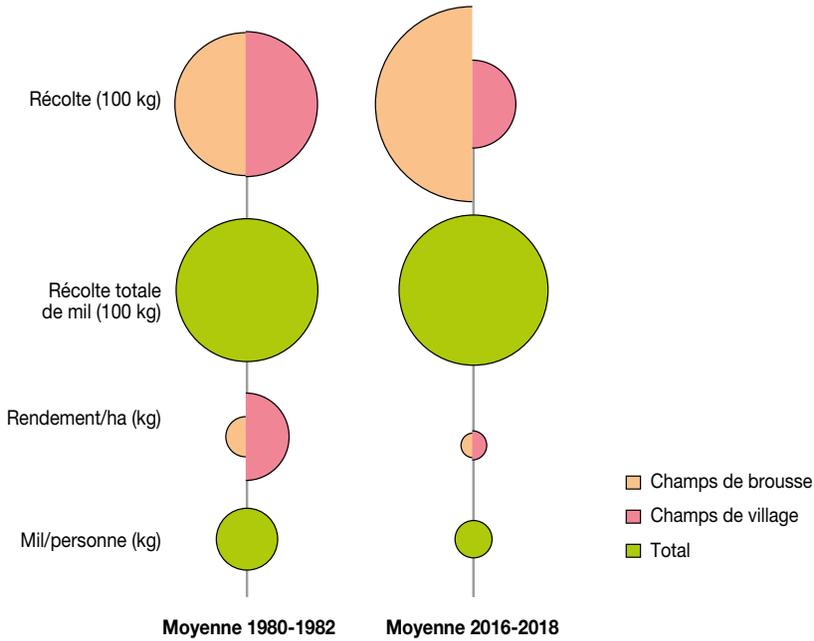


Figure 12 | Comparaison des récoltes de mil en 1980-1982 et en 2016-2018.

village. Comme nous le verrons au chapitre 6, certains éleveurs transhumants viennent encore à Dlonguébougou pendant la saison sèche pour abreuver leurs bêtes aux puits du village, mais ils préfèrent payer en espèces pour accéder à l'eau, afin de ne pas avoir à ramener les bêtes chaque nuit pour les parquer sur le champ du propriétaire du puits et se donner ainsi la possibilité d'atteindre des pâturages lointains plus riches. La pression exercée sur les pâturages a aussi augmenté avec l'arrivée des troupeaux des villages situés au sud de Dlonguébougou, proches de la nouvelle plantation de canne à sucre, et dont les bergers doivent absolument empêcher les animaux de pénétrer dans les champs sucriers, au risque de voir leurs bêtes confisquées ou d'écopier d'une amende.

La deuxième raison tient à l'augmentation des superficies mises en valeur, qui a réduit la réserve foncière à la disposition des agriculteurs de Dlonguébougou (comme on le verra au chapitre 4), surtout au nord-ouest, où les sols sablonneux plus légers sont particulièrement appréciés. Le cycle de jachère des champs de brousse se raccourcit et entraînera probablement un nouveau recul de la productivité pour le

mil *sanio* à cycle long⁵⁶. Certains agriculteurs utilisent un peu d'engrais minéraux pour leurs champs de brousse, mélangés aux grains de mil à l'époque des semis, mais le recours à grande échelle à ce type d'engrais reste encore une exception.

La troisième raison est liée au sarclage non fait ou insuffisant. Aujourd'hui, les gens passent beaucoup plus de temps dans leurs champs personnels, et moins dans les champs de mil familiaux. Or, compte tenu de la brièveté de la saison des pluies, si l'on ne veut pas que les plants soient en compétition avec les adventices, le sarclage précoce du mil est essentiel pour espérer un rendement raisonnable. Ce point vaut tout particulièrement dans le cas du mil *souna* cultivé dans les champs de village. Ainsi que décrit par un habitant, le grenier familial de mil rétrécit comme peau de chagrin, alors que les poches des individus se remplissent, et cet habitant d'observer : « Si les gens se lèvent le matin à l'aube pour aller passer quelques heures sur leur parcelle personnelle avant de venir travailler sur le champ du ménage et s'ils repartent vers 3 heures de l'après-midi, il n'est pas surprenant que le grenier à mil familial en pâtit. » (Entretien, juin 2014). L'ampleur de l'augmentation des champs individuels est discutée plus en détail dans le chapitre 4, et le chapitre 5 explique comment les gens se détournent de leurs responsabilités envers le champ collectif du ménage pour privilégier leur intérêt personnel.

Les saisons agricoles et les récoltes de 2019 et 2020 ont suivi dans les grandes lignes le modèle de 2016-2018 (voir tabl. 2 et fig. 12). Cependant, comme évoqué en fin de chapitre 2, les villageois de Dlonguébouyou n'ont pas pu cultiver leurs terres pendant la saison agricole de 2021, en raison du siège imposé aux habitants par un groupe djihadiste armé. Par conséquent, il n'y a pas eu de récolte de mil, de maïs, de niébé, de sésame ni d'aucune autre culture cette année-là. Tous les bras valides ont quitté le village dès la levée du siège, fin septembre, pour chercher de la nourriture et du travail dans les villages voisins et dans les villes plus éloignées, ne laissant qu'une poignée de personnes pour s'occuper du village et du bétail restant.

56. RUTHENBERG (1980) soutient que les systèmes de jachère de brousse à cycle long, dans lesquels le bétail transfère des nutriments des pâturages jusqu'aux champs de village, peut donner de bons résultats tant que le total des terres cultivées ne dépasse pas 5 % de l'ensemble. Comme on le verra au chapitre 4, la pression foncière aujourd'hui fait que plus de 25 % des terres sont mises en valeur, ce qui explique la détérioration de la fertilité du sol.

Au début de la saison agricole 2022, en juin, la plupart des ménages ont vu revenir leur main-d'œuvre pour commencer à labourer, semer et sarcler le mil. Ces tâches ont été plus difficiles en raison de la perte d'un grand nombre de leurs bœufs. Chaque ménage a essayé de trouver au moins une paire de bœufs, empruntée à des parents dans les localités voisines, pour tirer la charrue afin de préparer le sol, bien que certains des plus pauvres aient dû recourir à un seul âne. La plupart des familles ont concentré leurs efforts sur les champs de village, à proximité des habitations, en épandant les déchets ménagers et le fumier qu'elles pouvaient trouver pour améliorer la fertilité du sol. Seuls cinq ménages sur plus de cinquante se sont aventurés plus loin afin de cultiver un champ de brousse. Heureusement, grâce à un désherbage soigneux et opportun, combiné à des pluies bien réparties, la récolte de 2022 a été bien meilleure que celles des années précédentes, avec un total estimé pour le village de 380 tonnes de mil (la moyenne de 2016-2018 était de 296 tonnes).

| CONCLUSION

Le cycle d'activités saisonnières lié au système cultural est au cœur de la vie de Dlonguéboukou, à l'échelle du village et du ménage, et le rôle primordial que jouent l'agriculture et l'élevage ressort clairement dans le schéma d'occupation des sols tout autour du hameau. Si beaucoup de jeunes gens quittent le village chaque année, la majorité revient durant deux ou trois mois afin d'aider la famille au pic de la campagne agricole, lorsque les travaux de sarclage sont particulièrement importants. Les précipitations sont de plus en plus imprévisibles et violentes, et leur distribution au cours de la saison revêt plus d'importance que leur volume total, comme il ressort clairement de l'exemple de 2016, année où les rendements ont été très faibles malgré le gros volume de pluies ayant arrosé la région. La pression foncière accrue en raison de l'intensification des cultures et du grand nombre d'animaux ayant besoin de pâturages autour de Dlonguéboukou a engendré une baisse des rendements de mil, malgré l'essor des champs de brousse, ainsi qu'une chute importante des quantités de fumier destiné au maintien de la fertilité du sol dans les champs de village. La baisse des rendements du mil s'explique

aussi par une perte de main-d'œuvre dans l'entretien des terres collectives du ménage au profit de la culture individuelle du sésame. Une autre contrainte exercée sur le système agraire réside dans le flux important de paysans migrants qui arrivent pour chercher des terres à cultiver autour de Dlonguébougou et des villages environnants. Les raisons et l'ampleur de cet afflux de migrants seront explorées dans le chapitre 4.

DE L'ABONDANCE À LA PÉNURIE FONCIÈRE

*Kongo ka bo, a tese ka ban*⁵⁷.

En 1980, lorsque je me suis rendue à Dlonguébougou pour la première fois, le village se trouvait en lisière de la zone agricole et, au nord, des terres arables semblaient s'étendre à n'en plus finir. « La brousse est tellement grande, disaient les villageois, qu'elle ne pourra jamais finir. » Mais lorsque je suis revenue à Dlonguébougou en 2006, les habitants se lamentaient : « La brousse est fichue, elle est ruinée.⁵⁸ » Et depuis lors, beaucoup de gens sont arrivés pour exploiter les terres du village, avec de multiples conséquences pour la viabilité de ce système agropastoral. Comment cette belle terre d'abondance a-t-elle pu venir à manquer en l'espace de vingt-cinq ans ? Par des travaux de terrain et à l'aide d'images satellitaires, il a été possible de répondre à cette question, en retraçant les changements intervenus dans l'occupation des sols tout autour du village et en explorant les origines et les raisons de la forte hausse du nombre de nouveaux arrivants en quête de terres agricoles dans cette région.

57. « La brousse est tellement grande qu'elle ne pourra jamais finir. »

58. *Kongo banna, a tiena, pew !*

| LE FONCIER : INSTITUTIONS ET JEUX POLITIQUES

LES RÉGULATIONS COUTUMIÈRES

L'histoire de Dlonguébougou en tant que village établi de longue date fonde les droits traditionnels que ses habitants revendiquent sur les terres et autres ressources de son territoire. Les villageois considèrent que leurs « droits coutumiers » s'étendent aux terres environnantes et fixent leurs limites au point médian entre Dlonguébougou et le village voisin anciennement établi le plus proche. Ainsi, sur la route qui mène de Dlonguébougou à Markabougou, au nord-est, les villageois identifient un bosquet de baobabs qui marque la mi-parcours entre les deux villages et que tout le monde reconnaît comme un marqueur frontalier (photo 27). Toutefois, ce sont là des droits non écrits qui ne sont pas formellement reconnus par l'État. La nouvelle loi foncière, détaillée *infra*, exige que les terres villageoises soient cartographiées, les droits de propriété certifiés, et un certificat délivré avant que quiconque puisse obtenir une reconnaissance juridique.



Photo 27 | Les baobabs sur la route qui mène à Markabougou marquent la limite des terres coutumières de Dlonguébougou (2014).

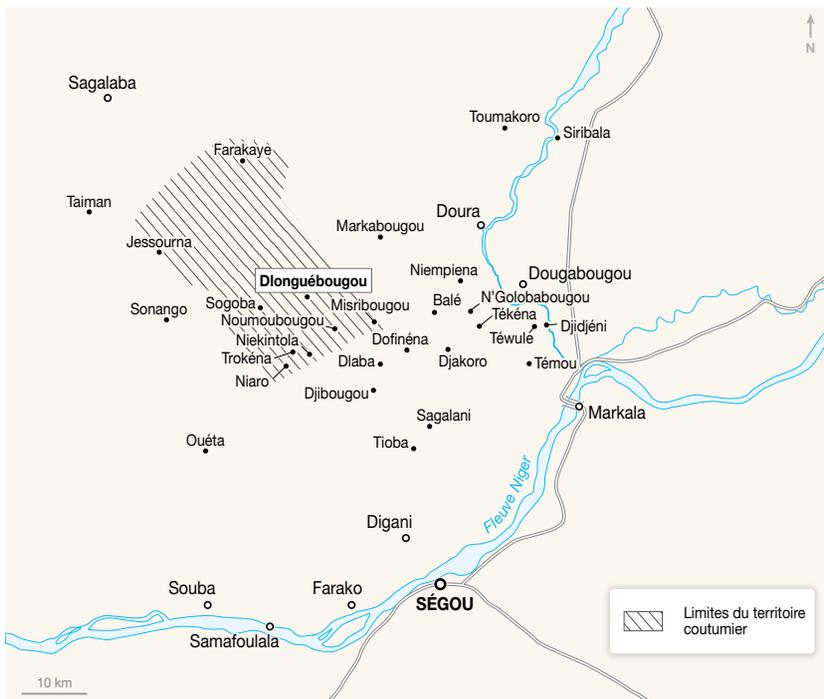


Figure 13 | Limites approximatives des terres coutumières de Dlonguébougou.

Sur la figure 13 sont esquissées les limites approximatives du territoire coutumier de Dlonguébougou. Celui-ci s'étend beaucoup vers le nord, sur 25 à 30 km, pour englober Farakaye et Jessourna, et vers l'ouest, pour rejoindre les terres de Sonango à mi-chemin. Jessourna, Noumoubougou, Misribougou et Sogoba sont tous des villages « rejetons », établis sur les terres traditionnelles de Dlonguébougou, tout comme Niario, Trokéna et Nienkintola. Alors qu'ils dépendaient jadis de Dlonguébougou pour la collecte et le paiement des taxes, ils ont été récemment reconnus comme des villages à part entière, ce qui veut dire qu'ils paient leurs propres impôts directement à la commune. Noumoubougou, où des forgerons se sont établis dans les années 1970, est toujours rattaché au village de Dlababougou, à 15 km au sud, d'où sont originaires les forgerons. Les frontières des communes, établies en 1999, ont empiété sur le territoire coutumier de Dlonguébougou et fragmentent son intégrité. De ce fait, le conseil villageois ne se sent plus maître de ses terres et plusieurs incursions ont eu lieu dans ce que les villageois estiment être leur territoire coutumier.

Jusqu'au milieu des années 1980, il y avait peu de pression sur les terres et Dlonguébougou était plus ou moins maître de ses frontières. On trouvait encore beaucoup de gibier et, au cours de nos deux années passées à Dlonguébougou, les chasseurs ont ramené une autruche, un oryx-térope, un pangolin et beaucoup d'antilopes, de perdrix ou encore de pintades. La société des chasseurs était très active, et une grande fête fut organisée en 1982 en l'honneur de ses membres les plus anciens et les plus illustres. Jusqu'à la construction de la mosquée, en 1998, le bois sacré (*dasiri*) et une puissante société animiste (*komo*) avaient été préservés, tous deux manifestant le lien entre les premiers arrivants et les esprits des lieux, et conférant des moyens respectés de contrôler les « étrangers » (gens extérieurs au village) et les autres personnes non initiées, comme les femmes et les enfants. Mais aujourd'hui, la plupart des terres à l'est et au sud du village sont exploitées par des familles venues de villages dont le territoire a été amputé en raison de leur proximité avec le périmètre irrigué de l'Office du Niger. Comme déjà dit dans le chapitre 3, les villageois de Dlonguébougou ont cherché dans la mesure du possible à sauvegarder pour leur propre usage les sols sablonneux des terres situées au nord et à l'ouest de leur village. Ils privilégient ces terres pour leurs sols, qui, lors des années de faibles précipitations, donnent de meilleures récoltes que les sols gravillonnaires et argileux, plus durs, situés au sud et à l'est du village. Les villageois reconnaissent qu'ils ont commis l'erreur de céder de grandes quantités de terres situées au nord du village à des agriculteurs migrants dans les années 1990, terres que, par la suite, ils ont interdites aux nouveaux arrivants.

La portée et les limites territoriales des droits coutumiers revendiqués par Dlonguébougou n'ont jamais été confrontées à la législation foncière. Actuellement, quiconque cherche des terres à Dlonguébougou rend visite à une famille avec laquelle il entretient des relations, le plus souvent par voie de mariage. Le chef de famille est alors l'hôte, ou *jaatigi*, du nouvel arrivant et agit comme intermédiaire entre cet « étranger⁵⁹ », le conseil villageois et les autres habitants du village. Les villageois insistent pour dire qu'il n'y a aucune contrepartie financière en échange de ces terres : l'humanité commune qui les lie à leur famille étendue les oblige à céder des terres à ceux qui sont dans le besoin, suivant en cela

59. Les « étrangers » sont appelés *dunan*.

la *jaatigiya*, institution établie de très longue date que l'on retrouve dans toute l'Afrique de l'Ouest et qui donne aux gens le moyen de s'installer dans un nouvel endroit et de rallier une nouvelle communauté. Sur la base d'une relation semblable, de nombreuses familles sahéennes installées en Côte d'Ivoire ont tiré profit d'une forme de *Jaatigiya* locale en zone forestière pour obtenir l'accès à des terres et y cultiver du cacao et du café (CHAUVEAU, 2001 ; BROCK et COULIBALY, 1999).

UNE SITUATION JURIDIQUE COMPLEXE

Si les villageois de Dlonguébougou mettent en avant leur droit de propriété *de facto* sur les terres coutumières, le statut et l'étendue réels de leurs terres sont plus incertains d'un point de vue juridique. À l'époque coloniale, l'administration française revendiquait pour l'État les droits domaniaux sur toutes les terres et toutes les ressources, qu'elles soient sur ou sous le sol⁶⁰. À l'indépendance, le gouvernement du Mali a adopté sa législation et les pouvoirs associés qui permettaient à l'État de saisir les terres de détenteurs de droits coutumiers sans avoir besoin de leur verser une compensation. En 1991, le renversement du régime de Moussa Traoré a marqué l'instauration de la démocratie. De nouvelles lois – comme le Code domaniale et foncier de 2000 – ont reconnu le régime foncier coutumier et accordé un certain degré de protection à ces droits (ROCHEGUDE et PLANÇON, 2009). Elles ont également confirmé qu'en cas d'acquisition de terres par l'État, une compensation serait versée aux détenteurs de droits coutumiers pour la perte d'habitations, d'arbres fruitiers, de cultures sur pied, etc. Toutefois, dans la pratique, l'État a conservé des droits éminents sur toutes les terres, même lorsqu'une occupation et une mise en valeur de longue date pouvaient être clairement démontrées. Il y a bien eu un arrangement flou sur la démarcation entre la très vaste proportion des terres du Mali qui restaient sans titre et qui relevaient de régimes fonciers coutumiers, et celles qui relevaient du domaine privé de l'État. Ce flou a conféré un pouvoir discrétionnaire considérable aux agents de l'État⁶¹.

60. Les quelques exceptions concernaient de rares cas de terres ayant été acquises sous forme de titre juridique, principalement dans la capitale Bamako, et le titre étendu attribué au périmètre d'irrigation de l'Office du Niger.

61. Professeur Moussa Djiré, entretien sur la nouvelle Loi foncière agricole, août 2017 (<https://www.iied.org/qa-how-new-law-mali-securing-villagers-rights-land>).

La nouvelle Loi foncière agricole (LFA) promulguée en avril 2017 entend dissiper cette confusion et elle énonce clairement le fait que le gouvernement n'exerce des droits que sur les terres sur lesquelles il possède son propre titre de propriété ou sur celles qui n'ont pas de propriétaire coutumier clairement établi⁶². Les terres qui ne sont pas assorties de titre mais sur lesquelles il existe des droits coutumiers reconnus ont été retirées du domaine privé de l'État et peuvent être la propriété d'un village ou d'un campement d'éleveurs. Les communautés agricoles et pastorales qui sont en état de prouver, sans conteste, leur occupation à long terme et la mise en valeur d'un champ ou d'une zone de pâturage peuvent alors chercher à faire valoir leurs droits par une attestation délivrée par un organe gouvernemental reconnu. La mise en œuvre de la Loi foncière agricole est en cours, et des zones pilotes ont été choisies pour valider les nouvelles structures et procédures. Des décrets récents établissent la composition et les fonctions de comités fonciers au niveau des villages et des campements d'éleveurs, la procédure d'immatriculation des transactions foncières et la mise en place d'un observatoire national sur les droits fonciers, mais l'avancement de cette mise en œuvre est fort lent⁶³.

Dans le chapitre 8, nous examinerons plus en détail certains des aspects prometteurs de la Loi portant sur le foncier agricole (LFA), ainsi que le vif intérêt des bailleurs de fonds et des ONG pour tester le rôle des commissions foncières locales (Cofol) au niveau des villages et des communes. Nous identifierons également les difficultés émergentes telles que les incohérences entre la LFA et la récente adoption en 2021 du texte de la Loi domaniale et foncière (LDF) qui réaffirme la prééminence de la propriété de l'État sur toutes les terres et les ressources. Les droits des communautés d'éleveurs sur les ressources pastorales sont peu ou pas protégés dans la LFA et la LDF, ce qui contribue à expliquer la colère ressentie par de nombreuses communautés pastorales, surtout les Peuls, à l'égard du gouvernement de Bamako.

L'établissement des communes en 1999 a semé le doute sur le fait de savoir qui déterminait les droits fonciers, puisque l'on se demandait quelle était la relation entre les droits villageois, représentés par le chef

62. Loi 2017 001 du 11 avril 2017 portant sur le Foncier agricole.

63. Décret n° 2018 0333/P-RM du 4 avril 2018. Décret n° 2018 0334/P-RM du 4 avril 2018.

de village et son conseil villageois, et ceux de la commune, représentés par le maire et le conseil communal. Le maire n'est pas autorisé à attribuer des terres dans la commune à des individus particuliers, mais il peut accorder la déclassification de terres arables en parcelles constructibles. Toutefois, quoi qu'en dise la loi, on sait que les maires jouent un rôle actif sur les marchés fonciers (DJIRÉ, 2004, 2007 ; BERTRAND, 2021). Le maire d'une commune voisine de Dlonguébougou a ainsi alloué des terres situées dans l'extrémité nord du territoire du village, dans la région de Farakaye, une zone que les villageois considèrent sans conteste comme leur appartenant. Ces terres ont été attribuées à une personne influente en quête de pâturages pour son troupeau de bovins ; celle-ci a ensuite fait construire un château d'eau alimenté par un forage et elle a érigé une clôture autour d'un vaste terrain. Les villageois considèrent cette attribution comme illicite, car le terrain se trouve sur leurs terres coutumières et ils n'ont pas été consultés. De plus, elle a été accordée par le maire d'une commune voisine qui ne dispose d'aucune autorité en dehors du périmètre de sa commune. Toutefois, malgré cet état de fait, les villageois reconnaissent qu'ils sont impuissants ; ils n'ont pas de moyens d'action et redoutent ce que ce nouvel arrivant pourrait faire s'ils décidaient de contester ses prétentions foncières. Peut-être a-t-il des alliés riches et puissants au sein du gouvernement. Les villageois se décrivent comme des pions sans pouvoir (*fantan*) dans une partie jouée par des gens plus puissants liés au gouvernement (*faama*), qui connaissent bien les règles et savent comment les utiliser en leur faveur.

À Dlonguébougou comme ailleurs, tout le monde reconnaît qu'il est nécessaire de disposer d'un document qui confirme les droits sur les terres (MATHIEU *et al.*, 2002). Les gens ne savent pas trop quelle forme celui-ci devrait prendre, mais tous s'accordent pour dire qu'un papier est mieux que pas de papier du tout. Dans le cas de Dlonguébougou, il existe une structure qui représente le village et les hameaux associés – l'Association villageoise de Dlonguébougou et hameaux voisins (qui a vu le jour en 1997) –, bien que son statut et sa légitimité restent flous. Il faut également parler du projet de convention locale rédigé en 2013 au niveau de la commune, qui reprend la convention locale mise au point par la commune voisine de Bellen avec le soutien de la coopération allemande (photo 28 ; GTZ, 2000). L'objet de cette convention était d'obtenir la reconnaissance par le préfet du cercle de Ségou du droit de la commune d'organiser et de gérer la mise en valeur des terres et des ressources naturelles sur son territoire, tout particulièrement les pâturages communs



Photo 28 | Affiche promouvant le régime de gestion des pâturages dans la commune de Bellen (2011).

et les bois⁶⁴. Le préfet n'a pas encore signé la convention et, même s'il le faisait, ce document n'offrirait pas de réelle protection contre l'appétit de tiers puissants en quête de terres. Jusqu'à la promulgation de la Loi foncière agricole de 2017, la base juridique de ce genre de conventions pour gérer les terres et les ressources naturelles n'était pas assurée. Comme nous le verrons au chapitre 8, l'application de la nouvelle loi permettra de voir s'il sera aisé de mettre en œuvre ses nouvelles dispositions, telles les commissions foncières villageoises et les conventions locales.

L'OFFICE DU NIGER ET LA CULTURE IRRIGUÉE DE LA CANNE À SUCRE

Pour Dlonguébouougou et l'ensemble de la région, un autre problème sur le front juridique découle de la présence de l'Office du Niger, qui exerce des droits sur une vaste zone, puisqu'elle représente 2 millions d'hectares, bien au-delà du périmètre de 120 000 ha actuellement irrigués. La moitié de la commune de N'Koumandougou, du côté est, relève de la zone considérée comme potentiellement irrigable si la construction de canaux est entreprise. Par conséquent, l'Office a le pouvoir d'attribuer des terres de cette zone aux parties qui cherchent à obtenir une parcelle

64. Désigné par les autorités centrales, le préfet est chargé de l'administration d'un cercle, qui regroupe généralement 10 à 15 communes. Dlonguébouougou relève de la commune de N'Koumandougou dans le cercle de Ségou.

irriguée⁶⁵. Le village de Dlonguébougu se trouve juste à l'extrémité ouest de cette vaste zone dites « irrigable ». Créé en 1932, l'Office du Niger prévoyait d'utiliser les anciennes vallées fluviales asséchées pour acheminer l'eau vers le nord en construisant un barrage à Markala, sur le fleuve Niger. Ce projet ambitieux était à l'origine prévu dans l'objectif d'irriguer un million d'hectares de terres pour la culture de coton, puis du riz mais, en 1960, seuls 45 000 ha avaient été aménagés⁶⁶. Aujourd'hui, après des investissements importants et une réorganisation d'envergure, 120 000 ha sont irrigués. Lorsque le Mali est revenu à la démocratie en 1992, les agences internationales ont été sollicitées pour financer la remise en état des canaux et des infrastructures afin d'améliorer la gestion de l'eau et d'accroître les rendements et les revenus des agriculteurs. Des améliorations considérables ont été réalisées durant les années 1990 et 2000, de sorte que les rendements de riz ont quintuplé (Ministère du Développement rural, 2015 ; ADAMCZEWSKI HERTZOG, 2014). Depuis 2010, on a observé un nouvel élan pour agrandir sensiblement la superficie irriguée, le gouvernement du Mali proposant d'augmenter à 200 000 ha la surface irrigable et promettant de mettre plus de 300 000 ha supplémentaires à la disposition d'investisseurs privés. L'État, des organisations internationales comme la Banque mondiale et des leaders d'opinion soutiennent que l'agriculture irriguée est le meilleur moyen de moderniser le secteur agricole, de garantir une meilleure sécurité alimentaire et de produire des produits de base essentiels, comme le sucre et les oléagineux. Toutefois, on le verra au chapitre 8, des questions subsistent quant à la viabilité financière de l'agriculture irriguée, compte tenu de sa dépendance envers le financement des bailleurs de fonds et des difficultés que présente l'entretien du système. Beaucoup d'agriculteurs de l'Office du Niger demeurent sous le seuil de pauvreté, malgré de grosses améliorations des rendements, en raison de la fragmentation des parcelles et de la dépendance sur le riz, qui génère des revenus beaucoup plus bas que les fruits et légumes. Dans le même temps, les grandes fluctuations du débit saisonnier du Niger rendent aléatoires des approvisionnements en eau suffisants durant la

65. Article 3 de l'Ordonnance de 1932 : la gérance de l'Office du Niger peut s'étendre aux terres non irrigables que le gouvernement estimera utiles à la mission de l'Office du Niger.

66. www.on-mali.org

saison sèche pour une production maraîchère paysanne – laquelle rapporte davantage de revenus – aux côtés de cultures gourmandes en eau comme la canne à sucre. Un nouveau barrage en amont, en Guinée, pourrait fournir un débit plus prévisible à l'Office du Niger pendant la saison sèche ; cependant, cette opération aura un coût non négligeable pour les agriculteurs, les pisciculteurs et les éleveurs en aval du barrage de Markala, comme on l'aborde au chapitre 8.

La production irriguée de canne à sucre a commencé dans les années 1960, avec l'aménagement d'une plantation et la construction d'une raffinerie à Dougabougou par le gouvernement chinois, mais, dans les années 1970, la production a périclité. En 1996, une entreprise mixte créée par une société chinoise, Sinolight, et le gouvernement malien, Sukala-SA, a vu le jour pour relancer et augmenter la production. En 2009, un accord a été signé entre la China Light Industrial Corporation for Foreign Economic and Technical Cooperation (CLETC) et le gouvernement malien qui attribuait 20 000 ha de terres à un nouveau programme sucrier, baptisé N-Sukala⁶⁷. Il englobe à la fois des parcelles irriguées par pivot du côté est du grand canal du Sahel et des champs irrigués par sillon à l'ouest du canal (on voit les marqueurs pour identifier les limites du terrain alloué à N-Sukala sur la photo 29).

Selon l'accord, les terres ont été immatriculées au nom de l'État malien avant d'être transférées à la société N-Sukala. Sur les 20 000 ha, 857 ont été vendus pour la construction des infrastructures industrielles nécessaires, alors que les 19 143 ha restants sont loués par un bail d'une durée de cinquante ans. Le gouvernement a pris une participation à hauteur de 40 % dans la société, équivalente à la valeur des terres transférées. L'article 6 de l'accord entre China Light (CLETC) et l'État malien stipule que l'État veillera à ce que les transferts de terres soient réalisés conformément au Code domanial et foncier et s'efforcera de sensibiliser la population locale susceptible d'être affectée par le projet. L'article 7 souligne que China Light s'engage à « préfinancer pour le

67. Signé par la ministre du Logement, des Affaires foncières et de l'Urbanisme, le 22 juin 2009, à Bamako. Alors que N-Sukala avait été déclarée comme société nouvelle et pouvait donc prétendre à plusieurs avantages fiscaux, il existait dès le départ des liens étroits entre Sukala et N-Sukala, notamment le même conseil d'administration, ce qui a incité certains à se demander si N-Sukala avait vraiment jamais été une nouvelle entreprise (NOLTE et VOGET-KLESCHIN, 2014).



Photo 29 | Un des marqueurs utilisés pour le bornage du terrain occupé par l'entreprise N-Sukala (2017).

compte de N-Sukala : les frais des études techniques et les études socio-environnementales ; les frais liés à la sensibilisation, au déguerpissement et à la réinstallation des villages et populations affectés par le projet ».

Lors d'une visite de la région effectuée par des représentants du gouvernement et des représentants de N-Sukala en juillet 2010 pour informer les gens des communes concernées de la planification du projet, le représentant du gouvernement avait souligné l'importance du projet sucrier aux yeux des présidents du Mali et de la Chine⁶⁸. L'investissement total estimé à 80 milliards de francs CFA⁶⁹ serait financé grâce à un emprunt sur vingt ans souscrit par le gouvernement malien, et le projet était présenté comme un facteur positif devant déboucher sur un meilleur développement pour les habitants de la zone concernée, à qui on faisait miroiter la perspective de 10 000 emplois saisonniers et 600 emplois permanents. Des prestations sociales avaient aussi été promises, et la construction d'axes routiers, d'écoles

68. Compte rendu d'information sur N-Sukala, juillet 2010. Office du Niger, Direction générale.

69. Soit l'équivalent de 136 millions de dollars des États-Unis au taux de 2018.

et d'établissements de santé était envisagée. Le représentant du gouvernement avait rappelé à son public qu'au Mali toutes les terres appartiennent à l'État et, tout particulièrement, dans la zone de l'Office du Niger, et que par conséquent il n'était pas nécessaire d'obtenir l'accord de la population sur ce projet. Toutefois, il profitait de l'occasion pour leur faire part du projet avant le début des travaux. Mais les villageois devaient savoir que le bateau transportant le matériel avait déjà quitté la Chine et, par conséquent, ce n'était plus qu'une question de jours avant le démarrage du projet. Dans le compte rendu de visite, les quelques remarques et questions des villageois reflètent leurs préoccupations sur divers points : l'emplacement exact de l'usine et des champs de canne à sucre, la pollution des approvisionnements en eau par le projet Sukala existant et les difficultés pour permettre aux troupeaux de traverser la zone, compte tenu de la multiplication des champs. Plusieurs villageois ont dit qu'ils verraient le projet d'un bon œil s'il offrait un emploi aux jeunes. Les agents officiels ont confirmé qu'une étude de l'impact environnemental et social du projet serait réalisée et que cela donnerait l'occasion de tenir compte des préoccupations soulevées par la population. Le directeur adjoint de N-Sukala a souligné que le projet dépendrait de la main-d'œuvre locale et que, par conséquent, il laisserait en place la plupart des villages les plus importants. Toutefois, les campements des éleveurs devraient se déplacer (« déguerpir »).

Les travaux sur N-Sukala ont démarré peu de temps après la visite de juillet 2010, avec le défrichage des terres, la construction de nouvelles routes, celle d'un pont sur le canal à Dougabougou et le creusement de canaux. La vitesse à laquelle le projet a progressé s'explique par les pressions exercées par le président du Mali en fonction à l'époque, Touré, qui voulait que des progrès soient accomplis avant les élections qui devaient se tenir en avril 2012⁷⁰. En 2016, quelque 8 000 ha de terres étaient consacrés à la production de sucre à l'ouest du canal. On avait dit aux villageois des zones affectées par le projet qu'ils devaient abandonner leurs champs, leurs pâturages et les terres boisées au profit du développement du Mali. Un inventaire de toutes leurs possessions avait été dressé : terres, arbres, habitations et cheptel, étant entendu que cela donnerait lieu à une forme ou une autre de compensation. Un comité a été créé par le gouverneur régional de Ségou pour assurer la supervision de la procédure de compensation mais, en 2018,

70. Les élections ont été annulées à l'issue du coup d'État de mars 2012.

beaucoup d'agriculteurs n'avaient encore pas reçu le moindre dédommagement pour la perte de leurs champs et de leurs moyens d'existence⁷¹.

Dès l'instant où ils ont compris qu'ils allaient perdre leurs terres, les agriculteurs ont commencé à chercher des champs à cultiver ailleurs. Dans des entretiens menés dans beaucoup de villages affectés par le projet, des paysans racontent comment ils exploitent désormais avec leur famille des terres agricoles parfois situées à plus de 100 km, autour de villages comme Dlonguébougou, Markabougou et Sonango, et au-delà dans la région voisine de Koulikoro. Tous les hommes et les femmes valides quittent leur foyer en juin avec une charrette tirée par un âne et chargée à craquer pour marcher plusieurs jours durant afin de gagner l'endroit où ils ont réussi à accéder à des terres. Ils passent toute la durée des travaux agricoles loin de leur village d'origine, pour ne revenir avec la récolte qu'en décembre-janvier. Généralement, ils choisissent de se rendre dans les villages où ils ont des liens pour rendre les négociations plus faciles, chaque famille cherchant à identifier des amis ou des proches dans les villages du nord et de l'ouest.

| CHANGEMENTS D'USAGE DES TERRES AUTOUR DE DLONGUÉBOUGOU (1952-2016)

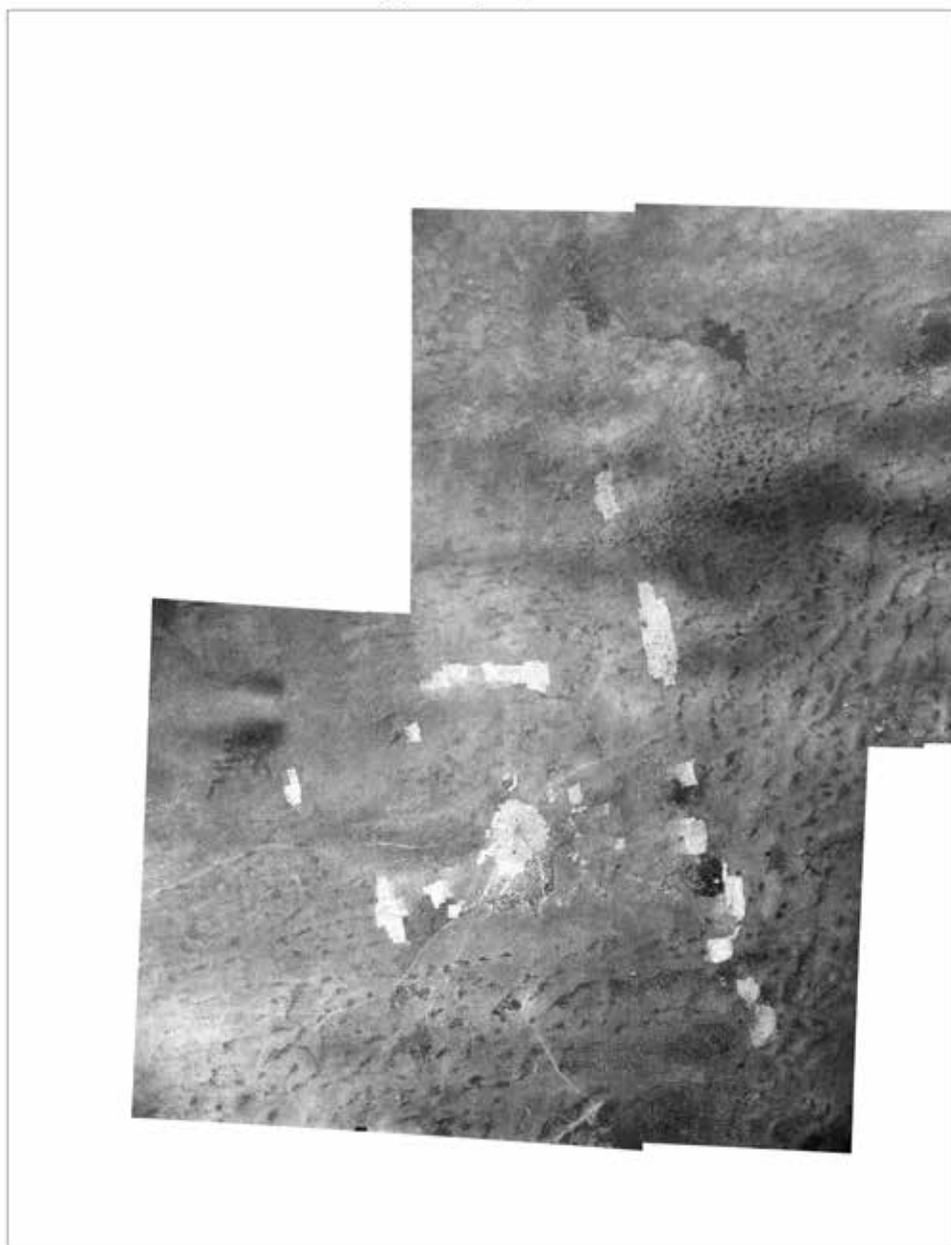
LES CHANGEMENTS DES ANNÉES 1950 AUX ANNÉES 2000

Une combinaison de photographies aériennes, d'images satellitaires et d'entretiens menés sur le terrain a été utilisée pour évaluer les changements dans les schémas d'occupation des sols autour de Dlonguébougou au cours des sept dernières décennies⁷². Les toutes premières photos

71. La loi exige qu'une étude d'impact environnementale et sociale (EIES) soit réalisée avant tout projet, la Direction nationale de l'assainissement, du contrôle des pollutions et des nuisances (DNACPN/DRACPN) étant chargée d'évaluer sa pertinence. La compensation pour la perte de terres et de biens est censée être convenue avant le début des travaux. Il semble qu'il n'y ait eu qu'une seule réunion du comité de compensation chargé de superviser la procédure d'indemnisation, et aucune suite au niveau des compensations.

72. Merci à Gray Tappan, du United States Geological Survey (USGS), à Pierre Hiernaux de l'International Livestock Research Institute (Ilri) et à Chris Field et son équipe de Geodata, université de Southampton, pour m'avoir fourni une grande variété d'images satellitaires et avoir facilité leur interprétation.

Dolonguebougou, Mali - 1952



Imagery Information
Platform: Aerial Imagery
Source:
Resolution: ~2 m
Year: 1952
Month: November

Scale 1:28,000
0 0.5 1 2 3 4 Km.
Datum: WGS 1984 Projection: UTM Zone 30 N



Photo 30 | Photo aérienne de Dolonguebougou en 1952.

Source : IGN.

proviennent d'un survol aérien réalisé en 1952 par l'Institut géographique national de France, qui a servi de base pour une série de cartes au 1/100 000^e montrant les villages, les pistes et les particularités géographiques⁷³. Les images granuleuses en noir et blanc de Dlonguébougou en 1952 (photo 30) montrent le hameau minuscule ceint par les champs de village, le tout entouré d'une immensité de brousse. Un ancien soldat (O. S.) se souvient bien de cette époque. Il rentrait tout juste d'un engagement dans l'armée coloniale française comme tirailleur sénégalais pendant la guerre d'Indochine et il décida de créer son petit champ dans les jachères situées derrière le vaste champ de brousse de Bina Tangara, à l'ouest du village. Comme il était ancien soldat, il avait pu ramener un peu de capital lui permettant d'acheter une charrue et un vélo, et de s'installer comme exploitant agricole, avec la promesse d'une pension militaire. L'acquisition d'une charrue lui permettait d'exploiter un champ nettement plus grand que ce qu'aurait pu cultiver un couple ne pouvant compter que sur une houe à main.

En élargissant la photo, on distingue clairement les grands arbres, des baobabs, des tamariniers, des *balanzan*, qui font des taches tout autour du hameau. Le bois sacré (*dasiri*) au sud et le bosquet fétiche (*komo tu*) à l'ouest du village apparaissent nettement, tout comme l'axe de transhumance au sud-est du hameau, qui caractérise Dlonguébougou vu du ciel et qui ressemble à une virgule sur toutes les photographies aériennes. Ce couloir, bordé de haies d'euphorbes, est l'axe le long duquel les moutons et les chèvres sont conduits hors du village le matin avant de revenir lorsque la nuit tombe. Les haies empêchent les hordes bruyantes d'animaux de se précipiter dans les champs qui jalonnent la piste et de saccager les récoltes. Depuis le village, un maillage de sentiers rayonne dans toutes les directions et permet aux gens de gagner leurs champs ou de se rendre dans les hameaux et villages voisins. La photo montre comment certains des champs de brousse ont été regroupés pour former un périmètre commun, ce qui facilite la tâche lorsque les cultures ont besoin d'être protégées de la divagation du bétail. Mais d'autres sont isolés dans un océan de brousse. Certaines familles aiment voler de leurs propres ailes et tentent de s'établir dans un nouvel endroit avec un sol vierge.

73. Institut géographique national, France. Disponible auprès de l'Institut géographique malien, Bamako, Mali.

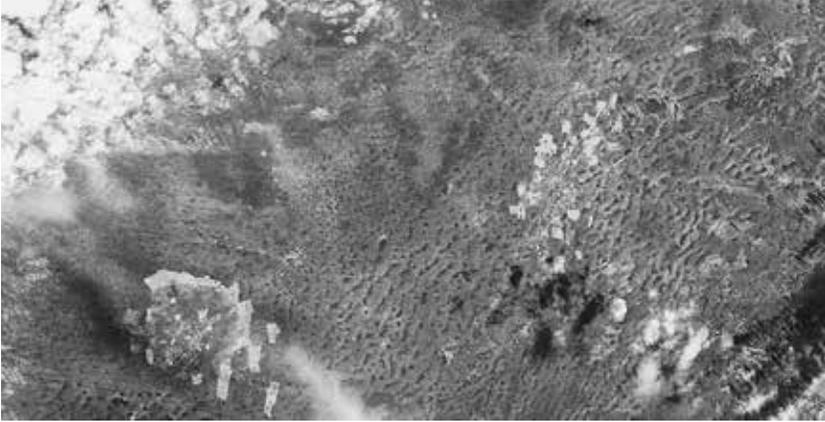


Photo 31 | Image satellitaire de Dlonguébougou en 1965.

Source : U.S. Geological Survey.

D'autres les rejoindront peut-être par la suite pour créer une grappe de champs en culture itinérante qui s'étendront au loin, parfois jusqu'à 20 km du village en une décennie, avant de revenir en lisière des champs de village pour tout recommencer.

À partir des photos, on peut voir les bosquets et arbustes, qui forment comme des bandes dans les petits creux du terrain où les pluies s'accumulent (HIERNAUX et GÉRARD, 1999). Sur les photos de 1952 et 1965 (photos 30 et 31), on aperçoit quelques plaques de sol nu autour des points d'eau, mais dans l'ensemble, les hameaux comme Dlonguébougou semblent perdus dans une immensité de brousse. Il ne fait aucun doute que l'on peut comprendre pourquoi les villageois pouvaient être convaincus que « la brousse ne finirait jamais ».

La photo de 1965 (photo 31) présente un tableau semblable à celui de 1952. Les champs de brousse autour de Dlonguébougou forment un groupement fort bien structuré de surfaces interconnectées qui avancent ensemble, alors que dans le hameau voisin de Markabougou (sur la droite de l'image), les champs de brousse semblent plus dispersés. Des nuages cachent le hameau voisin de Jessourna au nord-ouest. Les années 1960 ont été une période de précipitations relativement élevées et les villageois, forts du succès rencontré par des paysans comme O. S., ont aussi commencé à s'équiper d'une charrue tirée par une paire de bœufs.

Les images satellitaires dont nous disposons pour les années 1975, 1984, 1995 et 2005 présentées sur la photo 32 montrent l'évolution des zones

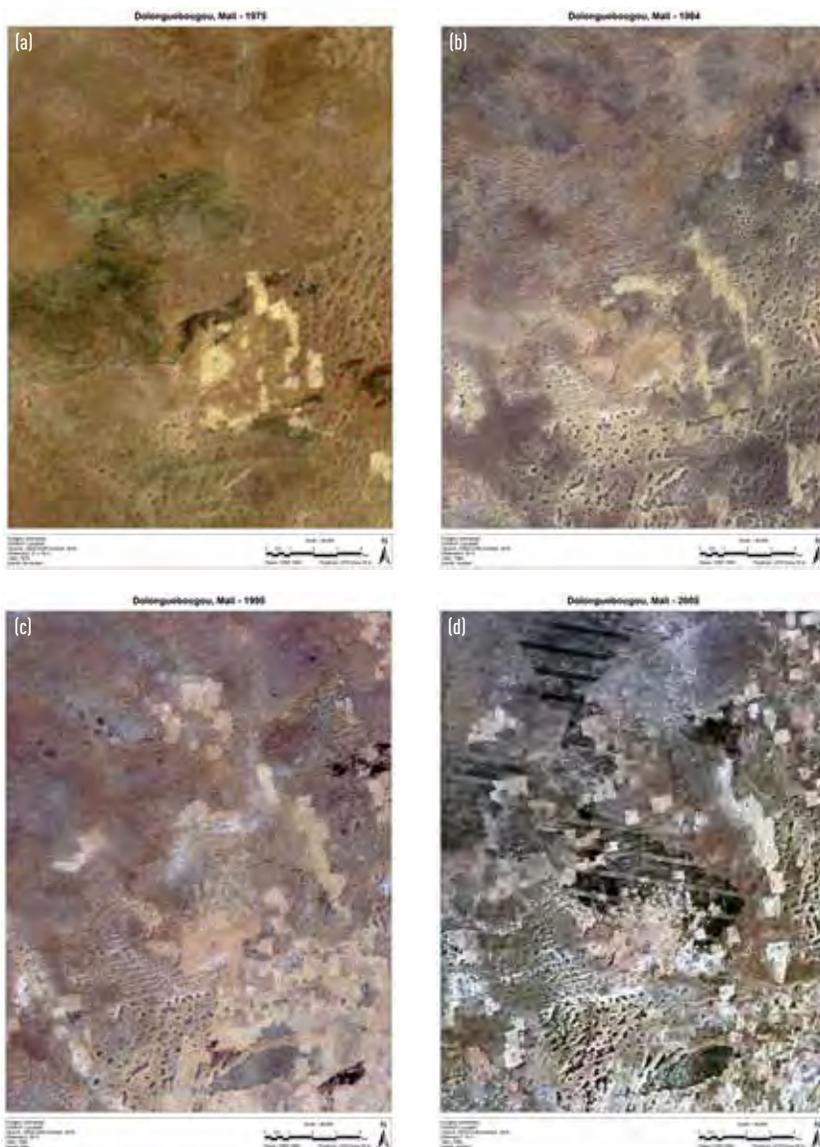


Photo 32 | Images satellitaires de Dlonguébougou en 1975 (a), 1984 (b), 1995 (c) et 2005 (d).
 Source : U.S. Geological Survey.

cultivées dans le paysage au fil des décennies et leur extension progressive sur le territoire de Dlonguébougou ; cette évolution deviendra particulièrement marquée en 2016, 2017 et 2018 (voir photo 33). La qualité des premières images satellitaires n'est pas aussi bonne que celles des photos aériennes des années 1950, mais le schéma d'ensemble reste clair.

L'USAGE DES TERRES AUJOURD'HUI

Lorsque l'on se penche sur les images satellitaires du territoire de Dlonguébougou en 2016, 2017 et 2018 (photo 33), on aperçoit des champs dans toutes les directions, et presque toutes les terres vers le sud et l'est ont été occupées par des champs. La progression ordonnée des champs de brousse, qui avancent de concert, est beaucoup moins claire que dans les années 1970 et 1980, lorsqu'il existait deux grands blocs de champs de brousse, alors qu'aujourd'hui beaucoup sont contigus. Nombre d'entre eux sont très éloignés, le plus distant se situant à plus de 12 km du village. Plusieurs champs ont été établis dans l'extrémité nord-ouest du territoire villageois pour montrer aux gens de l'extérieur où Dlonguébougou estime que s'arrête son territoire. Dans deux cas, les familles qui exploitent ces champs y ont aussi creusé des puits comme autre moyen de marquer l'occupation et la propriété des terres. En 2018, elles n'avaient pas encore trouvé d'eau mais espéraient qu'en creusant davantage elles obtiendraient un approvisionnement suffisant pour ne pas avoir à ramener de l'eau du village chaque jour. Ce sont les plus grandes familles dotées d'une main-d'œuvre nombreuse qui tendent à s'installer sur le pourtour extérieur du territoire du village et qui sont les mieux à même d'exploiter les terres les plus fertiles ayant été laissées

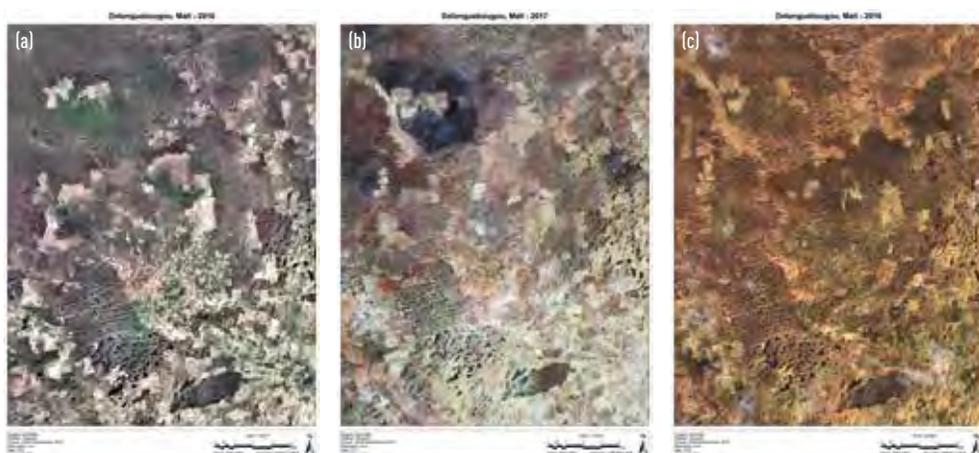


Photo 33 | Images satellitaires de Dlonguébougou en 2016 (a), 2017 (b) et 2018 (c).

Source : Copernicus Sentinel (2019).

Tableau 3 | Évolution des superficies cultivées (ha) par type de champ et pourcentage par rapport à l'ensemble des terres cultivées sur le territoire de Dlonguébouguou (1952-2016).

Date de la photo	Champs de brousse	Champs de village	Champs personnels	Champs étrangers	Total des superficies cultivées	Superficies cultivées en % de l'ensemble des terres
1952	384 (76 %)	94 (19 %)	27 (5 %)	0	505	1,5 %
1965	412 (67 %)	93 (15 %)	60 (10 %)	46 (8 %)	611	1,8 %
1975	701 (75 %)	161 (17 %)	70 (8 %)	0	932	2,7 %
1980-1982 *	631 (71 %)	164 (18 %)	45 (5 %)	48 (6 %)	888	2,6 %
1995	1 000 (47 %)	554 (26 %)	323 (15 %)	263 (12 %)	2 140	6,2 %
2016	3 103 (41 %)	447 (6 %)	806 (11 %)	3 147 (42 %)	7 503	21,7 %

* Pour les années 1980-1982, les superficies cultivées ont été calculées à partir de la taille des champs et non à partir des photos aériennes ou des images satellitaires.

Source : calculs basés sur des photos aériennes et des images satellitaires, vérifiées sur le terrain à partir d'entretiens à Dlonguébouguou.

en jachère le plus longtemps. Les petites familles mal équipées sont plus proches du village et travaillent des terres laissées en jachère plus récemment, situées à une distance moindre des champs de village. Ces ménages n'ont ni l'attelage pour le labour, ni la main-d'œuvre requise pour entretenir un vaste champ de brousse. Et ils devront subir les aléas de la culture du mil sur des terres qui ne sont pas restées longtemps au repos et ont donc peu de chance de donner une bonne récolte, même en cas de précipitations suffisantes.

Le tableau 3 présente l'évolution des superficies cultivées autour du village en distinguant les différents types de champs et leur pourcentage par rapport à la totalité du territoire relevant de l'autorité coutumière (l'image satellitaire correspond à peu près à la surface du territoire de Dlonguébouguou⁷⁴).

On voit que la superficie totale cultivée a augmenté régulièrement, passant de 505 ha en 1952 à 7 503 ha en 2016 ; elle a donc été multipliée par quinze en soixante-cinq ans et par huit depuis les 888 ha cultivés en 1980-1982. Les terres exploitées par les habitants actuels de

74. L'équivalent de 16,5 km sur 21 km (346,5 km², ou 34 650 ha).

Dlonguébougou sont passées de 840 ha en 1980-1982 à 4 356 ha en 2016, soit le quintuple, alors que la population du village triplait au cours de la même période, ce qui signifie que le système agraire est devenu plus extensif au cours des trente-cinq dernières années. Les données montrent aussi l'extension rapide des champs sur les terres du village depuis 1995, en raison du nombre important de nouveaux agriculteurs en quête de terres. En 2017, on a assisté à une nouvelle augmentation des superficies mises en valeur, tout particulièrement dans le nord-ouest du territoire du village, qui s'est traduite par 1 292 ha supplémentaires. Cela porte le total des terres cultivées en 2017 à 8 995 ha, soit l'équivalent de 26 % des superficies autour du village. Et en 2018, le total des superficies cultivées autour de Dlonguébougou a encore augmenté de 350 ha, constitués de champs de brousse défrichés par de nouveaux arrivants, qui ont porté les terres exploitées à 27 % de la superficie totale.

La figure 14 illustre ces données sur les différentes formes d'usage des terres. Les champs de brousse ont toujours constitué l'élément le plus important du système d'occupation des terres du village : jusqu'en 1995, presque chaque année, ils représentaient plus de 70 % des terres exploitées ; aujourd'hui, ils occupent 71 % des terres mises en valeur par les villageois de Dlonguébougou. La taille moyenne des champs de brousse est de 50 ha, le plus grand occupant plus de 100 ha. Les champs de village ont augmenté d'un facteur de 3,4 entre 1980-1982 et 1995, en raison de la forte hausse du nombre de puits creusés par les ménages dans les années 1970 et 1980, afin de bénéficier du fumier des troupeaux transhumants⁷⁵. De ce fait, en 1995, 26 % de toutes les terres cultivées étaient constituées de champs de village. Toutefois, avec l'augmentation des superficies cultivées et la raréfaction des pâturages, de moins en moins de troupeaux ont cherché de l'eau à Dlonguébougou et l'accès au fumier a donc été restreint. Avec cette diminution, les champs de village sont devenus moins importants, pour ne plus représenter que 10 % des terres exploitées aujourd'hui par les villageois. Malgré la baisse de la fertilité des sols, les engrais chimiques ne sont utilisés qu'en très petites quantités.

Le tableau 3 montre aussi que les superficies exploitées à titre individuel ont beaucoup augmenté et représentent à présent 19 % des terres

75. Décrit plus en détail au chapitre 6.

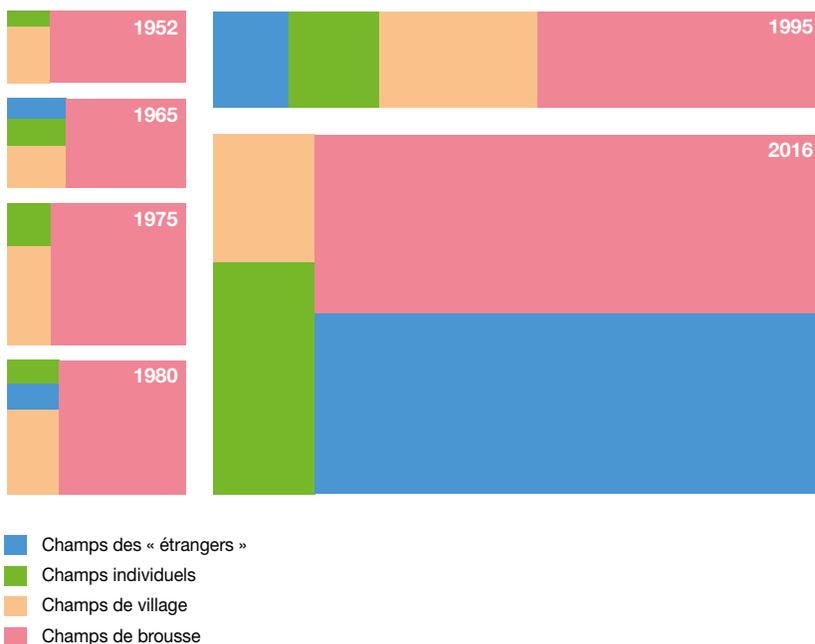


Figure 14 | Évolution de la distribution de l'usage des terres agricoles sur le territoire de Dlonguébougou (1952-2016).

cultivées de Dlonguébougou. Cette mosaïque de parcelles minuscules occupe l'espace entre le village et les champs de brousse ; ces parcelles appartiennent à des particuliers, hommes, femmes et jeunes filles, qui les exploitent durant leur temps libre. On trouve aussi plusieurs terrains plus grands mis en valeur par le *ton* (l'association des jeunes du village) et par quelques ménages. Le sésame est la principale production cultivée par des particuliers sur les parcelles personnelles, appelées *jonforo* – littéralement « champ d'esclave » car, dans le passé, les esclaves au service des ménages avaient le droit de cultiver une petite parcelle de terre pour eux-mêmes une fois qu'ils avaient fini de travailler sur le champ de leur maître. Comme on l'a vu au chapitre 3, les *jonforo* sont cultivés tôt le matin et à la fin de la journée. Ils forment un contraste saisissant avec le champ collectif cultivé par toute la famille, que l'on appelle *foroba*, littéralement « grand champ », mais qui signifie aussi « collectif » ou encore propriété « commune ». Les gens tendent à défricher des parcelles individuelles sur des terres du village abandonnées situées dans la jachère laissée par leur famille dans le vieux champ de brousse.

En 1980, quand je suis arrivée pour la première fois à Dlonguébouyou, les gens disaient qu'ils avaient abandonné leur *jonforo* quelques années plus tôt (peut-être à la fin des années 1960) et qu'ils mettaient désormais toute leur énergie dans la production collective de mil sur les *foroba*⁷⁶. Les seules personnes qui possédaient alors des champs à titre individuel étaient des hommes et des femmes âgés qui s'étaient retirés des champs familiaux, ou encore quelques femmes mariées. Mais beaucoup de ménages n'autorisaient pas les femmes mariées en âge de travailler sur le champ familial à consacrer du temps à leur champ personnel, car ils savaient que cela détournerait du temps et de l'énergie au détriment de la production collective. La plupart des ménages ne considèrent pas le sésame comme une culture *foroba*, et il est presque entièrement cultivé par des particuliers pour leur revenu propre. Il a généré de grosses sommes pour beaucoup d'habitants du village. Les individus ayant suffisamment d'énergie et l'ambition nécessaire peuvent retirer un gain de 300 000 FCFA⁷⁷ d'une bonne année, ce qui est bien supérieur aux revenus générés par de nombreux mois de migration. Lors d'une année particulièrement prospère, le *ton* villageois a gagné plus de 3 millions de FCFA grâce à un champ de grande taille et à des prix élevés. Il n'est donc pas surprenant que certains chefs de ménage redoutent que l'attrait de l'argent facile gagné sur les champs personnels ne détourne les énergies de la main-d'œuvre agricole et ils craignent que la récolte de mil n'en subisse les conséquences. Cela ressort clairement du niveau de la production de mil par personne pour les campagnes 2016-2018, si on le compare à ceux d'il y a trente-cinq ans (comme le montre la figure 12 chap. 3). Le chef du village est particulièrement inquiet de l'attention que les habitants accordent aux cultures et aux bénéfices personnels au détriment de la production collective de nourriture pour l'ensemble du ménage.

La très forte augmentation des terres cultivées par les « étrangers » ressort aussi clairement du tableau 3. Ces terres couvrent plus de 3 000 ha et représentent désormais une superficie légèrement supérieure aux champs de brousse des villageois. Les champs des « étrangers » sont semblables aux champs de brousse des villageois,

76. WOOTEN (2009) constate une évolution récente semblable en faveur des travaux sur les champs collectifs, notamment au moment de la moisson, chez les Bambara dans l'ouest du Mali.

77. L'équivalent de 550 dollars des États-Unis.

en ce sens qu'il s'agit de vastes superficies légèrement défrichées et semées de mil *sanio*. Il existe toutefois une différence importante, car les nouveaux arrivants sont censés rester dans les limites de leur périmètre et ne changent pas de parcelle au fil du temps pour laisser leurs terres au repos. C'est la raison pour laquelle ils sont contraints d'utiliser de petites quantités d'engrais chimiques sur leurs cultures et de laisser leurs bêtes parquées sur les champs lorsque c'est possible afin d'améliorer la fertilité du sol.

LES AGRICULTEURS « ÉTRANGERS »

En 2016, 2017 et 2018, les nouveaux arrivants occupaient plus de 50 % des champs de brousse cultivés autour du village. Des villages comme Dlonguébougou et des hameaux voisins dans cette zone – Sonango, Jessourna, Shokun et Taiman au nord-ouest – ont tous accueilli de nombreux cultivateurs nouveaux-arrivés qui leur demandaient de



Figure 15 | Parcours de paysans migrants originaires de villages proches de la plantation de canne à sucre de N-Sukala en quête de terres vers le nord-ouest.

défricher un champ dans leur territoire. Mais de plus en plus, du fait du nombre important de personnes demandeuses, le conseil villageois de Dlonguébougou explique que le village a dû leur refuser l'hospitalité, en leur disant de s'adresser au village suivant ou à celui d'après, car il souhaite désormais conserver des terres pour ses habitants.

En 2017, on comptait 72 ménages de nouveaux exploitants agricoles, ce qui représente un total de 881 personnes qui avaient effectivement reçu des terres dans un certain nombre de sites aux alentours de Dlonguébougou. Ces exploitants arrivent chaque année en juin et restent jusqu'à ce que la récolte soit terminée et stockée, en janvier, avant de rentrer chez eux avec leur production. Ces arrivants viennent de 16 villages situés au sud-est de Dlonguébougou, comme on peut le voir sur la figure 15 ; le plus grand nombre est issu de Tékéna (27 ménages), suivi de Niempiéna (7), Banougou (6), Sagalani (6), Balé (4) et Tioba(4).

Le village de Tékéna est entièrement cerné par la toute nouvelle plantation de canne à sucre de N-Sukala, comme le montre la photo 34, alors que Niempiéna, Banougou et Balé, qui se trouvent tous sur le pourtour de la plantation, ont perdu une grande partie de leurs terres arables et sont infestés par des oiseaux ravageurs. Nombre de ces « étrangers » sont arrivés récemment à Dlonguébougou, 51 ménages au cours des dix dernières années et 11 ménages depuis dix à vingt ans. Toutefois, dix d'entre eux exploitent des terres dans la région de Dlonguébougou depuis plus de vingt ans. À l'origine, ils étaient venus pour échapper aux ravages causés dans leurs champs de mil par les oiseaux qui nichaient le long des canaux d'irrigation.

Nombre de ces villages installés au sud et à l'est de Dlonguébougou étaient établis de longue date et leur origine remonte à l'époque précoloniale. Malheureusement, leur ancienneté n'a conféré aucune protection à leurs terres agricoles, car ils avaient la malchance d'occuper des terres déjà classées dans les années 1930 dans les limites du « périmètre irrigable » de l'Office du Niger.

Même lorsque les villages n'ont pas perdu beaucoup de leurs terres et de leurs pâturages à cause de l'agriculture irriguée, les plantations de canne à sucre qui les jouxtent et les canaux d'irrigation sont des zones de nidification idéales pour les travailleurs à bec rouge⁷⁸, les tisserins et

78. *Quelea quelea*, passereau de la famille des Plocéidés ressemblant à un pinson.



Photo 34 | Image satellitaire de deux villages entourés par les champs de canne à sucre de N-Sukala (2018).

Source : Google Earth.

les moineaux, qui se sont reproduits par millions. Ces oiseaux s'abattent en nuées affamées sur les champs de mil avant la récolte et ils sont si effrontés qu'il est impossible de les chasser. Par conséquent, dès la fin des années 1970, les agriculteurs qui exploitaient des terres proches de l'Office du Niger sont partis vers l'ouest pour échapper aux dommages causés par ces ravageurs à plumes. Les villageois de Dofinéna, dont les terres proches de la plantation de canne à sucre sont fortement endommagées par les oiseaux, le déplorent : « Nos paysans sont épuisés. Ils passent toute la journée dans le champ et vont même jusqu'à y dormir.⁷⁹ » En octobre 2016, ils ont commencé la récolte de leurs champs de mil avec plusieurs semaines d'avance pour empêcher la prédation par des nuées d'oiseaux.

79. *Anka mogow segenna ! U be tile forola, u be si forola.*

En 1997, dans son étude, Karen Brock notait qu'il y avait 753 « étrangers » issus de 59 ménages agricoles qui campaient dans 11 hameaux autour de Dlonguébougou ; tous fuyaient les dégâts causés par les oiseaux, et leur nombre était égal à celui de la population bambara du village à cette époque (BROCK et COULIBALY, 1999).

Mais en 2000, les villageois de Dlonguébougou en ont eu assez de voir autant de gens venir cultiver des terres autour du village, passer six mois dans la région, puis emporter les récoltes avec eux. Ils se sont plaints qu'il y avait trop d'étrangers et les ont accusés de voler le bétail, d'abattre des arbres, de détruire la brousse et de séduire leurs femmes. Le chef affirmait que tout serait différent s'ils acceptaient de s'installer de façon permanente dans le village, mais qu'ils voulaient seulement exploiter les terres de Dlonguébougou sans aucun engagement pour la prospérité à long terme du village. Le conseil du village s'est mis d'accord pour renvoyer tous les migrants chez eux et, de ce fait, tous ont plié bagage et quitté les lieux.

Cependant, en 2006, deux familles ont été autorisées à exploiter des terres au sud de Dlonguébougou, après avoir imploré les villageois de les leur céder au nom de leur humanité commune et des liens de mariage et de parenté qui les unissaient. Depuis lors, tous les ans, des migrants sont revenus au compte-gouttes, pour finalement arriver en masse lorsque des terres ont commencé à être défrichées en 2011 pour le périmètre irrigué de champs de canne à sucre nouvellement mis en place à N-Sukala. Les pertes de terres au profit de N-Sukala et une multiplication des problèmes causés par les oiseaux ont engendré une nouvelle vague d'exploitants migrants en quête de terres, de sorte qu'il y a encore plus de migrants autour de Dlonguébougou et des villages environnants aujourd'hui qu'en 2000.

En 2021, lorsque Dlonguébougou a été assiégé par des groupes armés, les premiers à fuir ont été les agriculteurs qui arrivaient de Tékéna et d'autres villages au sud et à l'est. Ils ont été pris pour cible par les djihadistes en mai et juin, alors qu'ils arrivaient pour s'installer et cultiver pour la saison des pluies à venir. Ils ont été sommés de faire leurs bagages et de partir immédiatement, sous peine de mort. Depuis 2022, ils commencent à revenir.

I CONSÉQUENCES DE L'ESSOR DES ZONES CULTIVÉES

Il y a trois conséquences majeures de cette pression accrue sur les terres :

– tout d'abord, comme vu au chapitre 3, on relève une forte diminution des rendements de champs de mil dans les champs de village, en raison de la baisse marquée de la quantité de fumier, puisqu'il y a beaucoup moins de pâturages disponibles pour les bovins du village et pour les troupeaux de passage⁸⁰. Comme le montre la figure 12 (voir chap. 3), le volume de la production de mil des champs de brousse se maintient en raison d'une forte augmentation de leur superficie, mais les rendements à l'hectare ont chuté de moitié. La production de mil issue des champs de village a chuté encore plus, aussi bien au niveau de son volume total que des rendements à l'hectare. Les agriculteurs expliquent en partie cette baisse par la distribution particulièrement mauvaise des précipitations, mais ils voient aussi que le sol « n'a plus la même force qu'avant⁸¹ », en raison de sa perte de fertilité ;

– ensuite, il existe un conflit qui va croissant entre les éleveurs et les agriculteurs, tout particulièrement lié aux dégâts causés aux cultures. Dans toute la région, des accrochages entre Peuls et Bambara armés de couteaux et de fusils ont fait plusieurs morts, et une série d'échauffourées à grande échelle ont eu lieu dans un rayon de 60 à 70 km au nord et à l'est de Dlonguébougou. Dans le passé, le village se trouvait sur l'extrémité nord de la zone cultivée, et toutes les terres du nord-ouest étaient des pâturages ouverts. Mais les nouveaux arrivants ont morcelé une grande partie de cette zone avec leurs champs, qui constituent un obstacle majeur au déplacement du bétail une fois les semis effectués. Les éleveurs se sentent de plus en plus pris en étau par les champs des agriculteurs, et les axes de transhumance (*burtol*) sont rarement respectés lorsque les villageois labourent les terres. Les conventions locales rédigées pour les deux communes de N'Koumandougou et Bellen stipulent qu'il existe six pistes pastorales qui sillonnent la zone du nord au sud et de l'ouest à l'est. Mais ces pistes ne sont pas bien balisées et elles ne sont pas respectées ;

80. En moyenne, les résidus de mil sont de plus basse qualité nutritive que les herbacées sur pied. Pendant la saison des pluies, la nécessité de maintenir les troupeaux à l'écart des zones cultivées complique aussi considérablement la gestion des pâturages (FERNANDEZ-RIVERA *et al.*, 2005).

81. *Anka dugukolo, fanga t'ala bilé* / « Notre sol n'a plus de force ! »

– enfin, la population de Dlonguébouyou a le sentiment aigu qu'elle a perdu le contrôle du territoire de son village et des ressources qu'il prodigue à cause de l'arrivée massive de gens venus de l'extérieur pour travailler la terre et y laisser paître leur bétail. Elle voit bien que cette situation débouche sur une concurrence féroce sur le peu de ressources exploitables qui restent, avec la disparition de la faune, qui constituait jadis une abondante source de viande, et l'exportation d'une grande quantité de charbon de bois. Les possibilités des villageois pour rétablir le contrôle sur leur espace sont très limitées, compte tenu de la pression du nombre de personnes extérieures, et il est pour l'heure difficile de savoir si la Loi foncière agricole renforcera la situation des villageois par rapport aux personnes extérieures. Ainsi, le conseil du village aura-t-il encore le droit de renvoyer les « paysans étrangers », comme il a pu le faire en 2000 ? Alors qu'ils voient des villages plus au sud se faire chasser de leurs terres pour que l'on y cultive de la canne à sucre, les villageois se demandent si la même chose risque de leur arriver, et quand. Ils savent que leurs sols sableux sont beaucoup moins adaptés à la canne à sucre que les sols argileux plus au sud, mais ils ont entendu des rumeurs, jusqu'ici non corroborées, disant que le blé irrigué était une option envisagée pour leur localité.

| CONCLUSION

Au début de ce chapitre, je demandais comment le village de Dlonguébouyou, qui se targuait d'une abondance de terres en 1980, pouvait se trouver en manque ne serait-ce que vingt-cinq ans plus tard. La réponse se trouve en partie dans le triplement de la population du village, dans l'utilisation généralisée de la culture attelée et dans la poursuite d'une agriculture extensive. Toutefois, comme le montre le tableau 3, le facteur principal, et de loin, qui explique l'occupation rapide de l'espace a été l'arrivée de centaines d'agriculteurs migrants en provenance du sud, qui cherchaient des terres pour nourrir leur famille. La première vague d'agriculteurs est arrivée à la fin des années 1980, depuis des villages dont les récoltes céréalières étaient gravement touchées par des oiseaux ravageurs, compte tenu de la proximité des terres irriguées de l'Office du Niger. La deuxième vague d'agriculteurs migrants a déferlé à l'issue de l'établissement de N-Sukala, une plantation de canne à sucre,

à 40 km au sud-est de Dlonguébougou. En 2009, cette société a bénéficié de 20 000 ha de terres et, en 2010-2011, elle a commencé à défricher sur les rives est et ouest du canal du Sahel, puis elle a entrepris la construction d'une raffinerie. Des centaines de familles ont perdu leurs terres agricoles à cause de ce périmètre irrigué et le fléau des oiseaux granivores s'est encore amplifié. Compte tenu des projets du gouvernement d'agrandir encore la zone irriguée, Dlonguébougou et les villages voisins situés le long de la lisière agricole nord risquent fort de voir arriver beaucoup plus de cousins proches et lointains en quête de terres.

L'application de la Loi foncière agricole, promulguée en 2017, va nécessiter de gérer la complexité des droits fonciers dans une zone comme celle qui entoure Dlonguébougou. Il existe un fort ressentiment chez les habitants qui ont perdu leurs terres et chez ceux de la région au-delà, qui accueillent désormais un grand nombre de paysans migrants en quête de terres à cultiver. De même, les nombreux éleveurs de la région sont gravement impactés par l'arrivée massive de cultivateurs sur d'anciens pâturages et par le caractère anarchique de ce développement agricole, ce qui envenime encore les tensions entre les populations d'agriculteurs et les populations pastorales.

Ce ressentiment est apparu de façon très claire en 2019-2020 avec l'arrivée dans la région autour de Dlonguébougou de groupes armés affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). On dit que de nombreux jeunes éleveurs peuls de la région se sont volontairement engagés pour la cause du GSIM. Si les villageois de Dlonguébougou affirment que le GSIM attire des personnes issues de différents groupes ethniques, ils précisent que la majorité de ses membres sont des Peuls, comme l'indique la langue parlée au sein du groupe. Selon eux, si les djihadistes portent un turban qui leur couvre la tête, le nez et la bouche, ainsi que des lunettes noires enveloppantes, c'est en grande partie pour éviter d'être reconnus par leurs voisins bambara.

Le chapitre 8 revient en détail sur ces questions, y compris sur la proposition d'un vaste projet d'établissement de zones de pâturage sur la rive nord du fleuve Niger.

L'ORGANISATION DOMESTIQUE

*Foroba tôle ka di, nka foroba na ka ko*⁸².

| INTRODUCTION

Lorsque je me suis rendue pour la première fois dans le village de Dlonguébougou, j'ai été frappée par la taille importante des ménages. En 1980, ce village bambara comptait 534 habitants, qui vivaient au sein de 29 ménages simples ou à structure complexe, que l'on appelle des *gwa* en bambara. La taille moyenne d'un ménage était donc de 18 personnes, le plus petit étant composé de deux personnes (un couple marié) et le plus grand allant jusqu'à plus de cinquante. Je voulais comprendre quels facteurs expliquaient l'existence de ces regroupements en grands foyers. Était-ce en lien avec leurs activités agricoles et d'importantes économies d'échelle ? Ou bien la taille importante des ménages représentait-elle une protection contre un ensemble de risques (TOULMIN, 1992) ? Peut-être ces grands ménages étaient-ils la survivance d'un ancien système de valeurs, de besoins issus du passé, une survivance qui disparaissait peu à peu en faveur de ménages nucléaires plus petits⁸³. J'ai été étonnée de constater que, trente-cinq ans plus tard, la taille moyenne des ménages s'élevait désormais à 33 personnes. À l'extrémité de la fourchette, on trouve maintenant quatre

82. « La bouillie de mil du grenier collectif est bonne, mais la sauce collective a mauvais goût. » Cela signifie que l'on peut compter sur le *foroba* pour l'essentiel, mais pas pour les petits plaisirs superflus.

83. Voir HILL (1972) et SMITH (1955) sur le déclin de l'institution *gandu* chez les Haoussa du nord du Nigeria et RAYNAUT (1997) en ce qui concerne le Sahel plus généralement.

ménages comptant plus de 100 personnes ; le plus grand est composé de 185 membres. Dans le même temps, plusieurs ménages qui comptaient auparavant plus de 40 personnes ont éclaté, et certains des ménages parmi les plus petits et les moins prospères se sont encore fragmentés.

Ce chapitre décrit comment la population du village a augmenté au cours des trente-cinq dernières années et il met en lumière les évolutions en termes de taille et d'organisation des ménages. Il dépeint la place des femmes et des filles dans la vie du ménage et au sein du village. Il passe ensuite en revue les droits et les responsabilités des ménages envers leurs membres et la façon dont ils ont évolué depuis 1980. Il compare enfin les avantages et les contraintes engendrés par des ménages de grande taille déjà identifiés en 1980 avec la situation actuelle et analyse les schémas de croissance et de fragmentation de ces grands ménages.

I MÉTHODES

QU'EST-CE QU'UN MÉNAGE ?

Dans le cadre de cette étude, le terme « ménage » est utilisé de manière interchangeable avec le terme bambara *gwa*, qui signifie « cuisine » ou « foyer ». Les habitants de Dlonguébougou indiquent que le terme *gwa* équivaut au terme bambara répandu de *du*, qui désigne également un ménage.

Ces ménages peuvent être « simples », constitués d'un homme, de sa ou ses épouses et de leurs enfants ; ou « complexes », constitués de plusieurs familles nucléaires apparentées. Le chef de ménage est l'homme le plus âgé de la lignée du père et il est appelé *gwatigi* ou *dutigi*. Étant donné la croissance de la population et la multiplication de sous-groupes dans de nouveaux espaces en bordure du village, les membres d'un même *gwa* ou *du* ne sont pas nécessairement rassemblés dans la même concession (ensemble d'habitations fermé par un mur d'enceinte). La majeure partie du mil est cultivée dans le cadre de l'activité domestique collective appelée *foroba*. Néanmoins, certaines activités et la possession de certains biens se placent à un niveau inférieur à celui du *gwa*. Dans le cas de l'agriculture, les champs personnels sont appelés *jonforo* (voir chap. 4). Ces activités et biens individuels sont qualifiés comme « *i yéré ka* » (« qui vous appartient », « à vous ») pour les distinguer de ceux qui entrent dans le cadre du *foroba*.

Dans les *gwa* de grande taille qui comprennent plusieurs hommes mariés, leurs épouses et leurs enfants, la famille nucléaire joue un rôle central dans certains domaines, par exemple la collecte des fonds nécessaires pour le trousseau de mariage d'une jeune femme. La taille du groupe familial peut varier d'une saison à l'autre : la saison des pluies, lorsque les travaux agricoles doivent être effectués, se caractérise par la prédominance des activités collectives et des repas pris en commun, tandis que durant la saison sèche, chacun est plus libre de servir ses propres intérêts, et souvent les gens cuisinent et mangent en plus petit groupe⁸⁴. Ainsi, les arbitrages entre activités individuelles et collectives évoluent sans cesse.

De la même façon, certaines décisions dépassent le niveau du *gwa*. Par exemple, le village comprend 13 *gwa* issus de la lignée des Dembélé qui a fondé le village il y a trois cents ans. Ils ne se marient pas entre eux et adoptent une approche collective en matière de liens matrimoniaux avec les autres lignées. Ainsi, lorsque la lignée Diarra de Markabougou leur a demandé, en avril 2016, s'ils étaient prêts à mettre un terme à un vieux différend et à accepter les mariages entre lignées à l'avenir (voir chap. 2), il s'agissait là d'une décision de nature collective qui engageait toutes les familles Dembélé.

Bien que j'aie utilisé le terme « ménage » ou *gwa* tout au long de ce livre pour décrire les grands et petits groupes constituant les foyers des villageois de Dlonguébougou, mes amis démographes ne sont pas convaincus que ce soit le terme approprié. Si le terme *gwa* est employé par les habitants eux-mêmes pour décrire leur groupe domestique, il ne coïncide pas avec la définition officielle du « ménage » : cette dernière est certes utilisée comme unité de comptage pour les recensements et les enquêtes, mais elle ne représente qu'un sous-groupe au sein d'un *gwa*. La définition formelle du « ménage » utilisée pour les recensements est « l'unité constituée par un individu ou un groupe d'individus, apparentés ou non, vivant sous le même toit et reconnaissant la responsabilité du responsable de la maison⁸⁵ ».

84. Comme décrit également à propos des relations au sein des *gandu* chez les Haoussa, dans le nord du Nigeria, pour lesquelles SMITH (1955 : 100) note que « des segments du ménage opèrent de façon semi-autonome à certains niveaux, mais fonctionnent de manière collective à d'autres ».

85. À Dlonguébougou, la personne responsable au sein d'une maison donnée est appelée le *sotigi*, terme qui désigne généralement le mari de la femme qui habite dans cette maison (ou *so*). Les agents du recensement malien ont pour instruction de compter les fils mariés, leurs épouses et leurs enfants comme des ménages séparés (DNSI, 2008 : 5). On dénombre donc beaucoup plus de « ménages » au sens officiel que de *gwa*.

Les définitions de la notion de « ménage » abondent dans la littérature anthropologique et démographique (GUYER, 1981 ; RANDALL *et al.*, 2011). De ce fait, il paraît hasardeux que ce terme puisse être utilisé pour décrire et comparer sur de mêmes bases les « ménages » à travers des contextes culturels, historiques et économiques très différents. Cela met aussi à mal l'amalgame simpliste entre unité de production économique et unité résidentielle. À Dlonguébougou, le *gwa* n'est pas une unité autonome ; chaque *gwa* est étroitement lié à de nombreux autres dans le village et dans les villages voisins.

Les ménages sont façonnés de manière visible par les traditions culturelles. Comme l'indique NETTING (1993), « la forme et les fonctions du ménage sont certainement influencées par les normes sociales et les règles culturelles, mais aussi ancrées dans des systèmes de mariage, d'ascendance, de droits et devoirs de parenté spécifiques à la région et persistants historiquement ». Cependant, les petits ménages sont également adaptables et réactifs aux changements de l'environnement socio-économique. Les relations à long terme entre les membres du ménage peuvent être renégociées au fil du temps en fonction des circonstances. Ces nouvelles configurations sont façonnées par l'apparition de nouveaux moyens de subsistance, d'opportunités et de contraintes. L'appartenance à un ménage ou à une unité domestique aide avant tout leurs membres à affronter un contexte incertain, avec des conditions démographiques, économiques, environnementales et politiques imprévisibles (MOSER, 2009 ; BROCKINGTON et HOWLAND, 2018).

COLLECTE DES DONNÉES SUR LES MÉNAGES

Les données sur la taille et la composition des ménages ont été collectées en octobre 2016 grâce à un questionnaire administré par Sidiki Diarra, mon assistant de recherche. Il avait participé à la collecte d'informations sur les ménages que nous avons entreprise en 1980-1982, puis à celle menée avec Karen Brock en 1997-1999. À Dlonguébougou, les noyaux des ménages sont restés suffisamment stables au fil du temps, en dépit de quelques cas de fragmentation, pour qu'il soit facile de suivre le schéma de croissance et les évolutions sur cette période de trente-cinq ans. Ce chapitre présente donc les données démographiques collectées auprès des 47 *gwa* toujours existants, qui sont le prolongement de ceux présents en 1980. Il intègre également les *gwa* arrivés depuis 1997. Nous n'avons pas

inclus dans l'analyse les huit *gwa* qui se sont installés plus récemment à Dlonguébouyou (la directrice du dispensaire, plusieurs enseignants et quelques commerçants), car nous ne possédons pas de données antérieures à leur sujet.

Les données collectées pour chaque individu incluent le prénom, le nom de famille, l'année de naissance, la situation matrimoniale, le sexe, le statut fiscal, une indication présent/absent, le lien avec le chef de famille, l'existence d'un champ personnel cultivé ainsi que d'autres observations. Je suis convaincue de la fiabilité des données générées par cette enquête, leur cohérence ayant été vérifiée par rapport aux enquêtes précédentes menées sur les ménages et recroisée avec d'autres formes de données. Nous avons examiné ces données avec Makono Dembélé, ménage par ménage, pour détecter les incohérences et compléter les informations manquantes. Cet examen était particulièrement important pour garantir l'inclusion de personnes qui autrement auraient pu être laissées de côté, tels les femmes âgées et les enfants adoptés (RANDALL et COAST, 2016). Les dates de naissance n'étaient pas toujours cohérentes entre les trois enquêtes, mais elles variaient généralement de moins de trois ans.

I LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE À DLONGUÉBOUGOU

La figure 16 donne à voir l'augmentation de la population du village. Au cours de la période de référence de trente-cinq ans, le nombre total d'habitants est passé de 534 en 1980 à 769 en 1997, puis à 1 589 en 2016. Cette croissance est très largement le résultat de l'accroissement de la population villageoise, mais il y a aussi eu quelques arrivées qui ont gonflé le nombre de personnes et de ménages. Dans l'ensemble, celles-ci représentent moins de cinquante personnes, qui composent huit nouveaux « ménages », notamment les cinq enseignants de l'école primaire, qui sont hébergés et nourris par de plus grands ménages. Bien que leur nombre soit faible, ils représentent un nouveau type de résidents dans le village, dans la mesure où ce ne sont pas des agriculteurs. Dans le même temps, une centaine de personnes sont parties s'installer à Bamako et ailleurs (voir chap. 7 sur les départs en migration). Ceux qui ont quitté Dlonguébouyou sont toujours enregistrés dans le ménage de leur

naissance, qui reste leur lieu de domiciliation fiscale. Ainsi, le nombre réel de résidents de Dlonguébougou en 2016 était de 1 467 personnes.

L'accroissement de la population du village durant la période allant de 1980 à 2016 équivaut à un taux de croissance annuel moyen de 3 %, une valeur typique que l'on retrouve dans d'autres sociétés où les progrès sanitaires ont permis d'améliorer les taux de survie des nourrissons et des enfants, et où les taux de fécondité n'ont pas encore baissé. La plupart des jeunes femmes se marient entre 17 et 18 ans. Par ailleurs, avec la polygamie et « l'héritage des veuves », aucune femme adulte ne reste longtemps sans mari ; de plus, il n'y a pas d'accès aux méthodes modernes de contraception. L'association de ces facteurs implique que les femmes en âge de procréer sont généralement soit enceintes, soit en charge d'un enfant en bas âge.

Dès leur plus jeune âge, toutes les filles savent comment s'accroupir et positionner un bébé sur leur dos, en écartant les jambes de l'enfant de chaque côté et en nouant un tissu autour de leur taille afin de bien le maintenir contre elles ; cela leur permet de poursuivre leurs tâches, que ce soit travailler dans les champs, puiser de l'eau ou piler le mil.

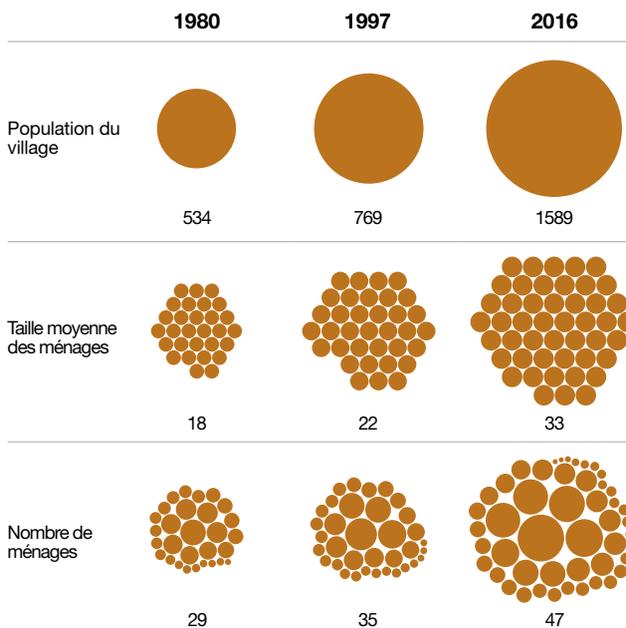


Figure 16 | Croissance démographique et croissance des ménages à Dlonguébougou de 1980 à 2016.

Le taux de croissance démographique s'est cependant considérablement accéléré. Entre 1980 et 1997, le taux de croissance annuel était de 2,3 % ; il est ensuite passé à 3,7 % entre 1997 et 2016. Ce dernier taux est très élevé si on le compare à ceux de 2,7 % pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, 2,2 % pour le Ghana, 2,9 % au Burkina Faso (et 3,0 % au Tchad). Ce taux va de pair avec celui de 3,9 % au Niger. Dans le cas de Dlonguébouyou, cette croissance résulte d'une amélioration significative de l'accès aux médicaments et aux soins de santé au cours des deux dernières décennies. Si ce taux de croissance moyen est élevé, un examen de l'historique des accouchements des femmes mariées du village donne un tableau d'ensemble contrasté : très peu de personnes parviennent à la « combinaison idéale » en termes de progéniture, celle qui est requise pour la prospérité d'un ménage agricole bambara. Cet idéal consiste en trois à quatre garçons, pour faire tourner les travaux agricoles, et en trois à quatre filles, qui iront se marier dans des familles voisines. En échange, de jeunes femmes issues d'autres ménages intégreront la famille en tant qu'épouses. L'historique des naissances montre un petit nombre de couples sans enfants, plusieurs avec seulement un ou deux enfants survivants, et quelques couples avec sept à huit descendants vivants⁸⁶. La diversité de ces situations constitue l'une des raisons principales qui font que les ménages complexes, de grande taille, sont appréciés : ils offrent en effet aux couples une protection contre les incertitudes démographiques.

LES MÉNAGES À DLONGUÉBOUGOU

Les Bambara de Dlonguébouyou sont de culture mandé, qui est patrilinéaire, polygame et gérontocratique. Ainsi, les ménages sont formés d'hommes liés par le sang : les femmes intègrent le ménage par le mariage. L'autorité au sein du ménage est exercée par les hommes les

86. Élever des enfants et les amener à l'âge adulte est un parcours incertain, comme en témoignent les noms qui leur sont donnés. Par exemple, les enfants nés après une longue période inféconde sont nommés Babugu, Cetamalu, Sungo, Mafu, Mulobali ou Nyamanto. Ceux qui naissent après le décès de leur père s'appellent Wari, Ceko ou Fako (Fako signifiant « derrière » ou « après le père »).

plus âgés et, dans une moindre mesure, par les femmes les plus âgées. L'anthropologue français Jean Bazin, en s'appuyant sur ses travaux portant sur l'histoire et l'organisation sociale dans le royaume de Ségou, décrit la prévalence au XIX^e et au début du XX^e siècle de grands groupes domestiques composés d'esclaves, réunis autour de tâches agricoles et dénommés *gwa* (BAZIN, 1970). Tous les membres d'un *gwa* étaient obligés de travailler sur le champ collectif connu sous le nom de *foroba* (ou « grand champ ») pendant une grande partie de leur temps. Ils pouvaient ensuite cultiver leur propre parcelle ou *jonforo* (« champ d'esclave ») dans le peu de temps libre restant, généralement au lever du jour, au crépuscule ou durant leur jour de repos (habituellement le lundi).

Dlonguébougou partage un modèle d'organisation domestique similaire à celui rapporté par d'autres études portant sur des villages d'agriculteurs bambara. Ce modèle décrit les ménages comme focalisés à la fois sur l'agriculture et sur la création d'une descendance (LEWIS VAN DUSEN, 1978 ; BECKER, 1996). Cependant, l'effectif des *gwa* de Dlonguébougou est exceptionnellement important quand on le compare à celui de ces autres terrains de recherche⁸⁷. Ces grands groupes agricoles semblent avoir été plus communs durant la première partie du XX^e siècle, mais depuis ils se sont fragmentés dans la plupart des régions du Sahel, les groupes composés de familles nucléaires étant de plus en plus répandus (RAYNAUT, 1997 ; HILL, 1972 ; SMITH, 1955).

Le chef de famille est le *gwatigi* ; traditionnellement, il travaille assis dans le passage (*blon*) qui relie la rue du village à la cour intérieure. Le *gwatigi* est l'homme le plus âgé de la famille (sauf en cas de folie ou d'une quelconque incapacité). Par exemple, dans un des ménages l'aîné est sourd et muet, et c'est donc un frère cadet qui a été désigné *gwatigi*. Dans un autre cas, le *gwatigi* réside la plupart du temps à Ségou : c'est donc son frère cadet qui assume officiellement les fonctions de chef de famille, mais il consulte son frère aîné pour toutes les décisions importantes. Ils se téléphonent au moins une fois par jour. Le conseil du village est composé de tous les *gwatigi*, quel que soit le nombre de personnes constituant leur ménage. Le principe selon lequel l'homme le plus âgé devient *gwatigi* pose problème pour les enfants naturels. En effet, on considère comme inacceptable que des hommes nés de façon

87. Évoqué plus en détail ci-dessous dans ce chapitre.

légitime soient sous l'autorité d'un homme né hors mariage. Par conséquent, pour éviter ce problème, les hommes nés hors mariage doivent quitter le *gwa* et créer leur propre ménage lorsqu'ils se marient.

Le *gwa* comprend les descendants mâles d'un ancêtre commun, ainsi que leurs mères, épouses, sœurs et enfants, et souvent, quelques enfants adoptés. L'ancêtre commun des hommes peut remonter à cinq générations ou plus, avec des informations très parcellaires. Cependant, il y a souvent une personne au sein du groupe qui maîtrise toute la généalogie.

Au sein de chaque génération, les hommes s'appellent entre eux « frère aîné » ou « frère cadet » (*koroke, dogoke*), en fonction de leur date de naissance, même si, dans notre terminologie, ils sont en fait des deuxièmes, troisièmes ou même quatrièmes cousins. Ils appellent les personnes de la génération précédente « père » (*fa*) et « mère » (*ba*), et la génération antérieure à celle-ci « grand-père » et « grand-mère » (*moke* et *momuso*). De même, les membres de la génération suivante sont tous appelés *denw* (« enfant »), ou encore *denke* pour les hommes et *denmuso* pour les femmes. Il y a une présomption d'égalité au sein d'une génération donnée ainsi qu'un sens de la hiérarchie et du respect envers ceux de la génération précédente. Ce respect formel pour les anciens disparaît lorsqu'il s'agit des arrière-grands-parents, qui sont appelés *tulomasamaw*, soit « personnes qui se font tirer les oreilles ». C'est une référence à la façon dont les petits enfants se blottissent contre les personnes âgées et leur tirent les cheveux ou les oreilles. Et les arrière-arrière-grands-parents sont nommés *fufafu*, terme qui résume le genre de conversation que l'on peut avoir avec eux.

Les gens sont fiers de leur nom de famille, et il fait partie des salutations qu'ils échangent régulièrement, matin, midi et soir. Le nom tient également une place dans les plaisanteries qu'ils lancent à titre de salutation avec les autres lignées, comme décrit au chapitre 1. Les femmes gardent le nom de leur père lors du mariage. Elles maintiennent des liens solides avec leur ménage et leur village d'origine. Les enfants entretiennent des liens étroits avec leur oncle maternel ou *benke*, qui est considéré comme la personne qui leur fournira le plus volontiers assistance en cas de difficulté. Le statut conjugal d'une femme au sein du ménage dépend de l'année de son mariage. La femme en position de séniorité dans le ménage est celle qui en fait partie depuis le plus longtemps ; ce n'est pas nécessairement l'épouse de l'homme le plus âgé.

QUELLES SONT LES FONCTIONS REPLIES PAR LES MÉNAGES ?

Un *gwa* remplit plusieurs fonctions. C'est une entreprise familiale, une unité de production qui organise le travail agricole sur les différents champs et cultures ; durant une bonne partie de l'année, il fournit la nourriture sous forme de repas partagés, cuisinés avec le mil conservé dans le grenier commun et préparés par les femmes à tour de rôle. Un *gwa*, c'est également un toit, un abri souvent situé au sein d'un espace unique. Le *gwa* possède certains biens collectifs, généralement l'équipement nécessaire à la culture des champs collectifs : charrues, charrettes, puits, bœufs de labour ou autres animaux. Le *gwa* est aussi le cadre de la reproduction familiale, à travers l'organisation des mariages, la procréation et l'éducation des enfants, ainsi que celui de la prise en charge des malades et des personnes âgées. Il n'y a pas de ménage constitué d'une seule personne à Dlonguébouyou : la chose semble inconcevable et elle serait impossible en pratique. Les personnes qui se retrouvent isolées se rapprocheront d'un autre ménage pour obtenir de l'aide, un soutien mutuel et une protection. Il y a tout simplement trop de tâches à accomplir pour qu'une personne puisse y faire face toute seule. En cas de maladie, au sein d'un *gwa* à structure complexe, un homme ou une femme se tournera d'abord vers son conjoint et ses proches pour obtenir de l'aide. Ce n'est que si ce recours est épuisé que l'on sollicitera l'aide du *gwatigi*.

Le *gwatigi* est chargé de gérer cette entreprise familiale, de prendre les décisions d'investissement en matière de biens collectifs, de vente de bétail et de céréales ou encore de paiement des impôts. Il doit également s'occuper d'organiser le mariage des hommes du ménage, ce qui entraîne un investissement de l'ordre de 200 000 à 300 000 FCFA sous forme de paiement direct à la famille de la future épouse ainsi que d'une somme équivalente pour le mariage et la réception des invités. Les hommes se marient généralement pour la première fois entre 20 et 30 ans, s'ils ont de la chance ; sinon, ils se marieront trentenaires. La jeune fille choisie aura souvent été repérée dès son plus jeune âge. Au fil des ans, des versements en espèces ou sous d'autres formes sont effectués auprès de sa famille pour sceller l'accord. Parfois, on attache un fil de couleur autour de sa cheville pour indiquer qu'elle est prise. Si un jeune homme constate qu'aucun préparatif n'a lieu en vue de son mariage, son implication et son travail au sein du *gwa* se relâcheront. Il pourra alors soit se charger des démarches lui-même, soit s'éloigner de plus en plus du *gwa*. À Dlonguébouyou, un

nombre croissant d'épouses sont désormais originaires de Bamako et ont été « acquises » par des jeunes hommes partis en migration.

Le rôle de *gwatigi* est exigeant, en particulier au sein des grands ménages (encadré 8). Il faut du temps, de la patience et une certaine souplesse d'esprit pour s'adapter aux divers caractères et intérêts qui cohabitent au sein d'un grand groupe familial.

La figure 17 présente la composition des ménages de Dlonguébouguou en termes de structure ; les « ménages simples » sont définis comme ceux comptant un seul homme marié, son ou ses épouses, leurs enfants, ainsi que sa mère, ses frères et sœurs non mariés et tout enfant adopté⁸⁸. Cette figure montre qu'en 2016, 12 ménages sur 47 étaient « simples », à rapprocher de 19 au cours des deux enquêtes précédentes – bien qu'il ne s'agisse pas toujours des mêmes ménages. À la même date, 35 ménages étaient de structure complexe et rassemblaient la grande majorité de la population du village. Leur importance est passée de 85,6 % de la population totale en 1981 à 96 % en 2016.

Ces chiffres indiquent que les gens continuent à valoriser et à préserver les grands groupes domestiques en tant qu'unité principale de production et de reproduction (LEWIS VAN DUSEN, 1978 ; BECKER, 1990, 1996). Sur les dix ménages de la catégorie simple de 1981, deux étaient encore dans ce groupe en 2016 et ils avaient du mal à subsister. L'un d'entre eux

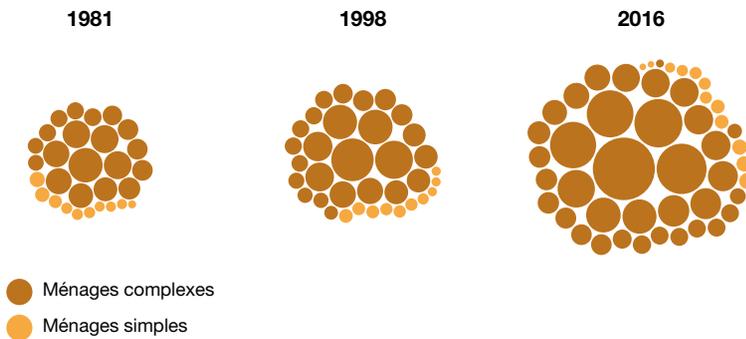


Figure 17 | Ménages simples et ménages complexes à Dlonguébouguou.

88. Il est parfois appelé ménage « latéralement étendu » lorsqu'il inclut les frères et sœurs non mariés, ou « verticalement étendu » lorsqu'il comprend les parents du couple.

avait disparu ; un autre s'était même fractionné en quatre groupes plus petits ; quatre étaient devenus « complexes » et parvenaient à subsister. Enfin, le dernier a particulièrement bien tiré son épingle du jeu et il représente à ce jour l'une des familles les plus aisées du village. Sur les douze ménages de la catégorie simple dénombrés en 2016, huit ont été créés au cours des cinq dernières années ; deux se sont formés au début des années 1990 et deux autres sont des petits ménages qui existent depuis plus de trente ans. En dépit d'une tendance à l'individualisme et d'une agriculture moins collective, les données n'indiquent pas d'évolution vers des groupes domestiques plus petits. Comme je l'ai constaté en 1980, les grands ménages complexes offrent toujours davantage de sécurité. Leurs membres ont ainsi plus de latitude qu'au sein d'un ménage simple pour se consacrer à des activités personnelles lucratives.

La figure 18 montre la croissance en nombre et en taille de nombreux ménages de Dlonguébougou. La croissance notable de certains ménages déjà importants et la prolifération des petits groupes domestiques sont particulièrement visibles.

Pour mieux comprendre et comparer l'éventail des différents ménages présents à Dlonguébougou, j'ai sélectionné une palette de cas représentatifs parmi les ménages simples, de taille moyenne et les plus grands et complexes. Les figures 19, 20 et 21 présentent la composition de ces ménages répartie par âge, sexe et situation matrimoniale ; les hommes sont indiqués au-dessus de la ligne, les femmes en dessous. Les symboles grisés représentent les personnes mariées.

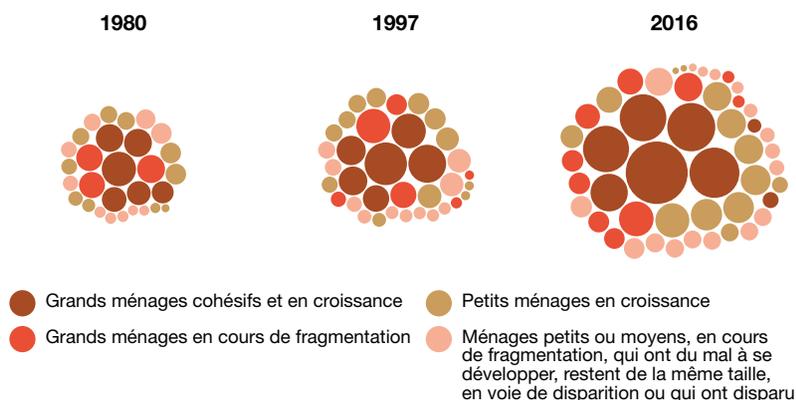


Figure 18 | Croissance et évolution des ménages à Dlonguébougou en 1980, 1997 et 2016.

LES MÉNAGES SIMPLES DE PETITE TAILLE

La figure 19 présente trois ménages faisant partie des groupes domestiques simples, dans lesquels un homme adulte a une ou deux épouses et plusieurs enfants – et, dans l'un des cas, une mère âgée.

Dans le premier exemple (en haut sur la figure), le petit ménage, dirigé par H. T., provient de la fragmentation d'un grand ménage à la mort de son père, un chef de famille charismatique. C'est le plus simple des ménages : un couple marié accompagné de ses deux fils adolescents, une fille sur le point de se marier et deux enfants adoptés. Ce ménage a été formé au début des années 1990. Il n'y a donc pas de données pour 1981. En 1998, le ménage comptait six personnes et il était à peine passé à sept en 2016. Au cours de cette période, trois des « frères » de H. T. sont partis pour fonder tous ensemble un nouveau ménage. Les liens entre ces personnes étaient plus forts que ceux les liant à H. T. De plus, ils

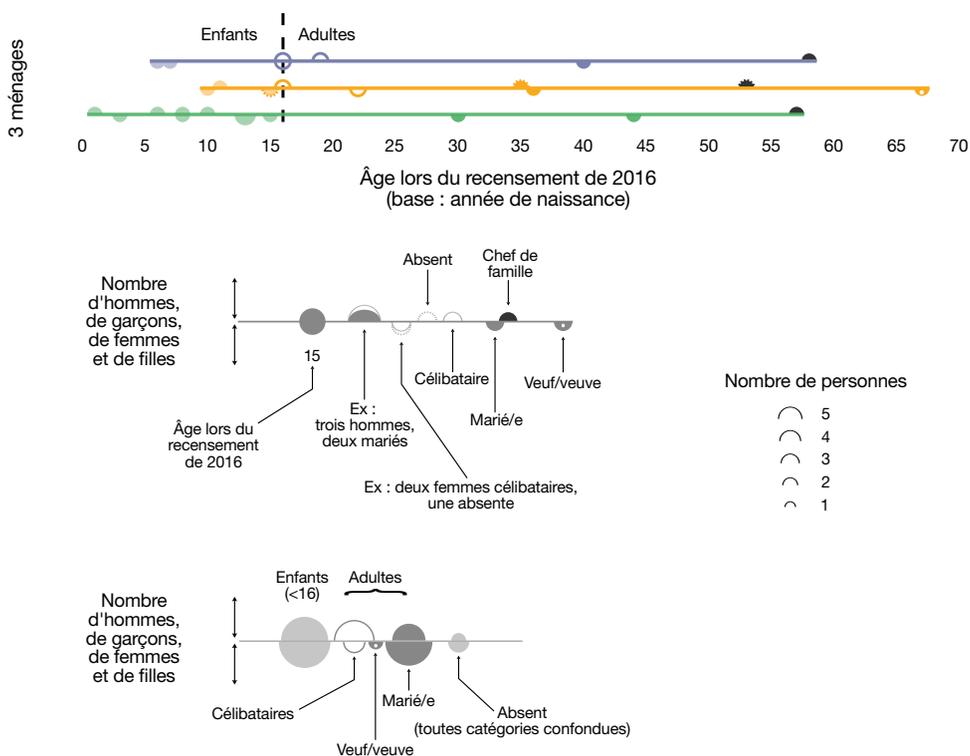


Figure 19 | Trois ménages simples à Dlonguébougou en 2016.

n'appréciaient pas la façon dont ce *gwatigi* gérait la famille. En tant que groupe de trois frères, ils avaient évalué qu'ils disposaient de suffisamment de main-d'œuvre pour fonctionner efficacement en tant qu'unité agricole indépendante. Leur départ a cependant été difficile pour H. T.

Le deuxième exemple est celui d'une famille pauvre qui a lutté pendant de nombreuses années pour subsister. Le frère aîné est absent depuis plus de dix ans et le frère cadet a également disparu, laissant les membres restants du groupe très vulnérables et non pérennes en tant qu'unité agricole. La mère âgée est accompagnée de sa belle-fille (qui n'est pas considérée comme veuve, car on ne sait pas si son mari, absent depuis 2011, est mort ou encore en vie, et elle ne s'est donc pas remariée) et de plusieurs enfants dont l'aîné est un fils âgé de 16 ans. L'effectif du ménage a à peine changé, passant de sept en 1981 et 1997 à six en 2016.

Le troisième exemple est celui du *gwa* d'un homme né hors mariage, B. S., qui a été élevé dans la famille du chef du village, sa mère étant originaire de Dlonguébougou, mais son père du village voisin de Misribougou. Sa mère était alors une fille célibataire : bien que son père l'ait reconnu et lui ait donné son nom (*jamu*) de Samaké, on a jugé préférable qu'il soit élevé par la famille de sa mère plutôt que par une belle-mère dans la maison de son père où personne ne veillerait sur lui. Comme cela a été dit précédemment, cet exemple illustre la tendance générale en ce qui concerne les hommes nés hors mariage. Dans ce cas précis, on a aidé B. S., qui est le chef de famille, pour trouver deux jeunes femmes auxquelles il s'est marié ainsi que pour acquérir un attelage de labour. B. S. a ainsi pu s'installer et fonder un ménage indépendant. Dans d'autres cas, le sort des hommes nés hors mariage est beaucoup plus difficile, comme le montrent les exemples du père de D. D. (voir chap. 7) et de celui de O. S. (ci-dessous). Ce *gwa*, établi en 1990 grâce au mariage du chef de famille, est passé de quatre personnes en 1997 à douze en 2016.

LES MÉNAGES DE TAILLE MOYENNE

La figure 20 présente six ménages complexes de taille moyenne.

Les deux premiers ménages de la figure 20 constituaient autrefois un même ménage, mais ils se sont séparés il y a dix ans après un désaccord survenu entre les deux hommes les plus âgés, tous deux dans la soixantaine. Ces derniers sont issus du même père, mais de mères différentes.

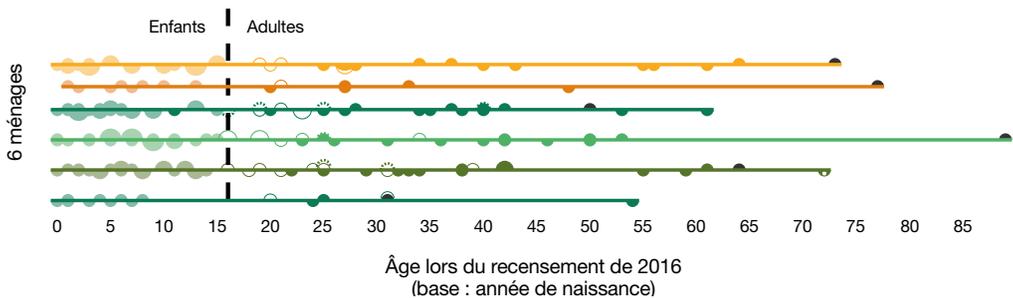


Figure 20 | Six ménages complexes de taille moyenne à Dlonguébouyou en 2016.

Cette différence de filiation conduit souvent à des divisions : on dit que la jalousie entre coépouses est transmise aux enfants. Les enfants issus d'un même père mais de mères différentes sont dénommés *faden* ; ceux issus du même père et de la même mère sont appelés *baden*. Le mot *fadenya* indique ainsi la relation de concurrence qui existe entre les fils issus de mères différentes, tandis que celui de *badenya* traduit la relation harmonieuse, chaleureuse et aimante attribuée aux fils nés de la même mère. Dans le cas présent, les deux *grwatigi* ont des fils mariés qui ont pris la direction de l'exploitation agricole et qui ont procréé, de sorte que la perpétuation de ces deux ménages semble assurée. L'homme à la tête du deuxième ménage présenté sur la figure 20 est devenu le chef du village en 2021, à la suite du décès de Danson Dembélé. Il s'est préparé à ce rôle en occupant la fonction d'adjoint du chef précédent. Avant la fragmentation du ménage, ses effectifs totaux en 1980 et 1997 étaient respectivement de 14 et de 26 personnes. En 2016, les deux ménages comptaient respectivement 37 et 15 personnes, leur effectif total ayant doublé depuis 1997.

Le troisième ménage est un cas intéressant, car il va à l'encontre des règles habituelles. Ce ménage comprend non seulement le chef de famille, C. J., mais aussi sa sœur mariée avec son mari et leurs enfants. Ce cas de figure est très inhabituel, car une jeune femme part toujours vivre dans le ménage de son mari après le mariage – et non l'inverse. Il est fort possible que A. D., son mari, devienne un jour le chef de ce ménage en raison de sa séniorité. A. D. est né hors mariage, sa mère étant la tante de C. J., le chef de famille, et son père un homme appartenant à la famille du chef du village. A. D. a été reconnu par son père et élevé dans la maison de ce dernier, mais il a ensuite été contraint de partir après son mariage. Or, seul avec son épouse, il aurait eu du mal à

assurer leur subsistance. En rejoignant la famille d'origine de son épouse, le couple a amélioré ses chances de survie et il est venu renforcer la famille qui les accueillait. A. D., sa femme et leurs enfants représentent désormais 30 % du ménage et ils sont l'illustration même d'un proverbe bambara qui dit que « si vous faites entrer un étranger dans votre famille, il grandira si vite qu'il risque d'étouffer les autres⁸⁹ ». Il sera intéressant de voir si et comment le fait d'avoir deux lignées différentes au sein d'un même ménage engendre des problèmes⁹⁰. Ce ménage comprend également deux femmes plus âgées, qui sont les veuves de l'ancien chef de famille, décédé il y a vingt ans. Elles ont été prises comme épouses par des hommes de la famille Toungara, car il n'y avait pas d'hommes de la génération précédente qui auraient pu en « hériter » au sein du ménage. Historiquement, cette famille est issue d'une lignée d'esclaves qui appartenaient dans le passé au clan Toungara. Ces deux femmes ont largement dépassé l'âge de procréer. Elles continuent de vivre avec leurs fils et reçoivent la visite de leurs époux. Entre 1981, 1997 et 2016, l'effectif du ménage a augmenté en passant respectivement de 14 à 21, puis à 45 personnes.

Le quatrième ménage est dirigé par l'homme le plus âgé du village⁹¹, qui était lui-même l'enfant naturel d'un Samaké de Misribougou. Au cours des trente-cinq dernières années, son ménage est d'abord passé de 10 à 21 personnes, puis à 43 en 2016. Sa femme, avec qui il a eu cinq fils et quatre filles durant leurs cinquante années de mariage, est décédée peu avant notre entretien en 2016, et il était très affligé. Ayant été enrôlé par l'administration coloniale française à la fin des années 1940 en tant que soldat pour servir en Indochine, il est rentré au pays en 1952 doté d'une pension et avec un intérêt pour les techniques nouvelles. Il a été le premier à acquérir un vélo et il a investi une partie de sa pension dans l'achat d'une charrue et de bœufs pour travailler la terre. Au début de ce cycle d'investissements, il a été parmi les premiers à creuser des puits (deux). Grâce aux échanges d'abreuvements contre du fumier avec les propriétaires de troupeaux de passage, son exploitation agricole s'est montrée très productive. Même si ses perspectives étaient au

89. La métaphore rappelle celle du « coucou dans un nid ».

90. La famille de A. D. est partie s'établir comme ménage indépendant en 2021.

91. Il est décédé en juin 2017.

départ médiocres, sa situation est désormais bien meilleure que celle de la plupart des autres habitants du village. Pour lui, le secret de la réussite est d'avoir su « garder la tête baissée et de s'être comporté comme un serpent dans l'herbe ». Il est maladroit d'être trop en vue et d'afficher sa richesse ou sa bonne fortune. Cela crée des jalousies et finit par vous mettre en difficulté. Lors d'un entretien accordé à la fin de l'année 2016, son principal souci était que ses fils et petits-fils, qui ont grandi dans l'aisance, ne sachent pas ce que c'est que de travailler dur. De ce fait, il craignait que le ménage ne périssent dès sa disparition. Il considérait la baisse de la récolte de mil du ménage et celle des stocks dans les greniers au cours des dernières années comme un indicateur certain de difficultés à venir. Il y a dix ans, il a coupé les ponts avec ses fils qui, d'après lui, géraient très mal les champs. Il s'est alors retiré dans sa maison, mangeant à part et ne gardant aucun contact. Au bout de cinq ans, on l'a persuadé de renouer avec ses fils mais, en 2016, il était toujours dubitatif quant à l'avenir de la famille.

Le cinquième ménage est dirigé par deux frères, dont le plus âgé gagne des sommes considérables grâce à la divination et aux conseils qu'il prodigue en matière d'affaires familiales et de gestion de patrimoine. Il passe la plupart de son temps à Ségou, où il a acquis un terrain et construit une maison. Il se rend également à Bamako pour rencontrer ses clients. Son frère cadet joue le rôle de chef de famille, mais il reste en contact téléphonique très régulier avec lui et il lui demande toujours son avis sur les questions financières ou complexes. Ces deux frères ont été élevés par leur « frère aîné » (un cousin, en fait), car leur père est décédé alors qu'ils étaient encore en bas âge. Ils décrivent une période de grande souffrance et de pauvreté après la mort de leur père, et ils se souviennent avec gratitude des soins que leur « frère aîné » leur a prodigués. Les deux frères ont travaillé très dur à la ferme. Ils sont partis en migration durant la plupart des saisons sèches, gagnant ainsi des sommes importantes qu'ils ont pu réinvestir dans la famille. Nombre de leurs enfants ont été scolarisés, et plusieurs sont actuellement en formation professionnelle (en médecine ou dans la communication). Lors de l'analyse de la production de mil effectuée en 1980 et 1981, la productivité de ce ménage était remarquable : sa jeune main-d'œuvre agricole ne ménageait pas ses efforts et elle finissait le sarclage des mauvaises herbes avant tout le monde. Le chef du ménage, prévenant, était respecté par ses jeunes « frères ». Au cours de la période allant de 1981 à 1997 puis à 2016, la taille du ménage est passée de 15 à 31 puis à 44 personnes.

Le dernier ménage présenté sur la figure 20 semblait très vulnérable en 1980, car il n'était composé que d'un couple marié et de la mère âgée du mari. Ils avaient du mal à produire suffisamment de nourriture et avaient peu de bétail. Entre 1980 et 1998, à la suite de naissances, le ménage était passé de 3 à 12 personnes, mais il était encore pauvre, possédait seulement deux bœufs et n'avait pas de puits. En 2016, il comptait 15 personnes et il était sur le point de s'enrichir d'une nouvelle épouse. Le cas de cette dernière est intéressant et inhabituel. Depuis longtemps, elle était amoureuse de A. T., le frère cadet du chef de famille, et avait un premier enfant avec lui, et ce avant un mariage arrangé avec un homme d'un village voisin. Ce mariage n'a pas bien marché, et après cinq ans, elle est revenue dans le ménage de son père et a repris sa relation avec A. T. Elle a ensuite été mariée à un homme dans un autre village proche, mais elle a poursuivi sa relation avec A. T. et a eu deux autres enfants de lui. En fin de compte, son père et son oncle ont décidé qu'il valait mieux la laisser écouter son cœur : son mariage avec A. T. a été célébré en début d'année 2017. Tous ses enfants ont été comptés dans l'enquête auprès des ménages comme rattachés à A. T. Après le mariage de leurs parents, ils seront reconnus comme légitimes. En dépit d'un démarrage peu prometteur, aidé par la chance et un travail assidu, ce ménage semble vouloir perdurer et prospérer.

LES MÉNAGES COMPLEXES DE GRANDE TAILLE

La figure 21 présente quatre grands ménages complexes.

Le premier ménage est celui du chef du village, la plus grande famille de la localité avec 185 personnes en 2016. En 1980, ils n'étaient que 56 ; en 1998, leur nombre était passé à 85, faisant preuve d'une croissance continue remarquable. Actuellement, il y a 23 femmes mariées dans ce ménage, la plupart des hommes ayant deux épouses. Un ménage de cette taille comporte plusieurs sous-groupes, qui sont composés des hommes les plus proches tels que les frères et demi-frères. Dans ce ménage, l'ancêtre masculin commun dont tous les hommes de la maison descendent remonte probablement à cinq ou six générations. Cet homme serait né au début du XIX^e siècle, voire à l'époque du passage de Mungo Park, en 1796. D'autres ménages se seraient probablement fragmentés avant d'atteindre cette taille exceptionnelle. Cependant, en tant que lignée issue de chefs, les membres du ménage sont censés

maintenir les anciennes traditions bambara et ils continuent donc à vivre au sein d'un seul groupe. D'autant que la rumeur veut que lorsqu'un ménage se sépare, une terrible malédiction frappe ceux qui sont responsables de sa fragmentation. Ils étaient dirigés par l'homme le plus âgé de la famille Dembélé, qui était le chef du village jusqu'à son décès en 2021. Ils cultivent un seul champ de brousse (ou *kongoforo*) et détiennent un ensemble d'équipements collectifs qui sont utilisés pour leur activité agricole commune. En parallèle, pour offrir une indépendance et une autonomie suffisantes aux personnes au sein du ménage, chaque sous-groupe par fratrie cultive un « champ privé » qui lui permet de financer certaines dépenses. Pour cela, les champs autour du village sont attribués aux sous-groupes : ils sont appelés *jonforo* (« champ des esclaves »), ce sont des champs cultivés au profit d'individus ou de sous-groupes plutôt que pour l'ensemble du ménage. Les membres de chaque sous-groupe savent quels biens et actifs leur appartiendraient en propre en cas de fragmentation du ménage – même si le partage des puits pourrait s'avérer problématique. En 2017, l'actuel *gwatigi* et chef du village était âgé d'environ 70 ans. À sa mort en 2021, l'homme suivant issu de la même génération a assumé le rôle de chef de famille. Bien qu'un tel décès soit probablement le cas de figure le plus propice à une fragmentation du ménage, ses membres redoutent la puissance de la malédiction et cherchent à satisfaire leur désir d'autonomie au sein de leur grand groupe domestique. À la mort du *gwatigi*, le rôle de chef de village a été transmis à l'homme le plus âgé de la grande famille Dembélé, qui se trouvait dans un autre *gwa* et qui est également à la tête du deuxième ménage présenté sur la figure 20.

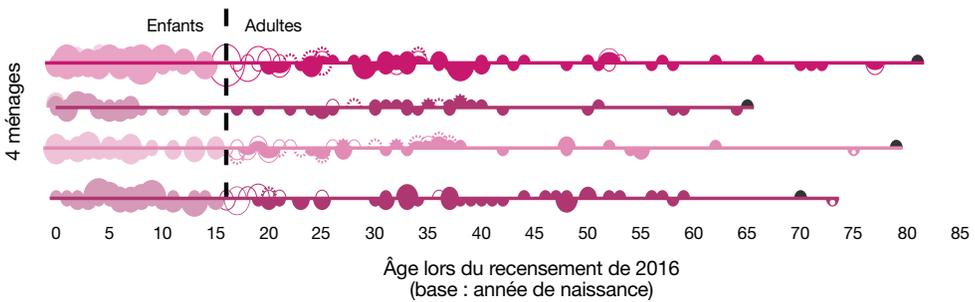


Figure 21 | Quatre ménages complexes de grande taille à Dlonguébougou (2016).

Le deuxième ménage présenté sur la figure 21 est un bon exemple des effets d'investissements réussis en matière de mariages et d'actifs du ménage. En 1980, ce ménage avait un taux de dépendance démographique exceptionnellement élevé, dû au très grand nombre d'enfants en bas âge rapporté à celui des adultes. Quand j'ai demandé à M. T., le chef de famille de l'époque, comment ils avaient réussi à nourrir autant d'enfants, il s'est contenté de rire. Il a déploré la quantité de mil que consommaient ces enfants avant d'affirmer qu'ils feraient une excellente main-d'œuvre pour la famille dans l'avenir. Heureusement pour lui, ce pari a été gagné. Le ménage est passé de 23 à 33 personnes entre 1981 et 1997, puis à 66 en 2016. Il comprend un groupe d'hommes dans la trentaine et la quarantaine, ce qui est l'aboutissement d'un rêve pour M. T. : pouvoir mobiliser une grande équipe de cultivateurs.

Le troisième ménage est dirigé par le dernier frère survivant de sa génération. Cette famille, aujourd'hui l'un des ménages parmi les plus aisés, s'est réfugiée à Dlonguébougou à la fin du XIX^e siècle lorsque son village natal de Markabougou a été pris par N'To Diarra (voir chap. 2). Elle ne fait donc pas partie d'une lignée fondatrice de Dlonguébougou. Cependant, ses membres ont bien tiré leur épingle du jeu, ils ont acquis un cheptel bovin important et ont engendré plusieurs chasseurs de grand renom. De 1980 à 1997 puis à 2016, leur effectif est passé de 36 à 39 puis à 104. Son expansion récente, très soutenue, est due au mariage de nombreux jeunes hommes nés dans les années 1980 et 1990. Une petite famille nucléaire s'est récemment détachée du ménage en raison d'un différend décrit *infra*, mais cela a à peine entamé son effectif et sa puissance.

Le quatrième et dernier ménage présenté sur cette figure constitue un exemple de bonne gestion menée sur plusieurs générations, ce qui a permis une évolution de sa situation. Son effectif est passé de 37 en 1980 à 56 en 1997, puis à 119 en 2016. Bina, le vieux chef de famille, m'avait décrit en 1980 comment, dans sa jeunesse, les membres de son ménage étaient parmi les plus pauvres du village. Dans les années 1940, ils avaient été enrôlés par l'administration française pour le démarrage du projet d'irrigation de l'Office du Niger : on leur avait alors annoncé qu'ils devraient y travailler pendant au moins sept ans avant de pouvoir rentrer chez eux. Dans les archives nationales, les rapports de l'époque coloniale confirment l'existence de cette politique. On pensait à l'époque qu'après sept ans, ces agriculteurs de zone aride reconnaîtraient les énormes avantages de

l'agriculture irriguée et ne voudraient plus jamais retourner à leurs champs de brousse sablonneux. Mais, après avoir achevé son temps de service, la famille de Bina a décidé de retourner à Dlonguébougou, et y a heureusement été autorisée par les autorités du projet d'irrigation. À son retour au village, ce grand groupe d'hommes appartenant au *gwa* a consacré toute son énergie à la fabrication à partir d'écorce de baobab de cordes destinées à la revente. Tout l'argent dont ils disposaient a alors été investi dans des attelages de charrue à bœufs. Au cours des décennies plus pluvieuses et propices des années 1950 et 1960, ils ont bien gagné leur vie en cultivant l'arachide et ont ainsi pu se doter d'un important troupeau de bovins. Cela leur a donné une bonne base de développement, qui a permis de financer les mariages de nombreux fils de la famille et la création de plusieurs boutiques qui génèrent des revenus pour l'ensemble du ménage. En 1981, Bina m'avait confié que leur succès avait fait des envieux et qu'ils devaient prendre garde à ne pas afficher leur aisance, ce qui aurait pu engendrer du ressentiment à leur égard⁹².

INTÉRÊTS COMMUNS ET INTÉRÊTS CONFLICTUELS DANS LES MÉNAGES BAMBARA

Un *gwa* se caractérise par des activités et des biens collectifs partagés par ses membres, ainsi que par une identité de groupe. En principe, les hommes du ménage sont censés consacrer la majorité de leur temps aux tâches collectives, en conservant un peu de temps libre pour les activités personnelles. Dans le domaine de l'agriculture, cela se traduit par six jours de travail hebdomadaire dans le champ de mil collectif, en utilisant la main-d'œuvre familiale, les animaux de trait et l'équipement du ménage, comme indiqué sur la figure 11 (chap. 3). Malgré la pratique généralisée de la culture attelée bovine, le système agricole demande beaucoup de travail pendant les quelques mois de la saison des pluies. Les ménages dépendent alors d'une mobilisation rapide de la main-d'œuvre pour les semis et le désherbage des champs, qui font toute la différence entre une bonne et une mauvaise récolte. L'exploitation agricole compte sur une équipe de jeunes hommes durs à la tâche, placés sous les ordres du *chatigi* (ou chef d'équipe). Ces derniers se rendent

92. Cette inquiétude est similaire à celle exprimée par O. S. à propos de la prospérité financière de son ménage, voir *supra*.

dans les champs dès l'aube, à pied, en charrette à âne ou à vélo, la houe en équilibre sur l'épaule (photo 35).

Les bœufs de trait sont menés et soignés par de jeunes garçons, qui les emmènent paître et les ramènent le soir à l'enclos. Comme expliqué au chapitre 3, la mise en jachère des terres après quatre à cinq ans implique qu'au fil des années les champs de brousse sont de plus en plus éloignés du village. Durant plusieurs semaines, certains ménages installent un campement de cases en paille en bordure de leurs champs de brousse, lorsque la croissance rapide des mauvaises herbes exige de longues journées de sarclage, le dos courbé sur la houe. Ce système permet aux jeunes hommes de se concentrer sur ce travail de désherbage. Tous les matins, après avoir préparé le repas de midi, les femmes et les filles rejoignent les hommes dans les champs. Si elles ne trouvent pas de place sur une charrette à âne, elles transportent les repas sur leur tête. Elles se consacrent alors elles aussi au sarclage des mauvaises herbes à la houe, dos courbé, auprès des hommes.

Les jeunes hommes partis à Bamako durant la saison sèche reviennent quelques semaines pour les labours, les semis et le désherbage du grand champ collectif. C'est, à leurs yeux, un passage obligé pour continuer à faire partie du *gwa* et une façon de prouver leur volonté de contribuer à remplir le grenier collectif. Ne pas revenir durant la saison des travaux des champs est le signe d'un étiolement des liens entre les jeunes



Photo 35 | De jeunes hommes appartenant au ménage du chef du village rentrés de migration pour participer aux semis sur le champ de brousse (juin 2014).

hommes et leur famille, les deux parties connaissant bien l'importance de cette participation au travail agricole.

Le lundi, la tradition veut que l'on ne travaille pas sur le champ de mil collectif, et chacun est libre de se reposer ou de se livrer à des tâches personnelles, telles qu'aller au marché ou cultiver un champ de sésame, de maïs ou d'arachide. Le lundi étant le jour du marché traditionnel à Ségou, l'interdiction de la culture du mil ce jour-là a pour objectif de permettre aux gens de se rendre à ce grand marché hebdomadaire. En 1980, les gens de Dlonguébougou fréquentaient le marché de Ségou, bien que celui-ci se trouve à douze bonnes heures de marche vers le sud, mais ils préfèrent désormais aller vers l'est à Dougabougou, qui est plus proche. On trouve généralement des camions prêts à transporter, pour une petite somme, les gens et leurs marchandises entre Dlonguébougou et Dougabougou. Le lundi était autrefois le jour consacré à la culture de l'arachide. Cependant, en raison de la faible pluviométrie depuis les années 1970, il ne reste que quelques petites parcelles d'arachides cultivées par des particuliers. Il s'agit désormais davantage d'une activité orientée vers l'autoconsommation plutôt que d'une activité commerciale. Le sésame a supplanté l'arachide en tant que culture destinée à la vente.

Le champ de brousse (*kongoforo*) est le symbole du travail collectif des *gwa*, et la récolte de mil qui en est tirée est stockée dans un ou plusieurs greniers sous l'autorité du *gwatigi*. Elle permet de préparer certains repas et de payer les dépenses. Comme vu au chapitre 3, les champs de brousse peuvent être immenses, s'étendant parfois sur plus de 100 ha, soit l'équivalent d'un kilomètre carré. La récolte du mil de village (*souna*) est stockée dans un grenier séparé, car ce mil provient d'une variété différente et il ne se conserve pas aussi longtemps que celui du champ de brousse (*sanio*). Ainsi, au sein de chaque *gwa*, on trouve généralement un grand grenier pour le champ de brousse, un plus petit pour la production du champ de village et une série de petits greniers appartenant en propre à des femmes et à des hommes.

Comme le montre la figure 11 (chap. 3), qui présente le cycle annuel d'activités, une fois la principale période de sarclage terminée, en septembre, de nombreux jeunes hommes partent en migration ; quelques-uns reviennent pour aider à récolter, à battre le grain et à engranger la récolte. Cependant, un certain nombre d'hommes jeunes doivent rester à Dlonguébougou toute l'année pour abreuver les animaux, entretenir la concession familiale et préparer la terre pour la prochaine saison agricole.

Après plusieurs années de travail de la terre, les hommes espèrent pouvoir s'extraire des champs et investir leur temps dans d'autres tâches telles que la chasse, la gestion d'une boutique, la fabrication de cordes ou de greniers et l'engraissement des moutons pour la vente. Excepté dans les *gwa* les plus petits, où tous les membres se rendent aux champs quotidiennement, il y a généralement quelqu'un qui reste à la maison pour s'occuper des petits enfants, veiller sur les animaux qui ne sont pas partis au pâturage et s'occuper des autres activités domestiques.

G. D. est un homme d'une bonne soixantaine d'années. Il raconte la façon dont il a commencé les travaux agricoles à l'âge de 12 ans, et comment il a travaillé pendant trente-cinq ans. Lorsque ses fils et ceux de son frère ont été en âge de participer pleinement aux travaux des champs, il a pu prendre sa retraite, vers l'âge de 50 ans. Il est depuis resté très actif en se livrant à la divination, qui lui permet de gagner des sommes importantes qu'il investit dans l'éducation des jeunes de la famille ainsi que dans une panoplie d'activités.

Lorsque les jeunes hommes partent en migration, ils sont censés reverser la plus grande partie de l'argent gagné au chef du ménage, dans la mesure où le temps et le travail d'un jeune homme sont censés revenir à l'ensemble du ménage, qu'il réside au village ou à l'extérieur. On considère qu'il est juste que les revenus des migrants soient reversés au *gwatigi* pour payer les impôts, les frais de mariage ou acheter du matériel agricole, dans la mesure où ceux qui sont restés au village durant la saison sèche pour abreuver le bétail n'ont pas eu quant à eux l'opportunité de se remplir les poches. Cependant, comme décrit plus en détail au chapitre 7, les chefs de ménage se plaignent désormais de recevoir de moins en moins de ces gains, la plupart des jeunes hommes conservant leur argent et achetant de beaux vêtements ou une moto plutôt que de le reverser pour subvenir aux besoins de la famille.

LES NOUVEAUX DÉFIS DU CHEF DE MÉNAGE

Sur les 29 chefs de ménage présents en 1980, cinq occupaient toujours cette place en 2016⁹³. Ils indiquent que leur rôle a évolué, avec de nouvelles exigences et des responsabilités accrues pour ceux qui dirigent de grands groupes domestiques (encadré 8).

93. Parmi eux, quatre sont décédés entre 2016 et 2022.

ENCADRÉ 8 L'ÉVOLUTION DU RÔLE DU CHEF DE MÉNAGE ENTRE 1980 ET 2017

Entretien avec J. D., âgé d'une soixantaine d'années, chef de l'un des plus grands ménages de Dlonguébouyou et gérant d'une boutique (juillet 2017).

« Gérer quatre ménages comme ceux du passé serait plus facile que d'en gérer un seul aujourd'hui. Les gens avaient du respect pour les *gwatigi*, mais plus maintenant. À l'époque, le *gwatigi* prenait toutes les décisions concernant le ménage. Maintenant, il y a beaucoup de choses qui nous échappent. Certaines personnes ne vous tiennent pas au courant, elles ne vous demandent pas votre avis. Si ma maison est bien gérée, c'est que j'ai un bon caractère. Mais certaines personnes ne veulent pas être gérées – cela me choque et m'attriste. À l'époque où vous étiez venue, il n'y avait pas beaucoup de ménages de plus de 30 personnes ici.

Mais, prenez la famille du chef du village, par exemple. À eux seuls, ils comptent plus de 180 membres. Si quelqu'un dit qu'il peut gérer un tel nombre, c'est très difficile en vérité.

L'humanité et les gens ont également changé. Non seulement le nombre de personnes a augmenté, mais leurs manières ont changé. Il y a plusieurs sortes de gens : ceux qui sont bien informés et ceux qui ne savent rien ; ceux qui respectent autrui et ceux qui ne respectent personne. Les besoins des gens ont également évolué. Avant, on pouvait nourrir tout le ménage avec le contenu d'un seul grenier, mais maintenant, avec l'augmentation importante de la population, trois greniers de même taille ne suffiraient pas. Aujourd'hui, il y a plusieurs façons de faire les choses. Il y a une façon de faire dans le ménage et une autre pour l'individu !

Les impôts proviennent toujours du *foroba* [propriété commune]. Une fois qu'ils sont payés, la plupart des autres choses sont payées avec de l'argent individuel. Si nous acceptons de cultiver un champ de sésame collectif et que nous vendons la récolte, nous mettrons l'argent de côté. Lorsque le moment de payer les impôts arrive, on pourra utiliser cet argent, et ce qui reste sera mis de côté pour d'autres choses qui pourraient survenir. Par exemple, si quelqu'un est malade hors du village, cet argent peut permettre de payer les frais de transport pour aller lui rendre visite et lui donner un peu d'argent. Une partie servira à payer le salaire de l'éleveur qui s'occupe des moutons et des chèvres. La façon dont nous faisons les choses a tellement changé depuis la première fois que vous êtes venue. »

I LA CONDITION DES FEMMES ET DES FILLES

VIE QUOTIDIENNE ET VIE CONJUGALE

Dlonguébougou appartient à une société patrilinéaire, dans laquelle les femmes entrent dans le ménage par mariage. Les jeunes femmes n'ont pas le droit de choisir leur mari et, même si l'on ne s'attend pas à ce qu'elles aiment ce dernier, on espère qu'elles s'entendront avec lui et sa famille. Comme dans toutes les sociétés, les relations entre hommes et femmes couvrent toute l'étendue des sentiments, du dédain à la passion. Nous en donnons quelques exemples et aperçus. Dans le premier, un homme aurait versé un produit magique dans un des puits du village pour essayer de se faire aimer de sa femme, mais cela n'a pas marché, et désormais plus personne ne vient y puiser de l'eau à boire. Un deuxième exemple, issu du sixième ménage présenté sur la figure 20, est celui d'une femme « forte tête⁹⁴ » ou têtue qui, après deux mariages sans amour, finit par épouser l'homme qu'elle aime. Un troisième concerne un homme particulièrement amoureux de sa femme ; on se moque de lui, car il est totalement sous sa coupe. Un quatrième est celui d'un homme âgé, bouleversé par la mort de sa femme avec qui il était marié depuis cinquante ans. Un cinquième exemple concerne une femme au veuvage récent, qui ne peut accepter le frère cadet de son défunt mari qui doit selon la tradition hériter d'elle et devenir son époux, et demande à pouvoir choisir un homme de la génération postérieure à son mari. Dans un sixième et dernier exemple, une femme se plaint que l'affection de son mari se soit complètement reportée sur sa nouvelle épouse, mais elle reconnaît aussi que cela la rend plus libre de voyager et de rendre visite à des amis dans les villages voisins...

De nombreuses femmes s'attendent à se marier plusieurs fois dans leur vie, généralement par le biais de « l'héritage de veuve » : à la mort de leur mari, elles sont reprises comme épouse par le « frère cadet » le plus âgé du défunt présent dans le ménage. Les femmes sont promises en mariage à un homme donné, mais elles auront en fait été négociées et acquises par la famille de celui-ci, et le paiement du « prix de la fiancée » sera pris sur les fonds collectifs du ménage. L'écart d'âge entre le mari et la femme est souvent important, ce qui explique la fréquence des veuvages.

94. *A kungolo ka gelen* : « Sa tête est très dure. »

Lorsque le défunt a plus d'une épouse, les veuves seront partagées entre les deux hommes d'âge suivant. Elles ne sont jamais transmises à des frères plus âgés, et ne sont normalement pas données à des hommes de la génération suivante. Cependant, étant donné les écarts d'âge fréquents entre mari et femme, cela se produit de temps en temps. Dans certaines circonstances, la veuve peut quitter complètement le ménage, notamment s'il n'y a pas de frère plus jeune pour l'épouser, si elle est très malheureuse, si ses relations avec les autres femmes du ménage sont mauvaises ou si elle n'a pas d'enfants. Elle peut alors retourner dans la maison de son père ou épouser l'homme de son choix⁹⁵.

Chaque femme mariée dispose d'un logement privé de deux pièces dans la concession familiale. Les femmes déclarent préférer se marier dans un ménage de grande taille et prospère, au sein duquel elles pourront partager les tâches avec d'autres et avoir un peu de temps libre pour leurs propres activités rémunératrices. Leurs tâches commencent avant l'aube : elles se lèvent, allument le feu, vont chercher l'eau au puits (photo 36), la chauffent pour la toilette du mari et des invités, elles préparent le petit-déjeuner, réveillent les jeunes enfants et font leur toilette, puis balayent la cour. Après le petit-déjeuner, elles pilent le mil, préparent la nourriture pour les travailleurs aux champs et leur apportent le repas et l'eau. Après plusieurs heures de travail dans les champs, elles retournent au village en fin d'après-midi en ramassant du bois de chauffe sur le chemin du retour. Elles commencent alors les tâches de la soirée : chercher de l'eau, piler le mil, préparer le repas, faire la vaisselle et se préparer au coucher. Pendant la saison sèche, les tâches domestiques sont un peu moins lourdes, car elles n'ont pas à se rendre dans les champs pour y travailler. Elles doivent néanmoins aller chercher l'eau, faire la cuisine, laver les vêtements et s'occuper des enfants et des vieux. La charge de travail d'une femme ne diminue un peu qu'avec l'arrivée d'une coépouse ou d'une belle-fille, ce qui lui permet de voyager plus facilement pour rendre visite à ses proches. Les tâches domestiques des femmes n'ont guère changé depuis 1980, si ce n'est qu'un certain nombre d'entre elles reçoivent l'aide de leurs enfants pour transporter l'eau du puits, en utilisant la charrette à âne de la famille.

95. Contrairement aux usages en cours chez les Haoussa du nord du Nigeria et du Niger, les divorces sont rares (SMITH, 1981 ; COOPER, 1997 ; *New York Times*, 2019 : Hearing Divorce Cases on a Sidewalk in Niger, as Women Assert Their Power - *The New York Times* ([nytimes.com](https://www.nytimes.com))).



Photo 36 | Puiser de l'eau au puits tôt dans la matinée est une tâche quotidienne pour les femmes (2014).

En fonction de l'année de leur mariage, les femmes se rassemblent par groupes d'âge au sein desquels elles s'assurent un soutien mutuel. D'autres formes d'associations de femmes existent, fondées sur l'assistance mutuelle, l'épargne et les activités en commun. On trouve parmi elles deux associations, une pour chacun des deux quartiers du village, dotées chacune d'une présidente et d'un bureau.

C'est le *gwatigi* qui organise les mariages en liaison avec le père et la mère de la jeune femme. Chaque ménage entretient un ensemble de liens matrimoniaux avec d'autres ménages, à la fois dans le village et dans les localités voisines ; au sein de ce groupe, les jeunes femmes sont échangées génération après génération. Ce réseau entre villages suit ce que l'on appelle les « chemins du mariage » (ou *furisiraw*) : ce sont les pistes poussiéreuses sur lesquelles les jeunes femmes sont

emmenées vers leur nouveau foyer. Elles emprunteront souvent ces chemins lors de leurs visites régulières au foyer de leur père ; leurs enfants les emprunteront aussi lorsqu'ils auront besoin d'aide ou de conseils. Comme noté précédemment, l'oncle maternel (*benke*) doit être gentil et indulgent avec les enfants de sa sœur et il doit représenter un soutien fiable en cas de besoin.

Les femmes disent qu'elles préfèrent être première épouse parce que, une fois mariées, elles peuvent espérer l'arrivée d'une deuxième épouse pour les aider aux tâches ménagères et leur donner le temps de voyager, sans que le mari ait trop à se plaindre. Il y a souvent une différence d'âge de 10 à 15 ans entre la première et la deuxième épouse. La première épouse peut avoir des difficultés à accepter la deuxième épouse : la jalousie entre les épouses est un problème reconnu. Les maris sont enjoins à se comporter de façon équitable avec leurs épouses, en passant autant de temps avec chacune. Par conséquent, un homme passe normalement deux nuits à tour de rôle avec chacune de ses épouses. La femme se charge de préparer le dîner les soirs où son mari est avec elle. Cependant, il arrive souvent que les coépouses s'entendent bien, et nombre de maris se plaignent que leurs épouses se soient liguées contre eux.

Une femme est souvent ravie le jour où son fils aîné se marie, car cela signifie que sa belle-fille prendra sa place au champ pour le travail agricole et qu'elle pourra alors prendre sa retraite. Libérée du travail quotidien des champs, elle dispose alors de temps pour cultiver sa propre parcelle et mener des activités rémunératrices. Elle passera également beaucoup de temps à préparer ses propres filles au mariage, en les aidant à acheter les biens que toute nouvelle épouse doit emporter avec elle pour montrer qu'elle vient d'une famille respectable et aisée.

La condition des femmes a évolué au cours des trente-cinq années écoulées depuis ma première visite à Dlonguébouyou : en partie parce que les familles sont mieux équipées, en partie parce que les femmes sont nettement mieux loties et, enfin, en raison de l'évolution des mentalités décrite par H. C. dans l'encadré 9 ci-dessous. Cependant, certaines choses n'ont guère changé : les tâches telles que la cuisine, la corvée d'eau, ou encore le temps et l'argent considérables qui sont investis pour l'acquisition des biens nécessaires à une future épouse, comme on le verra au chapitre 7.

ENCADRÉ 9

LE POINT DE VUE DE DEUX FEMMES SUR LES ÉVOLUTIONS SURVENUES À DLONGUÉBOUGOU DEPUIS 1980

Entretien réalisé en 2016 avec H. C., âgée d'une cinquantaine d'années, mariée et appartenant à un grand ménage qui a connu des jours meilleurs. Elle a été présidente de l'Association des Femmes jusqu'en 2015.

« Aujourd'hui, l'agriculture est moins dure que dans le temps. À l'époque, nous faisons tout à la main. Maintenant, nous avons des charrues et des charrettes, et les gens peuvent cultiver des champs beaucoup plus grands. Quand je me suis mariée à Dlonguéboukou, les femmes n'avaient pas leurs propres champs, mais aujourd'hui, elles ont la chance d'avoir un champ de sésame et un champ de mil pour elles-mêmes. Une femme qui appartient à un grand ménage peut espérer quelques journées d'aide pour labourer la terre et certaines femmes paient pour avoir trois ou quatre journées de main-d'œuvre de labour en plus.

Quand je me suis mariée à Dlonguéboukou, tout était en *foroba baara*¹. Les femmes plus âgées avaient un petit lopin avec des tomates, elles en donnaient au *gwatigi* pour améliorer la sauce. Aujourd'hui, les gens travaillent pour eux-mêmes. Mais cela signifie aussi que nos enfants ne veulent plus travailler ensemble. Vous verrez que les femmes âgées ont leur propre champ de sésame, chaque enfant a un champ personnel, les femmes mariées aussi. Ici à Dlonguéboukou, tout le monde cherche à s'enrichir individuellement. Vous avez remarqué que nous ne filons plus de coton.

Si nous avons besoin de *fini mugu*², nous l'achetons dans les villages de l'ouest – les femmes de Jessourna filent encore le coton, tout comme les femmes de Taiman.

Beaucoup de nos jeunes partent en migration vers la grande ville. Ils y apprennent beaucoup de choses et ramènent leurs idées au village. C'est grâce à eux que ce village a connu de grands changements. Par exemple, nous avons maintenant notre propre marché, ce qui est une avancée pour le village. Vous verrez le marché demain. »

-
1. Travail pour le domaine collectif.
 2. Tissu de coton filé à la maison.

Entretien réalisé en 2016 avec M. D., âgée de plus de 70 ans, née et mariée à Dlonguébouyou.

« Si je compare les choses avec l'époque de mon enfance, dans ce temps-là, l'agriculture était beaucoup plus dure qu'aujourd'hui. On cultivait à la main, mais maintenant, il y a beaucoup de charrues. Et le nombre de charrettes a également augmenté. Avant, nous devions nous rendre sur des champs éloignés en portant des plats sur la tête.

Nous passions toute la journée à cultiver, puis rentrions dans l'obscurité, nous pilions le mil et préparions le repas du soir pour les hommes. Aujourd'hui, si vous avez préparé la nourriture, on la met dans la charrette, vous vous installez à côté et vous êtes en route pour les champs. Dans le temps, les puits se tarissaient, et nous étions obligées de rester assises près des puits pendant des heures, en attendant qu'ils se remplissent à nouveau.

Il y a longtemps, nous filions le coton et tissions notre propre tissu. Mais maintenant, le tissu fait à la machine est devenu courant, on ne travaille plus le coton ici, on l'achète. Vous ne trouverez plus de tisserands. Si vous dites que vous allez produire un peu de coton pour votre usage, cela n'en vaut plus la peine, car vous ne gagnez pas d'argent.

Le sésame rapporte plus d'argent que le mil ou le maïs, c'est la meilleure façon de gagner de l'argent. Nos jeunes filles qui partent en migration à Bamako, si elles avaient plutôt cultivé un petit champ de sésame, elles auraient pu gagner 100 000 ou même 200 000 FCFA. Ceux qui partent en migration à Bamako ne gagnent jamais autant d'argent. L'année dernière j'étais malade, je n'ai rien réussi à faire, mais mon fils a cultivé un petit champ pour moi, et après la récolte, ça tenait dans un petit sac que j'ai vendu pour 50 000 francs. Le sésame rapporte vite de l'argent.

Nous avons arrêté de cultiver le fonio à cause du travail qu'il demande. La culture du fonio a lieu en même temps que celle du *souna*. Si vous demandez aux hommes de venir couper le fonio, ils répondent qu'ils sont occupés avec la récolte du *souna*. Les femmes ne peuvent pas récolter le fonio toutes seules, et si vous ne trouvez personne pour le couper, c'est tout perdu. La culture du fonio a vraiment décliné ici à Dlonguébouyou. Autrefois, nous ramassions le *ncin*³ dans la brousse. Mais on n'en tire pas grand-chose, alors nous sommes passés à la culture du fonio à la place. On ne peut pas cultiver le *ncin*. Ce n'est pas domestiqué. Quant à la récolte du *nzamara*⁴, le travail est rude, il pique les doigts. »

3. *Panicum laetum*, une herbe sauvage.

4. « Cramcram » ou *Cenchrus biflorus*, une herbe sauvage.

PARCOURS MATRIMONIAUX, RÉSEAUX ET STATUTS SOCIAUX

En octobre 2016, sur les 315 femmes mariées de Dlonguébougou, 128 provenaient d'autres ménages du village, soit 40 % de l'ensemble des femmes mariées. Il y avait ensuite 151 femmes originaires de 13 autres villages. Quatre femmes ou plus, pour chacun de ces villages, se sont mariées à Dlonguébougou, et l'ensemble représente 48 % des femmes mariées. Parmi ces villages, les principaux sont Jessourna (24 épouses), Misribougou (22) et Taiman (16). Jessourna, à 15 km au nord-ouest, a été fondé par des membres de la famille Traoré de Dlonguébougou ; ils se considèrent donc comme de la même lignée. Jusqu'à il y a peu, les Traoré de Dlonguébougou se considéraient comme trop proches pour envisager d'épouser une personne de la famille Traoré de Jessourna. Récemment, ils ont néanmoins reconsidéré la situation et convenu qu'avec le passage du temps, les lignées sont maintenant suffisamment éloignées pour que de tels mariages soient possibles, même si aucun n'a encore été arrangé. Quant à Misribougou, à 10 km au sud-est, il a été fondé par les Samaké, qui ont noué des relations de mariage multiples avec de nombreuses familles de Dlonguébougou. Le village de Taiman, à 25 km au nord-ouest, est très étroitement lié à la famille Tangara, avec laquelle les habitants entretiennent des relations matrimoniales de longue date. Bamako est désormais également devenu un endroit où les hommes vont chercher leurs épouses, car c'est une destination fréquente de la migration. Dix femmes originaires de Bamako sont maintenant mariées dans des familles de Dlonguébougou et résident dans le village. Beaucoup de ces femmes sont elles-mêmes issues d'un milieu rural. Les 12 % restants des femmes (soit un total de 36) sont originaires de diverses localités, proches et lointaines, avec lesquelles les relations sont moins constantes.

L'origine des femmes mariées de Dlonguébougou montre également l'importance du statut et des réseaux sociaux, notions toujours d'actualité. Il existe par exemple des villages proches de Dlonguébougou, mais avec lesquels on ne noue aucun lien de mariage. Noumoubougou, par exemple, est plus proche que Misribougou, mais c'est un village de forgerons : les familles ne s'y marient pas en dehors des « gens de caste ». De même, d'autres villages, tels Djibougou à 15 km au sud-est ou Nienkintola à 10 km au sud sont connus pour avoir été fondés par des esclaves ou d'anciens soldats du royaume de Ségou au XIX^e siècle.

Ils ne font donc pas partie du réseau social de Dlonguébouyou. Ce n'est qu'en avril 2016 que le différend de longue date entre les Dembélé de Dlonguébouyou et les Diarra du village voisin de Markabougou a été officiellement réglé. Ce conflit remontait à 1895 (voir chap. 2). À ce jour, bien que ce soit désormais possible, aucun mariage entre ces deux familles n'a encore été arrangé.

| CROISSANCE ET FRAGMENTATION DES MÉNAGES

UN MODÈLE DE GRANDS MÉNAGES APPELÉ À DISPARAÎTRE ?

Dans de nombreuses sociétés, il existe un cycle régulier de création, de croissance et de déclin graduel des ménages : un nouveau couple se marie, s'érige en une nouvelle unité, puis a des enfants, et finalement voit ses enfants se marier et quitter la maison pour s'installer ailleurs (CHAYANOV, 1966 ; GOODY, 1958). En pratique, on note cependant une grande diversité dans la physionomie des ménages et leur évolution dans le temps. Dans les années 1970, dans le village de Dorayi, dans le nord du Nigeria, Hill indiquait que presque tous les hommes continuaient à vivre dans le foyer de leur père après le mariage, ce qui créait des unités familiales complexes, de grande taille – comptant jusqu'à 106 personnes. Cependant, dans la plupart des cas, les activités agricoles étaient séparées (HILL, 1972). La notion de *gandu* fraternel, où tous les frères travaillaient ensemble dans un champ collectif, était en cours de disparition. Les travaux de Whitehead dans le nord du Ghana à la fin des années 1980 décrivent une situation similaire, dans laquelle la richesse des ménages dépendait traditionnellement du nombre de personnes présentes sous l'autorité du chef de famille. Elle décrit la fragmentation des grands ménages complexes et la multiplication des petites unités familiales nucléaires, qui sont moins en mesure de disposer de la main-d'œuvre et du matériel nécessaires pour cultiver avec de bons rendements, et qui sont donc plus vulnérables aux risques. Dans son site d'étude de 1989, le plus grand ménage comptait 73 personnes, mais la taille moyenne des ménages n'était que de 12 personnes, et les plus vulnérables économiquement comportaient

en moyenne moins de 7 personnes (WHITEHEAD, 2006 : 285). L'étude de Raynaud sur les changements à travers le Sahel confirme la généralisation de cette tendance à la fragmentation des ménages (RAYNAUT, 1997 : 337).

Des enquêtes récentes menées auprès des ménages sur plusieurs sites ruraux de la région de Ségou montrent que la taille moyenne des ménages varie entre 12,6 et 15 personnes, à rapprocher de la valeur moyenne de 33 personnes pour Dlonguébougou en 2016 (SOURISSEAU *et al.*, 2016). Une de ces études a montré que 30 % des personnes vivaient dans des ménages de plus de trente personnes, contre 75 % pour les habitants de Dlonguébougou. Ainsi, ce modèle composé majoritairement d'organisations domestiques de grande taille est singulier, même dans la région de Ségou. Dans le cas de Dlonguébougou, la question est de savoir si ces grands groupes domestiques complexes sont appelés à disparaître. Au fil du temps, verra-t-on l'émergence d'un modèle type de ménages de petite et moyenne taille ? Il est difficile d'imaginer, au cours des trente-cinq prochaines années, une nouvelle poussée de croissance des grands ménages, qui atteindraient alors plusieurs centaines d'individus. Mais la grande flexibilité dont ces ménages font preuve dans leur organisation interne fait qu'ils parviennent souvent à équilibrer les intérêts et les besoins individuels et collectifs, et ce tout en préservant l'institution dans son ensemble.

À Dlonguébougou, il n'existe pas de modèle systématique de croissance et de fragmentation des ménages, car les enfants masculins restent généralement au sein du ménage une fois mariés : il n'y a pas d'événement spécifique qui déclenche la fragmentation d'un grand groupe familial. La mort du chef de famille peut pousser de petits groupes à se séparer, mais de nombreux ménages survivent à ces décès et continuent à croître. Il existe également de nombreux cas où les fragmentations des ménages sont causées par des facteurs autres que la mort du *gwatigi*.

Un proverbe bambara dit qu'il existe trois « étrangers » qui peuvent détruire un ménage ou une famille (*du*) : une femme qui retourne son mari contre les frères de celui-ci ; un enfant, s'il est aimé davantage que les enfants des autres frères ; et la richesse, qui peut encourager certains membres du ménage à essayer de capter les ressources à leur seul profit.

En 1980, j'ai étudié des exemples d'éclatement de ménages survenus dans un passé récent, dont cinq au cours des trente dernières années. Deux d'entre eux concernaient une fragmentation du ménage à la suite du décès du chef de famille ; deux autres étaient dus à des conflits entre frères, conduisant à leur séparation ; le dernier était consécutif à la création d'une unité familiale distincte par un homme né hors mariage, à la suite de son propre mariage. Les conflits d'autorité, les questions d'héritage des veuves et les différences de personnalité sont les principales causes de conflit et de fragmentation. Les gens reconnaissent néanmoins les difficultés sérieuses auxquelles sont confrontés les petits ménages ainsi que l'opprobre qui frappe ceux qui sont impliqués dans la rupture d'un ménage. Ils savent aussi comment éviter la fragmentation en renégociant les termes liant les différentes composantes du ménage.

La figure 22 illustre l'évolution de la taille et de la structure de 47 *gwa* de Dlonguébougou au cours de la période 1980-2016. On peut constater l'augmentation notable de la taille des ménages, et le fait que certains croissent beaucoup plus que d'autres. Le nombre de cas de fragmentation de ménages est également mis en évidence. Au cours de la période allant de 1980 à 1997, on relève quatre fragmentations, contre sept pour la période suivante de 1997 à 2016. Compte tenu de la vulnérabilité des petits foyers nucléaires, la décision de se séparer du *gwa* est toujours risquée. Certains hommes, notamment ceux nés hors mariage, n'ont pas d'autre choix. D'autres sont rejetés en raison d'un différend grave, comme dans le cas de B. D., décrit *infra*.

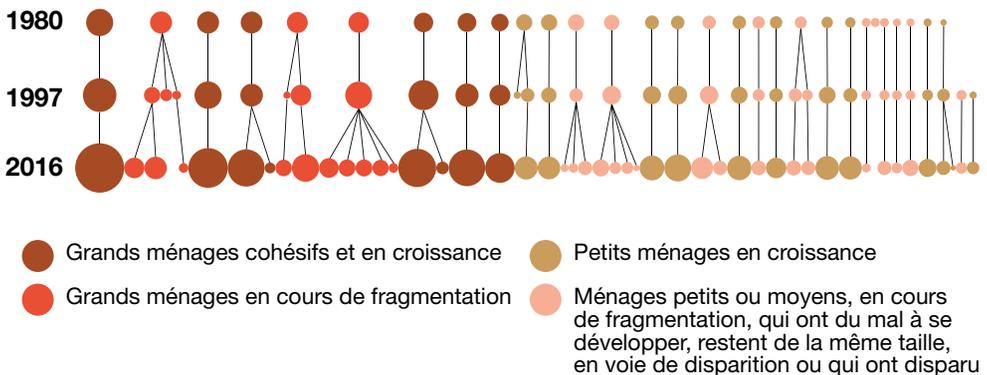


Figure 22 | Fragmentation des ménages à Dlonguébougou de 1980 à 2016.

EXEMPLES DE FRAGMENTATIONS DE MÉNAGES, 1980-2016

1980-1997

Durant cette période, il y a eu quatre cas de fragmentation de ménages, tous causés par le décès du chef de famille. Des divergences de longue date entre les hommes appartenant aux différents sous-groupes les ont incités à se séparer et à créer leur propre ménage.

Dans l'un des cas, deux des sous-groupes séparés ont par la suite fusionné à nouveau pour former un ménage combiné pendant quelques années ; dans un autre, le second sous-groupe a disparu, car le ménage s'est éloigné du village.

1997-2016

Sept cas de fragmentation de ménages ont eu lieu entre 1997 et 2016. La rupture n'a été causée par le décès du chef de famille que pour trois d'entre eux. Parmi les quatre cas restants, le premier porte sur une rupture entre deux demi-frères, comme décrit précédemment (voir fig. 20). Dans le deuxième cas, S. s'est séparé de B. parce qu'il désirait acquérir sa propre autonomie. Dans le troisième cas, un conflit majeur et très vif a éclaté entre S. D., le chef de famille, et B. D. Ce dernier avait deux femmes. Sa première épouse, avec laquelle il avait cinq fils et une fille, était très possessive et a été tout sauf ravie de l'arrivée d'une deuxième épouse, beaucoup plus jeune. Elle est devenue de plus en plus jalouse et désagréable envers sa coépouse. Le reste de la famille a conseillé à B. D. d'être ferme avec elle et de lui demander de changer de comportement. La deuxième épouse a alors donné naissance à un fils. Une nuit, alors que tous les enfants dormaient dans la maison de la première épouse, le fils de la deuxième épouse a été retrouvé mort, ce qui a profondément choqué la famille et le village. Bien qu'il n'y ait aucune preuve tangible de la culpabilité de la première épouse, son comportement passé a nourri les soupçons et la famille a exigé que B. D. la punisse d'une manière ou d'une autre. B. D. s'y est refusé et S. D., le chef de famille, a exigé qu'il quitte le foyer, car la famille ne pouvait plus les tolérer chez elle. B. D. travaille maintenant la terre tout seul et il vit séparément avec sa première femme et ses six enfants, sa seconde épouse étant retournée dans sa famille. Dans le quatrième cas, J. T. a décidé de quitter N. T., son vieil

oncle avec lequel il ne s'entendait pas. Plusieurs frères proches sont partis avec lui, et son ménage est devenu un groupe raisonnablement viable comptant 32 personnes. Du fait du départ des neveux, la famille de son oncle, en revanche, est devenue petite et précaire.

Parmi les trois exemples de séparation après le décès du chef de famille (S. T., N. D., M. T.), le cas du ménage de S. T. illustre les dysfonctionnements qui peuvent se développer entre les différents « fils » du ménage. Les frères ne parvenaient pas à s'entendre et leur pauvreté faisait qu'ils avaient peu de chance de réussir dans l'agriculture. Il n'y avait pas de patrimoine qui aurait pu inciter les membres du groupe à rester ensemble. De plus, l'homme responsable de l'un des sous-groupes a désormais quitté le village pour une destination inconnue. Il est probable que les autres sous-groupes suivront le mouvement.

DÉSAVANTAGES DES MÉNAGES DE PETITE TAILLE

Le fait d'être un petit ménage présente plusieurs désavantages, qui sont pour l'essentiel diamétralement opposés aux avantages que procure un ménage de grande taille.

Les tâches à accomplir sont multiples : produire suffisamment de mil ; entretenir le matériel agricole ; abreuver le bétail ; faire la cuisine ; assurer la corvée d'eau ; s'occuper des membres du ménage. Tous ces travaux sont nécessaires pour assurer la survie et la prospérité à long terme du groupe. Passer d'une famille nucléaire à une famille comprenant plusieurs hommes adultes, leurs épouses et leur progéniture apporte des économies d'échelle évidentes : une ou plusieurs personnes peuvent partir en migration pour gagner de l'argent, tandis qu'un homme adulte reste sur place pour abreuver le bétail, entretenir la concession familiale et préparer le champ pour la prochaine saison agricole. La diversification des sources de revenus et des activités est ainsi beaucoup plus facile au sein des grands ménages, un aspect étudié de manière plus approfondie dans les chapitres 6 et 7. De la même façon, le fait d'avoir une progéniture et de parvenir à l'élever est un pari risqué pour un couple pris isolément ; avoir plusieurs couples mariés capables d'engendrer une descendance pour le ménage constitue une assurance pour une génération suivante suffisante.

| CONCLUSION

La diminution de la mortalité des nourrissons et des enfants a entraîné une croissance démographique rapide, en particulier au cours des vingt dernières années. La performance démographique reste cependant inégale selon les ménages et les couples. Le village de Dlonguébougou est un exemple de persistance de très grands groupes domestiques, avec une taille moyenne des ménages beaucoup plus importante que dans les sociétés comparables d'Afrique de l'Ouest. Ces institutions domestiques remarquables fonctionnent à la fois comme groupe de cultivateurs, unité d'habitation, entreprise économique permettant la diversification des moyens de subsistance et moyen d'engendrer des enfants et une descendance.

Dans un contexte incertain, pouvoir s'appuyer sur des structures établies est essentiel pour gérer les risques. Rester au sein de grands ménages présente de multiples avantages, notamment des économies d'échelle et l'entretien partagé des biens, par le fait que l'on dispose d'une masse critique de main-d'œuvre tant pour l'agriculture que toutes les autres tâches essentielles. Les grands groupes ont plus de facilité à rassembler le capital nécessaire pour investir dans des équipements clés ; ils sont également moins exposés au risque de ne pas avoir de descendance ; ils offrent plus de possibilités de générer des revenus individuels et d'avoir une autonomie accrue. Le chapitre 6 explore plus en détail la relation entre la taille du ménage et l'accumulation des biens, parmi lesquels en particulier la possession de bétail qui, en finançant les frais de mariage, peut être source de croissance pour le ménage.

La fragmentation des ménages n'est pas uniquement causée par le décès du chef de famille. En soi, ces disparitions ne déclenchent pas nécessairement la dislocation, et de nombreux ménages perdurent en tant que groupe en dépit d'une succession de décès de leurs chefs. L'éclatement d'un *gwa* se produit pour des raisons diverses telles qu'un conflit portant sur les biens ou les femmes, sur les enfants naturels, ou en raison d'un comportement inacceptable. La rupture du ménage et les paroles amères prononcées par les factions divergentes rendent difficile toute réunification future. Par ailleurs, la forte identification à une famille ou à une lignée fait que la fusion de petits ménages précaires issus de clans différents est rare, bien qu'elle semble logique sur le plan pratique.

Entre 2016 et 2022, le nombre de ménages de Dlonguébougou a encore augmenté, passant de 47 à 57. Cette croissance est due en partie au décès de J. D., qui était chef de très longue date d'un grand *gwa* (voir encadré 8). Il avait réussi à maintenir l'unité d'un groupe de « frères » de plus en plus disparates, qui souhaitaient voler de leurs propres ailes une fois qu'il ne serait plus là. Après le siège par les djihadistes de 2021, lors d'une discussion avec Makono Dembélé, j'ai demandé si ces troubles augmentaient ou diminuaient les risques d'éclatement des familles. Il était d'avis que les périodes difficiles rapprochaient les gens. Cependant, étant donné que les djihadistes ont également volé 85 % du bétail des villageois (comme raconté dans le chapitre suivant), de nombreuses familles ont perdu les biens qui auraient pu financer les frais de mariage des jeunes hommes actuellement partis en migration. La richesse liée à la possession d'un troupeau garantissait aussi un certain niveau de stabilité et de résistance face aux mauvaises récoltes et aux situations d'urgence que pouvaient rencontrer les ménages. L'absence de cet « argent sur pied » pourrait désormais dissuader les jeunes hommes de revenir au pays après leur départ en migration.

INVESTISSEMENTS ET PROSPÉRITÉ

*Gesedala ani nafolo sorolen, u be ka kan.
Waati dola i sen be sanfe, waati dola i sen be jigina duguma*⁹⁶.

| INTRODUCTION

Si l'on passe par Dlonguébouguou ou par sa région, on peut croire que ces villages aux maisons basses en briques de terre crue vivent encore dans la pauvreté, que leurs habitants suivent des modèles agricoles traditionnels et qu'ils sont incapables de saisir les opportunités offertes par de nouveaux marchés et types d'échanges. Ce chapitre démontre que cette première impression est trompeuse : il faut observer les quelques signes visibles de modernité (tels que les nombreux panneaux solaires et antennes de télévision) et y voir la preuve d'une augmentation, en quelques décennies, des revenus et des biens, ainsi qu'un désir d'adopter l'innovation et les nouvelles technologies. Comme l'ont décrit HIMANCHU *et al.* (2018 : 108) dans leur étude d'un village en Inde : « Contrairement à l'image qu'ils donnent d'une région reculée, rurale et stagnante, les habitants de Palanpur n'ont jamais cessé d'évoluer, adaptant et intégrant de nouvelles idées et technologies, et ce dans le but d'améliorer les conditions de vie de leur famille. »

Ce chapitre s'intéresse à la forte croissance au cours des trente-cinq dernières années des biens productifs détenus par les habitants de Dlonguébouguou, aux évolutions des investissements réalisés par les ménages ou les individus en termes d'échelle et de tendances, ainsi qu'à la répartition actuelle

⁹⁶. « La richesse et la pauvreté sont comme les deux pieds d'un tisserand : quand le pied gauche se lève, le droit se pose au sol, puis cela s'inverse et le pied gauche redescend tandis que le droit monte. »

des biens entre les familles. Comme l'indiquent les données, les ménages ont saisi de nouvelles opportunités d'investissement et de commerce, ont engagé de fortes sommes dans des équipements agricoles productifs et ont également diversifié leurs activités pour renforcer l'éventail de leurs revenus⁹⁷. De nombreux gouvernements africains ont courtisé les « investisseurs » nationaux et internationaux pour l'acquisition de terres et la « modernisation » du secteur agricole, car ils supposent que les agriculteurs familiaux en sont incapables. Pour preuve, les politiques toujours axées sur l'abandon de la houe, symbole d'une ère révolue. Le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, déclarait en 2017 : « Les houes et les machettes, les taureaux ou les bœufs n'ont plus de place dans l'agriculture africaine. Leur place est dans les musées, pas dans les fermes. Nous devons rapidement mécaniser l'agriculture en Afrique, avec des tracteurs et des équipements bon marché et abordables, pour que la productivité du travail et la valeur ajoutée par travailleur rattrapent les niveaux mondiaux⁹⁸. » À Dlonguébouyou, les agriculteurs associent l'ancien et le nouveau : ils conservent la houe pour certaines tâches, mais utilisent aussi les charrues à bœufs, les charrettes tirées par des ânes et les téléphones portables. La capacité des ménages à investir dans de nouveaux équipements et activités dépend de leur maîtrise de l'organisation du travail en leur sein, de l'accès aux revenus de la migration et de la réussite de leurs activités agricoles.

I MESURES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DU BIEN-ÊTRE : DONNÉES NATIONALES

Les statistiques économiques nécessaires au niveau national et local pour décrire le développement économique en Afrique sont souvent incomplètes et de mauvaise qualité, et ce pour de multiples raisons

97. Mis en évidence dans les travaux de TOULMIN *et al.* (2000) et les travaux récents de BROCKINGTON et NOE (2021) en Tanzanie.

98. « Parier sur l'Afrique pour nourrir la planète » : discours prononcé par le président de la Banque africaine de développement et lauréat du Prix mondial de l'alimentation 2017, le Dr Akinwumi A. Adesina, à l'Iowa State University, aux États-Unis, le 17 octobre 2017.

(JERVEN, 2013, 2015). On peut citer entre autres la collecte limitée des données portant sur la production, les revenus et les dépenses ; le recours aux hypothèses et aux extrapolations de séries de données antérieures et la mise à jour insuffisante des données de référence économiques. Par conséquent, une grande partie de l'analyse des tendances macroéconomiques, des différences de performances économiques entre les pays et de la répartition de la croissance économique en interne est sujette à caution. YOUNG (2012) note que « les statistiques existantes sur le PIB et la pauvreté sous-estiment considérablement les performances économiques réelles de l'Afrique ».

Les faiblesses du système résident en particulier dans le manque de collectes régulières de données portant sur les principaux secteurs de l'économie, comme le secteur agricole rural, qui est source d'emplois et de revenus pour la majeure partie de la population (JERVEN, 2013). Bien qu'il soit étendu et diversifié, la part du secteur informel dans les revenus et les emplois n'est estimée que de façon agrégée, mais elle n'est pas quantifiée. Des flux financiers illégaux considérables échappent également à toute évaluation. La production agricole est souvent calculée sur la base d'une formule qui évalue les récoltes à partir d'une estimation de la superficie totale cultivée, avec un ajustement par une variable pluviométrique pour tenir compte des années plus humides ou plus sèches. Les cultures commerciales sont peut-être mieux suivies, en particulier lorsqu'elles sont tributaires des agences étatiques de commercialisation, mais l'exactitude des chiffres varie selon que les agriculteurs livrent leur récolte à un bureau d'achat ou qu'ils recherchent des marchés parallèles pour obtenir de meilleurs prix de vente. Les informations fiscales sont aussi limitées en raison du grand nombre d'entreprises non déclarées.

En termes statistiques, les données démographiques dans la plupart des pays africains sont probablement correctement recueillies au niveau agrégé. Cependant, en raison de la forte saisonnalité dans les déplacements entre zones rurales et zones urbaines, le calendrier du recensement a un impact non négligeable sur le comptage des individus en fonction du lieu où ils sont présents⁹⁹.

⁹⁹. Le cas particulier du Nigeria et de son recensement est bien documenté, en raison des forts enjeux politiques associés à la représentation politique, aux attributions des fonds fédéraux et au nombre d'habitants.

Les données économiques de base sur le Mali ne font pas exception à cette tendance généralisée en Afrique. En 2023, la population totale du pays était estimée à 22 millions d'habitants, augmentant à raison de 3,0 % par an : l'un des taux les plus élevés au monde. La même année, le PIB du pays était estimé à 21 milliards de dollars US, avec une croissance comprise entre 4 % et 5 % par an, soit un revenu annuel par habitant de 950 dollars en valeur nominale et de 2 200 dollars en parité de pouvoir d'achat. Le coton, le textile, la transformation de denrées alimentaires, les transports, les télécommunications, l'élevage et l'extraction de l'or constituent les principaux secteurs présents dans les statistiques du PIB. La plus grande part des activités économiques modernes et des dépenses publiques sont concentrées dans la capitale, Bamako, qui représente plus de 80 % du PIB estimé. Le Mali maintient une discipline monétaire et financière de par son adhésion à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et à sa monnaie associée, le franc CFA (FCFA), liée à l'euro. On considère que les avantages de l'appartenance à la zone franc CFA sont un taux de change stable par rapport aux principales monnaies, des importations moins chères et la facilité de transferts de fonds entre la zone du franc CFA et l'Europe. Les détracteurs de la zone franc CFA soutiennent que cette devise est surévaluée et qu'elle rend impossible la création d'entreprises manufacturières ou autres qui pourraient être compétitives au niveau mondial, comme indiqué au chapitre 2 (NUBUKPO, 2015). Le Mali fait partie des 25 derniers pays dans le classement mondial de la pauvreté et du développement humain : il arrive à la 164^e place sur 187 dans le classement du FMI (Fonds monétaire international) et à la 175^e place sur 188 selon l'indice de développement humain du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement).

Au niveau national, on estime que 45 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, fixé à 178 000 FCFA par personne, soit 54 % de la population rurale, mais 5 % seulement de la population de Bamako (INSM, 2018)¹⁰⁰. Dans les régions de Sikasso, Ségou, Koulikoro et Mopti, plus de 51 % de la population rurale et urbaine vit sous le seuil de pauvreté (INSM, 2018). La région de Ségou était considérée comme l'une des

100. Le chiffre étonnamment bas de 5 % pour Bamako peut être dû au fait que la plupart des quartiers d'habitation informelle les plus pauvres se trouvent en dehors des limites officielles de la ville.

mieux dotées du Mali, grâce à l'importance politique et économique ancienne de la ville de Ségou et à la présence du périmètre d'irrigation de l'Office du Niger. La région compte environ trois millions d'habitants et, en 1998, on estimait son revenu par habitant à 176 000 FCFA, soit un tiers de celui de Bamako. Aucune estimation actuelle n'existe sur le revenu par habitant dans la région de Ségou, mais la disparité avec Bamako a probablement persisté. Le périmètre d'irrigation de l'Office du Niger, l'usine textile de Comatex et la sucrerie de Sukala sont les principales sources d'emplois modernes dans la région de Ségou. Cependant, des inquiétudes sont récemment apparues liées au fait que Ségou ne se trouve pas sur les principaux axes de transport depuis la côte ouest-africaine, via Sikasso, vers Bamako et la Mauritanie. Il y a donc un risque que la ville se marginalise.

De même, l'insurrection qui progresse dans le centre du pays et les conflits qui s'enlisent ont des effets néfastes majeurs sur l'économie de la région. Dans la région de Ségou, les communes de N'Koumandougou et de Bellen, village voisin au nord, sont parmi les plus pauvres.

I MESURES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DU BIEN-ÊTRE À DLONGUÉBOUGOU

Les seules statistiques officielles disponibles sur Dlonguébouougou portent sur la population du village et sur celle de la commune dont il fait partie. Le recensement de la population n'est pas tout à fait exact, car il sous-estime le nombre d'habitants de 10 % à 15 % et a tendance à ne pas comptabiliser les femmes les plus âgées, les enfants adoptés et les nourrissons¹⁰¹. Malgré l'absence de données économiques quantitatives, les habitants de Dlonguébouougou reconnaissent que leurs conditions de vie se sont nettement améliorées depuis 1980 et qu'ils ont maintenant accès à des biens variés, en plus grand nombre. Ils évoquent également les attentes

101. Cet écart de 10 % à 15 % devient évident lorsque l'on compare les résultats de l'enquête officielle du gouvernement et ceux de l'enquête réalisée par Karen Brock et Sidiki Diarra auprès des ménages en 1997 (Karen Brock et N'Golo Coulibaly, comm. pers.).

beaucoup plus élevées sur le « trousseau » de mariage¹⁰² que les jeunes femmes aspirent à emporter avec elles au moment de leur noce comme étant la preuve d'une plus grande richesse. Les entretiens, autant avec les jeunes qu'avec les moins jeunes, montrent également que le contrôle et la répartition des revenus et de la richesse ont beaucoup changé, les chefs de famille perdant peu à peu leur autorité sur les jeunes, qui font désormais leurs propres choix. J'ai tenté de documenter l'évolution des revenus et de la possession de biens pour comprendre l'ampleur des changements intervenus dans les conditions de vie de la population depuis 1980-1982.

J'ai collecté des données sur les biens détenus par les habitants en 2016 pour les comparer aux périodes 1980-1982 et 1997, l'évolution de la possession de biens pouvant faire office d'indicateur partiel, bien qu'imparfait, de celle des revenus. Comme le reconnaissent BROCKINGTON et HOWLAND (2018 : 15), « il faut s'intéresser aux biens si nous voulons étudier la dynamique de la pauvreté ». Pour juger de la pertinence comme indicateur de l'évolution des biens détenus depuis 1980, il est important de se demander quel est le lien entre biens et revenus. Lorsque les gens accroissent leurs revenus, ils ont tendance à investir dans des biens plutôt que dans la consommation courante ; inversement, une baisse de revenus entraîne souvent une baisse de la consommation plutôt que la vente de biens. Les gens tentent alors de « faire avec », jusqu'à ce que les conditions s'améliorent. En période de difficultés financières, les ménages les plus pauvres essaieront de conserver le peu de bétail dont ils disposent plutôt que de le vendre, car la vente de bœufs de trait, par exemple, rendrait leur situation encore plus précaire lors de la prochaine saison agricole.

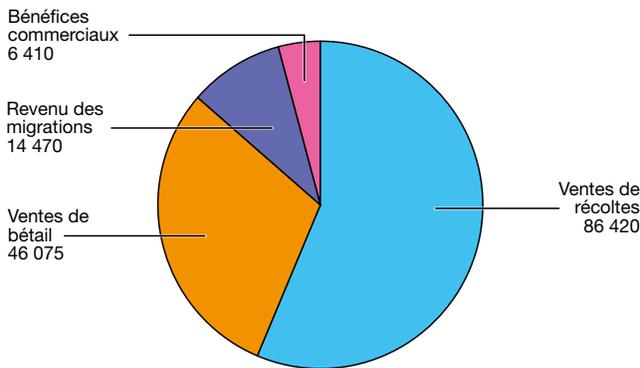
Au début de mes deux années de travail sur le terrain en 1980, j'avais l'intention d'effectuer des entretiens deux fois par semaine avec les chefs de famille, afin que nous remplissions ensemble un long questionnaire couvrant toutes les activités agricoles et autres, ainsi que toutes les ventes et les achats. En raison de la très grande taille et de la structure hétéroclite des ménages de Dlonguébougou – et donc de l'incapacité des chefs du ménage à parler au nom de tous ses nombreux membres – il est devenu clair dès le début qu'il fallait abandonner ces questionnaires au profit d'une approche moins formelle. Résider au village m'a permis

102. *Konyo minanw*, ou « équipement de mariage ».

de gagner petit à petit la confiance des habitants et d'observer de nombreuses transactions au fur et à mesure qu'elles se déroulaient.

Pendant mes deux années de travail sur le terrain, j'ai collecté des données sur les revenus et les dépenses par ménage sur une période de douze mois, et ce pour 26 des 29 ménages du village. Les principaux revenus de ces ménages, comme le montre la figure 23, étaient représentés par les ventes de récoltes, les ventes de bétail, les revenus de la migration et les bénéfices commerciaux, tandis que les dépenses correspondaient aux achats de bétail et de matériel agricole, aux frais de mariage, au

Revenus (Valeur moyenne par ménage en FCFA)



Dépenses (Valeur moyenne par ménage en FCFA)

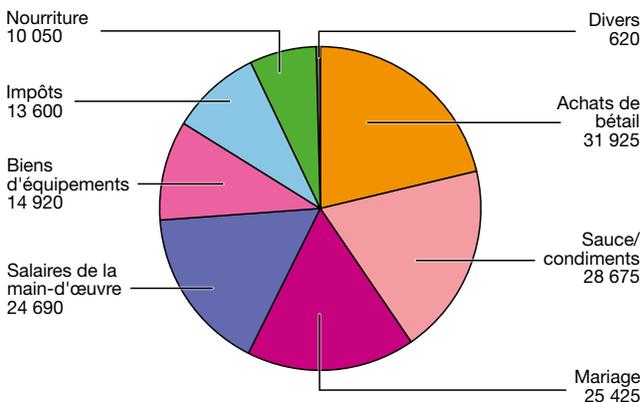


Figure 23 | Sources de revenus et dépenses des ménages (moyenne par ménage) en 1980.

paiement des impôts et à l'achat de nourriture. La dépense moyenne en espèces par ménage était d'environ 150 000 FCFA (soit 7 500 FCFA par personne). Le chiffre de la dépense moyenne exclut la valeur de subsistance des céréales et du bétail consommés par le ménage et celui des revenus n'inclut pas les revenus personnels, parfois considérables pour certains habitants de Dlonguébougou. J'ai réalisé une estimation de ces revenus types au niveau individuel, en tenant compte des grands écarts entre hommes et femmes, ou encore entre ceux qui travaillaient sur les terres familiales (et qui disposaient donc de peu de temps libre) et les retraités, qui pouvaient consacrer beaucoup plus de temps à des activités personnelles.

D'après les données de 1980 présentées sur la figure 23, on constate que la vente de mil fournit près de la moitié des revenus et celle de bétail plus d'un quart, que ce soit en espèces ou en troc ; la migration en représente pour sa part 22 %. Le revenu tiré d'activités commerciales était à cette époque quasi négligeable, avec 3 % en moyenne. Cependant, les coefficients de variation étaient très élevés, si bien que les revenus des ménages différaient grandement en fonction de leur situation. Les revenus de la migration étaient particulièrement importants pour les petits ménages, tandis que les bénéfices commerciaux représentaient 27 % des revenus pour le petit nombre de ménages à la tête d'une affaire. On retrouve également de grandes disparités dans les dépenses d'un ménage à l'autre. Alors que le coût moyen des frais liés au mariage était de 25 000 FCFA par ménage, ce coût pouvait dans la réalité s'élever à plus de 200 000 FCFA pour le ménage qui organisait un mariage dans l'année. De même, si un ménage devait acheter un bœuf, le coût s'élevait à 100 000 FCFA. Même en 1980, il était clair qu'à mesure que la taille d'un ménage augmentait, celui-ci perdait son contrôle sur les différentes dépenses engagées. Les plus grands ménages pouvaient générer un excédent de mil significatif, leurs membres étaient alors plus libres de leur temps et disposaient d'un petit surplus de revenus, chose impossible pour les ménages plus petits en déficit céréalier. Les liens de parenté plus éloignés entre les hommes au sein des grands ménages signifiaient également qu'il y avait moins de mise en commun des biens et des revenus entre les différents groupes de « frères ».

Concernant les revenus individuels gagnés en 1980, il était rare que les hommes en âge de travailler gagnent plus de 15 000 FCFA en espèces, compte tenu de leurs journées très remplies. Les femmes en âge de



Photo 37 | Fabrication d'une corde à partir d'un sac en plastique déchiqueté (2017).

travailler pouvaient générer plus de revenus par le biais de leur champ personnel, du vannage et de l'attribution d'une partie de la récolte. Dans une bonne année, elles pouvaient amasser du mil et de l'argent pour une valeur d'environ 30 000 FCFA, mais la majeure partie en était affectée à leur grenier à mil, qui permettait de nourrir leur mari et leurs enfants pendant une bonne partie de la saison sèche. Le reste des revenus était consacré à l'achat de coton, de tissus, de chaussures, de savon et aux dépenses de coiffure.

Les hommes et les femmes retraités pouvaient gagner des sommes beaucoup plus importantes, grâce aux champs individuels de mil et d'arachide, à l'engraissement de moutons et de chèvres, à la fabrication de cordes (photo 37) et à la teinture de tissus, ou encore au commerce. Une

bonne saison pouvait leur rapporter jusqu'à 50 000 FCFA. Je remarquais que l'importance des revenus personnels des femmes retraitées expliquait que les hommes plus âgés cherchaient à épouser des femmes tout juste retraitées, lorsqu'il n'y avait personne en lice pour « hériter d'elles ». Ces hommes espéraient ainsi profiter de leur compagnie, de leur dur labeur et de leur générosité.

Parallèlement aux estimations des revenus et des dépenses par ménage et par personne, nous avons collecté en 1980-1981 des données sur le volume de la récolte de mil par ménage, sur la valeur totale des biens et sur l'évolution de ces chiffres. Un simple calcul du revenu moyen par personne, qui associe les revenus du ménage et les revenus personnels avec la valeur en espèces du mil consommé au cours de l'année entre 1980 et 1981, nous donne un total de 50 000 FCFA par personne pour la période de douze mois concernés. Sur ces 50 000 FCFA, 27 500 FCFA (soit 55 %) correspondent à la valeur en numéraire de la consommation de mil, 15 000 FCFA (30 %) proviennent des revenus personnels et 7 500 FCFA (15 %) de la vente de bétail et des revenus de la migration (cette somme correspond aux dépenses du ménage par personne en impôts et autres paiements). Cependant, il ne faut pas oublier que ce calcul nous donne un « revenu moyen » par personne, dans un contexte de grande disparité entre les ménages et les individus quant à leur capacité à générer des revenus. Ces chiffres présentent un niveau de revenu moyen très bas pour 1980, équivalent à moins de 100 dollars US par an, et ils mettent en évidence l'importance de la part d'autoconsommation des aliments de subsistance.

Pour l'année 2016, il n'a pas été possible de déterminer un niveau de revenu « typique » pour les habitants de Dlonguébougou, comme cela a été fait pour la période 1980-1981, et ce en raison de contraintes liées au travail de recherche sur le terrain. Cependant, en se basant sur des entretiens portant sur leurs différentes activités, les revenus de la migration, les achats de nourriture et de cadeaux, et d'autres dépenses, il est tout de même possible de dégager des valeurs approximatives des revenus engrangés par les diverses catégories d'habitants.

Les hommes et les femmes plus âgés comme M. D. pouvaient espérer gagner entre 50 000 et 100 000 FCFA grâce à un champ de sésame, argent qui servait à financer de petits cadeaux et des achats de sucre, de sucreries et d'autres friandises. Un cultivateur de sésame plus ambitieux m'a raconté en 2014 que sa récolte lui avait rapporté 640 000 FCFA, soit

un gain net de près de 500 000 FCFA après déduction de 150 000 FCFA de frais. Un homme qui possède une machine à coudre peut gagner plus de 100 000 FCFA sur l'année, si les affaires marchent bien pendant la saison sèche, tandis que le propriétaire d'un commerce peut engranger beaucoup plus. Les femmes en âge de travailler gagnent de l'argent grâce à leur parcelle de sésame, en proposant des prestations de coiffure (photo 38), en gérant une petite activité commerciale ou en cultivant des légumes. Tout cela peut leur rapporter de 100 000 à 150 000 FCFA, selon le temps qu'elles peuvent y consacrer. Les jeunes femmes parties en migration peuvent espérer revenir après plusieurs mois d'absence avec 100 000 FCFA en espèces ou en marchandises. Les jeunes hommes



Photo 38 | Les femmes et les jeunes filles gagnent de l'argent en proposant des prestations de coiffure (2014).

qui gagnent bien leur vie en migration peuvent s'acheter une moto et des vêtements à la mode, pour un total de 300 000 à 400 000 FCFA, mais nombre d'entre eux n'atteindront pas ces revenus. La fabrication de charbon de bois est devenue importante pour certains hommes, en particulier avant la période des récoltes, quand il n'y a pas grand-chose à faire dans les champs. En octobre 2016, plus de 300 sacs de charbon de bois attendaient d'être récupérés par des commerçants de Ségou, au prix unitaire de 1 250 FCFA, soit un total de 375 000 FCFA. Pour obtenir un petit revenu complémentaire, certains habitants vendaient aussi des médicaments ou des plats cuisinés sur le marché hebdomadaire. Ainsi, à titre indicatif, les revenus individuels annuels s'étagent aujourd'hui entre 50 000 et 400 000 FCFA, selon l'âge et les activités des individus.

Si l'on prend le point médian de cette fourchette, on obtient un revenu moyen de 225 000 FCFA, mais de nombreuses personnes dans les ménages les plus pauvres ne bénéficient pas de ce montant de revenu. Entre la période 1980-1981 et aujourd'hui, on peut noter une évolution de la part du mil dans le budget global des ménages. L'analyse des récoltes de mil présentée au chapitre 3 montre que les rendements moyens par personne ne représentent plus aujourd'hui qu'un tiers de ceux obtenus auparavant, soit 183 kg en 2016-2018, contre 502 kg en 1980-1982. Cela correspond donc à un dixième du revenu moyen, contre 55 % en 1980-1981. Aujourd'hui, plus aucun excédent de mil n'est vendu pour payer les impôts ou acheter du matériel agricole. En effet, la quantité récoltée de nos jours ne suffit pas à nourrir tous les membres du ménage, les gens doivent donc subvenir à leurs propres besoins alimentaires pendant une bonne partie de l'année. Les informations sur les revenus personnels doivent également être considérées dans un contexte de changements rapides des valeurs sociales et des liens de loyauté. Les individus sont à la fois fiers de pouvoir gagner de l'argent mais réticents à ce que ces informations soient divulguées, et ce pour deux raisons. Premièrement, ils savent qu'il n'est pas malin de faire preuve d'orgueil, car se vanter de gagner de l'argent peut faire des envieux et conduire au désastre. Deuxièmement, il existe une tension évidente entre les activités et les obligations collectives et individuelles. Par conséquent, les gens sont gênés d'admettre qu'ils gagnent bien leur vie, en particulier lorsque le budget global du ménage est mal en point.

En 1980, le village de Dlonguébouguou avait versé 353 600 FCFA d'impôts au siège de la commune de Doura ; en 2016, ce montant avait

presque quadruplé pour atteindre 1 386 350 FCFA. Les impôts sont prélevés sur chaque adulte (actuellement 1 700 FCFA par personne¹⁰³), sur le bétail, le matériel agricole, les armes et les motos. Même avant la conquête coloniale, les villages intégrés au sein des empires bambara et peul devaient envoyer une contribution à l'État précolonial, sous forme de céréales, de cauris (coquillages), de main-d'œuvre et de miel. Après la conquête coloniale, les habitants de Dlonguébougou devaient payer un impôt de capitation, d'abord en mil ou en cauris, puis en numéraire. D'autres taxes ont été ajoutées au fil du temps, sur le bétail, les chevaux, les fusils, les charrettes, les vélos, les moutons et les chèvres. En 1980, on payait ses impôts sans trop espérer obtenir quoi que ce soit en retour, si ce n'est des relations apaisées avec le chef d'arrondissement. Comme décrit dans le chapitre 1, le jour de mon arrivée dans la commune, en avril 1980, ce dernier détenait les chefs de plusieurs villages voisins et les avait obligés à rester assis par terre en plein soleil, pour les punir du retard dans le paiement des impôts et le versement de leur quota de céréales. Aujourd'hui, les ménages ont à cœur de payer leurs impôts, car les chefs de famille retardataires sont connus et couverts de honte. Si la récolte a été mauvaise, les revenus de la migration sont utilisés à cette fin. Avec la mise en place de la décentralisation en 1999, les villageois continuent à se plaindre de la fiscalité, mais ils admettent recevoir davantage en retour, avec la création d'une école primaire et d'un marché. Cependant, le budget de la commune reste faible, avec 16 millions de FCFA, soit environ 1 000 FCFA/habitant. On manque donc de fonds pour investir dans les infrastructures ou développer les services.

I LES INVESTISSEMENTS DANS LES BIENS À DLONGUÉBOUGOU (1980-2016)

Sous le terme de « biens » sont désignées plusieurs catégories d'actifs : le cheptel (bovins, moutons et chèvres, ânes et chevaux) ; les charrues à bœufs ; les puits ; les commerces ; les panneaux solaires ; les machines à coudre, vélos, motos, autres...

103. Soit 2,90 dollars US par personne.

Le tableau 4 présente l'évolution du nombre de biens par catégorie à Dlonguébougou entre 1980 et 2016¹⁰⁴. Évalué aux prix de 2016, le total cumulé montre qu'au cours des trente-cinq dernières années, la valeur des biens a été multipliée par cinq au niveau du village, passant de 51 112 600 à 328 336 000 FCFA¹⁰⁵. On enregistre une augmentation de tous les biens, à l'exception des chevaux, dont le nombre est passé de dix à quatre au cours de cette période.

La figure 24 présente la valeur des biens productifs à Dlonguébougou en 1980 puis en 2016, et met en évidence plusieurs caractéristiques importantes de la structure des actifs du village et son évolution sur trente-cinq ans.

Tableau 4 | Évolution du nombre des biens à Dlonguébougou entre 1980 et 2016.

	1980	2016	Différence	Valeur unitaire courante (FCFA)	Valeur cumulée (FCFA)
Bétail	602	685	83	150 000	102 750 000
Bœufs de trait	120	189	69	250 000	47 250 000
Petit bétail	698	951	253	25 000	23 775 000
Ânes	45	352	307	70 000	24 640 000
Chevaux	10	4	- 6	350 000	1 400 000
Charrues	48	121	77	25 000	3 025 000
Charrettes	20	168	148	85 000	14 280 000
Puits	27	51	24	175 000	8 925 000
Commerces	6	13	*	5 000 000	65 000 000
Panneaux solaires	0	172	172	30 000	5 056 000
Machines à coudre	3	26	23	85 000	2 210 000
Motos	5	81	76	375 000	30 375 000

Les valeurs ont été estimées au prix moyen dans le village, comme suit : bétail = femelle de 3 à 4 ans ; bœufs = bœuf adulte pour le labour ; petit bétail = chèvres et moutons de taille moyenne ; puits = coût du forage ; commerces = capital approximatif investi dans le stock.

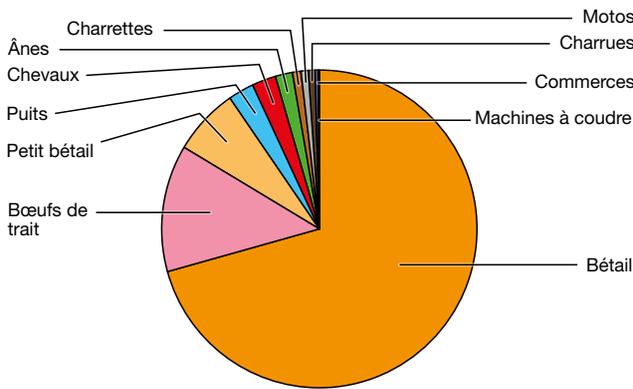
* En 1980, les commerces consistaient en un simple comptoir avec environ dix articles en vente tandis qu'en 2016, ils avaient leur propre local et proposaient plus d'une centaine d'articles.

104. La valeur de chaque bien a été estimée au prix actuel.

105. L'équivalent de 620 000 dollars US.

On remarque premièrement que, en 1980, le bétail constituait la majeure partie des biens productifs des villageois, avec 85 % de leur valeur totale. Les vaches en représentaient la plus grande partie, suivies des bœufs de trait, des moutons et des chèvres. Ces deux derniers, bien qu'ayant peu de valeur par tête, avaient une certaine importance en raison de leur grand nombre. En 1980, les chevaux avaient une valeur totale beaucoup plus importante que celle des ânes, en raison de leur plus grande valeur par tête. Enfin, les charrettes, les puits, les motos, les vélos et les machines à coudre composaient les autres biens du village.

Valeur des actifs en 1980



Valeur des actifs en 2016

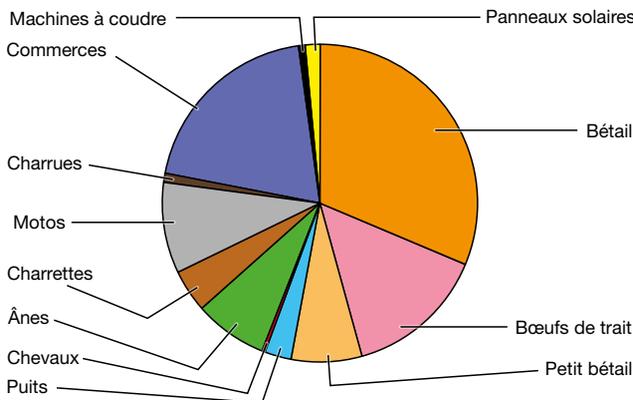


Figure 24 | Augmentation en valeur et diversification des actifs à Dlongué-bougou de 1980 à 2016.

En 2016, on note une grande diversification des biens ainsi qu'une augmentation substantielle de leur valeur globale, celle-ci ayant été multipliée par cinq en trente-cinq ans – alors que la population du village n'a été multipliée que par trois. En valeur relative, en 2016, le bétail ne représentait plus que 61 % de la valeur totale des biens, dont les vaches restent la partie la plus importante, suivies des bœufs de trait et du petit bétail. Le nombre d'ânes a fortement augmenté et leur valeur globale est désormais bien supérieure à celle des chevaux. Les 39 % d'actifs restants en valeur sont constitués de petits commerces et de motos, avec respectivement 20 % et 9 %, tandis que les puits, les charrettes, les machines à coudre et les panneaux solaires représentent les 10 % restants.

Ainsi, on peut conclure qu'au cours des trente-cinq années de cette étude, l'investissement annuel en biens productifs dans le village s'est élevé en moyenne à 7,6 millions de FCFA. Il s'agit d'une somme d'argent assez importante, consacrée chaque année à l'amélioration de la productivité et des sources de revenu des ménages du village. Cet argent ne provient pas de l'État, des banques ou des bailleurs de fonds, mais il est bien le fruit d'un dur labeur au sein du village et de la part des personnes parties en migration. Si l'on se base sur les prix courants, la valeur moyenne des biens détenus par personne a plus que doublé, passant de 95 716 FCFA en 1980 à 206 630 FCFA en 2016¹⁰⁶.

Cependant, les biens ne sont pas forcément répartis de façon homogène entre tous les ménages du village, certains étant bien mieux lotis que d'autres. La répartition réelle des biens entre tous les ménages du village en 2016 sera illustrée par la figure 28. Les plus petits ménages ont tendance à privilégier l'acquisition d'une charrue et d'une charrette, des biens d'équipement productifs essentiels, avant de chercher à acquérir des bœufs et du petit bétail. Les plus grands ménages possèdent tout l'éventail de ces biens, ce qui leur confère une plus grande résilience économique.

Le tableau 5 présente les données issues d'un ensemble de ménages : il permet d'étudier la distribution des biens possédés en fonction de la taille du ménage. Il s'agit du même échantillon de ménages que celui présenté au chapitre 5 pour analyser les différentes tailles et les

106. Soit 387 dollars US par personne en 2016.

Tableau 5 | Répartition des biens selon la taille du ménage en 2016.

	3 petits ménages	6 ménages moyens	4 grands ménages	Moyenne du village (nb/ménage)
Bétail	4	14,3	48,5	14,3
Petit bétail	4	23	51,5	19,6
Ânes	3	6,3	23	7,4
Charrues	1,3	3	6,3	2,5
Charrettes	1,3	3,8	8,5	3,5
Puits	0,7	1,3	2,3	1,2
Commerces	0	0,5	1,3	0,3
Panneaux solaires	0,7	4,3	13,8	3,6
Machines à coudre	0	0,8	3	0,6
Motos	0,3	2,3	6	1,7

modèles d'organisation des ménages. Le tableau montre également que la valeur totale des biens détenus est plus élevée chez les grands ménages que chez les petits. Il met en évidence le lien fort, déjà identifié en 1980-1982 (TOULMIN, 1992), qui persiste entre la taille du ménage et sa capacité à acquérir et à conserver du bétail ainsi que d'autres types de biens¹⁰⁷.

Aujourd'hui, de nombreux ménages sont plus aisés parce qu'ils ont autrefois profité d'une période d'activité économique rentable, durant laquelle ils ont pu accumuler un cheptel sous la forme de troupeaux de bovins. En finançant les coûts de mariage, ces bovins ont permis l'augmentation de l'effectif des ménages, ce qui entraîne normalement un accroissement de la main-d'œuvre future. Le cas de S. T., chef du deuxième plus grand ménage décrit au chapitre précédent (voir fig. 21), montre qu'un labeur acharné peut au fil du temps engendrer un groupe plus développé et plus solide de personnes et de biens. La famille était très pauvre lorsqu'elle s'est établie à Dlonguébougou au milieu du XIX^e siècle. Le chef de famille actuel, qui a aujourd'hui la soixantaine, se souvient que, dans son enfance dans les années 1950,

107. Ce lien est également évident dans les travaux de WHITEHEAD (2006) dans le nord du Ghana.

la maisonnée était remplie d'écorces de baobab en préparation pour la fabrication de cordes. Les hommes de l'âge de son père travaillaient dur, rivalisant les uns avec les autres pour gagner de l'argent. La richesse générée par cette activité auxiliaire a été investie dans des bœufs et deux charrues, ce qui leur a permis de se développer dans la culture de l'arachide, dont les récoltes ont ensuite été investies dans du bétail. Le bétail a servi de dot pour plusieurs mariages, qui ont engendré à leur tour plusieurs enfants.

Les caractéristiques de chacun des investissements réalisés par les ménages sont décrites ci-dessous, ainsi que leurs risques, rendements et évolutions depuis les années 1980-1982.

LE BÉTAIL : BOVINS, PETIT BÉTAIL, ÂNES ET CHEVAUX

Les bovins

Pour les agriculteurs et les éleveurs, la richesse s'entend souvent en termes de bétail. Comme décrit au chapitre 2, la rive nord du fleuve Niger était la zone de pâturage des rois de Ségou : de grands troupeaux de bovins – souvent le fruit des raids – y étaient gardés par des éleveurs peuls soumis au roi¹⁰⁸. Jusqu'au début des années 1960, tout le bétail des villageois était géré en un seul troupeau, ce qui suggère que sa taille totale ne dépassait pas 120 têtes. Aujourd'hui, le bétail est divisé en sept unités d'élevage différentes, comptant en moyenne un peu moins de 100 bêtes chacune. Quand un ménage ne possède que deux ou trois bovins, il les regroupe avec le troupeau d'un ménage voisin et ils en assument collectivement la responsabilité.

Le tableau 6 montre qu'en 1980 à Dlonguéboucou 602 bovins, gérés en six troupeaux, appartenaient à des ménages bambara. Cette répartition était très inégale, les grands ménages ayant un nombre de bêtes par personne bien plus élevé que les petits. Ainsi, les deux tiers du cheptel bovin du village appartenaient à seulement cinq ménages, avec une moyenne de 78 bêtes par ménage, soit 2,5 bovins par personne. En revanche, 19 ménages (soit 65 % des ménages du village) possédaient 10 bovins

108. Appelés *foroba fulaw*, ce qui veut dire « les éleveurs tenus par le royaume ». Les agriculteurs bambara de cette région confiaient traditionnellement leurs bovins, moutons et chèvres aux Peuls, pour pouvoir travailler pleinement sur leurs champs.

Tableau 6 | Répartition des élevages bovins des ménages de Dlonguébouguou en 1980 et en 2016.

	1980	2016
Têtes de bétail (hors bœufs de trait)	602	685
Nb moyen de têtes de bétail/personne	1,09	0,43
Ménage avec plus de 20 têtes de bétail	10 (34 %)	14 (30 %)
Nb moyen de têtes de bétail/personne	1,87	0,69
Ménage avec moins de 10 têtes de bétail	18 (62 %)	32 (68 %)
Nb moyen de têtes de bétail/personne	0,31	0,21

ou moins, 11 % du cheptel du village, soit 0,4 bovin par membre du ménage. On observe ainsi pour l'année 1980 une forte corrélation positive entre la taille du ménage et celle du troupeau.

En 2016, le nombre total de bovins (hors bœufs de trait) était passé de 602 à 685, mais étant donné que la population a été multipliée par trois dans le même temps, le nombre de bêtes par personne a chuté de plus de 50 %. Selon les villageois, cette baisse est due à plusieurs facteurs : les maladies du bétail ; la pénurie de fourrage ; les ventes de bétail pour payer les frais de mariage ; les ventes de bétail pour acheter des céréales après de mauvaises récoltes ; le vol ; et les médiocres performances de reproduction attribuables à la surtraite de lait, qui ont conduit de nombreux ménages à s'occuper eux-mêmes de leurs animaux. Comme le montre la figure 24, on note aussi un transfert du bétail vers d'autres formes d'investissements. La répartition de ces exploitations bovines reste très inégale. Les quatre plus grands ménages possèdent en moyenne 48 bovins, dix ménages ont entre 20 et 40 têtes de bétail, tandis que 32 sur 47 (soit 68 % des ménages) en ont dix ou moins. L'un des groupes familiaux à la tête de l'un des plus grands troupeaux en 1980 a scindé son ménage en cinq sous-groupes, ce qui a entraîné la fragmentation de son troupeau entre les différentes parties. Heureusement pour eux, le troupeau d'origine était suffisamment important pour que chaque sous-groupe puisse obtenir à la fois des bœufs et des femelles reproductrices à l'issue de la répartition. Un autre propriétaire de grand troupeau a subi une baisse des rendements et des récoltes de céréales et a dû vendre plusieurs animaux pour en acheter. Un troisième a dû payer plus de dix mariages au cours des dix dernières années, chacun ayant entamé un peu plus le troupeau familial. On enregistre donc une forte

baisse du nombre de bovins par personne détenus par les agriculteurs à Dlonguébougou (de 1,09 en 1980 à 0,43 en 2016), de sorte que le bétail est désormais moins important en tant que réserve de capital.

Coût, entretien et rendements de l'élevage bovin

Les bovins sont généralement achetés auprès d'éleveurs nomades présents dans le village pendant la saison sèche. On trouve à la fois des vaches grises mouchetées d'origine peule aux côtés de quelques vaches maures à la robe brune (photos 39 et 40). Des achats se font également entre villageois. Les femelles sont généralement gardées dans le troupeau, dans la mesure du possible, dans l'espoir qu'elles vêlent à nouveau, et ne sont vendues pour leur viande que lorsque leurs chances de reproduction sont considérées comme nulles. Aujourd'hui, une femelle de 3 à 4 ans se vend environ 150 000 FCFA, mais ne rapportera que 70 000 FCFA lorsqu'elle sera vendue quelques années plus tard pour sa viande.

En 1980, il y avait six troupeaux, tous confiés à des éleveurs peuls. Les propriétaires bambara de bétail se plaignaient beaucoup du comportement des éleveurs qu'ils avaient engagés, en particulier de la surtraite des vaches. Plusieurs propriétaires de bétail disaient qu'il fallait chercher un éleveur peul possédant lui-même quelques bêtes et éviter de confier son troupeau à des chefs de famille nombreuse, car ceux-ci cherchent forcément à ramener le plus de lait possible. Certains propriétaires de troupeaux, conscients de la pression pesant sur les éleveurs, qui doivent nourrir leur famille, essayaient de les assister en labourant leur champ. Mais ils reconnaissaient qu'il était difficile de garder un œil sur la traite. Un propriétaire se souvient que tous les veaux nés de son troupeau pendant la saison des pluies de 1981 étaient morts l'année suivante, et il avait attribué ces pertes à l'éleveur qu'il avait engagé, qui tirait trop de lait de ses vaches, ne laissant rien aux veaux.

En 1997, il y avait sept troupeaux dans le village, tous confiés également à des éleveurs peuls. Les relations étaient de plus en plus tendues entre propriétaires bambara et les éleveurs peuls : mais les propriétaires de bétail bambara voulaient se consacrer aux activités agricoles pendant la saison des pluies et ils ont donc continué à engager des éleveurs pour garder leur bétail.

En 2016, le système d'élevage du bétail avait radicalement changé. Seuls deux ménages à Dlonguébougou confiaient toujours leurs animaux à un

éleveur peul : le chef du village et l'un des commerçants. Ce dernier avait un petit commerce où de nombreux visiteurs s'arrêtaient pour discuter un peu, prendre le thé, acheter du sucre et des cigarettes, y compris de nombreux Peuls et Maures. Il s'entendait donc bien avec ces deux groupes. Tous les autres ménages avaient choisi, quelques années auparavant, de reprendre leurs animaux et de les confier à un jeune homme de la famille. Les bêtes sont désormais regroupées en sept troupeaux collectifs, et l'abreuvement et le rassemblement des animaux pendant la saison agricole incombent aux ménages propriétaires d'animaux dans le troupeau. Selon les villageois, ce changement dans la gestion du troupeau vise principalement à s'assurer que les veaux survivent à la longue saison sèche. En effet, beaucoup ont péri dans le passé, car ils n'avaient pas reçu assez de lait de leur mère pendant l'hivernage et étaient trop faibles (photo 40). Les villageois accusent également les éleveurs d'avoir prétendument perdu des animaux dans la brousse alors qu'ils les auraient en fait volés.

Les rendements des bovins sont multiples pour un ménage : lait, fumier et veaux. Mais ils représentent aussi une réserve financière : en cas de besoin, ils peuvent être vendus contre des espèces. L'analyse des retours sur investissement du bétail en 1980-1982 a montré que, si les rendements globaux étaient faibles, voire négatifs les années où la mortalité des veaux était élevée, les bovins étaient très importants en tant que réserve pour répondre aux besoins à venir tels que les coûts d'un mariage et les dépenses d'urgence, compte tenu du manque d'autres options permettant de conserver un capital.



Photo 39 | Les troupeaux du village sont constitués de races bovines maures, à la robe rouge, et peules, à la robe gris moucheté (2011).



Photo 40 | À la tombée de la nuit, les veaux sont détachés pour téter leur mère (2011).

Le fumier provenant du troupeau du ménage est également un intrant important pour augmenter les rendements du mil. Dans l'étude menée en 1980-1982, j'avais relevé que le rendement du capital investi dans les bovins pourrait être plus élevé si ceux-ci étaient confiés à un membre de la famille du propriétaire du troupeau plutôt qu'à un éleveur sous contrat, car on évitait ainsi le risque de surtraite ; néanmoins, retirer un jeune homme du travail des champs pour qu'il s'occupe du troupeau représentait aussi une perte non négligeable (TOULMIN, 1992 : 195).

Le lait constituait alors la plus grande contrepartie du contrat d'élevage. Les femmes peules venaient au village tous les matins pour vendre du lait qu'elles transportaient dans desalebasses, afin d'acheter des céréales et d'autres denrées. En 2016, étant donné que la plupart des troupeaux de bovins étaient gérés par les Bambara, il y avait moins de tension autour des niveaux de traite et l'on estimait que la survie des veaux était plus élevée. Désormais, pendant la saison des pluies, ceux qui possèdent des vaches allaitantes ne prélèvent qu'une petite quantité de lait pour les besoins du ménage et en laissent la majeure partie pour les jeunes animaux.

Un ménage n'investit dans un cheptel reproducteur qu'après avoir acquis des bœufs de trait. Aucun ménage n'a de troupeau bovin sans que celui-ci ne comprenne des bœufs de trait. Les propriétaires des plus grands troupeaux en possèdent plusieurs, car ils sont parmi les plus grands ménages du village et disposent d'une main-d'œuvre agricole abondante.

Moutons et chèvres

Dlonguébougou comptait 951 têtes de petit bétail en 2016, contre 698 en 1980. Les moutons et les chèvres appartiennent à des particuliers plutôt qu'au ménage. Les hommes plus âgés ont tendance à investir dans des moutons, ils récoltent le fourrage dans la brousse et les engraisent pour les vendre ou les sacrifier lors de fêtes et de mariages. Les chèvres appartiennent généralement aux femmes, qui utilisent leur lait pour le *moni* du petit-déjeuner et le *dégé* de l'après-midi. Pendant la saison des pluies, les moutons et les chèvres sont confiés à un éleveur qui les amène le matin en quête de pâturages éloignés des champs. Ils sont attachés dans la concession familiale au crépuscule, leur fumier est une source précieuse d'engrais pour les parcelles agricoles des femmes. Pendant la saison sèche, on laisse les moutons et les chèvres pâturer librement, ils cherchent de la nourriture dans le village et sont ramenés le soir.



Photo 41 | Les ânes et les charrettes sont inestimables pour transporter de l'eau dans les champs (2011).

Ânes et charrettes

Les ânes sont bien plus répandus aujourd'hui, l'acquisition d'une charrette et d'un âne étant une priorité pour tous les ménages. Les femmes disent que les ânes leur ont grandement simplifié la vie, car elles n'ont plus à transporter de lourds fardeaux de nourriture et d'eau jusqu'aux champs ni à ramener de bois de chauffage en équilibre sur la tête. Le nombre d'ânes est passé de 45 en 1980 (1,8 par ménage) à 111 en 1997 (3,2 par ménage), puis à 352 en 2016 (7,4 en moyenne par ménage). Ils sont devenus si indispensables que les jeunes filles économisent pour s'acheter une charrette à âne et l'inclure dans leur trousseau de mariage. Parce qu'ils sont plutôt légers, une femme peut diriger un attelage avec un âne et une charrette, ce qui lui permet de ramener du bois de chauffage de la brousse et de se rendre dans les villages voisins. Les ânes sont confiés à un garçon de la maison, qui leur donne à boire et à manger.

Les ménages sans enfant adoptent souvent de jeunes garçons et filles d'un ménage apparenté pour les aider dans ce type de tâches. Si l'âne a de la chance, il recevra le « foin » du niébé et de l'arachide après la récolte, avec de l'herbe fraîche rapportée du champ. Lorsque l'on n'a pas besoin d'eux pour le travail, ils sont généralement attachés au bord du champ pendant la saison des pluies et maintenus à l'ombre dans la concession pendant la saison chaude et sèche.

Un âne et une charrette coûtent respectivement 70 000 et 85 000 FCFA. Le rendement d'un âne consiste en services de transport, une petite quantité de fumier pour l'engrais et sa progéniture. Comme le montre le tableau 4, les charrettes à ânes sont devenues plus courantes que les charrettes (168 contre 121) et le nombre d'ânes a quasiment été multiplié par 8 en trente-cinq ans. Les plus grands ménages ont en moyenne 23 ânes et 8,5 charrettes (près de trois ânes par charrette). Bien que celles-ci soient suffisamment légères pour être tirées par un seul animal, un attelage de deux ânes est nécessaire lorsqu'elles sont lourdement chargées. Les charrettes à âne sont particulièrement importantes pour les commerçants, car c'est leur moyen de transport des marchandises achetées au grand marché hebdomadaire de Dougabougou. Le grand ménage dirigé par S. T., par exemple, possède quatre échoppes, 40 ânes et 16 charrettes.

Les charrettes à âne sont devenues un équipement particulièrement important pour les agriculteurs migrants qui cherchent des terres à Dlonguébouguou et dans les régions voisines. En juin, chaque ménage venu de villages tels que Tékéna, N'Golobougou et Témou arrive avec généralement deux à trois charrettes à âne, de la main-d'œuvre, de la nourriture, des semences et du matériel agricole pour la saison à venir. Les charrettes permettent également aux agriculteurs de venir chercher de l'eau à Dlonguébouguou lorsqu'il n'y a pas assez d'eau potable en brousse (photo 41).

Les chevaux

Les chevaux étaient autrefois le moyen de transport privilégié des hommes plus âgés et ils conservent une partie de leur prestige de l'époque précoloniale : les chevaux les plus puissants ou les plus beaux étaient très convoités autrefois, en témoignent les nombreuses histoires dont ils sont le sujet et des querelles célèbres comme celle survenue entre Dlonguébouguou et le seigneur de guerre N'To Diarra, du village voisin de Markabougou (voir chap. 2).

Les chevaux étaient précieux en tant qu'atout militaire permettant aux hommes armés de mener des raids et de ramener des prisonniers comme esclaves, en particulier des enfants. En 1900, on disait encore qu'un cheval de grande qualité valait entre cinq et vingt esclaves, soit l'équivalent de jusqu'à cent têtes de bétail¹⁰⁹. Les archives coloniales mettent

109. Par comparaison, le prix d'un cheval équivalait aujourd'hui à celui de deux à trois bovins.

en évidence l'importance primordiale des chevaux comme moyen de transport et comme atout militaire. Au début du XIX^e siècle, la région de la rive nord pouvait rassembler 600 cavaliers armés, aux côtés d'un millier de fantassins. Mungo Park, alors qu'il traversait la région dans les années 1790 et croisait de nombreux voyageurs à cheval, subissait des railleries, car son cheval était faible et il devait le pousser devant lui. Aujourd'hui, les chevaux restent chers : c'est un bien de luxe qui coûtait 350 000 FCFA en 2016. Ils peuvent également être acquis par le biais du *serenkoro*, un arrangement par lequel on accepte de s'occuper d'une jument et, en retour, on reçoit un poulain sur deux¹¹⁰.

En 1980, dix chevaux étaient gardés au village, en grande partie par des anciens qui en avaient besoin pour se rendre aux mariages et aux funérailles et pour faire des affaires dans les villages voisins. Ils hésitaient à partir à pied pour la journée, ne voulaient pas être contraints de faire du vélo et n'avaient pas de moto. En 2016, seulement quatre chevaux étaient présents à Dlonguébouyou, dont l'un avait été acquis récemment par l'un des hommes les plus aisés du village, qui passe le plus clair de son temps en ville et peut se permettre le luxe d'avoir un cheval. Selon ses propres mots :

« J'ai acheté un cheval. Vous le verrez attaché derrière la cuisine de notre maison, il a une robe rouge foncé, il a deux ans. Une fois qu'il sera castré, je le monterai pour aller aux champs, je prendrai du bon temps et j'irai dans d'autres villages. Je partirai au galop. Si vous voulez vous occuper d'un animal, prenez un cheval. S'il se perd, il est plus facile à retrouver qu'une moto. Si je veux aller quelque part, je peux monter à cheval. » (Entretien, mars 2017).

Se déplacer à cheval est encore symbole de prestige, mais bien d'autres moyens de transport sont disponibles. Aujourd'hui, les anciens qui ont besoin de se rendre quelque part sont plus susceptibles de monter comme passager sur la moto d'un de leurs fils ou de prendre la charrette à âne. Entretenir un cheval revient cher et les réserves limitées de fourrage sont généralement données aux animaux de travail tels que les ânes du ménage.

110. Le *serenkoro* s'applique également aux ânes, c'est un moyen pour les ménages disposant de main-d'œuvre supplémentaire d'acquérir un animal.

LES CHARRUES À BŒUFS

Évolution de la possession de charrues à bœufs

Les charrues lourdes à versoir ont été introduites pour la première fois dans la région de Ségou dans les années 1930, avec la mise en place du périmètre d'irrigation de l'Office du Niger et le développement de la culture de l'arachide. Elles étaient vendues à crédit, la dette devant être remboursée sur plusieurs années. Les agriculteurs de Dlonguébougou craignaient de contracter des prêts auprès d'agences gouvernementales : ce n'est donc que dans les années 1950 qu'ils ont acheté leurs premières charrues. O. S. affirme avoir acheté la première charrue du village, grâce à la pension militaire qu'il percevait à la suite de son engagement en Indochine. Le fait qu'il soit né hors mariage le mettait déjà quelque peu à l'écart des grandes familles établies : il subissait moins la pression de la conformité au groupe, ce qui lui a permis de prendre le risque d'essayer cette nouveauté.

Les premières charrues lourdes étaient conçues pour labourer les sols argileux profonds, prédominants au sein de la zone d'irrigation. Dans les villages comme Dlonguébougou, elles ont ensuite été remplacées par des charrues billonneuses à deux lames. Beaucoup plus légères, fabriquées par des forgerons locaux, ces charrues sont bien mieux adaptées aux sols sableux légers présents autour du village. La charrue à une seule lame, utilisée pour désherber, a fait son apparition sur la liste des équipements agricoles essentiels des ménages dans les années 1970. Elle permet de sarcler la terre entre les lignes de mil, ce qui fait gagner du temps aux équipes de sarclage munies de houes, qui passent après.

En 1980-1982, une grande partie du mil de brousse était semée sur des terres non labourées, dans des trous rapidement creusés à la surface de l'ancien champ, afin de semer le plus rapidement possible. Les charrues à bœufs n'étaient utilisées que pour préparer les nouvelles terres qui seraient rajoutées aux champs de brousse dans l'année (généralement 20 % à 30 % de la superficie cultivée). Mais, aujourd'hui, les agriculteurs souhaitent labourer toute la surface du champ de brousse pour endiguer la pousse des mauvaises herbes. En 1980, tous les champs de village étaient labourés pour éviter qu'il n'y ait trop de mauvaises herbes au moment où l'on commence les semis, et il en est de même aujourd'hui.

Le tableau 7 montre l'évolution de la possession des charrues à bœufs entre 1980, 1997 et 2016. En 1980-1982, la plupart des ménages

Tableau 7 | Possession des bœufs de trait par les ménages bambara (%) en 1980, 1997 et 2016.

Nb de bœufs de trait	Ménages possesseurs en 1980 (%)	Ménages possesseurs en 1997 (%)	Ménages possesseurs en 2016 (%)
0	10	20	13
1 à 4	66	49	53
5 à 8	14	17	19
9 à 12	10	11	9
Plus de 12	0	3	6
	100	100	100

possédaient simultanément une charrue et deux bœufs de trait (26 ménages sur 29) et un seul n'avait ni charrue ni bœufs. En règle générale, un ménage à qui il manquait un bœuf de trait l'empruntait ou le louait à quelqu'un, par exemple en proposant l'accès à son puits en échange d'un bœuf pour la prochaine saison agricole. D'autres pouvaient emprunter un animal à un ménage disposant d'un nouveau bœuf non dressé, ou bien proposer en échange d'abreuver les animaux pendant la saison sèche.

Aujourd'hui, les charrues à bœufs peuvent également être louées, ce que font souvent les femmes et les personnes âgées qui ont besoin d'aide dans leurs champs personnels de sésame ou de mil, les jours où l'attelage n'est pas utilisé dans le champ collectif de mil. En 1980-1982, les charrues à bœufs ne se louaient généralement pas. Compte tenu de l'incertitude de la pluviométrie, la période idéale pour labourer était limitée et chacun voulait, si possible, disposer de son propre matériel.

Les ménages qui possèdent des bœufs de trait vendent généralement les animaux plus âgés – qui peuvent rapporter jusqu'à 200 000 FCFA – et les remplacent par une bête plus jeune qui ne coûte que de 50 000 à 80 000 FCFA, dégageant ainsi un capital qui sera utilisé à d'autres fins, comme le paiement des impôts et les frais de mariage. Outre leur prix d'achat, les bœufs de trait demandent aussi des moyens importants, car il faut leur donner de l'eau tout au long de la saison sèche et davantage de nourriture avant le début de la saison agricole. À la fin de la saison sèche, ils sont souvent chétifs et faibles, c'est pourquoi on stocke du foin d'arachide et des fourrages tels que les feuilles de niébé pour leur redonner des forces avant le début des labours.

En 1997, la tendance avait radicalement changé et de plus en plus de ménages ne possédaient pas d'attelage complet de labour. Ils devaient par conséquent en louer une partie. En cause, l'impact des maladies du bétail sur le nombre de bœufs et l'augmentation du nombre de petits ménages n'ayant pas beaucoup de biens. Résultat, en 1997, seuls 49 % des ménages pouvaient labourer leurs champs en utilisant leurs propres bêtes, les autres étant obligés de louer ou d'emprunter des animaux à cette fin. Un marché local de services d'attelage de labour s'était ainsi développé, les transactions sur le marché remplaçant l'aide des proches. Dans la mesure du possible, les ménages essayaient tout de même de constituer leur propre attelage, petit à petit, comme décrit dans l'encadré 11.

En 2016, six ménages ne possédaient aucun bœuf de trait et devaient emprunter des animaux ou louer un attelage pour labourer leurs champs.

ENCADRÉ 11

LE LENT PROCESSUS D'ACQUISITION D'UNE CHARRUE ET DE BŒUFS DE TRAIT : EXEMPLE DU MÉNAGE G. G.

Le ménage G. G. se compose d'une veuve et de ses enfants en bas âge. Cette famille s'était séparée d'un plus grand ménage lorsque le mari était encore en vie, à la suite d'une dispute entre celui-ci et son jeune frère. À cette époque, l'aîné de ses enfants avait 14 ans et le plus jeune venait de naître. Peu de temps après cette séparation, le mari est décédé et son jeune frère a proposé d'accueillir à nouveau la famille dans son grand ménage, mais la veuve a refusé. La séparation avait envenimé la situation et elle et ses enfants se sont retrouvés sans équipement, animaux ou puits. Pendant la première année, ce petit ménage a cultivé les champs de brousse à la main. Un voisin plus aisé, sensible à leur détresse, leur a prêté une charrue et deux bœufs. Le surplus de récolte de la première année a servi à acheter une charrue et une charrette à âne. La deuxième année, la veuve a loué un bœuf à un ménage maure contre de l'argent et l'a jumelé à un bœuf emprunté à sa sœur dans un village voisin. La troisième année, un bœuf a été loué à la même famille maure et une deuxième bête a été empruntée à un autre ménage du village, en échange de l'abreuvement de ses bêtes pendant la saison sèche précédente. La quatrième année, la récolte de mil était suffisante pour acheter un bœuf, et la cinquième année, un second animal a été acheté en utilisant les revenus de la migration. Ainsi, ce ménage a pu acquérir un attelage de charrue à bœufs complet en cinq ans, durant lesquels les récoltes de mil ont été substantielles.

Source : BROCK et COULIBALY (1999).

Ils faisaient partie des plus petits ménages de Dlonguébouyou, certains étant le résultat de la fragmentation récente d'un ménage plus important. B. T. a toujours préféré louer ses bœufs de trait plutôt que d'acheter un attelage et de s'en occuper et il paie 50 000 FCFA par an et par animal, ce qui selon lui est correct pour un petit ménage avec peu de travail. L'un de ces six ménages est la famille G.G., présentée dans l'encadré 11 : elle a perdu ses bœufs si durement gagnés à la suite de maladies et de plusieurs mauvaises récoltes. Ceux qui n'ont pas leurs propres bœufs peuvent négocier l'accès à un animal auprès de leurs parents ou de leurs voisins, se voir prêter un animal pendant six mois par les Maures en échange de l'accès à leur puits durant la saison sèche, ou obtenir de l'aide de la part des agriculteurs migrants.

À l'opposé, le tableau 7 montre qu'en 2016 trois ménages (6 %) possédaient plus de douze bœufs de trait. Cela signifie qu'ils pouvaient déployer six charrues à bœufs en même temps, ce qui est particulièrement précieux pour préparer rapidement les terres dans le grand champ de brousse de la famille, les attelages pouvant ensuite être utilisés pour préparer les parcelles de sésame. Aucun ménage n'a encore investi dans un moyen mécanique pour préparer les sols ni loué de tracteur à Ségou, bien que de tels équipements soient disponibles à la location non loin de la ville.

Le retour sur investissement de la culture attelée bovine

L'analyse des rendements de la culture attelée bovine en 1980 a montré que le retour sur investissement était positif pour tous les ménages. Les ménages plus grands obtenaient de meilleurs rendements, car les coûts de main-d'œuvre pour abreuver les bœufs et s'en occuper étaient répartis sur un plus grand cheptel. En 1980-1982, les rendements les plus élevés bénéficiaient aux ménages qui avaient à la fois investi dans des charrues à bœufs et, grâce à un puits, fertilisé davantage de champs de village. À cette époque, le mil de brousse générait des retours sur cet investissement plus faibles, les rendements à l'hectare étant nettement inférieurs à ceux des champs de village. Dans presque tous les cas, l'investissement était rentabilisé en une seule année, à l'exception des plus petits ménages, pour qui cela demandait deux à trois ans. Les ménages dépourvus d'attelage enregistraient des rendements inférieurs à la moyenne pour la récolte du mil de village et du mil de brousse. Durant la courte saison des pluies, il faut pouvoir désherber les champs très rapidement pour

que le mil puisse recevoir suffisamment d'eau et de nutriments. Sans charrue à bœufs pour préparer la terre avant les semis ou pour sarcler plus rapidement, il est difficile d'obtenir une bonne récolte. En 1997, étant donné la baisse du fumier disponible et la chute des rendements de mil *souna*, les avantages procurés par les attelages de charrues à bœufs étaient passés du mil de village au mil de brousse. Aussi les ménages consacraient-ils une bonne partie de leur force de travail à l'expansion des champs de brousse.

Cette évolution des rendements relatifs a continué, de sorte qu'en 2016 les retours sur investissement des charrues à bœufs reposaient principalement sur la culture et le désherbage rapide de vastes champs de brousse et sur la location des animaux à des particuliers pour la préparation des parcelles avant le semis du sésame.

LE FORAGE DE PUIITS

Les puits ont toujours joué un rôle capital dans cette région aride, comme en témoignent les nombreuses légendes associées à la découverte ou à l'assèchement de puits, ou encore l'histoire de la chute de l'empire du Ghana décrite au chapitre 2. De même, comme dit au chapitre 1, la création de Dlonguébouguo remonterait à la découverte d'un vieux puits caché dans un bosquet d'arbustes grâce à un bouc de la famille Traoré. Aujourd'hui, le village compte cinq puits publics, utilisés pour l'eau potable et la lessive. Mais il comprend aussi 51 puits privés, creusés par des ménages du village pour établir des contrats d'abreuvement avec les propriétaires de troupeaux transhumants.

Jusqu'en 1960, seule la famille Dembélé, celle du chef du village, avait le droit de creuser des puits sur le territoire coutumier. Dans une région où l'eau est rare, le propriétaire d'un puits exerce un pouvoir sur les gens et sur le bétail, car il contrôle l'accès à cette ressource. Après l'indépendance en 1960, des ménages de Dlonguébouguo ont commencé à creuser leurs propres puits sous l'impulsion de Bafing Toungara, chef de l'une des deux autres familles fondatrices et du quartier rival des Marka. Ce fut là une mise à l'épreuve de l'autorité de la chefferie par cette famille, et de son pouvoir d'agir indépendamment de cette dernière. Seule une famille fondatrice pouvait remettre en question le clan Dembélé de cette façon.

Croissance et répartition des puits

La figure 25 illustre l'augmentation du nombre de puits à Dlonguébouyou depuis 1960. Au cours des années 1960 et 1970, 16 puits ont été creusés, principalement par les ménages les mieux établis du village en termes d'ancienneté et de taille. Au début des années 1980, on a assisté à un grand essor du forage de puits : 27 nouveaux puits sont apparus en quatre ans entre 1980 et 1983. En 1983, 15 puits privés ont été creusés : pour les ménages qui ont investi dans ces forages, deux étaient les premiers puits de la famille, dix étaient des deuxièmes puits, et trois représentaient un troisième puits. À la fin de l'année 1983, cinq ménages seulement n'avaient pas leur propre puits : tous figuraient parmi les groupes domestiques les plus petits, les plus pauvres et les moins viables du village.

Compte tenu de la forte augmentation du nombre de puits creusés dans les années 1980, on aurait pu s'attendre à une baisse de la nappe phréatique, mais, selon les villageois, il n'y a pas de preuve tangible de cette hypothèse. Le renouvellement annuel de la nappe phréatique provient des précipitations, et il se peut que les puits ne soient pas assez proches les uns des autres dans la plupart des cas pour que cela affecte le niveau d'eau de chacun. Cependant, l'idée que la nouvelle grande plantation de canne à sucre irriguée, située à 30 km de là, ait pu relever le niveau des eaux souterraines est envisagée : les villageois n'ont en effet pas décelé d'assèchement de puits récemment.

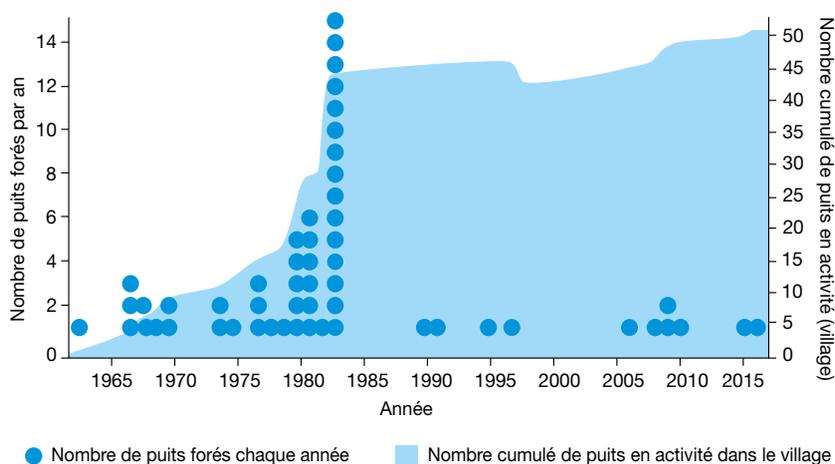


Figure 25 | Puits creusés à Dlonguébouyou de 1960 à 2016.

Le tableau 8 montre la répartition des puits par ménage.

En 1998, le village comptait 46 puits privés. Un ménage en possédait quatre, tandis que trois autres disposaient de trois puits chacun. Le nombre de ménages sans puits était de sept, et un puits était partagé entre deux ménages.

En 2016, on dénombre 51 puits privés dans le village. Entre 1997 et 2016, seuls sept nouveaux puits ont été creusés et deux se sont complètement effondrés, en raison d'un glissement des poutres en bois dans leur partie supérieure. Plusieurs autres puits se sont dégradés et doivent être creusés plus profondément afin d'atteindre un niveau d'eau suffisant.

Tableau 8 | Répartition des puits par ménage dans le village bambara en 1981, 1998 et 2016.

Nb de puits/ménage	1981	1998	2016
0	7	7	16
0,5	0	2	0
1	17	12	18
2	5	10	7
3	0	3	5
4	0	1	1
Nb total de ménages	29	35	47
Nb total de puits	27	46	57

Comme le montre le tableau 9, le nombre de ménages sans puits est alors de 16. Ces derniers font partie des ménages les plus petits et les plus pauvres, avec peu ou pas de main-d'œuvre pour creuser un puits ni de biens à vendre pour pouvoir embaucher quelqu'un à cette fin. Toutefois, les conditions porteuses de cet investissement dans le forage de puits se sont également modifiées, comme expliqué ci-dessous.

Tableau 9 | Comparaison des 16 ménages sans puits avec la moyenne des ménages du village en 2016.

	16 ménages sans puits	Moyenne des ménages
Taille du ménage (nb de pers.)	11,7	32,1
Têtes de bétail/ménage	2,8	14,6
Valeur cumulée des actifs/ménage (FCFA)	1 129 100	6 985 00

Coûts et rendements des puits

À Dlonguébougou, creuser un puits prend entre deux et trois mois : tout dépend de la main-d'œuvre et de l'expertise disponibles dans la famille, et de l'embauche éventuelle de travailleurs hors du cercle familial (photo 42). Le coût total du forage est de 175 000 FCFA (voir tabl. 4), soit l'équivalent du coût moyen de la main-d'œuvre. Les villageois disent qu'il existe des « chemins d'eau » souterrains qu'il faut localiser afin d'obtenir un bon puits, *ji siraw*. Bien que tous forages aient atteint l'eau dans les champs proches du village, les foreurs de puits ont généralement recours aux conseils d'un marabout de confiance pour identifier le site le plus propice. Dans la mesure où Dlonguébougou est situé dans une cuvette, la profondeur d'un puits dépend principalement de son emplacement et, partant, de l'épaisseur de la couche sableuse qu'il faut creuser avant d'atteindre la couche de roche plus dure où l'on trouve de l'eau (photo 43). Cette couche de sable peut atteindre de 3 à 6 m de profondeur, et il faut installer des poutres en bois entrecroisées pour assurer la stabilité de la tête du puits. On voit bien ces poutres en bois en tête du puits lorsque l'on se penche au-dessus. Les poutres portent de profondes rainures, creusées au fil des années par le frottement des cordes servant à remonter les seaux.



Photo 42 | Premier jour de forage d'un nouveau puits (1981).



Photo 43 | Après une semaine de forage, le puits atteint une profondeur d'environ 4 m (1981).

L'analyse des rendements du creusement de puits en 1980-1982 a montré que l'avantage principal de cet investissement était de pouvoir accéder au fumier des animaux qui venaient s'y abreuver. Un puits supplémentaire creusé autour du village améliorerait légèrement l'approvisionnement en eau des ménages, mais on creusait des puits principalement pour se procurer du fumier. Un ménage ayant creusé un nouveau puits pouvait espérer à la fois épandre du fumier sur la parcelle existante et défricher une nouvelle parcelle dont la fertilité s'améliorerait au fil du temps. Les rendements les plus élevés ont été constatés chez les plus grands ménages qui avaient agrandi la superficie de leur champ autour du village et utilisé davantage leur charrue à bœufs pour assurer le désherbage à temps pour la récolte de mil de village. Les ménages qui n'avaient pas leur propre charrue à bœufs et devaient la louer pendant quelques jours avaient des rendements plus faibles. L'essor du forage des puits dans les années 1970 et 1980 a généré des avantages importants pour les premiers investisseurs, qui ont par la suite obtenu des rendements de mil beaucoup plus élevés, leur sol étant devenu plus fertile. Selon mes estimations, la plupart des habitants qui ont creusé des puits à la fin des années 1970 et au début des années 1980 ont rentabilisé leur investissement en moins de trois ans (TOULMIN, 1992 : 154). Mais, étant donné le grand nombre de ménages leur ayant emboîté le pas et la sécheresse sévère de 1984, l'essor du forage a été suivi par une baisse des rendements et, par conséquent, par un ralentissement du creusement de puits, comme il apparaît sur la figure 25.

En effet, la forte augmentation du nombre de troupeaux attirés par les points d'eau de Dlonguébougou excédait la capacité des pâturages à proximité du village. Les éleveurs de passage n'acceptaient plus de limiter leurs déplacements pour ramener leurs animaux chaque soir dans les champs du village et ainsi fertiliser ces derniers, car cela privait leurs bêtes de l'accès à des pâturages distants, plus riches.

En 1997, le rendement des creusements de puits avait considérablement diminué, et les gens n'étaient plus aussi enthousiastes à l'idée d'investir dans cette opération. En 1997-1998, la forme des contrats d'abreuvement avait changé : 41 % seulement de ces derniers prévoyaient un échange d'eau contre du fumier, les autres procurant l'abreuvement soit contre un paiement en espèces (26 %), soit en échange d'un bœuf emprunté pour la saison agricole (33 %). En général, l'abreuvement pendant la saison sèche coûtait 50 000 FCFA. En 2016, le rendement d'un puits était beaucoup plus faible qu'en 1980-1982, en raison de la forte pression sur les pâturages et de la réticence déjà mentionnée des éleveurs transhumants à ramener leur troupeau tous les soirs pour le faire dormir sur les champs du village. Aujourd'hui, la plupart des puits attirent un troupeau transhumant qui s'y abreuve pendant une partie de la saison sèche, mais l'éleveur paie la redevance exigée en contrepartie à la semaine ou au mois plutôt que de s'engager sur toute la saison¹¹¹. Quelques ménages n'ont pas réparé les puits défectueux parce que les rendements n'en valent plus vraiment la peine. Comme pour les autres cycles d'investissement, ce sont les ménages les plus petits et les plus pauvres qui n'ont pas pu saisir l'opportunité dès le début ou qui n'ont pu sauter le pas qu'une fois que les autres avaient déjà obtenu les meilleurs rendements.

LES COMMERCES

De nombreuses personnes gèrent une petite entreprise commerciale depuis leur domicile et y vendent des noix de kola, du tabac à priser et divers autres produits ramenés du marché. Un certain nombre de ménages ont également construit leur propre petite échoppe ou

111. Les frais moyens d'abreuvement sont de 50 000 FCFA pour toute une saison, ou de 10 000 à 15 000 FCFA par mois.

ENCADRÉ 12

QUE TROUVE-T-ON DANS LA BOUTIQUE DE BABOU ?

Articles en vente dans l'échoppe de Babou Dembélé en 1980

Thé (vert), sucre, savon, cigarettes (marque Liberté uniquement), sel, essence, bonbons, noix de kola et dattes.

Articles en vente dans l'échoppe de Babou Dembélé en 2016

Thé (vert), sucre, savon, cigarettes (nombreuses marques), sel, essence, bonbons, noix de kola, dattes, vernis à ongles, biscuits au chocolat, ciseaux, hochets pour bébé, miel (local), corde (nylon), corde (baobab), ficelle, lames de rasoir, lampes, lait, savon en poudre, pièces détachées (vélo), pièces détachées (cyclomoteur), pneus, vêtements, seaux pour puits, pots en plastique, marmites, couteaux, concentré de tomate, pompes à vélo, fil, tissu de coton (local), tissu de coton (fabriqué), piles (plusieurs modèles), thé (brun), café, aspirine, tongs, kérosène, allumettes, boissons fraîches, cartes téléphoniques, engrais, chaînes, spirales anti-moustiques, moustiquaires, cadenas, sous-vêtements (caleçons, soutiens-gorges), cubes de bouillon Maggi, riz et bien plus encore...

boutique (*butiki*). On en compte treize aujourd'hui dans le village. Ces activités ont pris de l'ampleur, passant du petit comptoir en 1980, quand il n'y avait alors que six commerçants réguliers qui vendaient de dix à douze articles différents, aux *butiki* d'aujourd'hui, qui présentent à la vente plusieurs centaines d'articles, comme le montre l'encadré 12.

La plupart des commerçants investissent dans des panneaux solaires pour pouvoir proposer à leurs clients l'éclairage, la radio, la télévision et des boissons fraîches, qui sont particulièrement appréciées pendant le mois de jeûne du ramadan. Ils acceptent à la fois des espèces et du mil en guise de paiement pour les marchandises et vendent les sacs de céréales que l'on voit empilés aux commerçants ambulants.

T. D. est un commerçant qui a particulièrement bien réussi. Benjamin d'une fratrie de trois garçons très actifs, il est installé à la périphérie du village. Dans son échoppe, on croise des Peuls, des Maures et des cultivateurs bambara migrants qui y passent du temps et y dépensent de l'argent. Il a été l'un des deux premiers ménages à acheter un panneau solaire en 2004 et il en a maintenant quatre. De l'avis de tous, il a très bien réussi. À certains égards, son histoire familiale l'a peut-être aidé

en le distinguant de ses voisins et en le soumettant à moins de pression sociale¹¹². Son troupeau est passé de deux bœufs de trait en 1980 à plus de 50 bovins aujourd'hui. Son ménage est passé de six personnes en 1980 à 15 en 1997 pour atteindre 40 personnes aujourd'hui.

Sur les 13 petits commerces que compte Dlonguéboucou aujourd'hui, six existaient déjà en 1980. Ces 13 commerçants appartiennent à neuf ménages différents. Parmi ceux-ci, sept possèdent une seule échoppe, un ménage en détient deux et la famille de S. T. en a quatre, chacun étant géré par un homme dans la quarantaine ou dans la cinquantaine qui ne travaille plus dans les champs familiaux. Cette famille possède également un grand nombre de charrettes à âne qui font partie de l'entreprise. Comme on peut le voir sur la figure 28, les petits commerces appartiennent essentiellement aux plus grands ménages, ceux-ci étant suffisamment importants pour permettre à des hommes adultes de s'investir dans le commerce plutôt que de travailler dans les champs.

Le marché hebdomadaire de Dlonguéboucou, créé en 2012, a lieu tous les mercredis et offre aux villageois une opportunité supplémentaire de faire leurs courses. Plus de 50 étals proposent des produits alimentaires (par exemple, du poisson séché, des friandises, de la viande), des chaussures, des vêtements d'occasion, des médicaments et des téléphones portables ainsi qu'une gamme de services : réparation de vélos, barbier, tressage des cheveux, forge et divination.

LES PANNEAUX SOLAIRES

La figure 26 présente la hausse des investissements en panneaux solaires à Dlonguéboucou de 2000 à 2016. Les premiers panneaux solaires ont été achetés par G. D. en 2000 au prix de 175 000 FCFA pièce, suivi par T. D. en 2004, qui a acheté le sien 150 000 FCFA. Dans les deux cas, ces acheteurs voulaient produire de l'électricité pour recharger des téléphones et gagner ainsi de l'argent en chargeant les batteries des autres habitants. Ils voulaient également disposer de la lumière à leur domicile et dans leur échoppe, ainsi que

112. Sa famille fait partie des anciens ménages d'esclaves qui ont choisi de rester à Dlonguéboucou après l'abolition du statut de captif en 1905.



Photo 44 | Installation de panneaux solaires sur le toit de la maternité (Dlonguébougou, 2009).

de la musique et de la télévision pour les clients. Intéressé par de nouvelles opportunités, G. D. a toujours adopté rapidement les nouvelles technologies car il passe une grande partie de son temps en ville. À partir de 2010, les achats de panneaux solaires ont explosé, à tel point qu'aujourd'hui, il y en a plus de 170 dans le village. La plupart des panneaux ont été achetés par des particuliers – jeunes et moins jeunes – pour avoir la lumière, la musique et pour recharger des batteries. La maternité dispose d'un ensemble de trois grands panneaux solaires destinés à alimenter un réfrigérateur (photo 44). Il n'y a pas encore de système pour connecter ces panneaux individuels à un réseau d'énergie à l'échelle du village. L'énergie solaire n'est pas non plus utilisée pour alimenter des activités « productives » telles qu'un moulin ou d'autres machines, seul un coiffeur itinérant utilise une tondeuse fonctionnant grâce au soleil.

La figure 27 met en évidence la baisse marquée du prix moyen des panneaux solaires sur cette période et le regroupement des achats de panneaux à prix plus bas au cours des cinq dernières années. Les panneaux solaires sont achetés sur des marchés tels que celui de Dougabougou. Ils proviennent de Chine et d'Allemagne, ces derniers étant plus chers, mais généralement considérés comme plus fiables. Leur prix dépend de leur pays d'origine, mais aussi de leur taille et de la tension fournie. Les petits panneaux ne coûtent que 10 000 FCFA, tandis que les plus grands et les plus puissants sont aujourd'hui vendus aux alentours de 80 000 et jusqu'à 140 000 FCFA.

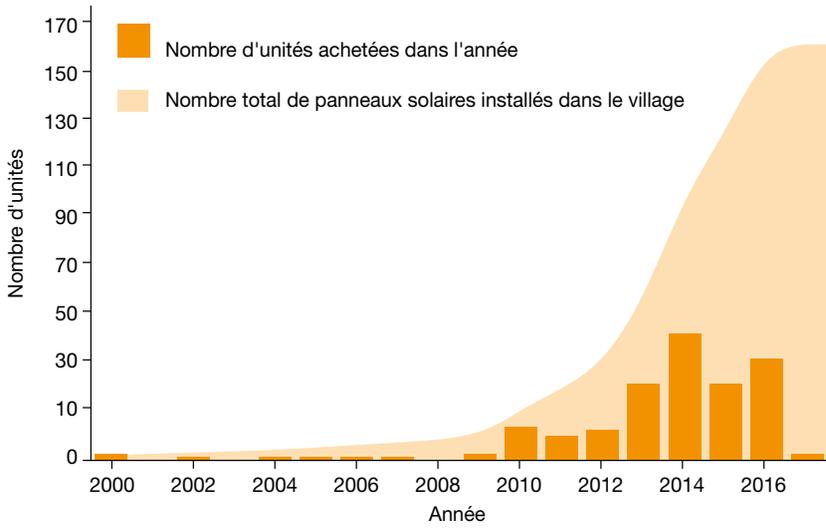


Figure 26 | Croissance en nombre de l'achat de panneaux solaires à Dlonguébougou de 2000 à 2016.

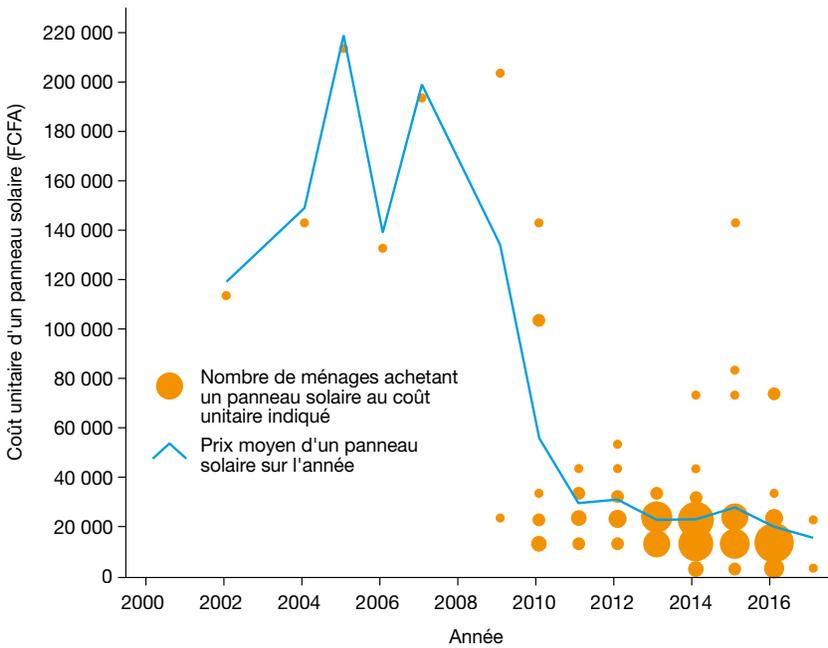


Figure 27 | Achats et prix des panneaux solaires à Dlonguébougou entre 2000 et 2016.

En 2006, un projet financé par l'Allemagne (PACT Ségou) a construit un petit bâtiment à Dlonguébougou et l'a équipé de quatre panneaux solaires, qui pouvaient recharger les batteries des habitants pour un usage domestique. Il a fonctionné pendant cinq ans, mais a par la suite été en déficit car les villageois trouvaient des endroits moins chers dans le village pour recharger leurs batteries. Après avoir fermé ses portes en 2011, il a rouvert en 2017 avec un tout nouveau congélateur, qui est désormais utilisé par le responsable du lieu pour produire de la glace et congeler des jus de fruits destinés à la vente.

Comme on le verra sur la figure 28, même le plus petit des ménages possède aujourd'hui un ou deux panneaux solaires. En effet, leur faible coût les rend abordables pour tous les ménages, quels que soient leur taille et leurs moyens.

AUTRES BIENS, MACHINES À COUDRE, VÉLOS, MOTOS...

La figure 28 illustre la panoplie des biens détenus par les ménages du village. Les machines à coudre, les vélos et les motos sont des achats individuels plutôt que des achats collectifs pour le ménage, et ils sont généralement le produit des revenus de la migration.

Les machines à coudre sont arrivées dans les années 1970 et sont considérées comme un outil précieux pour permettre aux hommes de gagner des revenus tout en restant au village. Elles représentent donc un bien de choix pour ceux qui ne partent plus régulièrement en migration. Grâce aux machines à coudre, ils peuvent percevoir un revenu non négligeable, étant donné la demande croissante des femmes et des filles pour des chemisiers de leur choix et celle des jeunes hommes pour des chemises et pantalons assortis (photo 45).

Les premiers vélos ont été achetés au début des années 1950. Ils sont principalement utilisés par les jeunes hommes et les garçons, car il est assez difficile de rouler sur le sable meuble et sur les pistes remplies d'ornières autour du village (photo 46). Les motos sont maintenant très répandues et elles sont beaucoup plus puissantes que les cinq motos légères que l'on comptait dans le village en 1980. La grande majorité des 81 motos que l'on trouve aujourd'hui à Dlonguébougou ont été fabriquées en Chine et coûtent entre

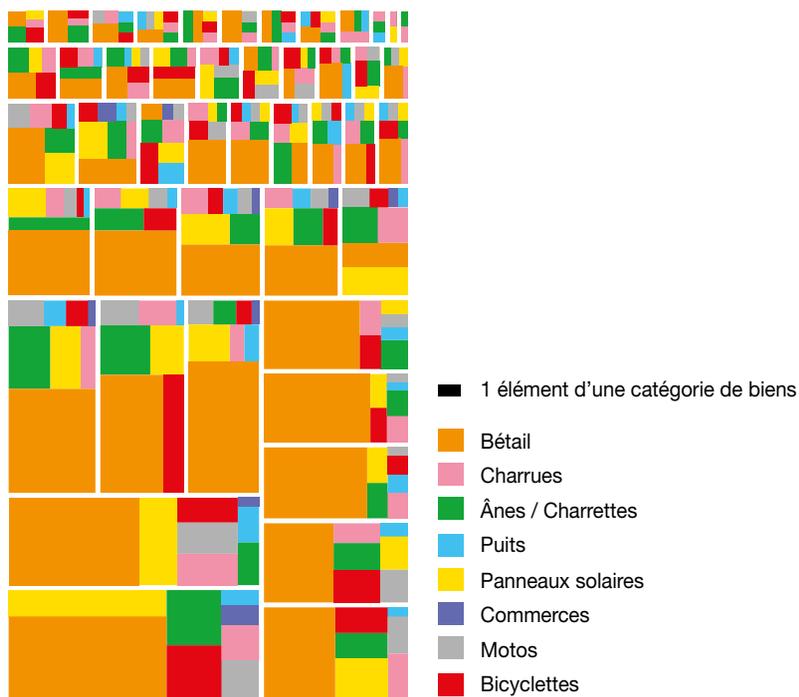


Figure 28 | Répartition des biens entre tous les ménages de Dlonguébouougou en 2016.



Photo 45 | Pendant la saison sèche, les hommes ne voulant plus partir en migration peuvent gagner un complément de revenu dans le village grâce à leurs machines à coudre (2014).



Photo 46 | Les jeunes hommes préfèrent aller aux champs à vélo (2014).

250 000 et 500 000 FCFA, selon le modèle et l'année de fabrication. C'est un moyen pour les jeunes hommes de parader devant leurs petites amies, de se rendre dans les villages voisins et d'aller au marché de Ségou. Le conseil du village a dû interdire la circulation des motos à l'intérieur de la localité parce que la vitesse et l'imprudence des motards constituaient une menace pour les piétons. En raison de leur vitesse et de leur maniabilité, les motos ont également été utilisées par des groupes djihadistes pour mener des raids meurtriers, car ils peuvent tirer depuis leur véhicule. C'est la raison pour laquelle en 2017 le gouverneur de Ségou a interdit l'utilisation des motos pendant plusieurs mois dans certaines communes, parmi lesquelles N'Koumandougou. Toute personne arrêtée à moto dans ces communes, dont celle de Dlonguébougou, était passible d'une amende ainsi que de la saisie de la moto.

Les téléphones portables sont un investissement personnel pour qui-conque en a les moyens et ils étaient au début utilisés principalement par les jeunes hommes, puis par les jeunes filles, et par quelques anciens qui souhaitaient garder le contact avec leur famille et leurs clients. Ils sont maintenant largement répandus (photo 47).



Photo 47 | Les téléphones portables sont très en vogue sur le marché hebdomadaire (2014).

| LES STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT AGRICOLE : VUE D'ENSEMBLE

La composition de l'éventail des biens d'un ménage change au fil du temps en raison de plusieurs facteurs : les résultats passés de l'activité agricole, les revenus provenant du bétail et d'autres actifs, ceux issus de la migration, les décisions de convertir une forme de bien en une autre et les tensions et divisions au sein du groupe domestique.

LA TAILLE DU MÉNAGE, UNE VARIABLE CLÉ DES INVESTISSEMENTS

Au fil du temps, un ménage espère augmenter son capital économique et humain, en convertissant un surplus de récolte en biens agricoles productifs et en paiements pour des mariages qui vont engendrer une main-d'œuvre future plus importante et une diversification continue. La taille du ménage joue un rôle clé dans le processus d'accumulation. Les plus grands groupes domestiques sont mieux à même de générer le capital nécessaire à l'investissement et ils peuvent surmonter les problèmes d'indivisibilité de certains équipements. Il est plus facile pour eux de diversifier leurs activités productives et de prendre des risques très tôt dans le cycle d'investissement, au moment où les bénéfices sont plus élevés, comme on l'a vu dans le domaine du forage des puits. Une main-d'œuvre nombreuse et diversifiée est en elle-même un atout. Une partie des revenus du ménage sera consacrée au maintien et à l'augmentation de la taille du groupe domestique, en garantissant un mariage précoce pour les jeunes hommes et des seconds mariages pour les hommes déjà mariés. Cependant, le départ des jeunes hommes en migration menace cette stratégie, comme on le verra au chapitre 7.

En revanche, il est difficile pour un petit ménage pauvre de cultiver de façon efficace : la main-d'œuvre, limitée, est sollicitée de toutes parts pour s'occuper des bœufs, des ânes et du petit bétail, pour conduire la charrue ou encore désherber les champs dans un court laps de temps. Avec un peu de chance et une récolte supérieure à la moyenne, ces ménages peuvent générer un surplus suffisant pour investir dans du matériel agricole et augmenter progressivement l'unité domestique et les biens productifs de l'exploitation agricole. Mais cela prend beaucoup

de temps et les chances de réussite sont minces. Les conséquences d'une maladie sont plus importantes dans les petits ménages, tout comme le risque de ne pas avoir suffisamment d'enfants pour l'avenir. De même, les jeunes hommes partis en migration auront moins envie de revenir dans un ménage au matériel agricole limité et ayant peu de moyens pour assurer le paiement de leurs frais de mariage¹¹³.

Pour les villageois, la prospérité et la richesse vont par cycles. En témoigne l'adage populaire évoquant les pieds du tisserand : à un moment, le pied gauche est levé et le pied droit posé, mais ensuite la situation s'inverse. Un homme pauvre peut attendre deux générations avant que la prospérité n'arrive dans son foyer ; les plus aisés peuvent voir leur richesse diminuer et s'étioler. Parti de rien et aujourd'hui à la tête d'un ménage aisé, bien doté en bétail et en puits, O. S. était convaincu que, à sa mort, ses fils se disputeraient et menaceraient la prospérité de la famille, car selon lui, quand un enfant a la vie facile, il devient paresseux à l'âge adulte. D'autres affirment qu'il est impossible de prospérer quand on vient d'une famille pauvre, le matériel nécessaire pour démarrer faisant défaut. Comme on l'a vu au chapitre 5, sur les dix ménages qui étaient petits et pauvres en 1980, quatre ont réussi à améliorer sensiblement leur sort ; deux sont globalement dans la même situation ; un a disparu ; trois sont en train de se fragmenter et risquent de disparaître dans les prochaines années. Cela laisse penser qu'il est encore possible de progresser, comme le pied du tisserand, grâce à la chance et au labeur. Cependant, parmi ceux qui essaient, la moitié seulement y parviendra¹¹⁴.

RISQUES ET RETOURS SUR INVESTISSEMENT

Les retours sur investissement dépendent d'une série de facteurs eux-mêmes exposés à des risques : premièrement, citons le climat. Les rendements des investissements dans l'agriculture et le bétail dépendent de l'amélioration ou, du moins, du maintien des conditions météorologiques

113. Décrit plus en détail dans le chapitre 7 sur les modèles migratoires.

114. Les Bambara insistent sur l'importance de la *géréjégé*, c'est-à-dire la « bonne fortune », qui vient de Dieu.

d'année en année. La pluviométrie a toujours été très variable, que ce soit dans sa répartition tout au long de la saison de culture ou d'une année sur l'autre. Mais cette répartition devient de plus en plus aléatoire, en particulier en début et en fin de saison des pluies : deux champs voisins peuvent recevoir des quantités d'eau significativement différentes. Cette variabilité est intégrée dans les pratiques agricoles : les champs de brousse sont répartis sur une grande superficie et deux variétés différentes de mil sont semées. Le sésame, le maïs et les pois de terre bambara permettent de diversifier davantage les modes de culture. Les agriculteurs disent qu'ils ont abandonné les variétés de cultures à cycle plus long et qu'ils recherchent des semences qui poussent toujours plus rapidement. Si les précipitations venaient à diminuer de moitié ou si la saison des pluies était encore plus courte, le système de culture devrait encore évoluer.

Deuxièmement, il y a la question de la disponibilité des terres. Auparavant, les stratégies d'investissement dépendaient de l'existence de terres disponibles en abondance autour du village pour les champs de brousse, ainsi que de pâturages pour maintenir les niveaux de fumier dans les champs du village. En 1980-1982, j'écrivais :

« De vastes étendues de terre au nord du village n'ont jamais été cultivées en raison du manque de points d'eau potable pour la main-d'œuvre durant la saison des cultures. Cependant, les charrettes à âne étant de plus en plus répandues, ces zones sont potentiellement cultivables, car la charrette permet de transporter de grands bidons d'eau jusqu'au champ. La croissance démographique dans ce village et dans les villages voisins et le déplacement continu dans cette zone d'agriculteurs provenant de régions plus au sud vont progressivement mettre à l'épreuve le système actuel d'utilisation des terres, en réduisant la durée pendant laquelle les terres peuvent être mises en jachère avant leur réutilisation. Toutefois, à moins qu'un très grand nombre de ménages ne viennent s'y installer, cela ne se produira pas avant plusieurs décennies. » (TOULMIN, 1992 : 201).

L'afflux de nouveaux agriculteurs provenant de régions plus au sud, en particulier depuis la création de la sucrerie N-Sukala en 2009, fait que cette raréfaction de terres, que l'on n'aurait pu connaître que dans quelques décennies, est désormais un fait établi depuis quinze ans. Il était clair en 1983 que l'afflux de bétail à la recherche d'eau et de

pâturages autour de Dlonguébougou menaçait sérieusement la disponibilité du fourrage et nuisait à la nutrition et à la santé des troupeaux du village. Les revenus qu'un villageois pouvait tirer du forage d'un puits ont chuté. Ces revenus prennent désormais la forme de paiements en espèces ou de prêt d'un bœuf pour le labour pendant la saison des pluies, plutôt que de fumier. Les retours sur investissement du bétail en tant que bien ont également diminué, car les pâturages se font plus rares. Le patrimoine bovin par personne et par ménage a diminué à mesure que le bétail a été vendu et que les habitants ont investi dans d'autres biens.

Le troisième facteur ayant un impact sur les bénéfices gagnés avec les investissements est le degré de contrôle des communautés bambara locales sur l'accès à la terre et à l'eau dans le territoire du village. Bien que le contrôle de ces ressources ait été, en théorie, confié à l'État après l'indépendance de 1960, les villages ont, dans la pratique, continué à exercer une grande partie de leur pouvoir traditionnel à cet égard. Le culte du *komo* était toujours très vivace chez les Bambara de Dlonguébougou en 1980, et il affirmait la notion de contrôle coutumier sur les terres. Les Bambara se sont montrés farouchement hostiles à l'installation permanente des Peuls et des Maures ainsi qu'au forage de puits sur ce qu'ils considèrent comme leur territoire. Auparavant, les rendements élevés provenant du forage de puits reposaient sur le maintien du monopole sur cette activité, qui permettait aux Bambara de fixer des conditions avantageuses à leur égard. Si les terres et l'eau devenaient librement accessibles à tous, il y aurait une pression croissante sur ces ressources, car les agriculteurs afflueraient encore davantage dans la région et les propriétaires de puits perdraient leur monopole. La nouvelle Loi foncière agricole (LFA) et ses décrets d'application, qui en précisent les modalités pratiques, ne sont guère entrés en vigueur dans cette zone, en raison de la présence des groupes armés. Quelques pilotes sont en cours pour la mise en œuvre de la LFA dans les autres zones du Mali, avec la mise en place des commissions foncières villageoises et communales (Cofa), mentionnées au chapitre 4.

La nouvelle législation stipule que les personnes qui ont utilisé des terres au titre de l'occupation coutumière peuvent faire reconnaître leurs droits d'usage par le biais d'un processus officiel d'attestation et de certification, qui doit être effectué au niveau de la commune.

Si les nouveaux agriculteurs migrants pouvaient revendiquer les terres qui leur ont été accordées par les villageois, le rapport de force entre le village de Dlonguébougou et eux en serait fondamentalement modifié¹¹⁵.

Quatrièmement, on note que certains biens des ménages sont moins dépendants de l'agriculture, des terres et du climat. Par exemple, les commerçants de Dlonguébougou ont bien tiré parti de l'afflux d'agriculteurs migrants, car ceux-ci deviennent des clients réguliers. Le soir, de nombreuses personnes se retrouvent autour de la télévision et des lumières des commerces du village pour profiter de la compagnie et se divertir. Certains ménages investissent dans l'éducation de leurs enfants et plus d'une vingtaine d'hommes du village se sont ainsi installés en ville, car ils y voient beaucoup plus de débouchés qu'à Dlonguébougou.

Cinquièmement et dernièrement, la stabilité et la gestion du groupe domestique restent des fondements très importants pour l'investissement, tout comme de bonnes relations entre les membres de la famille et les conjoints¹¹⁶. Le ménage reste la principale unité de production agricole, d'investissement dans les biens et dans le matériel, de reproduction de ses membres, de mobilisation de la main-d'œuvre et d'assurance contre le risque. Certains ménages sont mieux placés pour profiter des nouvelles opportunités, car ils peuvent mobiliser main-d'œuvre et capital, et ainsi se lancer très tôt dans les nouveaux cycles d'investissement. Par conséquent, le maintien et le renouvellement du groupe domestique restent des facteurs importants dans la croissance des biens et une priorité pour l'investissement, à travers le système traditionnel du mariage. Si les systèmes de mariage devaient changer et que les femmes n'étaient plus prêtes à accepter les choix de leur père, cela affecterait considérablement les modèles d'organisation du foyer, la mobilisation de la main-d'œuvre et l'investissement.

115. Le chef du village était conscient des risques que posaient les nouveaux agriculteurs cherchant à affirmer leurs droits sur les terres. Il a exigé que nos recherches ne cartographient et ne mesurent pas les limites des champs des nouveaux arrivants de la même manière que ceux des villageois.

116. Comme l'ont clairement démontré DE WEERDT (2010) ainsi que BROCKINGTON et HOWLAND (2018) pour la Tanzanie, MUSHONGAH et SCOONES (2012) pour le Zimbabwe, et enfin WHITEHEAD (2006) pour le nord du Ghana.

| CONCLUSION

En 2016, la plupart des habitants de Dlonguébougou disent qu'ils vivent mieux aujourd'hui qu'en 1980. Leurs revenus et leur richesse ont augmenté et les activités agricoles sont devenues plus faciles, grâce à l'adoption généralisée des charrues et des charrettes à âne. Dlonguébougou est réputé pour sa *fadenya*, ou « esprit d'émulation », qui pousse les individus et les familles à faire mieux que les autres : obtenir la meilleure récolte, posséder un grand troupeau de bovins, acquérir de nouveaux biens... Cette *fadenya* ou rivalité entre les personnes a contribué à une série de booms d'investissements, décrits dans ce chapitre, qui ont entraîné une augmentation des revenus et de la richesse. La puissance de la *fadenya* et l'esprit de compétition ont également bouleversé les valeurs et les comportements en favorisant les revenus et l'enrichissement individuels au détriment du patrimoine collectif du ménage.

Chaque cycle d'investissement suit une courbe similaire à celle des panneaux solaires, comme illustré précédemment par la figure 26. Une personne amène une nouvelle idée, deux ou trois personnes la copient pendant que les autres observent pour juger du résultat. Lorsque l'idée s'avère bonne, les autres suivent le mouvement dès qu'ils le peuvent. Cependant, une bonne part des meilleurs rendements revient à ceux qui ont pris le risque dès le début du cycle d'investissement, les derniers à se lancer obtenant des rendements inférieurs. Il y a aussi quelques ménages qui ont eu des difficultés à rassembler le capital nécessaire au cours des trente-cinq dernières années et qui n'ont pas pu investir dans ces nouvelles opportunités. Ce sont principalement les groupes domestiques les plus petits et les plus pauvres. Il est difficile de savoir quel sera le prochain cycle d'investissement. Si l'on en croit G. D., toujours à l'avant-garde des tendances, le mieux est d'investir dans l'éducation des enfants et de construire une maison en ville. Bien qu'il se rende régulièrement dans son village natal, il ne voit plus son avenir dans le cadre du village, comme il en fait la remarque au chapitre 7.

Cependant, comme on le voit dans l'encadré 13, le patrimoine de la plupart des ménages du village a subi un coup très dur en 2021 : à la suite du vol de 85 % du cheptel bovin, cette précieuse réserve de capital n'est plus disponible pour investir dans une série d'autres actifs productifs, y compris les coûts du mariage.

ENCADRÉ 13

LE VOL MASSIF DU CHEPTEL DES VILLAGEOIS PAR DES GROUPES ARMÉS DJIHADISTES EN 2021

Plus haut dans ce chapitre, le tableau 4 présentait le bétail détenu par les villageois de Dlonguébougou. Les événements de 2021, décrits au chapitre 2, ont entraîné le vol d'une partie très importante de leur cheptel¹. Sur les 694 bovins et les 189 bœufs de trait détenus en 2016, 570 ont été saisis par des groupes armés djihadistes du GSIM, qui n'ont laissé que 264 bovins, dont 150 bœufs de travail. Parmi les moutons et les chèvres, 175 ont été volés, ainsi que 43 ânes. Les trois chevaux du village n'ont pas été touchés car ils étaient gardés dans la concession familiale. Ces pertes représentent une diminution très importante de la valeur des biens possédés par les villageois, équivalant à 85 % du cheptel bovin et à 31 % de la valeur totale des biens (voir figure 24). Deux ménages, craignant le pire, avaient envoyé leurs troupeaux vers le sud en juin 2021, alors que les djihadistes se rapprochaient du village et commençaient à tuer des gens. Ils ont laissé leurs animaux au sud du fleuve Niger, sous la garde de deux jeunes hommes de la famille, jusqu'à ce qu'un accord soit conclu avec le GSIM en septembre 2021.

Heureusement, les groupes armés ne se sont pas emparés d'autres biens, comme les panneaux solaires, qui auraient été beaucoup moins faciles à emporter et à vendre que le bétail. Le village de Dlonguébougou s'en sort donc mieux que Kango, situé à 30 km à l'est, un autre village bambara établi de longue date et doté d'une puissante association de chasseurs. Ayant refusé de se soumettre à l'autorité djihadiste, le village a été attaqué et mis à sac par un grand groupe de combattants, les habitants ont été jetés dehors sous la menace des armes et ont vu tous leurs biens emportés dans des camionnettes. Les villageois ont fui, se sont réfugiés à Dougabougou et tentent aujourd'hui de reconstruire leur vie.

1. Ces vols massifs de bétail sont décrits en détail pour l'ensemble du Mali par BERGER (2023), qui note que le vol de bétail est devenu une partie intégrante de l'économie de guerre du Mali, alimentant les tensions intercommunautaires et poussant les éleveurs à s'armer pour se protéger.

Ce choc pour l'économie villageoise obligera les familles et les individus à réévaluer leurs projets d'avenir et à remettre en question la sécurité de la richesse détenue en bétail. Cette perte de capital énorme pour la plupart des familles les rendra beaucoup moins résistantes aux mauvaises récoltes et réduira leur capacité à répondre aux urgences domestiques. Elle risque d'entraîner une augmentation de l'émigration de ceux qui voient beaucoup moins d'avantages à retourner dans leur village après avoir passé du temps à gagner de l'argent à l'extérieur.

PARTIR EN MIGRATION

*Anka den minnu jinnujnnu don dinn fanf bee fe.
Kakoro, den dow tun be wolo yan, fo ka taa u se furu ye,
u te taa dinɛ fan si fe. Bi, o t'ala*¹¹⁷.

| INTRODUCTION

Depuis des millénaires, le Sahel est une région de circulation. La topographie de ses vastes paysages a toujours facilité les déplacements à pied, à cheval, à dos de dromadaire ou en charrette. De nos jours, ce sont les camions qui sillonnent la région, chargés tantôt de marchandises à destination des marchés, tantôt de migrants en route vers de nouveaux horizons. Le grand fleuve Niger constitue également un axe de circulation majeur. Il est emprunté sur de longues distances par de grandes pirogues noires surmontées d'un abri en toile, à l'ombre duquel les passagers s'entassent contre des sacs de céréales, de sel et de poissons. Les itinéraires empruntés sont tributaires du contraste particulièrement marqué entre les saisons humides et sèches du Sahel, qui contraignent les éleveurs à déplacer leurs bêtes vers le sud à la fin des pluies. La variabilité du climat d'une année sur l'autre fait qu'en cas de mauvaise récolte, les cultivateurs doivent aller chercher du travail dans des régions plus favorables. De ce fait, les villages qui engrangent de bonnes récoltes attirent de nombreuses personnes venues des localités voisines. Les sécheresses ou les conflits prolongés poussent les populations rurales à parcourir

¹¹⁷. « Nos jeunes sont partis vivre aux quatre coins du monde. Autrefois, beaucoup de jeunes hommes grandissaient et se mariaient au village sans jamais le quitter. Aujourd'hui, tout a bien changé. » Danson Dembélé, chef de village, 2014.

des distances encore plus longues vers le sud. Elles partent alors vers des régions qui bénéficient de précipitations plus importantes et où les terres sont plus abondantes. Enfin, d'autres tentent leur chance dans les villes, attirés par les possibilités de formation et par les emplois en dehors du secteur agricole.

La résilience des populations sahéliennes repose sur leurs capacités d'adaptation, de diversification de leurs activités et de déplacement vers de nouvelles sources de revenus. En Afrique de l'Ouest, de nombreuses personnes ont déjà quitté les zones rurales pour émigrer dans les centres urbains, que ce soit de façon temporaire ou durable. Depuis 1960, la population urbaine de l'Afrique de l'Ouest a ainsi été multipliée par 14 ; elle est passée de 14,5 % de la population à 47 % en 2017. En 1960, seulement 11 % de la population malienne résidait dans les villes et si l'exode rural est encore un phénomène récent, il n'en a pas moins connu une croissance très rapide. Aujourd'hui, Bamako est l'une des villes qui enregistrent la croissance démographique la plus forte au monde, avec 5,7 % par an, et la population urbaine du pays est aujourd'hui estimée à 40 % de la population totale.

Après la capitale, Bamako, les principales villes du pays sont Sikasso, Ségou, Kayes et Mopti. Elles ne comptent que 300 000 à 400 000 habitants, contre plus de quatre millions pour le grand Bamako.

Dans tout le Sahel, les hommes et les femmes sont dépendants de l'argent gagné en ville pour compléter leurs autres sources de revenus, si bien que les mouvements migratoires constituent l'un des piliers de la vie des villages et de l'économie des ménages. Dlonguébougou n'y fait pas exception. Les années de mauvaise récolte, quitter la maison pendant plusieurs mois n'est pas seulement un moyen de contribuer aux dépenses essentielles – comme le paiement des impôts –, mais aussi de faire baisser la pression qui s'exerce sur les réserves alimentaires du grenier familial. En 1980, si la plupart des hommes s'étaient absentés quelques semaines ou quelques mois dans l'année, aucune femme non mariée de Dlonguébougou n'avait émigré en ville pour gagner de l'argent. Aujourd'hui en revanche, toutes les filles envisagent de passer un an ou plus loin de chez elles, afin de rapporter une partie de l'argent nécessaire à leurs frais de mariage.

La migration n'est pas vécue de la même manière d'un individu à l'autre. Ainsi, tandis que certains sont enthousiastes à l'idée de partir, de tenter leur chance dans des endroits totalement inconnus, y compris à travers des activités risquées comme la recherche d'or, d'autres font part de leurs

difficultés à vivre dans les grandes villes comme Bamako, où tout est plus cher et où les usages sont si différents de ceux de leur village. Toujours est-il que c'est grâce aux ressources obtenues à l'extérieur du village que le niveau de vie de ses habitants a pu s'améliorer. De plus, tous ces déplacements vers la ville n'ont pas seulement rapporté de l'argent frais : ils ont aussi ramené des idées nouvelles et des modes de vie différents. De nouvelles façons de penser n'étaient (et ne sont encore) pas forcément bien accueillies. Les rapports coloniaux de 1910 indiquaient déjà que les anciens du village déploraient de voir les jeunes revenir de la ville avec des idées jugées inquiétantes : abandon de la religion traditionnelle ou volonté d'ériger une mosquée par exemple¹¹⁸.

I HISTORIQUE DES MIGRATIONS

Au fil du temps, sous l'effet conjugué du développement des relations commerciales, de la recherche de meilleures terres et de meilleurs pâturages, des conflits opposant royaumes et communautés et de l'influence des normes religieuses sur les comportements, l'Afrique de l'Ouest s'est constituée en une mosaïque de peuples et de cultures. La paix apportée par l'administration coloniale à la fin des années 1890 a rendu les déplacements de populations beaucoup plus sûrs. Elle a également ouvert l'accès à de nouvelles zones géographiques autrefois inaccessibles, car considérées comme trop dangereuses (RAYNAUT, 1997). Le vaste périmètre d'irrigation colonial, l'Office du Niger, a quant à lui obligé des dizaines de milliers de personnes à s'installer dans le centre du Mali pour cultiver la terre, y compris de nombreux paysans du plateau Mossi situé à plus de 500 km de là, dans l'actuel Burkina Faso. Dans les années 1930, de nombreux jeunes hommes du Mali ont également cheminé vers l'ouest, afin de travailler comme *navetanes*¹¹⁹ dans les champs d'arachide du Sénégal.

118. Rapport politique, cercle de Ségou, 1910.

119. Le terme *navetanes* désigne les travailleurs saisonniers qui se déplacent pour travailler dans les champs d'arachides du Sénégal et de Gambie ; il provient d'un mot wolof qui signifie littéralement « saison des pluies ».

Le travail forcé, mobilisé sur des projets comme celui de l'Office du Niger ou la construction des bâtiments administratifs à Ségou, avait contraint des hommes à quitter leur lieu de vie pendant plusieurs mois durant la saison sèche. En 1938, une campagne de recrutement avait été organisée à l'attention des jeunes hommes afin qu'ils rejoignent l'armée comme tirailleurs sénégalais. L'administration coloniale française craignait alors, à juste titre, que ses diverses exigences à l'égard de la population, en obligeant de nombreuses personnes à quitter leur foyer, ne menacent la production alimentaire. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, en 1944, quelque 200 000 Africains avaient déjà quitté le territoire sous administration coloniale française et s'étaient installés en Côte-de-l'Or (« Gold Coast », l'actuel Ghana). S'ils avaient alors été attirés par certains bassins d'emplois, notamment ceux de l'exploitation minière et de la production de cacao, leur but était aussi de se soustraire aux exigences coloniales françaises en matière de travail forcé et de fiscalité.

Depuis son indépendance, en raison du poids de son économie et de la monnaie commune qu'elle partage avec le reste de la zone franc, la Côte d'Ivoire reste le principal pôle d'attraction pour les pays sahéliens. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), instituée en 1975, a approuvé un accord de libre circulation de la main-d'œuvre entre ses États membres en 1979. Accord qui, en permettant de franchir les frontières à l'aide d'une simple carte d'identité en lieu et place de visa, a facilité les déplacements des personnes au sein de cet espace¹²⁰. Par ailleurs, dans les années 1970 et 1980, le boom de l'économie pétrolière nigériane a également attiré des travailleurs des pays voisins plus pauvres, même si certains épisodes de ralentissement économique ont déclenché des vagues de xénophobie qui ont contraint une partie de ces immigrés à fuir.

Les graves sécheresses généralisées de 1972-1974 et 1983-1984 ont également poussé des millions de Sahéliens vers le sud, à la recherche de terres mieux arrosées et de pâturages. À la fin des années 1990, on estime qu'environ cinq millions de Sahéliens s'étaient installés en Côte d'Ivoire, pour beaucoup dans les anciennes régions forestières, dont les terres avaient été défrichées pour faire place à des plantations de café et de cacao. Bien

120. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont déclaré en janvier 2024 leur intention de quitter la Cédéao, ce qui pourrait entraîner des conséquences graves sur la libre circulation des personnes et biens entre la zone sahélienne et les régions côtières plus riches.

souvent, ils avaient laissé derrière eux au Burkina Faso et au Mali une partie de leur famille, conservant ainsi un pied-à-terre dans leur village natal (BROCK et COULIBALY, 1999). Pendant des décennies, des Sahéliens se sont également déplacés vers le nord, au Maghreb, où de nombreux Touaregs ont fini par s'enrôler dans l'armée du président libyen Mouammar Kadhafi. Aujourd'hui, les Maliens sont parmi ceux qui tentent de traverser la Méditerranée pour gagner l'Europe, tandis que d'autres tendent à privilégier des destinations africaines. On compte également de nos jours une importante communauté de commerçants sahéliens à Guangzhou, en Chine, où le gouvernement malien a établi un consulat.

Les routes commerciales transsahariennes sont redevenues rentables à travers toutes sortes d'activités illégales telles que la contrebande de cigarettes, les enlèvements d'étrangers avec demande de rançons et le transit de la cocaïne latino-américaine vers l'Europe, via la Guinée-Bissau et le Mali. La mainmise des trafiquants touaregs et arabes sur ces routes est particulièrement lucrative, et l'argent généré vient alimenter les guerres civiles et l'insécurité générale qui sévissent au Sahel. La violence, les enlèvements et les extorsions permettent de dégager de tels bénéfices que les réseaux qui mènent ces activités sont en mesure de verser de bons salaires à de jeunes recrues qui gagnent auprès d'eux un statut, de l'argent liquide et des armes.

Devant le grand nombre de ses ressortissants établis à l'étranger, le gouvernement du Mali s'est doté d'un ministère spécialement consacré à cette diaspora. On estime que ce ne sont pas moins de 4,5 millions de Maliens qui vivent à l'extérieur du pays (soit 20 % de la population actuelle), dont 3,5 millions ailleurs sur le continent africain (2 millions en Côte d'Ivoire). Le nombre de Maliens établis en France est estimé à au moins 300 000, mais les chiffres sont difficiles à vérifier et de nombreuses personnes ont la double nationalité. Les envois de fonds depuis l'international constituent une source importante et précieuse de devises pour le pays et fournissent des liquidités indispensables aux ménages. Certains villages ont ainsi parfois l'honneur et la fierté de pouvoir ériger une mosquée ou de creuser un puits grâce à l'un de leurs « enfants » partis gagner de l'argent à l'étranger. En 2022, la Banque mondiale a estimé que les émigrés maliens envoyaient plus de 1 milliard de dollars US par an au pays, soit 6 % de son PIB. Et ce chiffre est sans doute sous-estimé, dans la mesure où une partie de cet argent est envoyée de manière informelle, ne laissant que bien peu de traces.

I LES MIGRATIONS À DLONGUÉBOUGOU

Dafé Dembéle, chef du village en 1980, s'était rendu pour la première fois au Sénégal dans les années 1920. C'était après six semaines de marche qu'il était arrivé là-bas pour travailler dans les champs d'arachides¹²¹. Et même du haut de ses 80 ans, il pouvait encore égrener les noms des villages qu'il avait dû traverser au cours de son périple. Il avait alors marché dans les pas de ses pères, y compris de son oncle, qui avait fait un voyage similaire, dix ans auparavant, pour fuir jusqu'à Dakar avec la jeune fille dont il était amoureux. Aujourd'hui, la perspective enthousiasmante de partir explorer le monde dérange toujours autant les jeunes hommes. Ils voyagent à deux ou trois et font généralement la rencontre de quelqu'un en cours de route qui les accompagne ou les oriente vers leur prochaine étape. Pour tout candidat à la migration, la décision fait presque toujours l'objet d'une discussion avec le chef de famille, car quelques personnes doivent nécessairement rester au village pendant la saison chaude pour abreuver le bétail et préparer les champs. Mais les anciens disent qu'il est difficile de faire revenir les jeunes qui sont partis, et ils reconnaissent, avec dépit, les limites de leur autorité en la matière.

LES INDICATEURS MIGRATOIRES EN 1980

De 1980 à 1982, l'émigration a généré une part importante des revenus des ménages, en même temps qu'elle constituait un véritable rite de passage, tant pour les jeunes hommes que, de plus en plus, pour les jeunes femmes. En 1980, les hommes non mariés sont partis en ville dès que le mil a été récolté et battu. Mais la quasi-totalité d'entre eux est revenue au village en moins de six mois, pour remettre l'argent gagné au chef de famille afin d'aider leur foyer à payer ses impôts, à acheter une nouvelle charrue ou à assurer les frais de leur mariage.

Cette année-là, les montants moyens rapportés par les émigrés s'établissaient entre 10 000 et 25 000 FCFA.

121. Le terme bambara employé pour qualifier le fait d'émigrer est *taama*, et l'on dit *a taara taama la'*, c'est-à-dire « il est parti en migration ».

Quant aux filles non mariées, elles ont gagné un peu d'argent en partant deux ou trois mois récolter et vanner le mil dans les villages voisins et en revendant une partie du grain qui leur avait été attribué en guise de salaire. Qualifiées alors de *namaden*¹²², ces femmes pouvaient ramener à la maison plusieurs centaines de kilos de mil à revendre ou à troquer contre quelques-uns des biens à fournir pour leur mariage. Aujourd'hui encore, le système des *namaden* permet aux femmes de gagner d'importantes quantités de mil, particulièrement bienvenues les années de mauvaise récolte. Durant ce séjour hors de leur foyer, les femmes et les jeunes filles logent dans la maison d'un parent et sortent pour travailler. Pour deux jours de travail, elles perçoivent un grand panier d'épis de mil qui, une fois battus, donnent trois ou quatre kilos de grains. Elles gagnent également du mil par le biais du vannage et, si elles séjournent chez leur oncle, elles peuvent rapporter à la maison un petit surplus de grains. En 1982, les premières filles sont parties travailler à Bamako comme aides domestiques, le plus souvent au domicile d'un parent éloigné, pendant trois à quatre mois, avant de revenir avec de l'argent frais pour participer à l'achat des biens nécessaires à leur mariage¹²³.

En 1980, de nombreux chefs de famille s'inquiétaient de voir émigrer les jeunes hommes, craignant qu'ils ne reviennent pas avant plusieurs années, privant ainsi durablement le foyer de leur travail agricole. L'argent envoyé à la maison n'était pas perçu comme une compensation suffisante aux tâches de sarclage qui n'étaient plus assurées, et toute absence prolongée laissait penser que le « fils » parti en migration n'allait peut-être plus jamais reparaitre. Parfois, les jeunes hommes quittaient le village pendant toute la saison des pluies et, même si l'on pouvait charger un frère d'aller les chercher, il était quelquefois bien difficile de les trouver ou de les convaincre de rentrer à la maison. Il était néanmoins rare qu'un jeune homme décide de déménager définitivement et, lorsque c'était le cas, c'était parce qu'il avait trouvé une femme en ville. En 1980, six hommes étaient absents depuis plus de deux ans, dont trois allaient finalement regagner leur foyer à Dlonguébouyou. On considère que les années les plus productives dans la vie d'un homme, tout le moins en ce qui concerne la culture du mil,

122. Littéralement : « les jeunes qui sont venus ».

123. « *Konyo minanw* », ou les « fournitures de mariage ».

sont celles de la fin de l'adolescence et de la vingtaine, quand il n'a pas encore d'épouse et qu'il est plein d'énergie. Après plusieurs saisons des pluies passées loin de la famille et du champ, son foyer est confronté à un manque important de main-d'œuvre agricole, dont les effets se font tout particulièrement ressentir dans les ménages les plus petits.

Pour l'année 1980, on ne remarque aucune corrélation entre la distribution de l'absentéisme et celle de la richesse parmi les ménages, et aucune donnée ne permet d'affirmer que l'émigration suscitait plus de vocations dans les familles les plus pauvres que dans les plus aisées. Cette année-là, les jeunes hommes furent incités à revenir à la maison après quelques années de migration, sous l'effet conjugué de la pauvreté généralisée de l'économie malienne, d'une part, et de la productivité agricole alors relativement élevée à Dlonguébougou, d'autre part. Les villages les plus pauvres des environs, comme Dofinéna, présentaient des taux de migration à Ségou et à Bamako plus élevés, avec un nombre non négligeable d'hommes installés définitivement en ville.

Dans tous ces villages, au sein de chaque famille, l'exode rural des uns favorise l'exode rural des autres, en facilitant leurs chances de trouver un emploi et un toit à la ville.

LES INDICATEURS MIGRATOIRES EN 1997

En 1997, comme on peut le voir dans le tableau 10, on note des changements significatifs de la structuration des migrations par rapport à 1980 : dans les principales professions exercées par les migrants, dans leurs destinations et dans le montant des revenus qu'ils rapportent (BROCK et COULIBALY, 1999 : 124).

En examinant la répartition des migrants par âge et par sexe en 1997-1998, Brock a pu constater que les hommes avaient déjà migré en quasi-totalité, quel que soit leur âge, mais que ce n'était pas le cas des femmes. Ainsi, les femmes âgées de 50 ans ou plus n'étaient jamais allées travailler en ville, mais seulement dans les villages voisins pour les récoltes. Les femmes plus jeunes, en revanche, avaient presque toutes déjà passé plusieurs mois à Ségou ou à Bamako. Les départs comme *namaden* restaient très importants et, en 1997, une année de récoltes satisfaisantes, 64 femmes avaient quitté Dlonguébougou pour aller travailler aux récoltes d'autres villages, tandis que 69 autres

Tableau 10 | Comparaison des indicateurs migratoires de 1980, 1997 et 2016.

Année	Fréquence/Période	Lieu/Travail	Revenus financiers
1980	Tous les jeunes hommes après le battage, de décembre à juin ; quelques femmes mariées et filles non mariées dès le début de la récolte.	Les hommes vont à Ségou pour le tissage. Les femmes mariées et les jeunes filles se rendent dans les villages voisins pour travailler comme <i>namaden</i> à la récolte du mil et au vannage.	Remis pour la plus grande partie au <i>gwatigi</i> , de 10 000 à 25 000 FCFA. Les femmes conservent le mil pour nourrir leur famille, et les jeunes filles le revendent pour l'achat des biens de leur mariage.
1997	Tous les hommes une fois mariés ; quelques femmes mariées et filles non mariées dès le début de la récolte.	Les hommes se rendent en Côte d'Ivoire pour la construction de latrines, le forage de puits et l'extraction d'or et de diamants. Les jeunes filles vont à Bamako pour travailler comme domestiques. Les femmes mariées se rendent dans les villages voisins pour travailler comme <i>namaden</i> .	Remis pour la plus grande partie au <i>gwatigi</i> , de 25 000 à 50 000 FCFA. Les femmes conservent le mil pour nourrir leur famille, et les filles le revendent pour l'achat des biens de leur mariage.
2016	Tous les jeunes hommes, ainsi que de nombreuses jeunes filles, de septembre/octobre à juin ; les femmes mariées, comme <i>namaden</i> , au moment de la récolte, et quelques autres en ville pendant la saison sèche.	Les hommes se rendent à Bamako pour faire du commerce, battre le tissu*, travailler comme ouvriers non qualifiés ou dans des mines d'or ; ils partent aussi à Kayes et en Europe. Les filles vont à Bamako pour travailler comme domestiques, et à Niomo pour cultiver riz. Les jeunes hommes et les filles vont travailler dans la sucrerie N-Sukala ; et les femmes mariées se font <i>namaden</i> dans les villages voisins, ou vont gagner de l'argent à Bamako.	Les émigrés conservent l'essentiel de leur argent. Petits dons de 10 000 à 25 000 FCFA au <i>gwatigi</i> . Les femmes gardent le mil pour nourrir leur famille, et l'argent gagné, le cas échéant, pour le mariage de leurs filles. Les filles conservent leur argent pour l'achat des biens du mariage.

* Consiste à battre, à l'aide de battes en bois, des vêtements de brocart assez luxueux destinés à être portés à l'occasion de différentes festivités afin de leur donner une finition lustrée très appréciée.

femmes étaient venues au village dans le même but. Pour les femmes et les jeunes filles, le principal objectif de ces migrations restait de gagner l'argent nécessaire à l'achat des biens du mariage qu'il leur revenait de prendre en charge. Si, en 1980, le montant à déboursier se situait entre 7 500 et 10 000 FCFA, en 1997, il avait été multiplié par sept, sous l'effet de l'inflation, d'une part, et de l'augmentation du nombre de biens considérés comme nécessaires à la célébration d'un mariage, d'autre part. En 2016, ce montant avait encore augmenté pour atteindre une fourchette de 400 000 à 500 000 FCFA et il représentait un poste particulièrement lourd dans le budget d'une jeune femme et de sa famille, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre.

Par rapport à 1980, où six hommes étaient encore absents depuis plus de deux ans, Brock en a dénombré onze en 1997, issus pour la plupart de ménages très pauvres ou de grands ménages complexes aux relations distendues. On peut également observer de nets changements dans les indicateurs migratoires entre 1980 et 1997. Si le tissage du coton à Ségou était la principale source de revenus pendant la saison sèche au cours des années 1970 et 1980, ce n'était presque plus le cas en 1997. Les vêtements fabriqués à la machine et les vêtements d'occasion bon marché (friperies) avaient en effet remplacé ceux tissés à la main, à l'exception de quelques tenues bien particulières, comme les tuniques de chasseur portées lors de certaines cérémonies. Les gens partaient alors plutôt soit à Bamako, pour travailler comme ouvriers dans toutes sortes de secteurs, soit en Côte d'Ivoire, où les hommes de Dlonguébougou pouvaient monnayer leurs compétences en forage de puits contre de bons salaires.

Pour Brock et Coulibaly, les migrations remplissent « une importante fonction sociale de conservation du système d'organisation du travail en vigueur. Elles permettent aux jeunes hommes de jouir d'une certaine indépendance au sein même d'un système qui exerce de fortes contraintes sur les aspirations individuelles » (BROCK et COULIBALY, 1999 : 123). Une fonction qu'illustre très bien le cas de O. S. Chef d'une famille aisée, propriétaire de quelques puits, de troupeaux importants, d'une échoppe et d'un moulin, O. S. a presque toujours interdit à ses enfants de partir en migration, au motif que le foyer pouvait subvenir à tous leurs besoins. Il y a quelques années pourtant, devant l'insistance de l'un de ses fils, bien décidé à partir lui aussi en Côte d'Ivoire comme ses amis du village, il a finalement cédé. Son fils est alors parti travailler pendant trois mois. À son retour, O. S. ne lui a pas demandé de reverser

une quelconque part de l'argent gagné à la famille et il a même pu constater que finalement son fils « avait trouvé que c'était pareil là-bas qu'ici, et était heureux de revenir à la maison ». Dans les années 1950, O S. avait lui-même quitté le village et passé trois années traumatisantes dans les rangs de l'armée coloniale française en Indochine, avant de revenir convaincu que rien ne valait la vie à Dlonguébouyou.

LES INDICATEURS MIGRATOIRES EN 2016

En octobre 2016, tous les hommes non mariés aspiraient au départ, le plus souvent dans l'intention de revenir au bout de neuf mois pour assurer le labour des champs de mil en vue des semis. Un certain nombre parmi les jeunes hommes qui avaient alors déjà quitté le village étaient cependant revenus quelques jours pour participer aux fêtes de masques *sogo* qui célèbrent la récolte à venir (photo 48). L'accès désormais massif aux téléphones portables permet en effet d'être contacté et rappelé pour les mariages et autres festivités.

Les filles non mariées, quant à elles, ont passé cette année-là quelques mois à Bamako, quelques semaines dans les plantations de canne à sucre



Photo 48 | Deux masques de bêtes sauvages se joignent à la danse de la cérémonie *sogo* (octobre 2010).

de la société N-Sukala, puis dans les rizières de Niono, situées à 80 km environ au nord-est de Dlonguébougou. Une série d'entretiens avec des jeunes femmes du village non mariées et vivant à Bamako a permis de montrer que leur démarche commune s'inscrivait dans la préparation de leur mariage. Les femmes mariées ont quitté elles aussi le village pour aller gagner de l'argent, surtout lorsqu'elles devaient préparer le mariage d'une fille, comme D. T., qui a participé à un entretien à Bamako (encadré 12).

ENCADRÉ 12

D. T., UNE FEMME MARIÉE INSTALLÉE POUR QUELQUES MOIS À BAMAKO

D. T. séjourne chez son cousin, qui vit désormais en périphérie de Bamako. Elle est venue pour une durée de trois mois, afin de financer une partie du mariage imminent de sa fille. Toutefois, ce n'est pas la première fois qu'elle vient à Bamako, puisqu'elle y a déjà passé plus d'un an il y a vingt-cinq ans en arrière avant son propre mariage. Elle avait alors travaillé comme domestique (elle se chargeait du ménage, des courses, de la cuisine et des lessives), et avait ainsi pu acheter une bonne partie des biens de son mariage. Cette fois-ci, elle espère gagner un peu d'argent d'un petit commerce. Elle a acheté un gros carton de serpentins anti-moustiques et fait du porte-à-porte dans le quartier pour les revendre au détail. Elle pense pouvoir faire un bénéfice de 5 000 FCFA, si elle vend tout d'ici la semaine prochaine.

« Il y a vingt-cinq ans, quand je suis venue, on ne gagnait pas beaucoup par mois. On touchait 5 000 francs, mais on pouvait presque tout mettre de côté. Maintenant, les salaires sont plus élevés, mais les prix ont explosé, et on a besoin de beaucoup plus d'argent. Aujourd'hui, pour 100 000 francs, on n'a presque rien ! Alors qu'avant, avec 15 000 francs, vous ne saviez plus où mettre tout ce que vous aviez acheté. Il y a plus de choses à acheter aussi pour le mariage. Cette année, ma fille se marie, alors elle est là aussi, à Bamako, depuis la dernière saison sèche. Un peu avant le retour des pluies, elle retournera à la maison pour se préparer au mariage. C'est d'abord la fille elle-même qui doit trouver l'argent pour son mariage, mais sa mère et son père sont quand même là pour aider. Les autres membres de la famille sont un petit plus. C'est le frère cadet de mon mari qui l'a prise sous sa responsabilité, et qui lui a donné du travail ici à Bamako. De nos jours, on va presque tous travailler à la ville, mais lorsque les pluies reviennent, chacun rentre chez soi pour planter le sésame. C'est comme ça qu'on gagne notre argent aujourd'hui. »

(Entretien, Bamako, mars 2017).

À Bamako, les salaires sont bas et, actuellement, les filles qui travaillent là-bas comme domestiques ne peuvent espérer gagner plus de 10 000 ou 15 000 FCFA par mois. En 1997, Brock avait fait remarquer que, les années où le prix du mil était élevé, il était plus intéressant financièrement pour les filles et les jeunes femmes de rester travailler comme *namaden* dans les environs de Dlonguébougou. Aujourd'hui, de nombreuses jeunes femmes affirment que l'on peut gagner beaucoup plus en cultivant une parcelle de sésame – dont il est possible de tirer plus de 100 000 FCFA si la chance est au rendez-vous – qu'en passant cinq à six mois à Bamako, au terme desquels il faut s'estimer heureuse si l'on revient avec 50 000 à 70 000 FCFA en poche.

Cependant, toutes les filles veulent faire comme les jeunes hommes et aller passer un peu de temps dans la capitale, même si ce n'est pas particulièrement lucratif. Comme le dit H. C., le village doit beaucoup d'évolutions positives à celles et ceux qui sont partis en ville, puis qui sont revenus avec de nouvelles façons de penser et de faire qui se sont révélées bénéfiques pour tous (voir encadré 9, chap. 5). Par ailleurs, certaines filles reconnaissent qu'il est impossible d'économiser de l'argent sans quitter la maison et le village, car tout ce qui y est gagné finit toujours par être dépensé pour satisfaire les besoins essentiels des autres membres de la famille.

Aux yeux de certains chefs de famille, le goût du départ en migration est allé beaucoup trop loin. Danson Dembélé explique ainsi que, lorsqu'il était jeune, il était impératif d'avoir l'autorisation du chef de famille pour quitter le village, et qu'une fois de retour, c'est l'intégralité de l'argent gagné qui devait lui être remise. Puis il ajoute que, de nos jours, « chacun fait à son idée, les gens se dispersent dans tout le pays, et aux quatre coins du monde ». De plus, comme pour ajouter l'offense à l'humiliation, il affirme que les jeunes hommes ne lui rapportent presque jamais ne serait-ce qu'un cadeau en marque de respect, à l'inverse de l'usage rapporté dans les rapports coloniaux de 1910.

DIX JEUNES FEMMES DE DLONGUÉBOUGOU À BAMAKO

L'impression générale qui ressort de l'entretien réalisé avec D. T. (encadré 12) est confirmée par le témoignage d'un groupe de dix jeunes femmes de Dlonguébougou qui ont passé la saison sèche de 2018 à Bamako (entretien réalisé avec dix jeunes femmes non mariées en avril 2018).

Toutes sont parties travailler comme domestiques pour faire le ménage, la cuisine et la lessive. La plupart ont trouvé cet emploi par l'intermédiaire d'un proche ou de la personne chez qui elles séjournait. L'une d'entre elles raconte avoir fait du porte-à-porte dans le quartier à la recherche d'emploi, avant de trouver du travail. La plupart des filles vivaient sous le toit d'un parent ou sur leur lieu de travail. Cinq d'entre elles sont arrivées ensemble et ont séjourné chez un homme originaire de Dlonguébouyou qui s'était installé durablement à Bamako. Pour certaines, il s'agissait de leur premier séjour dans la capitale pour gagner de l'argent, pour d'autres, de la cinquième ou sixième visite.

Quant à la motivation qui les a amenées à Bamako, voici ce qu'elles déclarent unanimement :

« Il n'y a rien à gagner à Dlonguébouyou, il n'y a pas de travail et aucun moyen de gagner de l'argent. Cette année a été particulièrement mauvaise, la récolte de mil n'a pas été bonne. Les pluies se sont arrêtées trop tôt, et nous avons beaucoup de problèmes avec les oiseaux à cause du projet d'irrigation chinois. Et puis, il y a les bergers peuls qui abîment les récoltes en laissant leurs troupeaux aller dans nos champs. Il est difficile aussi de gagner de l'argent à la maison, parce qu'on ne peut pas économiser. Quand on gagne beaucoup de mil, il faut donner ce qu'on a au reste de la famille. Il y a bien du travail pendant la saison sèche à N-Sukala avec les Chinois, mais ce n'est pas intéressant. C'est un travail très dur, il faut se lever avant l'aube pour y aller, et souvent ils ne vous paient même pas pour votre travail. »

Les jeunes filles doivent collecter l'argent nécessaire à l'achat de tous les biens dont elles ont besoin pour leur mariage. Or, depuis 1980, la quantité et le prix de tout ce qui est considéré comme indispensable à une jeune femme mariée ont considérablement augmenté. De nos jours, dans l'idéal, elle doit fournir une table, un lit, six chaises, une télévision, un fauteuil, une armoire, un coffre, de nombreux vêtements et une charrette à âne. Le tout, correspondant à une somme qui s'élève à plus de 500 000 FCFA¹²⁴, doit être réuni en quelques années par la fille et la mère. Quant au fiancé et à sa famille, ils n'ont pas à contribuer à

124. Soit environ 950 dollars US.

l'acquisition de ces biens. Toutefois, une fois le mariage formalisé, ils verseront une somme allant de 200 000 à 300 000 FCFA à la famille de la jeune fille. Les filles reconnaissent qu'il s'agit là d'une somme très difficile à réunir, d'autant que la plupart d'entre elles ne gagnent que 10 000 à 15 000 FCFA par mois en travaillant comme domestiques. Les quelques années qu'elles passent à travailler à Bamako aident, mais la vente du sésame récolté dans leur champ personnel reste indispensable. L'argent que gagnent les jeunes filles est généralement confié à un parent qui le conserve en lieu sûr jusqu'à leur retour au village. Puis, avant de quitter Bamako, la jeune fille dépense l'essentiel de son argent pour rapporter ce qu'elle peut à la maison, et conserve parfois une petite somme à donner à ses proches.

Une jeune fille à qui il a été demandé pourquoi, selon elle, le coût du mariage avait connu une telle augmentation a répondu que cela tenait au niveau de vie qu'elle avait vu en ville, où il y a beaucoup plus d'argent. Toutefois, elle a aussi tempéré son propos en signalant que, en ville, la contribution attendue des fiancés était plus élevée que celle des hommes de Dlonguébouyou. Grâce aux moyens dont elles disposent pour subvenir largement aux besoins de leurs filles, quelques-unes des familles les plus aisées de Dlonguébouyou ont également importé cette nouvelle tendance au village. Mais il est bien difficile pour les familles les plus pauvres de suivre le rythme et de gagner le respect de leur nouvelle belle-famille pour leurs filles. Une jeune femme concède dans l'entretien que cette surenchère des dépenses de mariage est aussi alimentée par l'âpre rivalité qui oppose les futures mariées, qui veulent donner la meilleure image possible d'elles-mêmes. Selon les jeunes filles, si elles ne peuvent faire bonne impression à leur mariage, elles et leur famille devront essayer les critiques des coépouses et de leurs beaux-parents.

Sur les dix jeunes femmes interrogées, la plupart étaient sur le point de se marier et connaissaient déjà l'identité de leur mari. L'une était déjà mariée et avait rejoint son époux, temporairement installé à Bamako, tandis qu'une autre avait eu un bébé hors mariage. Pour une autre, l'arrangement du mariage avait finalement capoté, si bien qu'elle ne savait toujours pas avec qui elle allait se marier et souhaitait que la chose soit clarifiée au plus vite. Et c'est donc dans l'ignorance de son avenir conjugal qu'elle s'efforçait pourtant de réunir l'argent et les biens personnels nécessaires à son mariage, quelle que soit la date qui serait finalement fixée pour la célébration.

Pour ce qui est de la vie dans une grande ville, les opinions des jeunes filles sont partagées. Leur motivation première est d'aller gagner de l'argent à Bamako, mais elles portent un jugement assez sévère sur le mode de vie et les comportements des citadins : « Il y a des gens qui traînent sans rien faire, et d'autres qui sont vêtus de haillons. » Elles déclarent toutes qu'elles préféreraient rentrer à la maison : « Je suis plus heureuse à la campagne, j'y ai mon père et ma mère, c'est là que sont mes frères et sœurs plus âgés et plus jeunes¹²⁵. » Beaucoup d'entre elles disent que si Dlonguébougou disposait d'un jardin maraîcher irrigué pour cultiver des légumes pendant la saison sèche, elles pourraient rester à la maison pour gagner leur vie au lieu de venir à Bamako.

I LA PLACE DES MIGRATIONS DANS LE PARCOURS DE VIE DES HOMMES

En dépit des réserves et des critiques du chef du village, la migration occupe une place centrale dans la vie des hommes. En témoignent les deux exemples ci-dessous.

LES EXPÉRIENCES MIGRATOIRES DE MAKONO DEMBÉLÉ

Les expériences migratoires de Makono Dembélé sont tout à fait représentatives. Aujourd'hui âgé de presque 70 ans, il a quitté Dlonguébougou pour la première fois à l'âge de 15 ans pour aller travailler dans les champs des villages voisins, avant de partir pour la Côte d'Ivoire en 1977, à l'âge de 22 ans. De retour définitivement au village en 1998, à l'âge de 45 ans, il était alors parti presque tous les ans, pour six à huit mois en général, et essentiellement en Côte d'Ivoire, où il a pu gagner assez bien sa vie en construisant des latrines, en creusant des puits, et même en travaillant dans des mines de diamant. Au cours de ces quinze années passées hors du village, il pense pouvoir dire qu'il a gagné au total 1 809 750 FCFA, soit 120 650 FCFA par année d'émigration.

125. « *Brussikono de kadi ne ye, ne farw be yan, ne barw be yan, ni korow ani dogow be yan.* »

« La première fois que je suis allé en Côte d'Ivoire, c'était en 1977, pour creuser des puits et construire des toilettes sur les terres forestières des Agni et des Busu. À l'époque, le forage de puits, ça ne gagnait pas beaucoup. On gagnait 300 francs par mètre, donc 6 000 francs pour un forage de 20 m. L'année suivante, j'y suis retourné avec trois autres hommes de Dlonguébougou du même âge que moi pour creuser de nouveaux puits pendant six mois. L'année d'après, c'était en 1980, c'est l'année où vous êtes venue pour la première fois au village. Je suis parti le 22 septembre, il y avait les cérémonies à Ségou¹²⁶, et une fois que c'était terminé, on a trouvé un camion pour nous emmener au Burkina Faso. C'était la Haute-Volta à l'époque. Là, on a pris un train pour la Côte d'Ivoire, pour aller creuser d'autres puits, mais cette année-là, on n'a pas gagné beaucoup d'argent, alors on est rentré chez nous. J'ai donné 25 000 francs au *gwatigi* et j'ai acheté une radio pour 30 000 francs. C'est la radio que Sidiki¹²⁷ a achetée pour 30 000 francs, pour que je puisse m'acheter une carte d'identité.

L'année suivante, on a pris un taxi pour Koutiala, puis pour le Burkina Faso, et on a trouvé un train qui nous a emmenés à Feregese¹²⁸. Une fois sur place, on s'est vite retrouvés sans argent, alors on a commencé à marcher. On n'avait plus d'argent, mais il nous restait du couscous dans un vieux sac. Quand on avait faim, on cherchait un bol et on demandait du lait à ajouter au couscous pour pouvoir le consommer. Après avoir marché quelque temps, on est arrivés dans une ville où il y avait un champ de canne à sucre. Le grand patron nous a appelés et nous a dit : « Venez au champ de canne à sucre ! » On est donc allés tous les quatre arracher les vieilles tiges de canne dans le champ, et on a gagné 3 500 francs. Puis, ils nous ont demandé : « Vous savez creuser des latrines ? » On a dit « oui ! », et on a touché 6 000 francs du mètre. Après ça, on est allés à Bouaké, rejoindre mon cousin qui vivait là-bas et qui m'a donné une bonne partie de son travail de forage de puits. À Bouaké, on a donc gagné assez d'argent pour prendre le train jusqu'à Abowili. Puis, au mois d'avril, on est rentrés à la maison, et l'année suivante je ne suis pas parti.

126. La fête nationale du Mali, qui commémore l'indépendance du pays.

127. Sidiki Diarra, mon assistant de recherche.

128. Ferkessedougou, en Côte d'Ivoire.

L'année d'après, je suis allé travailler comme tisserand à Ségou pendant plusieurs mois.

L'année suivante, on a travaillé six mois, pas loin de Korhogo. On a creusé le sol à la recherche de diamants qui, à la revente, nous ont rapporté 200 000 francs qu'on a partagés avec le patron. On s'est acheté tous les deux un vélo à Bobo-Dioulasso, et puis on a décidé de rentrer à la maison, ce qui nous a pris trois jours. On a quitté Bobo un dimanche soir, on a pédalé toute la journée du lundi, et on est arrivé à Ségou le mardi. On était jeunes et costauds à l'époque, on pouvait pédaler comme des fous !

L'année d'après encore, on est retourné chercher des diamants en Côte d'Ivoire, mais cette fois-ci, la chance n'était plus avec nous. Cette année-là, j'y suis allé avec C., puis, une autre fois avec B., et encore une fois avec le frère cadet de B., toujours pour creuser des puits. Puis, l'année où Sidiki est revenu à Dlonguébougou avec Karen [Brock], en 1997 et 1998, j'y suis retourné avec le fils de mon frère aîné, pour lui montrer le chemin. On a gagné 370 000 francs cette année-là, en trois mois, alors on a acheté des choses pour nous, et on a donné 60 000 francs à notre vieux chef de famille. Depuis 1998, je ne suis plus retourné en Côte d'Ivoire.

Je ne creuse jamais de puits tout seul. Il faut être au moins trois ou quatre. On peut trouver des Ivoiriens et se mettre d'accord avec eux pour d'autres travaux, mais pour le forage de puits, je ne travaille qu'avec des Maliens. Les Ivoiriens ne savent pas creuser, et ils n'aiment pas descendre dans les trous trop profonds. Maintenant, beaucoup de jeunes hommes du village vont à Bamako et à Kayes, pour gagner de l'argent avec le *finigosi* (le battage du tissu), mais beaucoup vont aussi travailler dans les mines d'or.

De nos jours, on ne donne plus d'argent au *grwatigi*. Les jeunes ne veulent plus partir pour aider leur vieux chef de famille. C'est pour eux-mêmes qu'ils prennent la route. Un ou deux lui donneront bien 25 000 ou 50 000 francs, mais les autres ne lui laissent généralement rien du tout. Ils disent : "J'ai acheté un panneau solaire, ou une batterie, ou une télévision que tout le monde pourra regarder." Autrefois, quand vous saviez qu'il n'y avait ni bœufs ni charrue dans la famille, vous faisiez de votre mieux pour trouver l'argent pour les acheter. Tout ce que vous voyez dans notre concession aujourd'hui (charrue, âne, charrette, moto, radio, panneaux solaires), tout ça vient de l'argent des migrations, les miennes, celles de mon frère et de nos

fil. Aujourd'hui, tout le monde peut cultiver un champ de sésame et satisfaire ses besoins. L'année dernière, on a tiré 150 000 francs de la vente de la récolte de sésame de notre *foroba*¹²⁹. Et les jeunes de la famille qui avaient semé le champ de sésame ont dit : "La récolte ira à la famille." Et donc, grâce à l'argent du sésame, on a pu payer nos 42 200 francs d'impôts. Quand il faut semer le sésame, on cherche à embaucher des gens pour cultiver une plus grande surface. C'est avec le sésame qu'on gagne notre vie aujourd'hui.

En 1986, j'ai suivi des cours d'alphabétisation, et on m'a demandé de collecter les impôts et de tenir le registre des naissances et des décès pour le village. Et c'est donc mon activité principale aujourd'hui. »

CHERCHEUR D'OR : B. D. RACONTE SES MIGRATIONS

B. D. est un jeune homme qui approche la trentaine, fils de la plus grande famille du village. Il est marié depuis peu, mais continue à profiter de quelques mois hors de Dlonguébougou chaque année. Il est interrogé au village en juin 2014, dans la cour de sa maison, où trônent d'un côté une moto flambant neuve et de l'autre une grosse chaîne hifi : ses migrations lui ont permis de gagner beaucoup d'argent. Vêtu d'un jean flottant et d'un tee-shirt, il porte des lunettes noires et arbore un large sourire.

« En ce moment, comme vous pouvez le voir, on travaille aux champs. Quand ce sera fini, on passera un mois à attendre que le mil mûrisse, et alors on commencera la récolte. Ensuite, les jeunes sont libres de partir où ils veulent. On part alors travailler ici ou là pendant trois mois, et, quel que soit l'argent gagné, on le rapporte au village. À la maison, on montre un peu ce qu'on a réussi à rapporter au chef de famille. Mais il n'a pas à savoir ce qu'on a acheté pour nous-mêmes.

Les trois mois où je suis parti, j'ai fini par atterrir dans une mine d'or. La première fois, c'était en 2008. Avant ça, je n'étais jamais allé très loin, juste creuser des puits dans les villages voisins. Après, j'ai quitté le Mali pour aller au Sénégal, où je suis resté trois mois, puis un mois en Guinée, avant de rentrer au Mali. On est partis à deux

129. C'est l'un des très rares ménages à disposer d'un champ de sésame collectif.

pendant plus de cinq mois. Cette année, je suis parti trois mois avec un de mes frères aînés. On est d'abord allés au Sénégal, mais on n'a rien trouvé. Alors, on est allés à Kenieba¹³⁰, où on a trouvé un peu de travail. À Kenieba, on était très inquiets, et avec le peu qu'on avait gagné, on s'est dit : "On rentre à la maison."¹³¹ La saison des pluies avait commencé, et ma famille était déjà aux champs depuis au moins deux jours. On avait juste trouvé de quoi satisfaire nos besoins élémentaires, mais il ne restait pas grand-chose à investir pour la famille.

Il y a de nombreuses façons de chercher de l'or. Certains creusent un trou de la taille d'un homme, et s'ils ont de la chance, ils peuvent trouver quelque chose. D'autres creusent un trou de la taille de 7 hommes, et d'autres encore de 27 hommes, avant de trouver quelque chose. Tout est une question de chance. L'or trouvé, il est à vous. Parfois, le trou s'effondre sur les gens. Et personne n'en réchappe, tout le monde y reste. Mais en moins de deux jours, d'autres chercheurs viennent creuser au même endroit. Après tout, Allah peut nous tuer même si on ne cherche pas d'or !

Il y a toujours des gens prêts à acheter votre or, mais seulement si vous l'avez d'abord lavé à Omo. Aujourd'hui, le gramme vaut 15 000 francs. Avant, on avait 22 500 francs par gramme, mais les acheteurs d'or disent qu'une guerre quelque part a fait baisser le prix. La qualité est variable ; le meilleur or, c'est le 26. Je n'y connais rien à ces numéros, mais les acheteurs d'or, eux, ils savent faire la différence.

Et puis il y a plusieurs machines que les gens utilisent pour chercher de l'or. Elles font du bruit quand on approche d'un endroit où il y en a. Ça crie même si vous avez un morceau de métal sur vous. Certains sortent même plusieurs camions de boue du lit de la rivière, puis ils la cassent en morceaux avant de la laver à l'eau. L'or se détache et il est ensuite partagé entre les travailleurs. Chacun travaille à sa manière là-bas.

Ce n'est pas facile de gagner son pain. Une fois sur place, on achète de la nourriture qu'on prépare nous-mêmes, c'est mieux que les

130. Dans l'extrême-ouest du Mali, sur les sites d'extraction d'or exploités depuis l'époque de l'empire du Ghana.

131. « *An ka taa so !* »

cuisinières qui vendent leurs plats trop cher. Je n'aurais jamais imaginé qu'on puisse trouver un endroit où dormir dans les mines d'or. Parce que là, vous êtes perdu dans la brousse, vous n'êtes pas dans une grande ville. Mais vous pouvez essayer de vous construire une hutte, dormir à la belle étoile, ou louer une chambre pour 4 000 à 5 000 francs par mois. Il y a tellement de gens différents là-bas, des étrangers, tout le monde ne vient pas du Mali. Dès qu'on aura fini le travail au champ de mil, je veux y retourner, mais dans un autre secteur cette fois-ci. Le site où je suis allé la première fois est devenu saturé. »

| ENTRE LA VIE AU VILLAGE ET LA VIE CITADINE

G. D. est le deuxième de trois frères issus d'une famille qui s'est bien agrandie au cours des trente-cinq dernières années, puisqu'elle est passée de 15 membres en 1980 à 47 en 2016. Deux des frères sont souvent partis pour des migrations qui ont réussi et rapporté d'importantes sommes d'argent à la maison, investies dans toutes sortes d'équipements. Sur la période 1980-1982, leur famille comptait parmi celles du village qui avaient enregistré les meilleures récoltes de mil, avec une main-d'œuvre mixte et dévouée, arrivant tôt au champ et qui terminait le sarclage avant la plupart des autres. Entre 2016 et 2018, les récoltes de la famille figuraient parmi les meilleures du village. Après la mort de son frère aîné, il y a dix ans, G. D. est devenu le chef de famille, mais il vit la plupart du temps loin du village, à Ségou. Au cours d'un entretien réalisé en octobre 2016, assis dans sa maison encore à moitié construite à la périphérie de la ville, il raconte :

« Moi, j'ai commencé à cultiver à l'âge de 12 ans, et quand j'ai quitté les champs, ça faisait trente-huit ans que je cultivais la terre. Aujourd'hui, j'en ai 66, et je n'ai jamais manqué de travail, grâce à Dieu. De tous les habitants de Dlonguéboucou, si on additionnait ce que chacun a gagné, tout le monde dirait que c'est moi qui ai le mieux réussi, de tous les habitants du village.

Regardez dehors par la porte, c'est mon *jaatigi*, S. D., que vous voyez allongé sur la natte¹³². J'ai passé vingt-trois ans à Ségou comme tisseur chez lui, tous les ans à la saison sèche, pendant plusieurs mois. Ensuite, j'ai fait sept ans de tissage à Bamako. Et après, je me suis mis au travail que je fais actuellement, je fais de la divination et je conseille les gens. Je me mets d'accord avec le client qui me dit : "Je ferai telle ou telle chose."

L'année dernière, un entrepreneur m'a donné un terrain à bâtir en guise de salaire pour mon travail (photo 49). C'est au terme d'un contrat de quatre ans avec lui que j'ai obtenu ce terrain sur lequel on est actuellement. Il ne m'a rien payé d'autre. Mais si je devais vendre le terrain, je pourrais en tirer 500 000 francs, peut-être même 600 000 ou 700 000. L'année dernière, j'ai investi plus de 1 750 000 francs pour construire cette maison, et il y a encore des travaux à faire cette année. C'est à ça que je me consacre maintenant.

C'est moi, seul, qui suis chef de famille (*dutigi*) ici. On a bien avancé sous ma responsabilité, et tout le monde me suit dans la maison. Au village, je suis quelqu'un d'important. Tenez ! Huit familles de Dlonguébougou m'ont demandé de m'occuper de leurs affaires. Qu'il s'agisse d'un décès, d'un mariage ou d'enfants, rien ne peut m'échapper, j'ai le dernier mot. J'ai acheté tout ce qu'il était possible d'acheter, à part une voiture ou un dromadaire. L'année dernière, en plus des deux parcelles de terre, j'ai acheté un cheval. Si vous allez à Dlonguébougou, vous pouvez le voir dans notre cour.

Autrefois, arrivé à l'âge de 10 ans, on vous plaçait sous la responsabilité d'un ancien qui vous apprenait tout ce que vous deviez savoir. Notre maître-chasseur nous emmenait dans la brousse, et on apprenait à chasser en l'imitant. Quand il tuait un animal, on allait le chercher et on le ramenait à la maison. À l'époque, il n'y avait pas un seul garçon à Dlonguébougou qui ne savait pas manier le fusil.

J'ai commencé la divination il y a quinze ans. Mon maître de *bugurida*¹³³, c'était B. Il y avait aussi M., qui avait fait son service militaire

132. *Jaatigi* au sens de « propriétaire », ou « personne qui accueille sous son toit des migrants et autres voyageurs ».

133. Rituel qui consiste à prédire l'avenir en dessinant des signes dans le sable.



Photo 49 | Quitter le village pour aller construire une maison à Ségou (2016).

et qui m'a appris à lire et à écrire. Quand j'ai commencé à gagner ma vie, j'ai mis les études de côté. Mais la plupart de mes enfants étudient maintenant. Je n'ai pas besoin de faire la publicité de mes services, je n'en parle pas à la radio. Les gens savent qui je suis ici. Ils viennent me voir pour leurs affaires, et ensuite, c'est eux qui expliquent aux autres ce que je sais faire. Et aussi sûr que la nuit suit le jour, les gens viennent me trouver.

Grâce à l'argent que j'ai gagné, je peux construire une maison en ville, mes enfants apprendront le français, trouveront un emploi et pourront, à leur tour, construire leur maison. La brousse, je n'ai plus rien à y faire. Je crois que c'est ça le plus important maintenant, préparer l'avenir de mes enfants. Mais au village, personne ne pense comme ça.

Les autres membres du foyer (*du*) à Dlonguébougou me tiennent au courant. On a partagé les responsabilités en trois. S'occuper des animaux, du bétail, des moutons, des chèvres, c'est le travail de mon fils aîné. Mon suivant, il s'occupe du champ. Quand il faut parler, participer aux discussions du village, c'est mon frère cadet qui règle tout. Il ne va plus au champ. Mais si c'est une question d'argent, c'est moi qui m'en occupe.

Ma priorité maintenant, c'est la santé, parce que c'est la base de tout. La santé, ça concerne tout le monde, les femmes, les filles, les enfants, les garçons, les hommes. Mon fils B. est parti étudier la médecine à Bamako. Un autre de mes fils étudie ici. S'il ne devient pas avocat, il fera une école de journalisme. Je les ai mis dans un lycée à Ségou, ça coûte 150 000 francs, 200 000 francs et 250 000 francs par an. Je paierai ce qu'il faut jusqu'à ce qu'ils obtiennent un poste de fonctionnaire. »

I QUITTER DLONGUÉBOUGOU

En 2016, vingt-trois hommes avaient définitivement quitté le village pour s'installer à Bamako ou ailleurs, soit plus du double des onze hommes qui étaient partis en 1997, et bien plus que les six de 1980 (fig. 29). Avec leurs femmes et leurs enfants, cela représentait plus d'une centaine de personnes qui ne vivaient plus à Dlonguébougou. Dans certains cas, les hommes ont épousé des femmes de Bamako, la planification tardive de son mariage étant l'une des principales raisons pour lesquelles un jeune homme décide de rester hors du village plus longtemps.

Les personnes qui quittent Dlonguébougou sont issues d'un large éventail de ménages (encadré 13). Certains viennent de familles très pauvres, où les perspectives d'acquisition des biens nécessaires pour gagner sa vie comme cultivateur sont presque inexistantes, d'autres de grandes familles prospères dans lesquelles ils auraient pu mener une vie assez confortable. Ceux qui migrent occupent le plus souvent des métiers non qualifiés, au premier rang desquels figurent les travaux agricoles, la vente de pain et le battage du tissu. Devenir tailleur ou transporteur de marchandises nécessite un peu plus de compétences et de capital pour acquérir la machine ou le véhicule appropriés. Quelques hommes se consacrent à la vente de médicaments, une activité risquée qui consiste à acheter des boîtes de médicaments à bas prix au Ghana et au Nigeria avant de les revendre illégalement à Bamako. Ainsi, nous avons rencontré un des migrants du village qui s'était retrouvé en grande difficulté après s'être fait confisquer l'intégralité de son stock par la police de Bamako. Par ailleurs, deux jeunes hommes sont partis en Europe : l'un

en Espagne, l'autre en France. Le deuxième a subi une violente agression dès son arrivée à Marseille. Il est désormais rétabli, après quelques semaines d'hospitalisation. Le premier, pour sa part, a trouvé du travail dans l'horticulture en Espagne et envoie régulièrement de l'argent chez lui. Il est repassé au village en 2018, avant de retourner en Espagne.

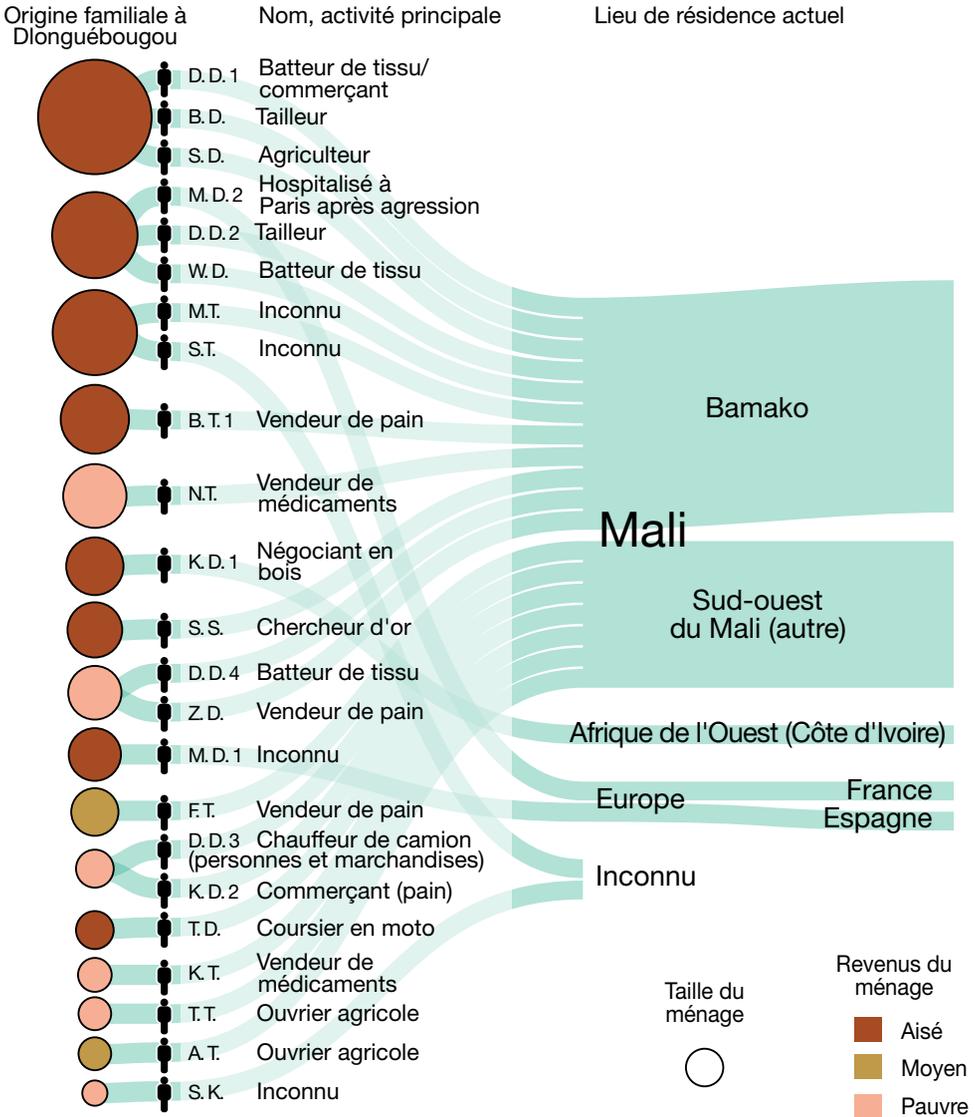


Figure 29 | Parcours migratoires des hommes en 2017 (par ménage et destination).

ENCADRÉ 13

ENTRETIENS AVEC UNE DOUZAINÉ D'HOMMES DE DLONGUÉBOUGOU IMMIGRÉS À BAMAKO (2019)

Ces immigrés de longue date, âgés de 20 à 39 ans, n'envisagent pas de retourner au village. Beaucoup d'entre eux sont mariés à des femmes de Dlonguébougou, mais leurs secondes épouses sont généralement de Bamako. L'un d'eux avait prévu de partir pour l'Europe, mais il avait finalement dû abandonner temporairement son projet, afin d'aider son frère en très grande difficulté financière. Il est néanmoins toujours bien décidé à partir dès que l'occasion se présentera. Ces hommes voient de nombreux migrants saisonniers venus de Dlonguébougou faire halte quelques nuits chez leurs proches à Bamako, sur la route qui doit les conduire aux mines d'or du sud-ouest du pays.

Ces immigrés exercent toutes sortes d'activités telles que la construction de maisons, la vente de pain, le battage du tissu, le maraboutage¹, la couture, la vente au détail et le transport de marchandises. Ainsi, l'un d'entre eux sillonne sans relâche la périphérie de Bamako, Koulikoro, et les sites aurifères avec sa machine à coudre pour proposer ses services. Il dit que « trouver du travail n'est pas toujours facile, et cela peut prendre du temps. Mais avec un peu de chance et quelques relations, on peut trouver quelque chose ».

Ils vivent pour la plupart gratuitement dans des maisons dont la construction n'est pas encore achevée, dans les zones périphériques de Bamako. En guise de loyer, ils s'occupent de la propriété et en assurent la protection. L'un de ces immigrés natifs de Dlonguébougou entretient par exemple le terrain et la maison à moitié construite de cet autre jeune homme du village déjà évoqué plus haut, parti en Espagne depuis plusieurs années, et qui investit ses revenus dans sa propriété à Bamako. Un autre loue une chambre pour lui, sa femme et ses quatre enfants pour 5 000 FCFA par mois. Tous mettent de l'argent de côté en vue d'acquérir un terrain dans la grande banlieue de Bamako sur lequel construire leur maison.

Le plus souvent, la motivation principale qui les a conduits à Bamako est de gagner de l'argent pour aider leur famille restée au village. Pourtant, dans certains cas, ce sont des querelles ou des conflits qui les ont poussés à quitter Dlonguébougou. Et ils font tous remarquer que les villageois sont en permanence dans l'attente de l'aide de tous ceux qui, comme eux, ont migré en ville. « Même quand la récolte est bonne à Dlonguébougou, on ne m'a jamais envoyé un seul grain de mil. C'est toujours à ceux qui sont à la ville d'aider ceux qui sont restés au village.

C'est toujours à sens unique ! » Et lorsque les récoltes de mil sont moins bonnes, ils doivent impérativement gagner encore plus pour aider leur famille. Certains envisagent de revenir investir au village, où beaucoup de terres sont encore disponibles. Ils parlent alors de plantation d'un verger, d'élevage de poulets ou de jardin maraîcher, bref, tout ce qui est susceptible de créer de l'emploi pour les jeunes du village.

Les jeunes hommes se donnent de moins en moins la peine de demander la permission avant de partir en migration. Dans les grandes familles qui disposent d'une dizaine de paires de bras, le départ de trois ou quatre personnes n'est jamais vraiment un problème.

Mais, dans les plus petits foyers, cela pose une vraie difficulté, car la main-d'œuvre n'est plus suffisante pour assurer toutes les tâches du quotidien. Rien d'étonnant à ce que le bétail domestique soit mal géré lorsqu'il est confié à des enfants de 8 ans.

Cinq jeunes hommes ont accédé à l'enseignement supérieur : un a suivi une formation d'enseignant, un autre étudie actuellement la pharmacie à l'école de médecine, un autre a étudié l'agronomie... Mais tous disent que ce n'est pas facile sans l'aide de leurs parents. L'un d'entre eux loge chez son oncle et donne quelques cours particuliers pour gagner un peu d'argent. Un autre sort de neuf années de formation et travaille désormais dans une usine de jus de fruits, emploi dont il retire entre 70 000 et 75 000 FCFA par mois. Ils s'accordent tous à dire « qu'ils n'ont personne de Dlonguébougou qui travaille dans l'administration, et qui aurait pu les aider pour toutes sortes de choses, comme trouver un emploi ».

(Entretiens réalisés par Sidiki Diarra en janvier 2019, à Bamako).

1. Pratique fondée sur des préceptes islamiques qui consiste à prédire l'avenir, à fabriquer des amulettes pour protéger les gens du mal et à prescrire des remèdes contre les maladies.

PORTRAIT DE D. D.

D. D. et son frère aîné K. D. sont tout à fait représentatifs de ces jeunes hommes qui, issus de familles pauvres dont ils sont bien conscients qu'ils ne peuvent pas espérer grand-chose, décident de partir gagner leur vie ailleurs. L'aîné des trois frères a passé beaucoup de temps loin de Dlonguébougou, avant de décider de rentrer au village et de se lancer comme agriculteur.

Né en 1969, D. D. est le troisième fils d'un homme très pauvre, C. D., lui-même enfant illégitime d'une fille d'une famille importante du village. Né hors mariage, C. D. a été élevé dans la famille de sa mère, mais il a dû partir et se débrouiller seul quand il s'est marié. Il a travaillé très dur pour cultiver de quoi nourrir sa famille. Ses trois fils ont eu une enfance difficile, notamment le plus jeune, D. D., qui a perdu sa mère très tôt. Son père avait bien réussi à trouver une autre femme qui avait alors rejoint le foyer, mais, face à la dureté du travail quotidien, elle avait décidé, au bout d'un an environ, de retourner au village de son père. C. D. n'a donc eu d'autre choix que de demander de l'aide à sa mère, alors âgée de 70 ans, mais qui est revenue pour s'occuper de son fils et de ses trois petits-fils. À notre arrivée en 1980, nous avons effectivement trouvé cette femme âgée affairée aux travaux les plus difficiles, comme le battage du mil, la lessive et le ramassage du bois, autant de tâches qu'elle aurait normalement dû cesser d'assurer vers la quarantaine. Or, en raison du statut social modeste et de la pauvreté dont souffrait le foyer, personne n'était disposé à leur envoyer une jeune fille pour les aider.

D. D. vit désormais à Bamako, à l'instar de son frère aîné K. D., même s'ils habitent dans des quartiers à 40 km l'un de l'autre. La maison de D. D. se situe à l'ouest de Bamako, dans une zone périurbaine en plein développement. Il a construit sa maison sur un terrain qui lui a été indiqué par le chef du village, et pour lequel il a déboursé 750 000 FCFA. Le titulaire de la propriété foncière n'est cependant pas clairement établi, et les choses resteront incertaines pour D. D. tant qu'il n'aura pas obtenu de titre de propriété en bonne et due forme. Son frère aîné K. D. quant à lui est encore locataire et vend du pain sur le marché, près de la gare routière. D. D. fait toutefois remarquer qu'il faut apprendre un métier pour assurer un avenir à sa famille à Bamako, et que vendre du pain n'ouvre aucune perspective.

« Je transporte des biens et des personnes à travers la ville au volant d'une camionnette. C'est un pick-up Mercedes blanc qui peut transporter trois personnes à l'avant, et beaucoup de bagages à l'arrière. Je le loue pour 15 000 francs par jour. Si le véhicule rencontre un problème, ou si je suis malade, le propriétaire est compréhensif, et il n'exige pas le paiement intégral, donc j'ai de la chance. C'est un jeune homme que j'ai rencontré sur le marché principal de Bamako, et qui

a remarqué que j'étais quelqu'un qui travaille bien. Il a confiance en moi, c'est pour ça qu'il m'a demandé d'être chauffeur pour lui, et qu'il m'a indiqué toutes les démarches administratives à faire pour pouvoir utiliser la camionnette. Les gens m'appellent pour transporter des marchandises d'un endroit à l'autre. Mon téléphone portable est mon outil de travail, et je dois toujours garder un œil dessus quand mon fils le prend pour jouer avec. Parfois, les gens vous appellent le soir pour vous faire venir à l'aube dès le lendemain. Jusqu'à présent, ça marche bien parce que j'ai eu de la chance et que j'ai su gagner la confiance des gens. Je ne fais pas seulement du transport de marchandises. Je sers aussi d'intermédiaire pour transmettre des sommes d'argent entre deux personnes.

Je n'avais pas l'intention de m'installer définitivement à Bamako quand j'ai quitté le village. À ce moment-là, les choses n'étaient pas définies. Ce n'est qu'en 1986 que je suis venu pour la première fois et que j'ai commencé à travailler essentiellement dans le chargement et le déchargement des camions sur le marché. En 2000, je suis rentré chez moi, parce que mon vieux père était malade, et je suis resté deux ans avec lui. Mais j'avais vraiment besoin de repartir. La vie était impossible au village.

J'ai déménagé définitivement à Bamako en 2002, après le décès de mon père. Depuis, je suis revenu trois fois à Dlonguébougou pour rendre visite, mais jamais plus de quinze jours. La dernière fois, c'était en 2009. J'aime Dlonguébougou, c'est chez moi, mais c'était trop compliqué pour que j'y reste. Les problèmes et la pression sociale m'ont poussé à partir¹³⁴. Après la mort de ma grand-mère en 1984, je ne pouvais plus y trouver ni la paix ni le bonheur. Notre famille n'a jamais reçu aucune aide de la famille de ma grand-mère. Je suis retourné à Dlonguébougou en 2009 à la recherche d'une femme pour mon frère aîné K. D., mais personne ne m'a aidé. En fait, plusieurs hommes ont même saboté notre plan pour que K. D se marie avec X., une jeune femme de Niario qui a finalement épousé un membre de la famille du chef du village. »

134. « *Toro ani degu* », locution qui fait référence à l'ensemble des difficultés que rencontrent les ménages les plus pauvres du village.

Depuis qu'il s'est établi à Bamako, de nombreux jeunes hommes de Dlonguébouguou et de la rive nord viennent chez lui pour causer, et D. D. aime beaucoup s'enquérir auprès d'eux des dernières nouvelles et des potins du village. Il connaît les dernières nouvelles des plantations de canne à sucre de N-Sukala, et raconte par exemple avoir entendu que les Chinois ont été vus en train de planter des piquets pour étendre leur zone de culture.

D. D. a deux femmes, toutes deux rencontrées à Bamako. La première n'a pas pu avoir d'enfants, malgré de nombreux traitements coûteux. De son deuxième mariage sont nés un garçon, âgé aujourd'hui de 4 ans, et une petite fille qui n'est encore qu'un bébé. Sa deuxième femme est originaire de la région de Ségou, et il a donc dû envoyer quelqu'un là-bas pour demander à son père l'autorisation de l'épouser. Sa première femme vit avec eux, elle aide à la cuisine et prend soin des enfants.

Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il aimait à Bamako, il a répondu : « Si vous travaillez bien, il y a de l'argent à gagner. Je voudrais acquérir la voiture, et c'est pour très bientôt, parce que j'ai presque fini de payer le prêt au propriétaire. Ensuite, j'envisage d'acheter une deuxième voiture pour développer mon affaire. »

D. D. ne veut pas revenir en arrière et s'installer à Dlonguébouguou, car il y a trop d'histoires malheureuses là-bas. Il envoie de temps en temps de l'argent à son frère aîné par Orange Money. Actuellement, il héberge sa cousine qui est venue travailler trois mois à Bamako en vue du mariage de sa fille (voir encadré 12). D. D. pense que sa vie prendra un tournant plus favorable lorsqu'il aura enfin payé le prêt du pick-up. Mais des risques considérables pèsent encore sur son avenir, comme le titre de propriété du terrain sur lequel il a bâti sa maison, savoir s'il réussira à élever ses enfants, et si ces derniers seront disposés à acquérir les compétences nécessaires pour se débrouiller à Bamako.

PORTRAIT DE N. T.

N. T. vit à Bamako depuis 1994. Dans un entretien réalisé en ville en mars 2017, il raconte les difficultés de sa vie dans la capitale, notamment la tristesse et la nostalgie dont souffre sa mère quand elle pense à ses amis et à sa famille restés au village.

« On a été appelés à Dlonguébougou en 1985 pour faire le service militaire. Ils sont venus nous recruter à cause du conflit avec le Burkina Faso. Ils nous ont emmenés à Doura, puis à Ségou. Ceux qui n'étaient pas aptes ont pu repartir. Les autres, on leur a donné un uniforme. On n'avait absolument pas envie de se battre, mais on n'avait pas le choix. Ils ont dit : "Votre patrie est en danger, vous devez vous lever et la défendre !" Je n'étais pas le seul de Dlonguébougou, on était nombreux, et quatre d'entre nous sont restés. On a fait quatre ans dans l'armée, et quand c'était fini, on a dit "On y va", et on est partis. Ce n'est vraiment pas facile, quand vous n'êtes pas allé à l'école. Je ne savais ni lire ni écrire, et j'ai compris que je ne monterai jamais en grade dans l'armée. Bref, vous passez le plus clair de votre temps le fusil à la main, *kiriti karata*¹³⁵. Les seuls qui pouvaient avoir de l'avancement, c'était ceux qui étaient un peu allés à l'école.

Après l'armée, je suis venu à Bamako, et puis je suis allé en Guinée, pour chercher de l'or. Je m'en suis assez bien sorti. Je creusais un trou, je descendais dedans. J'ai fait un peu d'argent, pas beaucoup. C'est en 1994 que je me suis finalement installé ici à Bamako. Je me suis marié en 1998 avec une femme de Dlonguébougou. Mon fils et mon petit-fils vivent ici avec nous. J'ai eu trois garçons et deux filles, et les deux enfants de ma sœur vivent aussi avec moi. Je suis content qu'il y ait une école à Dlonguébougou maintenant. J'ai mis tous mes enfants à l'école privée. Je dois payer les frais scolaires tous les mois, pour certains c'est 6 000 francs, pour d'autres 3 000.

Maintenant, je vends des médicaments sur le marché. J'attends un gros carton de cachets qui vient de l'étranger, sans doute du Nigeria, en général ça vient de là-bas. Mais c'est une activité qui pose beaucoup de problèmes. L'année dernière, le gouvernement a saisi toutes mes boîtes de médicaments. Ils sont venus sur mon stand au marché avec deux voitures dans lesquelles ils ont chargé toute ma marchandise. J'étais abattu, ça m'a complètement désespéré. Ils ont pris toutes mes boîtes pour les revendre à quelqu'un d'autre. J'ai fait tout ce que j'ai pu, je leur ai proposé de l'argent (250 000 francs), mais ils ont refusé. Ils ont tout pris. Ils m'ont même arraché des mains l'argent que j'avais. J'avais tout perdu, les cachets et l'argent. Et maintenant,

135. Il imite le bruit du fusil d'un soldat qui se met au garde-à-vous.

on n'a plus rien du tout ! On va se relever, on trouvera la force, mais je ne sais pas encore comment.

Bamako, c'est mieux que Dlonguébougou. Là où il y a beaucoup de monde, il y a plus de chances de gagner de l'argent. Si la vie au village avait été moins dure, j'aurais fait mon avenir là-bas. On est né là-bas, on a grandi là-bas, mais quand on n'a rien, qu'est-ce qu'on peut faire ? Quand vous avez quelque chose, vous pouvez rester. Regardez G., le fils de O. S., il a mon âge. Lui, il est resté parce que son père est riche, mais si vous n'avez rien, vous n'avez plus qu'à partir. Pour être cultivateur, il faut au moins une charrue et un bœuf. Mais même quand vous avez le matériel, s'il ne pleut pas, tout est fichu. La plupart des gens originaires de Dlonguébougou restent en contact. Dès qu'un enfant doit être baptisé, tout le monde se réunit et on passe la journée ensemble.

Dlonguébougou, c'est mon cocon... c'est là que je suis né et que j'ai grandi, l'endroit où vous êtes né sera toujours votre cocon. Mais depuis que mon frère aîné K. est mort, j'y vais moins souvent. Je dois faire vivre ma femme et mes enfants qui sont ici avec moi. Mais mon frère aîné B. T. m'a appelé pour me dire qu'ils n'avaient plus assez à manger. Alors, je leur ai acheté du mil, et si la saison des pluies arrive, je leur enverrai. J'ai trouvé du mil à 12 500 francs le sac, maintenant, il n'y en a plus à ce prix-là. J'ai réussi à acheter cinq sacs.

Mes enfants se considèrent tous comme des Bamakois. Je voulais les renvoyer au village à la saison des pluies, mais ma mère a dit qu'ils devraient rester ici. Elle a dit : "S'ils partent, ils vont tomber malades." Ce n'est pas facile pour ma mère d'être ici, elle a du mal. Quand elle tombe malade, elle rentre à Dlonguébougou pour se soigner. Si je lui dis "non, tu n'y vas pas", elle n'est pas d'accord et on se dispute. Mais si elle insiste, je dois la laisser partir. Elle reste un certain temps là-bas, puis j'appelle la famille pour leur demander de l'aider à revenir ici. Dès qu'elle passe un peu de temps au village, elle retrouve tout ce qu'elle n'a pas ici. Parfois, elle tombe malade à Dlonguébougou, et j'ai peur qu'elle meure, mais quand j'arrive sur place, je me rends compte que la famille a exagéré son état de santé réel. Moi, j'étais prêt à fondre en larmes, et puis je la trouve là, toujours en vie. Je l'appelle et je lui dis qu'elle devrait rentrer à Bamako, que j'ai besoin d'elle. Mais elle répond que Bamako, ce n'est pas

bon pour elle, qu'il n'y a nulle part où aller se promener. Et que si elle reste chez elle à Dlonguébougou, elle peut aller voir ses amies, bavarder, boire le thé ou même filer le coton avec elles.

Si vous n'avez rien, c'est dur de vivre à Bamako. Au début, quand on gagnait un peu d'argent, on pouvait s'en sortir, mais maintenant c'est beaucoup plus difficile. Il faut de l'argent pour tout, de l'argent pour le riz, de l'argent pour la sauce, de l'argent pour le loyer, de l'argent pour l'eau potable, de l'argent pour les frais scolaires, c'est ça la vie à Bamako. Il faut mettre de l'argent de côté avant que la famille ne s'agrandisse. Mais c'est un vrai fardeau si vous n'avez pas d'argent. Sans argent, c'est encore plus dur d'en trouver.

Quand je suis venu ici en 1994, je n'étais pas marié, alors je partais acheter des marchandises, parce que c'est plus facile quand on n'a ni femme ni enfant à charge. Mais si vous décidez de venir ici avec votre femme, il faut beaucoup de courage pour s'en sortir. »

| ÉVOLUTION DES PARCOURS MIGRATOIRES DE 1980 À 2018

Les mouvements migratoires au départ de Dlonguébougou ont sensiblement changé depuis 1980. En effet, désormais, tous les jeunes hommes et toutes les jeunes femmes du village partent entre six et neuf mois par an. Les migrations occupent une place de plus en plus importante dans les habitudes de travail, mais l'argent gagné par les émigrés sert désormais moins à la famille restée au village qu'à celui ou celle qui en est parti. Aujourd'hui, 23 hommes se sont installés avec leurs proches dans les villes de Bamako, Ségou et Kayes. Un avantage qui leur permet de donner un logement et du travail plus facilement aux ressortissants villageois. Étant tous nés et ayant tous grandi à Dlonguébougou, ces hommes expriment un fort attachement à leur village et à ses habitants, même s'il est parfois assombri par des difficultés diverses et de mauvais souvenirs. Les visites occasionnelles rendues à la famille, l'hébergement des proches venus du village pour travailler à la ville et le contact que tendent à garder les gens originaires du même village ou de

la même région permettent de maintenir des liens étroits entre les uns et les autres, facilités par la généralisation massive du téléphone portable. Toutefois, leurs enfants ne connaissent pas bien le village et se considèrent maintenant comme des Bamakois.

En dehors de la culture du sésame, le village n'offre que peu de moyens de générer de l'argent, et comme la plupart des gens sont pauvres, les débouchés économiques pour les biens et les services sont bien modestes, que ce soit dans le village lui-même ou dans les environs. De grandes villes comme Bamako offrent bien plus de possibilités, en raison de leur population très importante et des revenus plus élevés dont elles bénéficient. Les jeunes femmes font également part de la nécessité qui est la leur de s'éloigner de leur famille pour gagner de l'argent. Elles expliquent que, dans le cas contraire, leurs revenus seraient absorbés pour répondre aux besoins de la famille comme l'achat de médicaments et de nourriture pendant la période de soudure.

Il est impossible d'avoir des moyens de vie suffisants au village sans l'argent tiré des migrations. Dans le passé, les revenus des émigrés permettaient d'investir dans des équipements agricoles, comme les charrues, les charrettes et les bœufs. Aujourd'hui, ces revenus sont principalement consacrés à des achats personnels : une moto, un panneau solaire, de jolis vêtements ou un téléphone portable. Comme pour la production agricole, on note un glissement significatif de l'approvisionnement collectif du ménage par le *firoba* vers des revenus financiers individuels. Le tout est associé à un relâchement du contrôle social exercé par les chefs de famille sur la production et le temps de travail des jeunes hommes. La concurrence et les jalousies entre les individus et les ménages ont donné naissance à un processus d'accumulation et de consommation ostentatoire, notamment chez les jeunes qui rivalisent de signes extérieurs de conformité à la dernière mode.

Comme le montre bien le récit de N. T., devenir migrant est bien souvent le résultat de plusieurs facteurs et événements. Ce n'est pas nécessairement un choix que l'on opère à un moment donné, mais bien plutôt une condition dans laquelle on tombe : dans son cas, du fait d'avoir été enrôlé dans l'armée. Au bout de quelques années cependant, surtout après la mort d'un parent ou d'un proche, les gens finissent par dire : « À partir de maintenant, Bamako, c'est chez moi. » Les conditions de vie de la famille d'origine sont assez déterminantes, surtout si cette dernière est mal pourvue en équipements agricoles, car l'agriculture

suppose un minimum d'investissement pour être rentable. Un mariage planifié, mais qui tarde à se concrétiser, est un autre facteur susceptible de dissuader les jeunes hommes de rentrer au village. Cependant, il est évident que quitter le village est une expérience de vie difficile. Et c'est avec beaucoup d'émotion que les émigrés évoquent les paysages, la vie quotidienne ou l'étang boueux à côté du village dans lequel ils ont appris à nager, ou encore les bons moments passés en compagnie de leurs frères et sœurs. Les femmes âgées, comme la mère de N. T., sont tiraillées entre deux réalités : d'une part, la difficulté à s'adapter à la vie dans la capitale, où elles peuvent néanmoins profiter de leurs petits-enfants, et, d'autre part, leur désir d'être au village pour pouvoir discuter avec leurs amies et leurs voisins.

La migration présente cependant plusieurs aspects positifs. Au niveau individuel, outre la possibilité de gagner son propre argent, c'est l'occasion d'aller explorer le monde extérieur et d'en retirer toutes sortes d'histoires passionnantes, que l'on racontera encore et encore autour de soi tout au long de sa vie. Migrer, c'est aussi s'affranchir de la chape de plomb qui pèse sur la vie du village, où le moindre mouvement des uns n'échappe jamais au regard des autres. Les familles les plus grandes peuvent « récompenser » leurs jeunes hommes pour le sarclage du mil en leur offrant une période de liberté. Par ailleurs, les années de mauvaise récolte, si plusieurs membres de la famille quittent le foyer une grande partie de l'année, les réserves alimentaires du grenier familial ne s'en portent que mieux. Pour certains, comme G. D., quitter le village et aller s'installer en ville, suivre une formation et trouver un emploi (si possible dans l'administration) est vu comme une nécessité pour offrir une nouvelle vie à leurs enfants. Comme il le dit : « Je n'ai plus rien à faire dans la brousse. »

| L'IMPACT DES ATTAQUES DJIHADISTES SUR LA MIGRATION

L'attaque de Dlonguéboungou par les djihadistes à l'été 2021 a renforcé ce sentiment à l'égard de la vie au village et celui de la nécessité de trouver un avenir plus sûr ailleurs. Immédiatement après les attaques, après que le village s'est soumis à l'autorité du GSIM et que le siège

a été levé en septembre 2021, tous les bras valides ont quitté le village pour chercher du travail. Étant donné que personne n'a pu sortir pour aller cultiver les champs pendant la saison agricole, de juin à septembre, il n'y a pas eu de récoltes. Les gens ont été confrontés à une grave pénurie de nourriture et devaient compter sur leurs réseaux proches et lointains pour survivre pendant les six à neuf mois précédant l'arrivée de la prochaine saison de culture. Plus des trois quarts du bétail ayant été volés, la présence des jeunes hommes pour abreuver les troupeaux était moins nécessaire. Ce sont donc principalement les personnes âgées et quelques femmes avec enfants qui sont restées au village pour s'occuper de la maison. Mais une grande partie de la population – jeunes et vieux – est revenue en juin 2022 pour quelques mois afin d'aider à préparer, semer et désherber les champs dans l'espoir d'une récolte convenable.

Depuis 2021, malgré le passage de l'armée malienne dans la zone, cette région reste sous le contrôle effectif du groupe djihadiste GSIM, et il n'y a aucune présence de l'État, que ce soit au niveau de l'administration communale, des services forestiers, des écoles publiques ou des dispensaires. Compte tenu de la situation politique incertaine, de la perte de leur bétail et du risque de nouvelles attaques, les habitants de Dlonguébougou et d'autres villages de la région sont moins confiants dans leur avenir. Par conséquent, les hommes et les femmes choisissent la migration comme une option préférable à celle de rester pour cultiver la terre. Bamako reste la destination de choix, mais d'autres villes et villages dans lesquels les gens ont des connaissances sont également recherchés.

En janvier 2024, les trois États formant l'Alliance des États sahéliens, le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ont annoncé leur intention de se retirer de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (la Cédéao) avec effet immédiat. Comme indiqué précédemment dans ce chapitre, la Cédéao garantit la libre circulation de tous les citoyens de ses quinze États membres, ce qui est très important pour les populations sahéliennes, qui peuvent voyager librement pour chercher du travail dans les États voisins plus riches. Si ces trois États réalisent leur retrait comme prévu, il y aura des impacts majeurs sur les flux migratoires et les revenus associés, à moins que les mêmes conditions sur la libre circulation des personnes ne soient maintenues, ce qui semble peu probable dans l'atmosphère politique hostile actuelle. Par ailleurs, des questions

se posent quant au statut de plusieurs millions de personnes originaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger qui se sont installées dans les États côtiers. Ces facteurs détermineront à l'avenir le modèle de migration des villages tels que Dlonguébougou et les avantages qu'ils pourront en retirer.

FACE À UN AVENIR INCERTAIN

*Bolokoni kelen tese ka foy ta*¹³⁶.

| INTRODUCTION

Ce dernier chapitre examine les perspectives pour la population de Dlonguébougou et de la région au sens large, en s'appuyant sur l'évolution des conditions de vie depuis 1980, sur les forces en jeu et sur les scénarios les plus probables à la suite des événements récents survenus dans la région et dans le pays. Les chapitres précédents ont décrit la façon dont la population a fait face à de multiples problèmes et comment elle a tiré le meilleur parti des opportunités qui se sont présentées au cours des quatre dernières décennies. La pandémie de Covid-19 a eu relativement peu d'impact sur les villageois, aucun décès n'ayant été attribué au virus¹³⁷. Cependant, les économies du Mali et plus largement du Sahel ont été ébranlées par le blocage mondial qui en a résulté, ce qui a contribué à générer de la frustration pour les jeunes générations, évidente dans les manifestations de la mi-2020 qui ont en partie mené au renversement du président Keita.

Les problèmes majeurs pour les villageois découlent de la situation d'insécurité actuelle, des changements du régime pluviométrique, de la

136. « On ne peut rien ramasser avec un seul doigt », ce qui signifie qu'il faut collaborer pour réaliser de grandes choses.

137. Voir : *How COVID-19 Is Impacting Rural Africans in the Sahel*. Institute for New Economic Thinking (ineteconomics.org), 11 mai 2021.

rareté grandissante des terres et des pâturages, de la croissance démographique ainsi que de l'évolution des ménages et, enfin, des impacts de la création d'une grande plantation de canne à sucre irriguée à 40 km de là. Cette étude portant sur quatre décennies a montré que de forts niveaux de risques et d'incertitude persistent, malgré toute une succession de projets de développement, et ce en raison d'une association de facteurs : variabilité des précipitations, sécheresses, maladies, accidents de la vie et impacts négatifs de la politique gouvernementale. Pour y répondre, les habitants misent sur la diversification de l'agriculture, de leurs investissements et de leurs sources de revenus. Ils comptent aussi sur leur réseau familial et amical pour se protéger du mieux qu'ils le peuvent. L'appartenance à un grand ménage et le maintien de réseaux sociaux protègent en partie contre les risques. Les très grands groupes domestiques dénombrés à Dlonguébougou (avec une taille moyenne de 33 personnes, et cinq ménages comptant plus de 100 membres) sont beaucoup plus importants que ceux que l'on peut trouver ailleurs en Afrique de l'Ouest. Ils constituent une forme institutionnelle remarquable, au sein de laquelle les personnes ont des droits et des responsabilités, avec une combinaison d'activités collectives et individuelles.

Avec l'arrivée d'un grand nombre d'agriculteurs migrants venus du sud et de l'est¹³⁸, l'un des changements les plus frappants à Dlonguébougou est le passage de l'abondance des terres à leur raréfaction croissante durant les vingt-cinq dernières années. On relève de nombreux impacts négatifs associés à l'installation d'une nouvelle plantation de canne à sucre : à la fois dans le voisinage immédiat du projet, en raison des dommages causés par les oiseaux ravageurs, de l'expulsion des agriculteurs de leurs terres agricoles coutumières et de la pollution des approvisionnements en eau, mais aussi dans une périphérie plus vaste, en raison du déplacement de milliers de personnes.

L'investissement dans l'irrigation agricole est généralement arbitré en fonction du rapport entre les coûts et les bénéfices au sein de la zone concernée par le programme ; on peut cependant faire valoir qu'une évaluation plus juste devrait englober les coûts et les bénéfices au niveau de la région au sens large.

138. Un processus que l'on retrouve à travers le Sahel : les agriculteurs, soumis à diverses pressions, recherchent des terres à cultiver sur des zones de pâturage (CILSS, 2016).

De grands changements dans les attitudes et les valeurs se sont produits au sein de la communauté villageoise : la prépondérance de l'activité collective mobilisant une main-d'œuvre familiale s'est affaiblie en raison d'un intérêt accru pour le gain individuel¹³⁹. En 1980-1982, les villageois avaient déclaré que le renouveau marqué de leur engagement dans les activités collectives représentait un changement récent, associé au déclin des champs d'arachide personnels, lui-même causé par les sécheresses des années 1970. Il est difficile de définir les causes de ces changements d'attitude, mais ils me semblent liés aux tendances mondiales actuelles du consumérisme. L'évolution vers l'individualisme à Dlonguébougou se traduit aujourd'hui par une explosion de la consommation, de nombreux habitants appréciant la multiplication des commerces et la possibilité d'acheter de nouveaux produits. Les villageois reconnaissent que leurs désirs et leurs besoins se sont accrus par rapport au passé ; les vêtements chics, les téléphones portables et les motos sont très recherchés. Le chef du village se plaint de cet individualisme, qui d'après lui va trop loin : « Quand nous sommes désunis, comme maintenant, toutes nos fortunes en pâtissent. Si les gens trouvent quoi que ce soit, ils le mettent dans leur poche... C'est chacun pour soi¹⁴⁰. » Comme le fait remarquer un autre vieux villageois : « Dans le passé, le ménage était riche et les individus pauvres, mais maintenant, les individus ont de l'argent et les ménages sont démunis¹⁴¹. »

La transition vers l'individualisme découle en partie des valeurs acquises lors des migrations, et en partie de l'éternel antagonisme entre intérêt individuel et intérêt collectif, résumés par les termes de *jonforo* et de *foroba*¹⁴². Si les villageois ont toujours eu des contacts avec des personnes hors de leur village, ces contacts se sont multipliés, les

139. HART (1982) affirme que le déclin des groupes de travail coopératifs est la conséquence de l'agriculture commerciale et de la croissance des ventes de productions. Cela conduit à l'individualisation et à un renforcement de la propriété privée individuelle. Cependant, il note également que, dans certains endroits, les exigences de l'agriculture commerciale ont entraîné la création de groupes agricoles coopératifs importants, motivés par les économies d'échelle potentielles.

140. Entretien à Dlonguébougou en juin 2014.

141. Entretien à Ségou avec M. D. en février 2019.

142. *Jonforo* signifiant « champ privé ou individuel » par opposition au *foroba*, « grand champ », qui renvoie à la notion de propriété collective décrite dans les chapitres 3 à 5.

gens quittant désormais le village durant de longues périodes : pour gagner de l'argent, pour trouver une nouvelle vie ou encore pour élever leur famille à Bamako, à la capitale. Bien que les gens qui partent aient toujours conservé des liens avec le village, ils disent que leurs enfants vivront en ville. Quelques familles du village investissent dans l'éducation de leurs enfants, pour leur offrir des qualifications professionnelles allant au-delà du secondaire. Cependant, nombreux sont ceux qui ne voient pas l'intérêt d'envoyer leurs enfants, et surtout leurs filles, à l'école.

La plupart des habitants du village s'accordent à dire que leur situation s'est améliorée depuis 1980 grâce à de nouvelles activités et à leurs investissements. Le forage de puits s'est intensifié dans les années 1970 et 1980, ce qui a entraîné un fort développement des échanges « eau contre fumier » avec les éleveurs transhumants et une amélioration notable des rendements de mil ; dans les années 1990, de nombreuses personnes ont ouvert des petits commerces afin de générer des revenus supplémentaires. Les champs de sésame se sont généralisés dans les années 2000 et, aujourd'hui, les panneaux solaires sont devenus l'investissement de prédilection.

Les cycles d'investissement suivent un schéma similaire : quelqu'un revient au village avec une idée novatrice ; deux ou trois voisins copient l'idée ; d'autres observent et évaluent les résultats ; et lorsque l'idée a fait ses preuves, tout le monde leur emboîte le pas à la première occasion. Cependant, ceux qui sont capables d'investir précocement dans le cycle en retirent les plus grands bénéfices, comme dans le cas du forage des puits. Pour être un agriculteur prospère, il faut faire de gros investissements en équipement (charrues, charrettes, bœufs de trait, ânes, puits et bétail) et maîtriser sa main-d'œuvre. L'agriculture est difficile pour les ménages les plus petits et les plus pauvres, car ils ne disposent pas des équipements essentiels et ils ne peuvent mobiliser que peu de main-d'œuvre. Dans le village, à moins d'un coup de chance, leur avenir à long terme paraît sombre.

De nombreux agriculteurs reconnaissent qu'ils doivent faire évoluer leurs techniques agricoles, étant donné la forte baisse de fertilité des sols et la diminution des pâturages à la périphérie du village. Les villageois de Dlonguébougou n'ont plus le monopole de l'accès à l'eau, aux pâturages et au fumier. La plupart des cultivateurs utilisent de petites quantités d'engrais chimique mélangées à des semences au moment des

semailles. Une certaine forme d'intensification de l'agriculture constituera un passage obligé pour améliorer les rendements. Cependant, les tendances pluviométriques ne sont pas prometteuses. Bien que le village ait reçu un volume de précipitations annuelles plus élevé en 2016-2018 qu'en 1980-1982, celles-ci sont moins prévisibles, notamment en début et en fin de saison des pluies.

Il existe également de nombreuses incertitudes liées à la politique et à l'action gouvernementale. Des villages comme Dlonguébougou considèrent le gouvernement davantage comme une menace que comme le garant de leurs droits civiques. Les villageois de Dlonguébougou ne savent pas s'ils seront englobés dans la zone d'irrigation ou s'ils resteront à sa périphérie, avec les effets néfastes induits par cette proximité. Si la nouvelle Loi foncière semble leur ouvrir des droits sur le territoire coutumier, on peut néanmoins douter de son efficacité face à de puissants intérêts à la recherche de terres. Les jeunes hommes et femmes sont confrontés à de nombreux choix possibles : rester au village, partir pour Bamako ou migrer encore plus loin. En tenant compte de la condition des femmes et de l'accès limité à des méthodes de contraception efficaces, la croissance démographique devrait se poursuivre, entraînant une augmentation de la pression sur les terres, l'eau et les sols, ainsi que la création de nouvelles petites villes et de nouveaux villages. Si de nombreuses personnes ont quitté le village, leur identité reste malgré tout façonnée par cet endroit, par ce paysage et par ce modèle de société.

Un certain nombre de tendances prévisibles détermineront les perspectives auxquelles les gens seront confrontés pour assurer leur subsistance, que ce soit à Dlonguébougou ou ailleurs. Il existe aussi d'autres facteurs de changement moins prévisibles. Ce dernier chapitre examine cinq facteurs majeurs qui vont orienter les choix possibles pour les habitants de Dlonguébougou : les conflits et l'insécurité survenus depuis 2012 au Mali et dans la région du Sahel ; la croissance démographique et son évolution probable ; l'imprévisibilité croissante des régimes pluviométriques et climatiques ; la croissance économique et les investissements effectués à Dlonguébougou et dans sa région ; enfin, les pressions croissantes sur les terres et les pâturages. Le chapitre se poursuit par une réflexion sur l'impact de l'aide au développement sur la vie du village et des villages voisins. Les perspectives sur l'avenir de Dlonguébougou seront présentées en dernière partie.

I CONFLITS ET INSÉCURITÉ

Comme décrit au chapitre 2, le Mali et le Sahel sont frappés depuis 2012 par l'aggravation d'une série de conflits imbriqués tant au niveau local que national et régional. Les conflits et l'insécurité actuels concernent les régions du nord et du centre du Mali et débordent sur les États voisins. De nombreux groupes, dont les motivations se recoupent, sont disséminés au Sahel : les groupes djihadistes radicaux souhaitant instaurer la charia ; les groupes ethniques revendiquant une plus grande autonomie ou l'indépendance ; les jeunes sans emploi ; un grand nombre de citoyens ordinaires qui n'apprécient pas la mauvaise gouvernance, la corruption et la centralisation du pouvoir des gouvernements successifs de Bamako (BENJAMINSEN et BA, 2018 ; INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2016). Si le gouvernement militaire mis en place à la suite du second coup d'État de mai 2021 a adopté une approche plus ferme contre la corruption – comme en témoignent ses tentatives d'assainissement de la Compagnie nationale d'électricité Énergie du Mali –, la majorité des habitants des zones rurales reste soumise aux exactions du groupe armé qui contrôle la zone dans laquelle ils se trouvent.

En se livrant au commerce des armes et de la drogue, aux enlèvements et au trafic de migrants à travers le désert (WALTHER, 2017 ; THIAM, 2017), les gangs criminels transnationaux, souvent étroitement associés à des groupes armés, bénéficient de l'espace de non-droit créé par ces conflits. Le Mali et le Sahel au sens large présentent bon nombre des critères qui caractérisent le « piège de la fragilité » dans lequel plusieurs des pays les plus pauvres d'Afrique sont englués (COMMISSION ON STATE FRAGILITY, GROWTH AND DEVELOPMENT, 2018). Cet ensemble de facteurs, qui se renforcent mutuellement, comprend aussi une faible croissance économique, le chômage, des groupes de populations antagonistes dotés de fortes identités et, enfin, un État considéré comme sans légitimité et donc prêt à être pillé par ceux qui peuvent prendre le pouvoir soit par le biais d'élections, soit par tout autre moyen. L'État dispose de rentrées fiscales très limitées, dépend grandement des fonds de l'aide internationale et dispose de capacités limitées pour assurer les services de base. Les forts exploitent les faibles, et les intérêts privés priment sur les objectifs publics à long terme. Même si un soutien international permet de pallier temporairement les problèmes, les solutions doivent forcément être

dégagées au plan national : elles doivent s'appuyer sur des étapes simples générant des emplois et assurant la sécurité ; rétablir les institutions étatiques ; mettre en place un objectif commun et des systèmes de gouvernance responsables (COMMISSION ON STATE FRAGILITY, GROWTH AND DEVELOPMENT, 2018).

DE 2012 À AUJOURD'HUI

Depuis l'arrivée des insurgés touaregs en 2012 et la vague de groupes armés, le gouvernement de Bamako a peiné à reprendre le contrôle effectif du nord du pays. Même avec le soutien militaire de la Force Barkhane française, des alliés européens et de la Minusma de l'ONU¹⁴³, le gouvernement ne disposait que d'une présence très limitée en dehors des principales villes du pays. En 2015, le gouvernement algérien a aidé à négocier l'accord d'Alger, un accord de paix destiné à désarmer les rebelles, à les intégrer au sein de l'armée malienne, à mettre en place des patrouilles conjointes et à établir des organes administratifs de transition au niveau des régions et des cercles. Cependant, très peu des mesures convenues ont été mises en application. Au début de l'année 2024, le président actuel, Assimi Goïta, a rompu l'accord, qui dans les faits était déjà caduc.

En 2014, en raison de l'imbrication des conflits à travers le Sahel et de la facilité avec laquelle les groupes armés sillonnent ce vaste espace, cinq nations sahéliennes voisines (la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad) ont formé le G5 pour coordonner leur stratégie militaire et mettre sur pied une force conjointe. Le G5 recevait une assistance financière et militaire de la part des pays européens et nord-américains. Mais depuis la rupture de ses relations avec la France en 2022, le Mali s'est retiré en accusant le G5 de n'être qu'une marionnette des pays occidentaux. Il a été suivi par le Burkina Faso et le Niger et, par conséquent, le G5 n'existe plus. L'Alliance des États sahéliens établie par le Mali, le Burkina Faso et le Niger en 2023 tente de prendre la relève, avec un accord en faveur d'une stratégie conjointe et coordonnée entre les forces armées de chacun des pays.

143. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali. Établie par la résolution n° 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies, avril 2013.

En 2018, un rapport du Groupe d'experts sur le Mali – qui conseille le Conseil de sécurité des Nations unies – a mis en lumière l'association étroite entre les groupes djihadistes et les contrebandiers. Il a identifié nommément plusieurs personnes connues pour retirer d'importants bénéfices de ces activités et a proposé une série de sanctions à leur encontre¹⁴⁴. Al-Qaïda, l'État islamique et d'autres organisations djihadistes étrangères sont présents dans le sud de la Libye, le nord et le centre du Mali, ainsi que dans les pays voisins du Mali – le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger –, et ce avec le soutien financier de divers intérêts étrangers liés par un jeu d'alliances fluctuantes. La négociation et la mise en œuvre d'un accord de paix dans la région exigeraient un effort de mise en phase et de coordination des acteurs étatiques et non étatiques ainsi que de leurs intérêts divergents.

Malgré les efforts des trois pays pour coordonner les actions militaires, il semble peu probable que ces conflits soient résolus rapidement. Même si, en 2018, le président malien Keita avait instauré le rétablissement de la paix et de la sécurité en tant que priorité de son mandat, la plupart des observateurs doutaient de sa capacité à tenir cet engagement : au cours des cinq années de son premier mandat, le conflit s'est en effet propagé depuis le nord du Mali jusqu'à une zone beaucoup plus étendue au centre du pays. À la suite de l'insurrection de 2012, essentiellement déclenchée par les Touaregs, le conflit actuel implique désormais de nombreuses communautés et de nombreux groupes qui se battent pour accéder aux ressources clés, régler de vieux différends ou pour des motivations religieuses (THIAM, 2017 ; BENJAMINSEN et BA, 2018). Depuis 2020, au lieu de rechercher un règlement politique avec les différents groupes rebelles – une solution qui passerait nécessairement par le règlement des problèmes fondamentaux de gouvernance, de responsabilité et de rééquilibrage d'un pouvoir politique et économique hautement centralisé –, la recherche de solutions militaires a eu tendance à dominer la stratégie de Bamako. Or l'ampleur géographique du conflit et sa nature insurrectionnelle ne permettent pas de reprendre le contrôle par la seule force des armes. Par ailleurs, vu le peu d'entreprises installées dans la région et le nombre de diplômés des écoles et des universités au

144. Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la présidente du Conseil de sécurité par le groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali. UNSC/S/2018/581. INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2018).

chômage, les perspectives économiques restent médiocres pour la plupart des jeunes. Les groupes djihadistes proposeraient une solde mensuelle de 300 000 FCFA¹⁴⁵, soit plusieurs fois ce que l'on peut gagner dans la plupart des emplois de l'économie formelle ou informelle. En outre, la rupture des relations avec la France et les pays européens et le rapprochement avec la Russie ont créé un climat peu propice aux investissements étrangers. L'économie du Mali repose donc aujourd'hui surtout sur les revenus miniers.

Jusqu'à 2020, les partenaires financiers internationaux du Mali ont fourni un important soutien militaire et sécuritaire. Dès le début de l'année 2019, on dénombrait plus de 12 000 soldats, policiers et personnels affectés à la logistique ou la formation sous l'égide de la Minusma, tous envoyés au Mali par 59 pays différents. Si la France était alors la principale source de soutien militaire, de nombreux autres pays de l'Union européenne contribuent aux côtés des États-Unis, du Canada et de divers pays d'Asie et d'Amérique latine à cette force de maintien de la paix dirigée par les Nations unies. La force militaire française a été accueillie avec une vague d'enthousiasme durant les premiers mois de 2013. Par la suite, elle a cependant été perçue par certains comme trop proche des Touaregs, ou encore peu disposée à aider le gouvernement et l'armée malienne à rétablir leur présence dans la ville touarègue de Kidal. Certains Maliens sont perplexes quant au fait que, malgré une telle présence militaire, les djihadistes aient réussi à s'étendre beaucoup plus loin au lieu d'être vaincus. Ils soupçonnent les gouvernements occidentaux d'avoir des intentions cachées.

Par contraste, l'armée malienne a la réputation de tirer d'abord et de poser les questions ensuite. Elle fait l'objet d'une enquête pour l'exécution de jeunes Peuls, soupçonnés d'appartenir au Front de libération du Macina. L'arrivée des troupes russes du groupe Wagner, aujourd'hui appelé Africa Corps, n'a fait qu'aggraver les craintes de massacres de civils, comme cela a été rapporté à Moura en 2022¹⁴⁶.

Le déploiement de troupes européennes au Mali a également été motivé par le fait que le Sahel et le Sahara sont devenus la plaque

145. L'équivalent de 500 dollars US. Même si la somme indiquée n'est pas exacte, les recrues acquièrent un statut, un pouvoir et des armes.

146. 20230512-Moura-Report.pdf (ohchr.org)

tournante des migrations, d'abord vers l'Afrique du Nord puis à travers la Méditerranée : ce sont donc des régions critiques pour la surveillance et le contrôle des mouvements migratoires. Il s'agit de très grands espaces, qui sont impossibles à contrôler efficacement même en recourant aux drones ou aux frappes aériennes. S'il n'y a aucun changement dans la façon d'envisager la situation et dans le leadership politique, le conflit va probablement s'aggraver. Le Sahel est ainsi passé d'un statut de « zone reculée » sans grande importance stratégique à celui de région critique pour la politique et la sécurité de l'Union européenne et des pays côtiers ouest-africains, qui se sentent de plus en plus dans le viseur des groupes armés.

LES CONSÉQUENCES SUR LES POPULATIONS

Les conséquences de cet état de conflit sont multiples et à plusieurs échelles : elles affectent l'Afrique de l'Ouest, le Mali et sa population à tous les niveaux, y compris le village de Dlonguébougu.

Il y a, premièrement, les conséquences directes du conflit, avec un nombre de victimes estimé à plusieurs milliers durant la période 2012-2024. Selon l'UN-OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), « quelque 7,1 millions de personnes, soit 32 % de la population actuelle, ont besoin d'aide humanitaire et de protection. La situation est particulièrement grave dans les zones touchées par le conflit dans le nord et le centre du Mali, où les difficultés d'accès et les déplacements multiples exacerbent la vulnérabilité¹⁴⁷ ». Le conflit a aussi mené à la dégradation des relations entre les groupes ethniques et les différentes communautés¹⁴⁸. Les milices, créées au départ pour assurer la défense des communautés locales, ont commencé à attaquer d'autres groupes ethniques. Les confréries de chasseurs bambara, connues sous le nom de *donzo*, ont joué ce rôle dans certaines zones. Qu'il s'agisse de

147. <https://www.unocha.org/mali>

148. La Fédération internationale pour les droits humains/Association malienne des droits de l'Homme (FIDH/AMDH) (2018) estime que 1 200 personnes ont été tuées et 30 000 déplacées entre 2016 et 2018 ; en 2018, plus d'un million de personnes de la région de Mopti avaient besoin d'une aide humanitaire.

règlements de comptes ou de conflits portant sur l'accès à l'eau et aux pâturages, les camps d'éleveurs peuls font désormais l'objet d'attaques par des milices. Les Peuls se sont organisés pour riposter et protéger leurs communautés. Certains ont rejoint le mouvement djihadiste créé en 2014 par Amadou Koufa¹⁴⁹, qui incarne la colère et le ressentiment de nombreux éleveurs peuls. Ces derniers se sont sentis politiquement marginalisés et, dans de nombreuses régions, ils ont perdu l'accès et le contrôle sur les terres, l'eau et les pâturages ; enfin, lorsqu'ils portent leurs litiges fonciers devant les tribunaux, ils sont confrontés à une corruption généralisée. Ils accusent également les forces de sécurité de cibler tous les jeunes d'origine peule de façon indiscriminée, en partant du principe que ces derniers font tous partie du Front de libération du Macina (THIAM, 2017 ; BENJAMINSEN et BA, 2018).

Deuxièmement, même si le financement des bailleurs internationaux pour le Mali avait augmenté de 20 % entre 2010 et 2017, une part croissante de cette aide a été allouée aux dépenses militaires, à l'aide humanitaire aux personnes déplacées et aux mesures visant à endiguer les flux migratoires. Elle n'allait donc pas au développement à long terme des institutions et des infrastructures, qui serait nécessaire pour bâtir un État et une économie plus efficaces. Le budget du gouvernement pour les dépenses militaires a doublé, passant de 10 % des dépenses publiques en moyenne pour la période 2001-2010 à 21 % en 2017. Il est probable que les dépenses militaires aient continué à augmenter.

Troisièmement, le conflit a entraîné une recentralisation du pouvoir et de l'autorité à Bamako – dans un pays deux fois plus grand que la France, qui devrait décentraliser les prises de décision, le pouvoir et les ressources allouées.

Quatrièmement, l'état de conflit a découragé nombre d'entreprises étrangères d'investir dans le pays, ce qui ouvre la voie à des investisseurs moins scrupuleux, se souciant moins du risque réputationnel. On peut citer l'exemple de la société sud-africaine Illovo, qui en 2012 a abandonné son projet de plantation de canne à sucre à Markala, au nord-est de Ségou. Il y avait de multiples raisons à cela, notamment

149. Amadou Koufa est le chef du GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) qui gère la zone où se trouve Dlonguébougu. Le GSIM est allié avec le groupe AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), dirigé par le Touareg Iyad Ag Ghali.

des craintes pour l'image de la marque (qui appartient à la société britannique Associated British Foods) et des inquiétudes pour la sécurité du personnel et des investissements dans le projet. Ainsi, les Chinois dominent désormais le secteur sucrier. Comme on l'a constaté avec le projet N-Sukala, ils ont les mains libres et peuvent agir à leur guise. Dans le secteur minier, quelques entreprises occidentales sont susceptibles d'être la cible d'intérêts russes.

Cinquièmement, les déplacements au sein du pays et vers les États voisins sont devenus beaucoup plus compliqués pour les commerçants, les éleveurs et les simples voyageurs : parmi les raisons principales, on peut citer la crainte du banditisme, la menace djihadiste, voire l'inquiétude à l'idée de croiser des patrouilles de l'armée ou de la police. Des bandits sévissent dans de nombreuses zones à l'écart des grands axes et ils s'emparent des véhicules, des motos, de l'argent et de tout autre objet de valeur. Par ailleurs, entre 2015 et 2018, plus de 30 assassinats de fonctionnaires ont été perpétrés dans la région de Mopti, les tueurs enturbannés tirant depuis leur moto (BENJAMINSEN et BA, 2018). D'autres assassinats de fonctionnaires ont eu lieu à Doura, à 30 km de Dlonguéboucou, en avril 2016 (épisode décrit au chapitre 1). Les gouverneurs des régions de Ségou et de Mopti ont régulièrement interdit la circulation des motos dans certaines communes, ce qui complique les déplacements, les visites aux voisins et le commerce : on court effectivement le risque d'être abattu ou de voir sa moto confisquée si l'on croise une patrouille de l'armée ou de la police. Les villageois de Dlonguéboucou ont été frappés par ce type d'interdiction pendant plusieurs mois en 2017. Mais le pouvoir des gouverneurs ne s'exerce plus aujourd'hui en dehors des principales villes du centre du Mali.

Sixièmement, le secteur des ONG internationales, qui constituait auparavant un soutien important pour de nombreux projets décentralisés à travers le pays (production énergétique à petite échelle, programmes de prêts ou jardins maraîchers), a été considérablement réduit. Il subsiste encore des ONG maliennes qui poursuivent de grands programmes ainsi que du personnel malien appartenant aux grandes ONG étrangères telles que Care ou Oxfam, mais leur dynamisme et leurs ressources ont été considérablement impactés. De nombreuses ONG internationales installées à Bamako ont fermé leurs portes et sous-traitent maintenant certains éléments de leur portefeuille d'activités à des organisations nationales. De plus, les employés

nationaux sont souvent réticents à se déplacer dans certaines zones du centre et du nord du Mali, de sorte que le rayon d'action de ces ONG a considérablement diminué.

Septièmement, le secteur touristique a complètement disparu. Ce secteur était une source importante d'emplois et de revenus dans les grands centres tels que Ségou, Mopti ou Tombouctou. Les hôtels, les guides touristiques, les transports et les activités artisanales dépendaient du tourisme. Or, le nombre de touristes est quasiment tombé à zéro depuis 2013, en raison des craintes d'attentats et d'enlèvements. Les hôtels sont vides ; les événements tels que le festival de musique de Tombouctou du Nouvel An (Festival au Désert) ont été annulés, tandis que le festival de Ségou sur le fleuve Niger reçoit peu de visiteurs internationaux.

Outre la protection contre les attaques, les commentateurs maliens et internationaux s'accordent à dire qu'il est également vital de rétablir la présence et la légitimité de l'État en assurant les services publics de base. En pratique, de nombreuses écoles, cliniques et beaucoup de services gouvernementaux sont vides dans le centre et le nord du Mali, tout fonctionnaire d'État étant considéré comme une cible légitime par les djihadistes (BENJAMINSEN et BA, 2018). On estime, par exemple, que plus d'un demi-million d'enfants sont privés d'école dans la région de Mopti (THIAM, 2017). Les fonctionnaires, qui ont vu des collègues se faire assassiner, ne sont pas enclins à risquer leur vie face à la menace des groupes insurgés et ils ont fui vers des endroits plus sûrs. À Dlonguébougou, tous les enseignants sont partis en 2020, craignant pour leur sécurité. Une école islamique (*madrassa*) a été établie à la place de l'ancienne école.

Jusqu'en 2021, même si Dlonguébougou avait reçu la visite de patrouilles de l'armée, les villageois n'avaient pas directement ressenti l'impact de la progression du conflit dans la région de Ségou. Indirectement, le conflit avait cependant accéléré la détérioration des relations entre les communautés bambara et peules. L'interdiction de la circulation des motos avait fortement entravé les déplacements, et tout le monde souffrait de la morosité des perspectives économiques nationales due à l'insécurité. À partir de mai 2021, Dlonguébougou a subi de plein fouet l'avancée des djihadistes, comme décrit au chapitre 2, avec des assassinats, un siège qui a duré quatre mois, le vol de certains biens et de presque tous les bovins.

I LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Cette recherche a montré l'importance de la croissance démographique dans le village de Dlonguébougu, la population ayant triplé en trente-cinq ans, entre 1981 et 2016. La croissance démographique du Mali a été globalement similaire. On s'attend à ce que la population totale passe de 24 millions en 2024 à 45 millions en 2050, un quasi-doublement. Cette prévision se base sur une baisse attendue du taux de fécondité par femme, qui passerait de 6,5 à entre 3 et 4 à l'horizon 2050 si l'on s'appuie sur les expériences récentes du Kenya, de l'Éthiopie et du Rwanda. Les estimations pour la région de Ségou montrent que la population devrait passer de 2,7 millions en 2018 à 4,6 millions d'ici 2035, puis atteindre les 6,5 millions à l'horizon 2050, ce qui implique plus du doublement des surfaces cultivées d'ici 2035. La densité de population actuelle dans la région de Ségou est de 42 habitants/km² ; elle pourrait atteindre 72 habitants/km² d'ici 2035 (SOURISSEAU *et al.*, 2016).

Un doublement des surfaces cultivées d'ici 2035 signifierait que les champs occuperaient alors 45 % de toutes les terres. Une telle croissance de la pression démographique pourrait engendrer certaines conséquences. Premièrement, le flux de personnes partant vers les villes de Ségou, Sikasso et Bamako ou vers des destinations plus lointaines va s'amplifier. Deuxièmement, une intensification de l'agriculture est essentielle : d'une part, pour accroître la productivité et, d'autre part, pour passer à des cultures de plus grande valeur, là où les précipitations et l'accès au marché rendent cette option viable (TIFFEN *et al.*, 1994). Troisièmement, le mouvement de populations d'agriculteurs vers les zones moins densément peuplées au nord se poursuivra, de façon saisonnière ou permanente. Cela générera une hostilité croissante ainsi que des conflits avec les communautés pastorales, qui ont besoin de ces terres pour le pâturage. Ces questions sont abordées plus en détail dans la partie « Pressions sur les terres » ci-dessous.

Au Mali, les femmes ont actuellement de six à sept enfants en moyenne, l'un des taux de fécondité les plus élevés au monde, similaire à celui du Niger, du Burundi, de la Somalie, de l'Ouganda ou de la Tanzanie. Ce taux élevé résulte de la pauvreté associée aux mariages précoces, à l'héritage des veuves et à l'absence de toute forme efficace de contraception. Le niveau d'éducation des femmes adultes est faible, et le taux de scolarisation des filles est beaucoup plus bas que celui des garçons, tant en zone rurale qu'urbaine (photo 50).

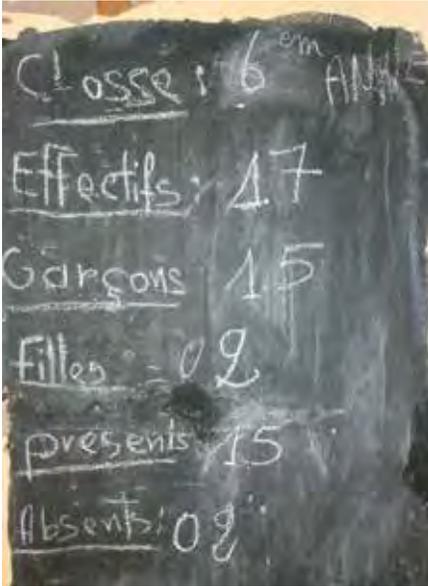


Photo 50 | Les filles sont moins scolarisées : effectif d'une classe à Dlonguébougou (octobre 2016).

Un ralentissement de la natalité est donc peu probable dans un avenir proche. Les femmes des villes ont moins d'enfants que celles des zones rurales, le taux moyen tombant à cinq dans les zones urbaines. De nombreuses femmes et filles des campagnes partent en migration à Bamako pour gagner de l'argent. Durant leur séjour, elles sont en contact direct avec de nouveaux modes de vie et de pensée. Cependant, on ne constate guère de changement des mentalités, tant chez les femmes que chez les hommes, quant au statut des femmes et des filles ou encore à l'importance accordée par la tradition au mariage et à l'éducation des enfants¹⁵⁰. Les tentatives de réforme de la condition des femmes de 2009, avec des amendements apportés à la législation familiale malienne, ont été accueillies de façon très hostile par les organisations islamiques : plusieurs prédicateurs ont réussi à mobiliser de grandes manifestations à Bamako et ailleurs pour tenter de repousser les propositions visant

150. À comparer à un article du *New York Times* qui décrit l'incidence croissante du divorce à la demande des femmes dans le Niger voisin : <https://www.nytimes.com/2019/01/06/world/africa/niger-divorce-women.html>

notamment à donner des droits d'héritage égaux aux femmes et aux hommes, ou encore à faire passer l'âge minimum du mariage à 18 ans. Le classement annuel 2022 des pays africains établi par la fondation Mo Ibrahim montre que le Mali se place en milieu de liste (37^e sur 54 pays) pour la gouvernance globale, mais en bas de classement (45^e sur 54) pour le statut politique, juridique et économique des femmes¹⁵¹. Le mariage et ses préparatifs restent des éléments clés dans la vie des jeunes femmes. Comme on l'a vu au chapitre 7, les jeunes femmes migrantes de Dlonguébougou travaillent pendant plusieurs années pour gagner l'argent nécessaire à l'acquisition de l'important « trousseau de la mariée » requis pour faire un bon mariage.

Au cours des trente-cinq dernières années, le taux de survie des enfants s'est considérablement amélioré, en particulier chez les enfants de moins de 5 ans. L'historique des naissances à Dlonguébougou entrepris en 1981 montre que près de la moitié des enfants décédaient à cette époque avant leur cinquième anniversaire (HILL *et al.*, 1983). Aujourd'hui, la moyenne nationale est tombée à un sur huit, et le village a bénéficié de cette amélioration¹⁵². Dans les zones rurales telles que Dlonguébougou, cette augmentation importante mais récente du taux de survie des enfants n'a pas été compensée par une baisse équivalente du taux de natalité. Même si les femmes font de leur mieux pour espacer les naissances, afin d'éviter l'arrivée d'un nouvel enfant avant que le précédent ait au moins 2 ans et sache marcher, réussir à concevoir et à élever six enfants ou plus jusqu'à l'âge adulte reste encore un sujet de fierté. Un meilleur accès à l'éducation, des opportunités économiques et une contraception efficace pourraient aider les femmes et les jeunes filles à se marier plus tard et à espacer davantage les naissances. Cependant, le taux de natalité restera probablement élevé, étant donné la longue période de fertilité des femmes durant leur vie conjugale.

151. Fondation Mo Ibrahim (2022). Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG). Le classement par genre se fonde sur les scores en matière d'égalité entre les sexes dans les écoles primaires et secondaires, sur l'autonomisation politique des femmes, sur les lois sur les violences faites aux femmes, sur la promotion de l'égalité des sexes, sur le nombre de femmes dans le système judiciaire et sur le taux d'emploi des femmes.

152. À l'échelle nationale, les taux de mortalité infantile chez les enfants de moins de 5 ans sont passés de 408 pour mille en 1960-1965 à 122 pour mille en 2010-2011.

I TENDANCES CLIMATIQUES ET PLUVIOMÉTRIQUES

Le chapitre 3 présente les régimes des pluies passés et présents pour Ségou et Dlonguébouyou. Ceux-ci n'indiquent qu'un rétablissement partiel des valeurs moyennes à long terme du volume total de la pluviométrie après les sécheresses des décennies 1970 et 1980 et mettent en lumière une forte variabilité d'une année à l'autre. Avec le réchauffement climatique et l'évolution des grands cycles atmosphériques (TAYLOR *et al.*, 2017 ; voir chap. 3), les spécialistes du climat pensent que les précipitations au Sahel deviendront encore plus variables et perturbées. Les données scientifiques montrent également que le désert du Sahara se réchauffe plus rapidement que le Sahel : le cycle de l'eau connaît par conséquent de fortes variations, qui entraînent des périodes de précipitations et de sécheresse plus intenses. Le rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) de 2022 reconnaît les limitations des bases de données disponibles pour modéliser la pluviométrie en Afrique de l'Ouest¹⁵³ : le Sahel est en effet situé dans une zone de recouvrement de plusieurs grands systèmes météorologiques. Certains modèles climatiques indiquent que le volume des précipitations pourrait augmenter au cours des trois prochaines décennies ; d'autres prédisent un déclin. Les modélisations récentes montrent clairement que les variations de température de l'océan constituent le déclencheur principal des sécheresses et des pluies diluviennes en Afrique. Quand les eaux de l'Atlantique Sud se réchauffent par rapport à celles du Nord, la probabilité de sécheresse au Sahel augmente. Par conséquent, la pluviométrie du Sahel dépendra en partie de la façon dont le réchauffement climatique affecte les différentes parties de l'Atlantique. Ce facteur climatique prédominant est également amplifié par les changements d'affectation des terres provoqués par l'homme (GIANNINI, 2016).

Indépendamment des précipitations totales reçues durant la saison des pluies, la volatilité accrue de la pluviométrie et le raccourcissement de cette dernière rendent encore plus cruciales les stratégies de répartition des risques, le renforcement de la résilience des systèmes d'agriculture et

153. IPCC (2022) Sixth Assessment Report. IPCC.com

des moyens de subsistance, comme nous le verrons dans la partie suivante. SOURISSEAU *et al.* (2016) montrent qu'il est possible que la période végétative au nord du fleuve Niger passe de cinquante à cent jours aujourd'hui à moins de cinquante jours, ce qui rendrait l'agriculture très aléatoire, même en disposant de variétés de mil à cycle de croissance très court. Pour moins dépendre des cultures pluviales, les agriculteurs et les agroéleveurs devraient se diversifier : petites parcelles irriguées, accent mis sur l'élevage, recours à un éventail d'activités non agricoles. Certaines personnes partiront probablement à la recherche de terres et de sources de revenus dans les régions plus humides vers le sud, comme cela s'est produit dans les années 1970 et 1980, quand de graves sécheresses ont poussé plusieurs millions de Maliens et de Burkinabè accompagnés de leurs troupeaux vers la Côte d'Ivoire ou le Ghana, à la recherche de terres agricoles et de pâturages. Mais la terre est également devenue plus rare dans les pays côtiers, compte tenu du grand afflux de migrants, ce qui a conduit à une hostilité croissante à l'égard des personnes d'origine sahélienne.

La difficulté de vivre de l'agriculture décourage les jeunes hommes de suivre les traces de leurs parents. Dans le cadre d'une enquête réalisée en 2016 auprès de 130 ménages ruraux de la région de Ségou, 74 % des jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans ont déclaré vouloir quitter leur village, Bamako étant la destination de prédilection (SOURISSEAU *et al.*, 2016 ; KIRWIN et ANDERSON, 2018). 28 % d'entre eux ont déclaré vouloir émigrer hors du Mali, principalement vers l'Europe. Sur les jeunes femmes interrogées, 61 % ont dit qu'elles pensaient s'établir hors de leur village d'origine ; parmi elles, 97 % souhaitaient aller vivre à Bamako ou dans une autre grande ville. Le chapitre 7 décrit l'attrait de la migration pour tous les jeunes de Dlonguébougou et la proportion importante de personnes qui partent loin de chez elles, souvent pendant plusieurs années ; il s'agit en partie d'acquérir une expérience du monde et en partie de gagner de l'argent pour satisfaire divers besoins. Si Dlonguébougou fidélise mieux ses jeunes que d'autres villages où les pressions foncières sont plus intenses, le modèle du grand ménage bambara n'a plus son attrait d'antan. Les jeunes migrants originaires de Dlonguébougou et installés à Bamako souhaitent aider leur famille en envoyant de l'argent et de la nourriture ou en investissant dans un jardin irrigué : ils n'imaginent cependant pas retourner vivre au village. Le siège de Dlonguébougou par les djihadistes, qui a entraîné la perte de la majeure partie du cheptel bovin, a également eu comme impact de diminuer l'attrait de la vie dans le village.

I LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION DE SÉGOU

Le chapitre 6 décrit l'évolution des investissements à Dlonguébougou, avec l'adoption d'innovations telles que les puits, les petits commerces ou les panneaux solaires. Les données montrent le dynamisme de l'économie locale, l'augmentation de la valeur des biens par habitant dans le village et la diversification des investissements au détriment du bétail. Il passe en revue les options économiques qui s'offrent à Dlonguébougou, les nouvelles formes que ce dynamisme pourrait prendre au cours des trois à quatre prochaines décennies, et la façon dont il pourrait être lié à des avancées économiques et techniques plus larges.

Les opportunités économiques des habitants de Dlonguébougou reposent en premier lieu sur les marchés et les ressources immédiatement disponibles sur leur territoire ; en deuxième lieu, sur ceux de la région de Ségo ; et, enfin, sur un ensemble de nouvelles activités qui se développeront à travers l'Afrique de l'Ouest en rapport avec les liens créés par les migrations. Les villageois s'accordent pour dire qu'un meilleur réseau routier constitue la grande priorité : ils affirment qu'ils pourraient gagner plus d'argent s'ils étaient mieux reliés à Ségo. La distance et la mauvaise qualité des routes font qu'il faut deux heures à moto pour se rendre sur les marchés de Ségo ou de Dougabougou. Par conséquent, il existe des écarts de prix significatifs entre le village et la ville¹⁵⁴.

Avec ses marchés ouverts à de nombreux biens et services (OCDE, 1998), l'urbanisation a été un facteur de croissance économique majeur dans toute l'Afrique de l'Ouest, entraînant une croissance rapide des villes secondaires et des petites villes, ainsi que l'essor de capitales telles que Bamako. Ségo est une ville commerçante importante depuis l'époque précoloniale et elle compte actuellement une population d'environ 300 000 habitants. Elle n'a cependant pas conservé son importance au plan national et, comme une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, elle dépend d'une économie largement informelle.

154. Un différentiel de prix qui profite aux commerçants du village.

Le « secteur informel », qui comprend l'agriculture, la transformation des produits agricoles et de nombreuses petites entreprises manufacturières ou de services, emploie 75 % à 90 % de la population à l'échelle nationale : vu son ampleur et son dynamisme (ALLEN *et al.*, 2018), il ne peut être ignoré.

Le secteur modernisé actuel de la région de Ségou se limite à la zone rizicole irriguée de l'Office du Niger et aux rizeries connexes, ainsi qu'aux industries établies en partenariat avec la Chine : usine textile de la Comatex, sucreries de Sukala et de N-Sukala. Ségou n'a pas d'activité minière notable. Légrenage du coton était autrefois une activité importante, mais la production et la transformation se sont délocalisées vers Sikasso au sud et Kayes à l'ouest. Ségou abrite une université, et un pont doit être construit sur le Niger pour relier la ville à la rive nord. Cependant, avec la relative proximité de Bamako et l'amélioration des 240 km de route entre ces deux villes, de nombreuses personnes ayant des emplois et des responsabilités à Ségou passent en fait l'essentiel de leur temps à Bamako et font la navette. On dit qu'une grande partie de la richesse de Ségou est maintenant investie à Bamako. Néanmoins, le prix du terrain à Ségou et dans sa périphérie a augmenté, car la spéculation immobilière se déplace de la périphérie de Bamako vers les autres villes. Les personnes les plus aisées ont déjà acquis des terrains à proximité du débouché prévu du nouveau pont, dont la construction sera effectuée par des entreprises chinoises. Dlonguébougou est trop éloigné et mal desservi pour être concerné par cette bulle spéculative. Un ménage du village a cependant fait construire une maison à la périphérie de Ségou pour prendre pied dans l'économie urbaine. La construction du nouveau pont sur le Niger à Ségou rendra la ville plus accessible depuis Dlonguébougou et accélérera la traversée du fleuve, qui se fait actuellement à bord de pirogues ou d'un ferry irrégulier (photo 51).

La réussite économique de la région de Ségou reposera sur la résolution des conflits dans l'ensemble du pays, mais aussi sur la qualité du leadership de la ville et sur son poids politique. Le gouvernement du Mali avait lancé en 1992 un programme de décentralisation qui avait pour objectif de transférer les pouvoirs décisionnaires et les ressources vers les régions du pays ainsi que la mise en place des communes. Cependant, les financements disponibles pour ce processus étaient faibles et d'autres facteurs concouraient à la concentration des pouvoirs à Bamako. Depuis la chute du président IBK en 2020, ce processus de décentralisation n'a



Photo 51 | En attendant la construction du nouveau pont, de longues pirogues noires continuent de transporter les gens de Ségou sur la rive nord du Niger (mars 2017).

pas été une priorité pour le régime militaire. En même temps, l'administration militaire a fait passer le nombre de régions de 10 à 21.

À Dlonguébougou, la prospérité dépend surtout des revenus des migrations. Les chapitres 6 et 7 ont montré que, par le passé, de nombreux biens possédés par les ménages avaient été acquis par de jeunes hommes qui investissaient leurs revenus dans une nouvelle charrette, une charrie, une moto ou un panneau solaire. Par conséquent, si ces migrants parvenaient à accroître leurs revenus durant leurs périodes de migration, ils pourraient investir davantage à leur retour, assurant ainsi une plus grande prospérité au village. Le PIB du Mali a augmenté de 5 % par an depuis 2010, en grande partie en raison de l'augmentation des ventes d'or et de coton, principaux produits bruts d'exportation du pays. Or le secteur minier aurifère formel ne crée qu'un nombre limité d'emplois et n'offre qu'une imbrication limitée avec le reste de l'économie. La production de coton concerne quelque 170 000 familles rurales du sud du Mali, qui doivent faire face à des coûts de production élevés et à des marges réduites. Avec seulement 2 % du coton transformé sur place, ces emplois ne génèrent qu'une valeur ajoutée très limitée. La situation politique et sécuritaire actuelle dissuade d'investir dans de nouveaux

domaines ou de développer les entreprises existantes. En l'absence de nouveaux investissements, les mouvements migratoires en direction des régions côtières d'Afrique de l'Ouest et du Maghreb devraient prendre plus d'ampleur. Cependant, le départ précipité du Mali de la Cédéao pourrait rendre plus difficiles ces déplacements vers les pays côtiers.

Certains analystes affirment que « l'économie numérique » est une solution miracle pour les pays africains, qui pourraient ainsi brûler l'étape de l'industrialisation et passer directement au secteur des services pour assurer emplois et croissance (WEF, 2016). Il est vrai que l'Afrique a affiché un taux de croissance record pour la téléphonie mobile : les abonnements en Afrique de l'Ouest ont presque doublé entre 2010 et 2017 pour atteindre un taux de pénétration de 47 %, tandis que la population connectée à Internet est passée de 2 % en 2005 à 24 % en 2018 (GSMA, 2018). D'autres, en revanche, mettent en doute le potentiel de l'économie numérique et y voient au moins autant de menaces que d'opportunités. Par exemple, l'ubérisation crée des emplois, mais avec de bas salaires et une forte précarité. Les systèmes numériques conduiront probablement à une automatisation massive des secteurs manufacturiers et de l'assemblage de base au niveau mondial : les trois quarts des emplois des industries manufacturières simples d'Asie du Sud-Est seront menacés par la robotisation au cours de la prochaine décennie (LUTKENHORST, 2018). Elle pourrait faire obstacle au premier pas de l'industrialisation des pays africains. Cependant, selon d'autres analystes, il ne faut pas tenir compte des estimations trompeuses et trop alarmistes sur les pertes d'emplois associées à l'automatisation.

En pratique, les progrès techniques apportent généralement de nombreux avantages et créent de nouvelles opportunités, non seulement pour les processus de production, mais aussi par la refonte des systèmes d'échange des biens, des services et des idées. Certes, l'innovation technique perturbera les emplois, mais le résultat dépendra de la façon dont ce changement sera accompagné (PATHWAYS FOR PROSPERITY COMMISSION, 2018).

Des pays comme le Mali sont encore peu industrialisés et mal intégrés dans les chaînes de valeur mondiales. Les droits de douane sont faibles, et le franc CFA est surévalué : il est donc difficile pour les producteurs locaux de concurrencer les produits d'importation, souvent moins chers et de meilleure qualité que la production nationale (NUBUKPO, 2015). La Chine a été capable de produire et de vendre des produits très peu chers à l'échelle globale, portant un coup aux productions locales et conduisant les économies africaines plus développées, telles l'Afrique du Sud et

l'Égypte, à une « désindustrialisation prématurée » (RODRIK, 2016, 2017). Le commerce des vêtements d'occasion, très développé, offre par exemple des produits bon marché aux clients urbains, mais il a au passage affaibli les industries nationales du textile et de l'habillement. Dans le passé, c'est grâce à la croissance industrielle et au secteur manufacturier que les nations ont réussi leur transformation structurelle et se sont dotées d'économies plus diversifiées, les industries développant des liens avec un tissu de fournisseurs et de sous-traitants en amont et en aval. Il est peu probable que l'industrie du numérique génère des emplois à revenu élevé pour la majorité des Maliens : le pays aura toujours besoin d'investissements dans ses infrastructures et ses institutions pour soutenir sa croissance (PILLING, 2018 ; PATHWAYS FOR PROSPERITY COMMISSION, 2018).

L'association de la téléphonie mobile, de l'arrivée de la couverture 4G et de l'électricité fournie par les cellules photovoltaïques offre des possibilités de croissance et de diversification à un village tel que Dlonguébouyou (qui a peu de chances d'être avant longtemps relié au réseau électrique). L'accès au réseau téléphonique était très irrégulier, en particulier durant la saison des pluies, les portables ne parvenant à capter le signal qu'à la périphérie du village. L'antenne-relais la plus proche était située à Doura, le siège de la commune, à 30 km. Fin 2018, Orange Télécom a installé une antenne à environ 15 km plus au sud, ce qui a grandement amélioré l'accès au réseau, tant pour les appels que pour les services 4G. Cela permet aux villageois d'accéder plus facilement à l'information, de trouver des clients pour leurs affaires et de rester en contact avec leur famille et leurs amis. Les services bancaires mobiles et l'accès aux services d'État devraient s'améliorer et permettre aux habitants de se rapprocher d'autres villages confrontés à des défis similaires. La connexion à Internet pourrait également apporter de nombreux avantages aux élèves de l'école locale une fois celle-ci rétablie, en leur permettant d'accéder à des supports pédagogiques : l'accès à des cours en ligne viendrait compléter les capacités actuelles limitées¹⁵⁵ et améliorerait ainsi grandement la qualité de l'enseignement. Dans le domaine de la santé, la responsable du dispensaire pourrait contacter des référents médicaux à distance afin d'obtenir des conseils, et elle pourrait assurer un stockage réfrigéré plus fiable pour les médicaments. Il pourrait également être possible de relier

155. Comme le programme « Orange Digital Schools » en Guinée.

une partie des 160 panneaux solaires possédés par des particuliers à un micro-réseau capable d'alimenter des machines de plus grande puissance pour le traitement des récoltes, le travail des métaux, le broyage du mil ou le pompage de l'eau. Si un moulin était installé, les femmes pourraient être débarrassées de la corvée quotidienne du pilage.

Ainsi, le potentiel offert par ces technologies est important : encore faut-il que les habitants de Dlonguébougou en saisissent l'opportunité. Les pionniers dans ce domaine seront sans doute ceux qui ont vécu loin du village, qui ont vu comment les choses se font ailleurs.

Il faut noter que l'impact de ces nouvelles technologies n'est pas que positif. Si ces innovations numériques aident à « sauter une étape » en matière de développement économique, elles ont également été mises à profit par les groupes djihadistes : ces derniers ont lancé des campagnes sur les réseaux sociaux pour déclencher des mouvements insurrectionnels, pour préparer des attaques, des enlèvements et d'autres activités criminelles. Les vidéos montrant les attaques d'un groupe contre un autre s'échangent sur Internet, tandis que les applications bancaires mobiles permettent aux passeurs et aux trafiquants d'extorquer de l'argent à ceux qu'ils transportent ou enlèvent.

| LES PRESSIONS SUR LES TERRES

Comme décrit dans le chapitre 4, les villageois de Dlonguébougou ont vu un afflux important de familles paysannes venir sur leur territoire à la recherche de terres cultivables. La proportion des terres cultivées par rapport aux terres disponibles autour du village est passée de 2,6 % en 1980-1982 à 6,2 % en 1995 et à 28 % en 2018. Une partie de l'augmentation des superficies cultivées découle de la croissance démographique du village et de l'utilisation généralisée de charrues tirées par des bœufs. Mais le passage de l'abondance à la rareté des terres s'explique en grande partie par l'arrivée massive d'agriculteurs migrants, expulsés de leurs terres à l'est de Dlonguébougou. Cette migration a été déclenchée par la création d'une nouvelle grande plantation de canne à sucre – N-Sukala – qui a pris les terres de villages tels que Tékéna, N'Golobabougou et Témou (voir chap. 4). Même en l'absence de perte directe de leurs champs, les dégâts sur les récoltes de mil causés par

les oiseaux ravageurs attirés par les rizières ont incité les agriculteurs proches de la zone irriguée à rechercher des terres cultivables ailleurs.

Cette pression sur le foncier agricole a plusieurs conséquences. D'abord, une perte de fertilité des sols, car le bétail des éleveurs transhumants ne vient plus comme auparavant engraisser les champs après la récolte. Ensuite, la multiplication des champs a repoussé au loin les zones de pâturage : cela rend difficile les mouvements des troupeaux entre les points d'abreuvement et les pâturages, ce qui crée des tensions en raison des dégâts causés aux cultures. Les relations entre les agriculteurs bambara et les éleveurs peuls se sont ainsi considérablement dégradées au cours des vingt dernières années. Enfin, les habitants de Dlonguébougou ressentent une perte de contrôle sur leur territoire et sur les ressources qui y sont associées, causée par cet afflux massif de personnes venues cultiver « sur leurs terres » ou y faire paître du bétail. Ils anticipent une concurrence effrénée sur les maigres ressources encore disponibles et se plaignent de ce que la brousse est maintenant « pleine de gens et de bétail ». Ils dénoncent l'augmentation des vols d'animaux, l'abattage des arbres pour faire du charbon de bois et la disparition de la faune, qui prive les sociétés de chasse de gibier. Un des rares effets positifs de la présence des djihadistes a été d'interdire la coupe des arbres pour la fabrication de charbon et pour la vente de bois de chauffage.

Le village de Dlonguébougou se situe en bordure de la zone irrigable qui est placée sous l'autorité de l'Office du Niger. Les villageois se demandent s'ils doivent essayer d'acquérir quelques parcelles de terre dans le périmètre irrigué ou bien rester concentrés sur les cultures pluviales et le bétail.

En pratique, tout comme les villageois déplacés par le projet N-Sukala, ils ne seront pas consultés. Toutefois, leurs champs étant implantés sur des sols sableux plutôt qu'argileux, ils sont moins susceptibles d'être absorbés par un nouveau projet d'irrigation pour des cultures sucrières ou rizicoles. Lorsqu'ils évoquent les possibilités de développement pour des villages comme Dlonguébougou, les responsables gouvernementaux ont tendance à imputer la responsabilité des faibles rendements agricoles aux villageois eux-mêmes, qui auraient surpâturé et surexploité la terre – et seraient donc les victimes de leur propre bêtise. La notion de « désertification » est souvent utilisée comme modèle narratif pour justifier le délaissement des zones d'agriculture pluviale (TOULMIN et BROCK, 2016). Cependant, comme on le verra dans l'encadré 15, les terres arides du Sahel peuvent reverdir et pourraient devenir plus résilientes à condition de mettre en œuvre des innovations techniques et institutionnelles.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION ET L'AVENIR DE L'OFFICE DU NIGER

Pour des régions comme le Sahel, soumises à des précipitations faibles et imprévisibles, l'agriculture irriguée semble une réponse tout indiquée pour assurer l'approvisionnement en nourriture et les moyens de subsistance (MALABO-MONTPELLIER PANEL, 2018). Au cours des dix dernières années, le gouvernement malien, les bailleurs de fonds, les investisseurs et les banques de développement ont beaucoup poussé à l'irrigation des terres, qui concerne aujourd'hui moins de 5 % des surfaces agricoles en Afrique. Ainsi, en 2013, le Forum de haut niveau sur l'irrigation au Sahel qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal, a identifié l'agriculture irriguée comme l'une des priorités pour garantir la sécurité alimentaire à la suite de l'impact grandissant du changement climatique. Six pays du Sahel ont fait part de leur intention d'accroître les superficies sous irrigation contrôlée de 400 000 à 1 000 000 ha avant 2020 ; ils ont appelé à des investissements publics et privés pour en permettre la mise en œuvre¹⁵⁶. Pourtant, quelques voix s'élèvent pour poser une question fondamentale : la résilience du système alimentaire national sort-elle effectivement renforcée de l'investissement des maigres capitaux disponibles dans l'agriculture irriguée, notamment si cela se solde par le déplacement de milliers d'agriculteurs qui doivent ensuite être relocalisés et conduit ainsi à la disparition de nombreux hectares de pâturages et de cultures à forte valeur en plaine inondable ?

Pour le gouvernement du Mali, l'Office du Niger a été le principal vecteur d'investissement dans l'irrigation depuis sa fondation dans les années 1930, avec des équipements en barrages, canaux et autres infrastructures. Aujourd'hui, cette zone produit principalement du riz, du sucre et des légumes sur 120 000 ha. Le plan stratégique de l'Office du Niger pour 2020-2030 tablait sur un objectif de 200 000 ha à l'horizon 2020, grâce au soutien combiné de fonds publics et d'investissements du secteur privé (encadré 14 ; MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL, 2015). Une croissance aussi soutenue, de plus de 10 000 ha par an, n'a pas été atteinte. L'objectif révisé de 200 000 ha d'ici à 2035 semble plus réaliste et impliquerait un rythme de croissance annuelle de 4 000 ha.

156 www.igid.org/decl_dakar.html

Jusqu'à 2020, le gouvernement du Mali a courtisé les investisseurs privés nationaux et étrangers pour qu'ils apportent capital et expertise au développement de l'agriculture irriguée, l'État ne disposant pas de fonds suffisants pour mettre en œuvre tous ses projets. En 2004, avec le soutien de la Banque mondiale, le gouvernement a créé une agence de promotion des investissements internationaux (API, Agence pour la promotion des investissements), proposant des conditions favorables aux investisseurs telles que des exonérations fiscales sur une durée de trente ans et des terres à un prix très bas. Un service dédié a également été créé au sein de l'Office du Niger pour gérer les attributions de terres sur la zone placée sous son contrôle. En 2011, plus de 500 000 ha de terres irrigables ont été alloués à des investisseurs, dont grand nombre d'étrangers, notamment le Fonds souverain libyen, Associated British Foods/Iluvo ou le chinois N-Sukala. L'éventail des cultures allait de la canne à sucre aux fruits et légumes en passant par le jatropha et le riz.

En 2017, seulement un dixième de ces terres était effectivement cultivé et certains grands projets, tel le Malibya qui avait pour objectif de cultiver 100 000 ha de terres en riziculture à destination des consommateurs libyens, ont été stoppés. L'invasion djihadiste au nord, suivie par un coup d'État en 2013, l'intervention militaire française ainsi que l'insécurité accrue dans tout le centre du pays ont découragé de nombreux investisseurs d'engager des capitaux dans le développement de terres agricoles au Mali.

La Chine reste en revanche bien présente : elle a lancé la production de sucre à N-Sukala en un temps record et a reçu un accueil chaleureux de la part du gouvernement. Elle a financé un certain nombre d'autres grands projets tels qu'un troisième pont sur le fleuve Niger, à Bamako, un nouvel hôpital et un campus universitaire moderne. L'empressement de la Chine à accorder des prêts et l'immense asymétrie des pouvoirs entre les deux pays font que les entreprises chinoises ne sont soumises à aucune forme de contrôle. Ainsi, les fonctionnaires de Ségou se plaignent que l'entreprise N-Sukala ne paie ni la redevance sur l'eau, ni les taxes locales sur le chiffre d'affaires ; qu'elle ne respecte pas la législation sociale pour les ouvriers des sucreries ; qu'elle n'ait pas appliqué les mesures prescrites par l'étude d'impact environnemental et social du programme ; qu'elle n'ait pas versé d'indemnités aux agriculteurs qui ont perdu toutes leurs terres à son profit. Les investisseurs nationaux maliens, dont les Moulins modernes du Mali et le Groupe Tomota, font également face à des demandes d'indemnisation de la part d'agriculteurs locaux ayant perdu leurs terres.



Panneau publicitaire pour un projet libyen de 100 000 ha (aujourd'hui abandonné) dans la zone de l'Office du Niger, en périphérie de Ségou (2011).

Sources : COTULA (2011 ; 2013) ; COTULA et BERGER (2017) ; CMAT (2018) ; OAKLAND INSTITUTE (2011) ; NOLTE et VOGET-KLESCHIN (2014).

La lenteur de cette expansion ne suit pas le rythme de croissance de la population agricole installée dans la zone de l'Office du Niger et permet encore moins de proposer des parcelles de plus grande superficie ou des terrains aux nouveaux agriculteurs¹⁵⁷. Une autre stratégie consisterait à passer de la riziculture à des cultures à plus forte valeur, telles que les fruits et légumes, ou encore à améliorer l'exploitation et l'entretien du système hydraulique afin de s'assurer que les agriculteurs reçoivent de l'eau au bon moment et au bon endroit.

Il y a actuellement plus de vingt avant-projets de barrages sur le fleuve Niger. L'ancien président guinéen Alpha Condé avait déclaré en 2017 que le barrage de Fomi, sur un affluent du Niger situé en amont du Mali, constituait une priorité : celui-ci doit générer de l'électricité pour le secteur minier guinéen et les alumineries¹⁵⁸. Le barrage de Fomi pourra stocker l'eau des crues saisonnières et les relâcher durant la saison sèche, ce qui augmenterait grandement la disponibilité en eau d'irrigation durant la saison sèche au Mali. On estime que 330 000 ha de terres irriguées supplémentaires pourraient alors être mis en culture dans la zone de l'Office du Niger, et que cela permettrait en outre une double récolte sur les 120 000 ha existants.

Cependant, les conséquences de la retenue d'énormes quantités d'eau du fleuve Niger suscitent des inquiétudes croissantes. En aval du barrage de Markala près de Ségou, l'immense plaine inondable du delta intérieur du fleuve Niger couvre une superficie de plus de 30 000 km² : ce delta fournit des moyens de subsistance à plus d'un million de personnes qui vivent de la pêche, de la riziculture et de l'élevage sur les pâturages de décrue (photo 52). C'est aussi une région d'une grande

157. Le syndicat des agriculteurs en zone irriguée – Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger (Sexagon) – demande au moins un demi-hectare par famille d'agriculteurs afin d'assurer leur sécurité alimentaire et un excédent pour couvrir leurs autres dépenses. Cependant, la moyenne aujourd'hui n'est que de la moitié de cette surface, ce qui explique les niveaux actuels de pauvreté dans la zone de l'Office du Niger.

158. En juin 2017, la construction du barrage de Fomi, un projet de la Banque mondiale, a été reprise par un consortium chinois. Il n'est pas certain que ce consortium respectera les recommandations de l'étude d'impact initialement entreprise par la Banque mondiale, ni qu'il s'engagera à mener une approche consultative couvrant l'ensemble du bassin du Niger, notamment en ce qui concerne le Mali, en aval. Les études complémentaires et les évaluations d'impact en cours, financées par la Banque africaine de développement, devraient être achevées en 2024, et il est fort possible que le barrage soit finalement construit.

importance pour la biodiversité en Afrique – juste après celle du delta de l’Okavango au Botswana – et qui est une étape pour des milliards d’oiseaux migrateurs et un site reconnu par la Convention de Ramsar. Après l’achèvement du barrage de Fomi, le nouveau régime fluvial limitera la hauteur et la durée des crues. Pendant les années de sécheresse, une grande partie du delta intérieur du Niger ne recevra pas suffisamment d’eau pour permettre de cultiver ou créer suffisamment de pâturages, ce qui aura des conséquences négatives pour les nombreuses personnes qui en tirent leur subsistance. On estime que la mise en service du barrage de Fomi représentera une perte d’au moins 100 millions de dollars US¹⁵⁹ pour les moyens de subsistance dans le delta intérieur du Niger. Ces pertes infligées à de nombreux éleveurs, agriculteurs et pêcheurs du centre du Mali ne peuvent qu’aggraver le ressentiment envers l’État central.



Photo 52 | Image satellitaire montrant le système d’irrigation de l’Office du Niger (au centre à gauche) et le delta intérieur du Niger (à droite) en 2019.

Source : Google Earth, 2019.

159. www.internationalrivers.org.

L'agriculture irriguée propose une vision saisissante de « ce à quoi l'agriculture moderne devrait ressembler ». En offrant une maîtrise apparente de l'eau et des terres, ainsi que des rendements potentiels de plus de cinq t/ha pour le riz, elle semble n'avoir que des avantages. Or, si l'on étudie la question de plus près, les choses semblent plus compliquées.

Une étude de 2017 portant sur l'agriculture irriguée au Sahel montre que les coûts des projets sont systématiquement sous-évalués et que les projections de rendement sont en revanche bien trop optimistes : en réalité, l'agriculture irriguée s'avère un moyen de croissance très coûteux pour assurer l'approvisionnement alimentaire du Sahel (BAZIN *et al.*, 2017). Lesancements de nouveaux projets d'agriculture irriguée semblent ne tenir aucun compte des résultats récents, car les projets de grands barrages ont un attrait à la fois en termes d'image, mais aussi d'intérêt financier. L'expérience montre que, sur la masse des personnes déplacées par de tels programmes, seules un nombre très limité, voire nul, d'entre elles reçoivent une compensation équitable, qu'il s'agisse d'une indemnité, d'une relocalisation ou d'un emploi. La divergence entre les coûts et les bénéfices attendus se solde par des déficits toujours plus grands pour le projet d'irrigation, compromettant la viabilité de l'entretien des équipements ainsi que les finances publiques. L'État contracte habituellement un ensemble de prêts auprès de bailleurs institutionnels et d'organismes de prêt pour financer la construction des infrastructures d'irrigation. Si les rendements sont inférieurs aux prévisions, l'écart doit alors être comblé par d'autres sources de financement. Dans de nombreux cas, ces projets agricoles irrigués deviennent un fardeau financier majeur pour l'État, car les rendements sont trop faibles et les agriculteurs trop pauvres pour supporter les coûts d'entretien. L'infrastructure se détériore alors au fil du temps et elle nécessite des prêts complémentaires pour financer les réfections périodiques.

De nombreux agriculteurs ont également du mal à gagner leur vie au sein des zones irriguées. Dans la zone de Selingué, en amont de Bamako, seul un agriculteur sur quatre atteint le seuil de rentabilité par le biais de l'agriculture irriguée ; trois quarts des agriculteurs exploitants se trouvent en dessous du seuil de pauvreté officiel. Ceux qui réussissent le mieux travaillent des terres irriguées situées aussi hors zone, notamment les terres de « bas-fonds », en dehors du projet principal, où ils cultivent des fruits et légumes à forte valeur. Nombre des ménages les plus pauvres travaillent à la fois sur des parcelles irriguées et des champs

pluviaux de mil, et ils élèvent du bétail dans des pâturages plus éloignés. Pour ces ménages, la parcelle irriguée ne constitue que l'un des éléments de leur ensemble de biens et d'activités. Le gouvernement s'est focalisé sur la construction de nouveaux projets d'irrigation, mais prête moins d'attention aux autres facteurs qui pourraient rendre la riziculture économiquement viable : un meilleur accès aux prêts d'équipement (pour les charrues, bœufs et batteuses), des tailles de parcelles viables ou encore la réduction des importations de riz à bas prix.

L'agriculture irriguée a également eu de nombreux effets induits néfastes sur les systèmes de subsistance des zones sèches environnantes. Comme le montre l'exemple de la plantation de canne à sucre de N-Sukala, ces effets ne sont jamais pris en compte. Les programmes d'irrigation et les grands barrages bloquent les itinéraires de transhumance du bétail et détruisent des zones de riches pâturages dans les plaines inondables. Le recours intensif aux pesticides et aux engrais chimiques dans la zone irriguée pollue la nappe phréatique et l'eau potable ; les eaux qui stagnent toute l'année dans les canaux et les étangs augmentent le risque de paludisme ; les tisserins (oiseaux nicheurs) causent d'énormes dommages aux cultures céréalières voisines. Même lorsque les études d'impact environnemental et social sont correctement effectuées, elles prennent rarement en compte les effets induits sur l'environnement et les habitants des régions voisines.

Si l'on prend le cas du site de N-Sukala, l'expulsion des agriculteurs hors de leurs terres a eu des impacts négatifs qui se sont fait sentir à plus de 50 km à la ronde : le contraste avec le triomphalisme du rapport de responsabilité sociale des entreprises de Sukala ne pourrait être plus criant.

COMPARAISON DES SYSTÈMES IRRIGUÉS ET PLUVIAUX

Lorsque l'on visite une zone irriguée en saison sèche, on est surpris par le paysage d'un vert vif et par la végétation luxuriante au beau milieu d'une région dénudée et poussiéreuse. On peut sentir l'humidité de l'air, entendre le bourdonnement des insectes ou le coassement des grenouilles et percevoir le foisonnement de la vie et de la végétation dans ces zones humides. Durant les six mois de la saison sèche, les zones non irriguées voisines sont très différentes, avec leurs champs fauchés, leurs pâturages pelés et un vent chaud qui souffle sur la brousse. La plus grande partie de la population est alors partie en ville pour y gagner

de l'argent. Mais, même au plus fort de la saison chaude, en mars, un œil exercé peut discerner que la végétation de ces terres arides est tout simplement en sommeil et qu'elle n'attend que la pluie pour revivre. Les signes avant-coureurs de ce renouveau sont visibles : les arbustes et les arbres commencent à fleurir et à produire des feuilles, comme le jasmin sauvage (photo 53). Durant la saison des pluies, le contraste entre les zones irriguées et les zones arides est beaucoup moins frappant. À cette période, les chercheurs, les représentants des bailleurs et les représentants de l'État se font rares : les routes sont en effet quasi impraticables et le « tourisme de développement rural » est à l'arrêt (CHAMBERS, 1979). Cependant, durant ce semestre, les zones agricoles pluviales se transforment en une mosaïque de tons de vert, avec des champs de mil et de sésame ainsi que les vastes pâturages où poussent les graminées vivaces et annuelles. Les villages sont en effervescence avant l'aube. Les habitants déjeunent tôt avant de partir aux champs, pour mettre à profit les pluies limitées et pour mener leurs troupeaux sur des pâturages frais.

L'incertitude hydrique du système pluvial sahélien est une question centrale pour toutes les stratégies de subsistance et d'investissement, pour la diversification des biens et des activités, ainsi que pour la place tenue



Photo 53 | En mai, à l'approche des pluies, le jasmin sauvage produit des fleurs blanches parfumées (2016).

par l'élevage : dans ce contexte, le rôle de ce dernier est important, dans la mesure où le cheptel est moins vulnérable et constitue une réserve en capital. Cette incertitude et la vulnérabilité qu'elle génère peuvent être gérées de plusieurs façons : soit en essayant de contrôler le système, soit par le biais d'une réponse adaptative (STIRLING, 2010 ; KRATLI, 2015 ; BEHNKE *et al.*, 1993). Les stratégies de contrôle supposent une maîtrise des problèmes techniques au sein d'un environnement gérable et prévisible. Ces stratégies reposent souvent sur des systèmes hiérarchisés et sous-estiment le niveau réel d'incertitude. Les stratégies adaptatives adoptent en revanche une approche « d'apprentissage par la pratique » et reconnaissent les avantages d'une répartition des pouvoirs : elles ne cherchent pas à « maîtriser » les personnes ou l'environnement. Les zones arides du Sahel sont complexes et sujettes aux risques. C'est l'exemple typique d'un système intrinsèquement imprévisible, qui requiert à la fois des outils politiques et de gouvernance pour soutenir des réponses adaptatives. La diversification et les capacités locales d'innovation doivent être encouragées pour renforcer la résilience, et cela passe par le renforcement d'institutions décentralisées¹⁶⁰.

Parallèlement, il existe des solutions intermédiaires entre l'agriculture par irrigation et l'agriculture en zones arides, notamment par le biais de systèmes d'irrigation à petite échelle, placés sous le contrôle des agriculteurs et présentant moins d'inconvénients majeurs (WOODHOUSE *et al.*, 2016). Les agriculteurs utilisent largement les terres basses inondables existantes (les bas-fonds) pour la culture de fruits et de légumes. Des méthodes simples de collecte de l'eau de pluie peuvent également jouer un grand rôle, en améliorant les conditions de croissance des cultures durant la saison des pluies. Des techniques traditionnelles comme le creusement de trous d'ensemencement et la construction de cordons pierreux sur courbes de niveaux freinent l'érosion de surface (REIJ *et al.*, 1996). Une irrigation de complément à partir de puits peu profonds et de pompes peut également maintenir une humidité suffisante pour les cultures, surtout lorsque les pluies faiblissent en mi-saison ou se terminent précocement.

160. Voir TARI *et al.* (2015) sur le renforcement du *dedba*, une institution coutumière de gestion des pâturages dans le comté d'Isiolo, au nord du Kenya, qui a permis aux éleveurs de mieux résister à la sécheresse de 2013-2014 que ceux des comtés voisins. Voir aussi TOULMIN *et al.* (2015) ; DJIRÉ (2004) ; HESSE *et al.* (2013).

INTENSIFICATION DURABLE DES MODES D'EXPLOITATION AGRICOLE EN ZONE SÈCHE : LE REVERDISSEMENT DES TERRES

Si l'agriculture irriguée ne répond que partiellement aux enjeux de la sécurité alimentaire future des zones sèches, comment l'agriculture pluviale peut-elle fournir des moyens de subsistance plus résilients à des millions de ruraux à travers le Sahel ? Les villages comme Dlonguéboukou illustrent tout autant les défis à relever que l'énergie et l'innovation qu'il est possible de mobiliser au niveau local.

Nous avons vu dans les chapitres 3 et 4 que la production familiale de mil n'a pas réussi à suivre le rythme de la croissance démographique, en dépit d'une forte augmentation de la superficie consacrée à cette culture. La forte chute des rendements par hectare et par personne a résulté de la faiblesse et l'incertitude des précipitations, de la baisse de fertilité des sols, en particulier dans les champs de village, ainsi que de la modification de la structure du travail familial, dans lequel la production collective de mil s'est effacée au profit de l'exploitation individuelle d'une culture spéculative plus rentable, le sésame. Cette tendance observée dans les rendements des cultures à Dlonguéboukou se retrouve plus largement dans tout le pays. Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, les surfaces cultivées ont doublé depuis 1975 et représentent désormais 22,4 % de la superficie totale disponible (CILSS, 2016). Au Mali, le phénomène a été observé dans les mêmes proportions, au détriment des terres pastorales situées sur la limite nord de la zone agricole.

À mesure que la rareté croissante des terres disponibles apparaît de plus en plus évidente aux populations, on pourrait s'attendre à ce que ces dernières développent un meilleur aménagement des sols, de la végétation et du territoire en général. C'est en effet ce qui a été observé dans d'autres zones de cultures pluviales des régions sèches d'Afrique, comme dans la ceinture de la ville de Kano, au Nigeria, ou dans le district de Machakos, au Kenya (BOSERUP, 1965 ; TIFFEN *et al.*, 1994). Cependant, un tel changement suppose que les acteurs aient confiance dans le retour sur investissement qu'il apporterait. Ils veulent être sûrs que les rendements et les revenus qu'ils en tireront seront meilleurs, mais aussi que le tout sera garanti par un régime foncier suffisamment stable. En effet, comme nous le verrons plus loin, il est difficile de dire si la Loi foncière agricole apportera réellement une plus grande sécurité aux personnes détentrices de droits coutumiers.

Dans d'autres régions du Sahel, voilà maintenant vingt ans qu'a été initié un processus de « reverdissement » des terres arables et du territoire (encadré 15). Ce processus a fait la démonstration de l'efficacité des approches qui associent soutien technique et financier aux petits producteurs, afin de les aider à préserver leurs techniques d'exploitation, le tout mis en œuvre au niveau des territoires, et dans le souci des enseignements tirés des réalités locales (REIJ et WINTERBOTTOM, 2015 ; TOULMIN et BROCK, 2016). Le reverdissement concerne donc les configurations dans lesquelles un nombre significatif d'agriculteurs ont, individuellement ou collectivement, développé des moyens de protéger, régénérer et gérer durablement un nombre accru d'arbustes et d'arbres dans leurs modes d'exploitation. Cela suppose une plus forte densité de végétation ligneuse dans les champs cultivés, ainsi qu'une protection et une gestion des arbres renforcées et ciblées autour des parcelles agricoles comme dans les forêts privées et communales. Un territoire agricole vaste et diversifié qui passerait de quelques arbres par hectare à 40, 60 ou même plus en vingt ans représente ce que l'on pourrait considérer comme une opération de reverdissement réussie (REIJ et WINTERBOTTOM, 2015).

Plutôt que par la plantation d'arbres, ce reverdissement a été réalisé en confiant aux agriculteurs eux-mêmes la protection et la gestion des arbres et arbustes qui se régénèrent naturellement dans les champs et les jachères. Les arbres sont d'une grande valeur pour les ménages, car ils leur fournissent du bois de chauffage et de construction, mais aussi des feuilles pour pailler le sol et des fruits comestibles. Ils offrent également des avantages environnementaux en réduisant la vitesse du vent et l'érosion éolienne qu'elle entraîne, en augmentant la biodiversité et en stockant du carbone.

L'initiative de la Grande Muraille verte (GMV), soutenue par l'Union africaine, cherche à s'appuyer sur ces initiatives et à rassembler un soutien international pour mettre en place une mosaïque verte d'actions à travers le Sahel. Lors du One Planet Summit organisé à Paris en janvier 2021, un total de 14 milliards d'euros a été promis par une série de donateurs, mais on ne sait pas exactement quelle part de cette somme a réellement été déboursée. L'insécurité actuelle implique qu'il y a peu ou pas d'activité des agences d'aide au Mali, au Niger ou au Burkina Faso. Toutefois, certaines agences humanitaires restaurent des terres dégradées pour l'installation de personnes déplacées par les conflits.

ENCADRÉ 15

MESURES DE REVERDISSEMENT DES MODES D'EXPLOITATION AGRICOLE AU SAHEL

Aujourd'hui, on estime qu'au moins cinq millions d'hectares ont d'ores et déjà été reverdis au Niger, et au moins 300 000 au Burkina Faso, transformés par les agriculteurs à l'aide de techniques simples de conservation des sols. Les initiatives similaires au Mali ont bien progressé ces dernières années, avec le reverdissement de 500 000 ha dans les plaines du Séno, autour de Bankass, dans la région de Mopti (CILSS, 2016). Elles ont toutefois connu de sérieux revers dans ce pays, en raison de l'insécurité dont il souffre actuellement et qui détériore les relations entre éleveurs et cultivateurs, et de l'absence d'arène publique neutre permettant aux différents groupes sociaux de se rencontrer pour régler leurs problèmes. Dans un contexte de concurrence pour l'accès aux terres, à l'eau et aux pâturages, les représentants du gouvernement donnent l'impression de privilégier les intérêts de certains groupes sur d'autres au détriment de solutions équitables et de la loi. Les ONG sont souvent appelées à jouer le rôle d'intermédiaires, en offrant des espaces d'expérimentation de nouvelles formes d'interventions (DJIRÉ *et al.*, 2014).

Il existe de nombreuses mesures qui contribuent au reverdissement des terres : reconstituer la couverture forestière de *Faidherbia albida* dans les champs qui s'étendent autour des villages, afin de donner de l'ombre au bétail et une litière végétale aux cultures ; investir dans la conservation des sols et de l'eau pour améliorer la qualité des terres et la rétention de l'humidité, à l'aide de cordons pierreux sur courbes de niveau ou de bandes végétales pour ralentir le ruissellement des pluies et limiter l'érosion ; stocker les eaux de pluie dans de petites retenues, afin de faire durer plus longtemps les réserves hydriques dans la saison et permettre la pisciculture ; et mettre en œuvre toute une série de programmes de gestion environnementale et de protection des forêts. Autrement dit, c'est une approche à plusieurs niveaux qui est requise. Ainsi, certains besoins sont mieux identifiés et satisfaits à l'échelle du champ cultivé ou du village ; d'autres à l'échelle de la commune ; et d'autres encore, comme la préservation des itinéraires de transhumance (afin de conduire en toute sécurité le bétail d'une commune à l'autre pendant la saison des pluies et avant la récolte), à l'échelle du cercle ou au niveau régional.

Le coût des mesures de reverdissement ne représente qu'une petite fraction d'un investissement en structures d'irrigation, avec un coût à l'hectare bien inférieur à 20 dollars US, contre 8 500 à 17 000 dollars par hectare pour l'installation d'une irrigation contrôlée. Plusieurs ONG soutiennent désormais la restauration et l'amélioration de la gestion des arbres et arbustes dans les zones boisées en tirant parti du financement du marché du carbone. Si les prix de ce marché sont actuellement bas, ils constituent néanmoins une incitation supplémentaire pour les utilisateurs des terres.

Sources : REIJ et WINTERBOTTOM (2015) ; REIJ *et al.* (2009) ; <https://www.regreeningafrica.org/> ; *The Olympic Forest: Growing Africa's Great Green Wall | Tree Aid.*

D'importants obstacles politiques et juridiques restent à surmonter pour faciliter les opérations de reverdissement, comme la reconnaissance des droits fonciers locaux¹⁶¹. Au Niger, un décret adopté en 2020 stipule que les arbres plantés ou régénérés appartiennent désormais au producteur, une réglementation qui comble une lacune de longue date dans le cadre juridique (ABASSE *et al.*, 2023).

Les projets de reverdissement participatifs peuvent sembler quelque peu « chaotiques » par rapport à l'image parfaitement structurée que renvoie une grande parcelle irriguée, mais ce décalage masque en réalité une véritable dynamique ancrée dans les territoires. La clé du succès du reverdissement a été de laisser les populations locales et leurs institutions prendre les choses en main. Si les mécanismes institutionnels en jeu ne sont pas toujours visibles, ils n'en jouent pas moins un rôle fondamental dans la mise en œuvre du changement et dans l'action collective des sociétés concernées (TOULMIN *et al.*, 2015). Le succès repose sur l'existence d'un cadre national qui organise la décentralisation du pouvoir pour ouvrir des espaces aux initiatives locales (COULIBALY, 2010). Les différents moyens mis en œuvre pour faciliter ces dernières sont : la formation des populations locales, des maires et autres dirigeants de communautés diverses à la cartographie participative ; le pilotage de la réorganisation de l'utilisation des terres à partir des cartes géographiques et de l'imagerie satellitaire ; la collaboration avec les organisations communautaires locales, en y consacrant le temps nécessaire ; la reconnaissance et l'organisation des droits des différents groupes qui résident et travaillent de façon temporaire dans les différents territoires (comme les bergers) ; la formalisation des droits de propriété et de décision des villages et des campements sur les terres et leurs ressources naturelles ; et la prise en compte effective du bétail dans le processus de planification¹⁶². Que ce soit en termes d'op-

161. Une part de soutien technique est également toujours bienvenue. Depuis 1985, les financements extérieurs en faveur de la régénération naturelle assistée dans les régions de Maradi et Zinder au Niger sont loin d'avoir atteint les 100 millions de dollars US, soit bien moins de 20 dollars/ha (Chris Reij, comm. pers.).

162. « En fin du compte, le défi consiste à créer un contexte capable d'inciter des millions de petits producteurs à investir dans la gestion durable des terres. À Maradi et Zinder (au Niger), c'est ce qui a été fait [...] et c'est l'agrégation de toutes ces décisions d'investissement individuelles qui a débouché sur une transformation globale du territoire. Mais il n'y a jamais eu de plan de transformation du territoire déterminé à l'avance. » (Chris Reij, comm. pers.)

timisation des ressources ou de justice sociale, les zones de pâturage et de cultures en terres arides, qui couvrent plus de 90 % du territoire du Sahel et abritent les deux tiers de sa population, ont besoin d'une nouvelle approche qui offre un avenir plus attirant aux jeunes de la région sahélienne (FAO, 2023).

DAOUNA : UN PROJET AVORTÉ D'INNOVATION DANS LES POLITIQUES ET LES PRATIQUES LOCALES

Le village de Dlonguébougou et sa région auraient beaucoup à gagner à une opération de reverdissement. Or, en 2012, un nouveau projet fut élaboré qui allait dans ce sens. En effet, le conseil régional de Ségou avait déclaré hautement prioritaire la recherche de fonds pour un projet de développement de l'activité d'élevage. Partie intégrante du Plan d'action stratégique de 2012, le projet était concentré sur les vastes pâturages de la rive nord du fleuve Niger, dans la région de Daoua, à quelque 40 km au nord de Dlonguébougou. Après avoir produit toutes sortes de documents et conduit différentes études de faisabilité entre 2012 et 2014 avec le soutien de l'État allemand, des discussions avec le gouvernement français permirent de faire du projet l'un des piliers du Programme d'appui au développement économique régional (Pader), qui devait être financé par l'Agence française de développement à partir de 2019¹⁶³. Malheureusement, la rupture des relations entre le Mali et la France a rendu le projet caduc. Néanmoins, une fois la paix revenue dans la région, le projet pourrait être repris à condition que des fonds soient apportés par un autre bailleur.

Le projet Daoua vise à dépasser les contraintes qui pèsent sur le pâturage du fait du doublement du cheptel depuis 1990, de l'extension des cultures vers le nord dans les zones pastorales et de la multiplication consécutive des conflits entre ces deux activités. Ces contraintes sont particulièrement prégnantes à l'extrémité nord de la zone de culture (TURNER *et al.*, 2016). Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1,

163. Ce programme couvre les régions de Tombouctou et Ségou, avec un financement total de 31 millions d'euros. Les études de faisabilité ont été réalisées pour la GIZ par le cabinet de consultants basé à Bamako Icoted (Ingénieurs conseils en technique de développement) en 2014 (ICOTED, 2014).

les terres de la rive nord du Niger ont longtemps vu converger des troupeaux en provenance de nombreuses régions, pendant les saisons humides et sèches. Aux troupeaux des Peuls et des Bambara installés dans la région viennent en effet s'ajouter ceux des Peuls qui quittent le delta intérieur du Niger en quête de pâturages pendant la saison des pluies, lorsque la zone est rendue impraticable par les inondations. Une grande partie de l'année arrivent en outre les troupeaux de plus en plus importants des agriculteurs de l'Office du Niger et des commerçants de la ville de Ségou, et enfin, les grands troupeaux de bovins rouges et de moutons noirs déplacés vers le sud par les Maures pendant une grande partie de la saison sèche. La région de Daoua, avec des précipitations moyennes de 200 à 400 mm, a toujours eu une faible densité de population, en raison de son histoire précoloniale, marquée par les conflits et les razzias, et de la difficulté à forer des puits suffisamment profonds pour atteindre sa nappe phréatique. Les troupeaux doivent donc subsister le plus longtemps possible avec les étangs de brousse, avant de rentrer s'abreuver aux puits des villages. Mais les charrettes à ânes, très répandues et qui permettent désormais de transporter l'eau sur de plus longues distances, ont étendu les zones de culture et, ce faisant, ont accru les tensions entre les activités des éleveurs et des cultivateurs.

Les chapitres précédents de ce livre ont été l'occasion de souligner l'intensification des conflits à laquelle on assiste entre Bambara et Peuls dans la région de Dlonguébougou, le recul des contrats d'élevage qui liaient ces deux communautés, la diminution des échanges « eau contre fumier », ainsi que les affrontements déclenchés en raison des dégâts causés aux cultures par les bovins mal gérés, à l'occasion desquels quelques personnes ont même perdu la vie. Les agriculteurs bambara de Dlonguébougou affirment que ces problèmes se sont aggravés il y a quinze ans, à la suite d'une confrontation meurtrière entre cultivateurs et éleveurs à Néguebougou, à 20 km au sud-ouest, au cours de laquelle des échanges de tirs ont fait des victimes de part et d'autre. Un éleveur peul a également été tué à la suite de la découverte d'animaux dans l'un des champs de Dlonguébougou, meurtre pour lequel deux jeunes hommes bambara ont été condamnés et incarcérés. Ces tensions qui s'accroissent dans toute la région sont attribuées par certains à l'embauche de bergers salariés chargés de la transhumance des grands troupeaux, au détriment de la transhumance familiale. En effet, les bergers salariés sont souvent armés, socialement isolés,

loin de chez eux et responsables d'un trop grand nombre d'animaux (TURNER, 2009). Dans ce contexte, l'apparition de groupes djihadistes peuls, comme le Front de libération du Macina, est à la fois une conséquence et un facteur aggravant des conflits qui opposent ces groupes.

Le président de l'Association régionale des éleveurs de Ségou est néanmoins convaincu que les éleveurs et les cultivateurs ont suffisamment d'intérêts en commun pour trouver un terrain d'entente (entretien, 10 juillet 2017, Ségou). Mais ils ont besoin pour cela d'un espace de négociation autour de la gestion de leurs ressources communes. Le projet de Daoua prévoyait des investissements dans six communes de la rive nord pour la construction de points d'eau pour le bétail, de sites de vaccination, d'abattoirs, de marchés, d'usines de traitement du lait, ainsi que de petites routes et de jardins potagers irrigués. Pour faire face à l'empiétement des zones de cultures sur les pâturages, quatre zones pastorales exclusivement réservées à ces derniers et regroupant un total de 200 000 ha avaient été délimitées.

En la dotant d'un outil de planification et de prise de décision collective pour une meilleure répartition du bétail et des cultures dans les territoires, le projet de Daoua pourrait être très bénéfique à la région dans son ensemble. Cependant, il se heurte à un certain nombre de difficultés. Notamment du fait qu'il concerne six communes et deux cercles, ce qui suppose de gagner l'assentiment de plusieurs maires et préfets. Des doutes subsistent également quant à savoir si l'institution de grandes zones réservées au pâturage est bien la meilleure solution pour la préservation des ressources fourragères. Deux des quatre réserves pastorales proposées dans le projet initial, touchant à des secteurs où se trouvent des champs, ont déclenché de vives protestations. Dans le cas de la première de ces réserves, les agriculteurs étaient particulièrement inquiets de voir l'équipe du projet venir installer d'imposants poteaux en béton dans le sol pour délimiter la nouvelle zone, ce qui aurait conduit à déplacer un grand nombre d'entre eux et aurait attisé les conflits entre cultivateurs et éleveurs¹⁶⁴. Les deux autres zones de pâturage proposées par le projet de Daoua sont plus au nord, dans des régions moins peuplées, et pourraient

164. Heureusement, l'Agence danoise pour le développement (qui avait accepté de financer cette première zone de pâturage) a reconnu les risques que celle-ci représentait avant d'abandonner son instauration et de concentrer ses fonds sur la construction d'un abattoir et d'un point d'eau.

donc être instaurées plus facilement. Une nouvelle forme de privatisation des terres est également en cours, avec l'apparition de forages privés dans des zones qui devaient faire partie du projet de Daoua. Ces forages sont l'œuvre de riches éleveurs de Bamako, de Ségou et de Niono, qui tentent ainsi de privatiser de fait les pâturages qu'ils s'empressent de créer autour de ces nouveaux points d'eau. Ce processus de privatisation sauvage réduit peu à peu les surfaces de pâturage communes et traditionnellement accessibles à tous, en même temps qu'il aggrave l'hostilité du pastoralisme traditionnel à son égard.

Le projet de Daoua devra également tenir compte des zones d'irrigation déjà existantes (comme celle de N-Sukala), qui affectent plus encore les territoires en provoquant la migration forcée des agriculteurs et le déplacement du bétail à l'écart des champs de canne à sucre. L'aménagement des zones d'irrigation ignore encore largement les intérêts du secteur de l'élevage et ses besoins en fourrage et en eau, bien que de nombreux agriculteurs ne puissent survivre sans bœufs pour labourer la terre, ou sans investir financièrement dans les troupeaux. Or, comme l'Office du Niger prévoit de développer de nouvelles zones irriguées, ce sont encore plus d'habitants des villages et des campements de la région qui sont menacés d'expulsion. La ruée vers les terres et les pâturages que ces projets ont déclenchée au nord et à l'ouest de N-Sukala a accentué les antagonismes entre les Peuls et de nombreux agriculteurs, qu'ils soient autochtones ou nouveaux arrivants. Mais surtout, la conception et la gestion du projet de Daoua doivent cesser d'être imposées aux maires « par le haut » : ceux-ci se voient simplement informés par les agents de l'État des différentes décisions prises sans leur assentiment préalable. Le projet a besoin, au contraire, de rassembler les populations locales, afin qu'elles discutent elles-mêmes des différentes manières de relever les défis de plus en plus importants auxquels font face les zones de cultures et de pâturage.

LA MISE EN APPLICATION DE LA LOI FONCIÈRE AGRICOLE

La Loi foncière agricole marque un retour sur la propriété centralisée et étatique des terres, et elle reconnaît pour la première fois les droits des acteurs locaux sur les sols, l'eau, les pâturages et les bois. Promulguée en avril 2017, elle a modifié le cadre de gestion des terres et des ressources

naturelles à travers la création de commissions foncières au niveau des villages ou des campements (Commissions foncières villageoises et de fractions, ou Cofo)¹⁶⁵. Ces dernières ont vocation à trancher les différends et à gérer les terres. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, les décrets qui précisent la façon dont ces commissions doivent être constituées ont été publiés. Ils stipulent également leur composition, leurs fonctions, la procédure à suivre pour l'enregistrement des transactions foncières, et annoncent l'instauration d'un observatoire national des droits fonciers¹⁶⁶. Les Cofo assureront des missions de conciliation dans les conflits fonciers, avant que les parties ne portent leur cas devant les tribunaux. Elles dresseront aussi l'inventaire des pratiques coutumières, participeront à la constitution de cadastres communaux et à la mise en œuvre de la gestion des terres au niveau communal. Enfin, elles se prononceront sur toutes les questions foncières qui les concernent. Si les Cofo constituent une grande avancée vers le transfert des compétences aux institutions locales, il n'en demeurera pas moins nécessaire d'instituer une structure communale chargée d'assurer la gestion des terres et des ressources communes à plusieurs villages ou campements. La mise en place des Cofo dans les six communes de Daoua suppose que leurs habitants et leurs maires en comprennent bien les rouages, mais aussi que les personnes capables d'en devenir membres soient identifiées et formées aux tâches qui seront les leurs.

On note un nombre significatif d'acteurs et d'initiatives autour de l'application de la Loi Foncier Agricole, en particulier avec la mise en place des Cofo, la LFA bénéficiant d'un large soutien des agences d'aide toujours présentes à Bamako, dans le cadre du focus actuel sur les appuis à la résolution des conflits locaux dans un contexte de crise multidimensionnelle. Néanmoins, la coordination entre tous ces acteurs reste limitée : les méthodes et les outils de formation étant jusqu'à présent élaborés par chaque acteur, les efforts de capitalisation sont dispersés et la diffusion des résultats est parfois insuffisante (NOEL *et al.*, 2022).

La Loi foncière agricole de 2017 accorde également un statut juridique aux conventions locales relatives aux zones de pâturages, comme

165. Loi numéro 2017/001 du 11 avril 2017.

166. Décret n° 2018 0333 / P-RM du 4 avril 2018. Décret n° 2018 0334 / P-RM du 4 avril 2018.

celles envisagées pour les communes de Bellen et N’Koumandougou. En somme, la nouvelle loi devrait fortement contribuer à la clarification, puis à la reconnaissance, de différents droits fonciers. Elle devrait également faire du village ou du campement le principal organe de résolution des conflits. Cependant, la mise en application de la loi est lente. L’insécurité qui sévit actuellement dans le centre du pays a exacerbé les tensions entre les différents groupes qui s’affrontent pour l’accès aux terres, à l’eau et aux pâturages. Par conséquent, c’est dans une atmosphère politique électrique que la nouvelle loi sera mise en œuvre.

I L'APPORT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT À DLONGUÉBOUGOU

L’aide au développement est une source majeure de financement pour le gouvernement du Mali, puisqu’elle représente depuis les années 1970 entre 12 % et 15 % du revenu intérieur brut du pays, et la moitié du budget de l’État.

Le Mali a ainsi reçu au total 30 milliards de dollars US depuis 1970, soit en moyenne 600 millions de dollars par an, les recettes annuelles variant d’une année à l’autre, notamment en fonction des fonds alloués par les donateurs. De grands projets tels que l’Office du Niger ont absorbé une grande partie de l’argent, mais la santé et l’éducation en ont également beaucoup bénéficié à partir des années 1990. Depuis la crise de 2012, une part plus importante des fonds a été allouée à l’armée et aux forces de sécurité. Jusqu’en 2020, les principaux donateurs du Mali étaient l’Union européenne, les États-Unis, la France, l’Allemagne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Chine. La Chine propose son aide sous forme de prêts pour de grands projets d’infrastructures tels que le nouveau pont sur le fleuve Niger à Ségou ou la construction en cours du barrage de Taoussa, à l’est de Tombouctou¹⁶⁷.

¹⁶⁷. Un haut fonctionnaire m’a dit : « Les Chinois sont encore pires que les djihadistes. Ils avancent en secret jusqu’au jour où vous vous rendez compte qu’ils sont partout. » Bamako, octobre 2016.

Depuis les coups d'État de 2020-2021, si la France n'est plus présente au Mali, nombre des principaux bailleurs de fonds sont restés à Bamako. Parmi les donateurs bilatéraux, les États-Unis, l'Allemagne et les Pays-Bas sont les plus généreux, tandis que la Banque mondiale et le FMI, l'Union européenne et les Nations unies offrent une assistance multilatérale. Les recettes totales de l'aide ont diminué depuis leur point culminant de 2021, et les donateurs occidentaux ont réorienté leurs efforts vers la santé et l'aide humanitaire (OCDE, 2024). La plupart d'entre eux essaient de canaliser leurs fonds via les ONG et les organisations onusiennes pour éviter un soutien financier direct à l'administration militaire. L'ampleur de l'aide financière et autre de la Russie n'est pas connue, mais des rapports font état de livraisons gratuites de blé, d'engrais et de carburant.

Si des villages comme Dlonguébougou, particulièrement éloignés des grands centres urbains, ont peu bénéficié de ces aides versées de longue date à l'État malien, ils ont souffert des conséquences de l'attention toute particulière accordée par les bailleurs de fonds à l'agriculture irriguée. En ce qui concerne les projets de développement proprement dits, l'agence allemande GIZ a mis en place une station de recharge électrique solaire à Dlonguébougou en 2006¹⁶⁸. Mais plusieurs villageois avaient déjà acheté leurs propres panneaux solaires et gagnaient de l'argent en rechargeant divers appareils et batteries. La station a finalement fermé ses portes au bout de cinq ans, car les villageois équipés de panneaux fournissaient des services de recharge électrique moins chers. Cependant, elle a rouvert en 2017, lorsque la GIZ a présenté aux villageois une grande armoire de congélation alimentée par panneaux solaires. Avec cet équipement, le responsable de la station solaire vend également des sucettes glacées. Dans les années 1990, une organisation saoudienne est venue creuser quelques puits d'eau potable et, actuellement, Care-Mali aide à la création d'associations d'épargne destinées aux femmes de Dlonguébougou et des villages voisins. L'organisation allemande GIZ a installé le siège de son Programme d'aide aux collectivités territoriales (Pact) à Ségou mais, à ce jour, la commune de N'Koumandougou n'y a pas encore été incluse. Cependant, la commune voisine de Bellen a bénéficié de plusieurs

168. La station a été installée dans le cadre d'un programme d'aide à la décentralisation, le Projet d'appui aux collectivités territoriales Pact-GIZ, Ségou.

programmes d'aide, comme le lancement d'une activité piscicole dans les mares et la mise en place d'une convention locale pour la gestion des déplacements des troupeaux au sein de la commune, deux innovations désormais reprises à Dlonguébouyou.

Si Dlonguébouyou n'a reçu que peu d'aides directes, les agences donatrices ont exercé une influence majeure sur les politiques du gouvernement. Par exemple, au début des années 1980, la Banque mondiale a lancé toute une série de programmes d'ajustement structurel à travers l'Afrique, imposant de fortes réductions des dépenses publiques, l'arrêt de l'intervention de l'État sur les marchés céréaliers, des coupes budgétaires dans l'aide et la formation des agriculteurs (délivrées par les services de vulgarisation agricole) et la privatisation d'entreprises publiques. Quelques-unes de ces mesures ont été bénéfiques pour Dlonguébouyou, dont les habitants n'étaient plus soumis à l'obligation de livrer leur quota de mil à l'agence para-étatique de l'Opam (Office pour les produits agricoles du Mali) pour un prix bien inférieur à celui du marché. De plus, comme le village n'a jamais reçu une seule visite des services de vulgarisation agricole, il n'a aucunement souffert de leur suppression.

L'élan des années 1990 en faveur d'une gouvernance locale et décentralisée, porté par de nombreux politiciens maliens et par des ONG dès le retour de la démocratie en 1992, a été fortement soutenu par la communauté des donateurs et bien accueilli par la plupart des habitants de Dlonguébouyou. Dans les années 2000, les bailleurs de fonds ont particulièrement attiré l'attention du gouvernement sur les stratégies de réduction de la pauvreté et, plus récemment, quelques-uns parmi les plus importants ont poussé le gouvernement à adopter la Loi foncière agricole. Cette nouvelle loi est le fruit d'un long processus de recherche, d'engagements et de discussions politiques largement soutenu par le gouvernement français, et destiné à redéfinir les droits fonciers en tournant le dos à l'étatisme au profit des acteurs territoriaux « coutumiers ». La mise en œuvre de cette loi implique donc pour le gouvernement une certaine perte de pouvoir et d'influence. C'est la raison pour laquelle d'aucuns prétendent que ce changement de législation n'a été possible que sous la pression de plusieurs donateurs, dont la Banque mondiale, qui ont conditionné leurs aides futures à son adoption. Toujours est-il que cette mesure pourrait s'avérer particulièrement bénéfique pour Dlonguébouyou et sa région si, comme elle le promet, elle renforce

effectivement les droits des acteurs locaux face à l'État, et si elle institue un espace démocratique capable de surmonter des revendications foncières antagonistes.

L'utilité et les conséquences générales de l'aide au développement sont contestées depuis longtemps (BAUER, 1972 ; SACHS, 2005 ; COMMISSION FOR AFRICA, 2005 ; EASTERLY, 2007). Ses partisans mettent en avant : les progrès rapides obtenus en matière de santé et d'éducation ; les efforts consentis par les gouvernements dans la lutte contre la pauvreté ; l'instauration de filets de sécurité de protection sociale ; l'amélioration de la prise en charge des populations dans les situations d'urgence humanitaire ; les progrès dans le soutien apporté aux femmes et aux jeunes filles. Sans nier l'amélioration des services publics les plus essentiels, les critiques soulignent pour leur part les conséquences politiques du transfert de grandes sommes d'argent au gouvernement central. Au premier rang desquelles on peut citer la déresponsabilisation du pouvoir exécutif à l'égard des citoyens, la fragilisation de l'opposition et l'immobilisme devant certains changements politiques pourtant nécessaires (VAN DER WALLE, 2012). Lebovich affirme que les différents présidents récemment destitués au Sahel avaient bien compris comment tirer parti des inquiétudes suscitées par le terrorisme et les migrations pour consolider leur position et faire affluer les financements vers le gouvernement central (LEBOVICH, 2018). Easterly, quant à lui, fait remarquer que tout pays qui se dote des bonnes mesures d'incitation à l'investissement n'a pas besoin d'aide. Le manque de redevabilité des gouvernants envers les citoyens sape la démocratie et l'État de droit, et favorise la corruption (EASTERLY, 2007). Collier soutient que l'avenir de l'aide au développement consistera à aider les pays les moins performants à rattraper leur retard. Il s'agira notamment d'encourager les entreprises à s'installer et à générer des revenus et des emplois dans des zones à haut risque, mais aussi de concentrer les efforts sur des objectifs spécifiques, comme l'éradication du paludisme, l'octroi de bourses aux enfants pauvres ou l'investissement dans les infrastructures publiques essentielles (COMMISSION ON STATE FRAGILITY, GROWTH AND DEVELOPMENT, 2018). Les flux financiers illégaux qui sortent de l'ensemble du continent africain sont très importants. On les estime à quelque 80 milliards de dollars US par an, soit l'équivalent des transferts de revenus des migrants. On ignore à combien ces flux sortants s'élèvent pour le Mali, mais l'utilisation du franc CFA, dont la parité avec l'euro est fixe, facilite les transferts de fonds vers l'étranger (OCDE, 2018).

L'Afrique de l'Ouest était considérée jusqu'à récemment comme un « coin reculé » du monde, de faible importance géostratégique et doté de peu de ressources rares (TURNER, 2009). Cependant, ces dix dernières années, l'émergence de conflits nouveaux, la montée du djihadisme et des flux migratoires à destination de l'Europe ont braqué les projecteurs sur la région. Ainsi, pour de nombreux gouvernements européens, les deux principaux objectifs de l'aide sont la création d'emploi pour les jeunes et la maîtrise des flux migratoires. En 2017, l'« Alliance Sahel » a été lancée pour regrouper et coordonner les principaux bailleurs de fonds des pays de la région : la France, l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement)¹⁶⁹. Ils ont promis un total de neuf milliards d'euros sur la période 2018-2022 qui devaient être alloués à six domaines prioritaires : la sécurité ; l'accès à l'énergie ; la formation professionnelle et la création d'emploi pour les jeunes ; le développement des zones rurales ; la lutte contre le changement climatique ; le renforcement de la gouvernance. Cette Alliance continue de coordonner les activités des grands bailleurs de fonds au Sahel, malgré les bouleversements politiques depuis 2020 au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

Avant les derniers coups d'État, les présidents du Niger et du Mali sollicitaient des aides financières au motif que leurs pays constituaient un barrage qui, s'il venait à céder, déclencherait une vague de terrorisme et de migrations beaucoup plus vaste dans la région. En réalité, des études récentes indiquent que l'augmentation de l'aide au développement n'a que peu de chances de freiner les flux migratoires. Il se pourrait même que le développement économique qu'elle suscite renforce en fait le désir et la capacité de migrer (CLEMENS et POSTEL, 2018). Ainsi, au lieu de chercher à réduire les flux migratoires, peut-être les aides devraient-elles se fixer comme objectif d'influer sur les migrations et de mieux les gérer, en établissant des couloirs migratoires sûrs et légaux, en facilitant une meilleure rencontre entre l'offre et la demande d'emploi, et en trouvant des moyens efficaces de maintenir les liens avec les diasporas des différents pays.

169. Alliance rejointe depuis par le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni (<https://www.alliance-sahel.org>).

Ce chapitre a passé en revue les perspectives du village de Dlonguébouyou et de ses habitants. Au début de l'année 2020, lorsque la version anglaise de cette étude a été publiée, l'avenir semblait raisonnablement positif. Les groupes armés étaient éloignés de Dlonguébouyou et les villageois avaient réussi à accumuler des richesses importantes sous forme de bétail, de charrettes, de magasins, de panneaux solaires et autres biens. Depuis 2021, les perspectives pour le village et le pays dans son ensemble sont beaucoup plus sombres, compte tenu de l'insécurité croissante dans tout le pays, de la dépendance à l'égard des mercenaires russes pour aider Bamako à poursuivre la guerre et d'un gouvernement de plus en plus autoritaire. La population de Dlonguébouyou a elle-même subi des pertes humaines lors de combats avec des groupes armés djihadistes et s'est fait voler les trois quarts de son cheptel bovin. Les trois États sahéliens du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont nettement basculé dans le camp russe dans un contexte de guerre froide renaissante, et les réserves d'or du Mali sont utilisées par l'Africa Corps russe pour rembourser ses frais.

Sans perspective de retour à des élections démocratiques, sans la recherche d'une « solution » autre que militaire au conflit, des villages comme Dlonguébouyou sont pris dans un piège sans issue. Le désintérêt historique et persistant des pouvoirs successifs à leur égard fait qu'aujourd'hui des perspectives pitoyables s'offrent à leurs populations, et particulièrement aux jeunes générations.

CONCLUSION

Comment prévoir les quatre prochaines décennies à Dlonguébouyou ? Les dernières années ont démontré la difficulté de prédire l'avenir. Peu de gens se seraient attendus aux multiples coups d'État survenus au Sahel, à l'expulsion des forces occidentales et à une nouvelle alliance avec la Russie au Mali, au Burkina Faso et au Niger. On peut toutefois distinguer quelques-unes des orientations plus ou moins positives que le village de Dlonguébouyou et sa région pourraient suivre.

Nous avons exposé dans les chapitres précédents les principaux facteurs qui ont déterminé les différents moyens de subsistance qui s'offrent aux habitants de Dlonguébouyou : les conflits autour de l'utilisation des terres, la baisse des rendements du mil, les changements dans les modèles migratoires, la dégradation des relations entre cultivateurs et éleveurs et le recul de la production familiale en faveur de l'individu. Dans le chapitre final, nous avons présenté les défis que posent actuellement les conflits et l'insécurité qui sévissent dans la région, le dérèglement et la variabilité croissante des précipitations, la promotion d'une agriculture irriguée à grande échelle au détriment de l'agriculture pluviale, ainsi que la gouvernance du pays, qui souffre à la fois d'une centralisation excessive et d'un manque de responsabilisation à l'égard des citoyens (MARA, 2019). L'installation d'un gouvernement militaire à Bamako à la suite du second coup d'État de mai 2021 n'a rien fait pour remédier à la centralisation du pouvoir politique, et le statut actuel des conseils décentralisés est incertain. Pays voisin, le Sénégal montre une voie politique différente, avec un gouvernement nouvellement élu qui promet une rupture avec le passé et affiche l'ambition de répondre aux attentes de longue date des jeunes en matière d'emploi et de croissance économique inclusive.

En ce milieu d'année 2024, le village de Dlonguébouyou est placé sous l'autorité du GSIM, qui exige l'adhésion à la loi islamique et à qui les

villageois paient des impôts. La situation s'est suffisamment calmée pour que les habitants puissent cultiver la terre et mener leurs activités, même s'ils doivent respecter certaines règles, comme se tenir à l'écart des itinéraires empruntés par le bétail et éviter de cultiver sur les rives des mares où celui-ci est amené pour s'abreuver. Les plus âgés reconnaissent le bien-fondé de certaines des règles qui leur sont imposées, comme l'interdiction formelle de couper des arbres vivants et de fabriquer du charbon de bois. Ayant perdu la majeure partie de leur bétail, volé par les djihadistes, les villageois réfléchissent à la manière de reconstituer leurs troupeaux. Mais, dans leurs conversations, ils expriment un manque d'espoir pour l'avenir, car il est difficile de planifier et d'investir lorsque tant d'incertitudes persistent. Si la situation actuelle est calme et les relations avec le GSIM apaisées, les villageois craignent un nouvel embrasement, ou le retour éventuel de l'armée malienne et de ses alliés russes.

Si l'on s'en tient au scénario le moins optimiste pour chacun des facteurs exposés dans le dernier chapitre, on peut redouter une continuation des conflits et du chaos dans le centre du pays, et des massacres à répétition entre les groupes djihadistes, les milices ethniques et l'armée. Le gouvernement de Bamako voudra tôt ou tard reconquérir la large bande de territoire actuellement détenue par le GSIM. Mais, en l'absence de négociations politiques et sans résultats probants du recours à la force militaire, il n'est pas certain que cela soit facile dans les vastes espaces qui s'étendent au nord du fleuve Niger, dans la brousse, les pâturages et les terres agricoles entourant des villages comme Dlonguébougu.

L'une des conséquences du conflit au Mali a été la réticence des investisseurs étrangers à acquérir des terres pour l'agriculture commerciale. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, on ne voit pas de nouveaux projets tels que le domaine sucrier chinois de N-Sukala, décrit dans ce livre. Pour les paysans, il y a donc moins de risques d'être expulsés de leurs terres et d'être contraints de chercher des terrains agricoles ailleurs. Les alliés russes du Mali sont plus intéressés par les mines d'or que par l'agriculture irriguée. Cependant, alors que les acquisitions de terres à grande échelle sont moins menaçantes, l'insécurité a entraîné le déplacement d'un grand nombre de personnes à travers le Mali. On estime à 7 millions le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, certaines se trouvant dans des camps à l'intérieur du Mali ou dans les États voisins.

Dans les zones rurales, où le gouvernement se montre incapable d'investir dans la santé et l'éducation, les flux de jeunes migrants partant vers

Bamako, voire des destinations plus lointaines, ou, encore, tentant leur chance en tant qu'orpailleurs se maintiendront. Sans perspectives d'emploi dans le pays, les jeunes hommes se laisseront tenter par l'attrait de l'argent et du pouvoir que procurent les activités illégales, y compris le recrutement dans des groupes djihadistes ou le banditisme. Lorsque les liens entre les migrants et leur famille restée au village se distendent et se rompent, les régions les plus marginalisées perdent tout à la fois leurs revenus, un apport d'idées neuves et l'accès aux nouvelles technologies. À mesure que l'individualisme détrône les valeurs traditionnelles du travail collectif, de l'entraide et du partage des risques au sein du groupe domestique, ceux qui réussissent moins bien que les autres deviennent de plus en plus vulnérables face au dérèglement climatique, au choc démographique, mais aussi face à la paupérisation.

Pour envisager un avenir plus prometteur, des mesures et des investissements au niveau local, national et régional sont nécessaires. Au Mali, quelle que soit l'administration en place, le gouvernement doit soutenir plus activement, et de façon responsable, toutes sortes d'activités décentralisées, en donnant aux communes et aux associations villageoises les moyens de planifier et de gérer leur propre développement. Cette politique pourrait prendre la forme de financements décentralisés et destinés à renforcer la résilience face aux risques climatiques, sur le modèle des projets pilotes lancés dans la cinquième région du Mali (NEAR EAST FOUNDATION, 2016). Si le régime transitionnel se montrait plus enclin à chercher des solutions politiques au conflit qui sévit dans le nord et dans le centre du Mali, il serait moins dépendant de la puissance militaire et des forces russes, et limiterait les dommages causés par une armée qui inspire de la crainte même aux populations civiles. Le INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2024) note qu'il est difficile d'envisager le retour durable de la paix dans le nord et le centre du Mali « sans un processus politique permettant le dialogue, la réconciliation, et offrant des perspectives pour une meilleure gouvernance locale au bénéfice des populations ». Il propose que le dialogue inter-malien envisagé implique des acteurs de la sphère politique, de la société civile et des légitimités traditionnelles, mais également des membres des groupes armés et éventuellement des djihadistes.

Dans le secteur agricole, l'application de la nouvelle Loi foncière et la mise en place des commissions foncières associées devrait faire l'objet d'une attention toute particulière. Les commissions foncières pourraient

garantir un espace de dialogue dans lequel les revendications conflictuelles historiques et complexes autour des précieuses ressources que sont les terres, l'eau, les sols et les pâturages pourraient être résolues de manière pacifique, au cas par cas. Un intérêt renouvelé pour l'agriculture en zone sèche pourrait aider les agriculteurs à mieux intégrer le bétail dans leurs techniques de culture, à augmenter la fertilité des sols, à identifier et à diffuser des variétés de semences à cycle court, et à promouvoir le reverdissement des territoires à travers le pays. Si le développement de l'agriculture irriguée est jugé comme essentiel dans tous les cas de figure, il convient alors de mettre en place de meilleurs mécanismes de compensation pour les acteurs qui en souffrent le plus, en leur attribuant par exemple leurs propres parcelles irriguées.

En réaffirmant les valeurs collectives du bien-être commun et d'une responsabilité mutuelle ouvertement assumée par les différents détenteurs d'autorité, on pourrait contribuer à faire reculer la tendance actuelle à l'individualisme au profit de conceptions plus collectives. Le mot bambara *foroba* signifie cette mise en commun de personnes, de biens et de main-d'œuvre en faveur d'un objectif commun. Ensuite, renforcer les liens entre les migrants et leurs familles restées au village permettrait aux régions les moins favorisées de tirer un meilleur avantage du départ de leurs fils et de leurs filles vers d'autres horizons. Enfin, si des projets tels que le programme de Daoua généraient des avantages locaux concrets et significatifs, comme de meilleures routes, des investissements dans des forages et des jardins maraîchers, ou une plateforme pour discuter et planifier l'avenir de la rive nord, la démonstration serait faite que le gouvernement a bel et bien la volonté d'écouter et de satisfaire les priorités locales. En somme, en reconnaissant la valeur, la culture et les connaissances de villages tels que Dlonguébougou, il serait possible d'initier un cercle vertueux qui aiderait les communautés à réinvestir dans l'aménagement des terres agricoles et qui les aiderait à assurer leurs propres besoins durant les prochaines décennies.

L'aggravation du conflit en Afrique de l'Ouest exige une stratégie internationale commune sur le plan militaire, politique et économique, capable de démanteler l'écheveau d'intérêts (géopolitiques, idéologiques et financiers) qui alimente le chaos dans le Sahel. Toutefois, c'est devenu beaucoup plus difficile étant donné la décision des trois régimes militaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger d'expulser toutes les troupes occidentales, de faire entrer les forces russes et de reporter indéfiniment

les élections. L'Europe a tout intérêt à stabiliser le Sahel et à l'aider à se développer sur une voie durable et pacifique. Comme proposé par MONTPETIT (2024), « un nouveau pacte pour le Sahel, s'appuyant sur les enseignements tirés de l'Alliance pour le Sahel et d'autres initiatives, est nécessaire pour mobiliser des ressources nouvelles et ambitieuses en faveur du développement de la région. Un partenariat renouvelé entre les pays du Sahel, leurs dirigeants actuels et la communauté internationale au sens large (au-delà de l'Europe et de l'Amérique du Nord) – pour accroître les investissements dans la consolidation de la paix et le dialogue intercommunautaire, le développement inclusif, l'énergie, les infrastructures et, surtout, une gouvernance efficace – peut libérer le potentiel du Sahel et s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité et de l'inégalité qui alimentent la violence ». De telles perspectives prometteuses pourront encourager les jeunes Maliens à rester dans la région plutôt que d'emprunter les pistes vers la Libye et de risquer une traversée vers des pays de moins en moins disposés à les accueillir.

BIBLIOGRAPHIE

ABASSE T., MASSAOUDOU M., RABIOU H., IDRISSE S., DAN GUIMBO I., 2023 – *Régénération naturelle assistée au Niger : l'état des connaissances*. Rapport, Tropenbos International, Ede, Pays-Bas.

ADAMCZEWSKI HERTZOG A., 2014 – *Qui prendra ma terre ? L'Office du Niger, des investissements internationaux aux arrangements fonciers locaux*. Thèse de doctorat, université Paul-Valéry Montpellier-III. HAL ID tel-01080286v2

ALLEN T., HEINRIGS P., HEO I., 2018 – Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest. *Notes ouest-africaines*, 14. <https://doi.org/10.1787/56d463a9-fr>

BA A. K., 1987 – *L'Épopée de Ségou. Da Monzon : un pouvoir guerrier*. Paris, Favre.

BÂ A. H., 1994 – *Oui mon Commandant !* Paris, Actes Sud.

BATTERBURY S., 2001 – Landscapes of diversity: A local political ecology of livelihood diversification in south-western Niger. *Ecumene*, 8 (4) : 437-464. <https://doi.org/10.1177/096746080100800404>

BAUER P., 1972 – *Dissent on Development*. Harvard, Harvard University Press.

BAZIN J., 1970 – Recherches sur les formations socio-politiques anciennes en pays bambara. *Notes Maliennes*, 1 : 29-40.

BAZIN J., 1975 – « Guerre et servitude à Ségou ». In Meillassoux C. (éd.) : *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspero.

BAZIN J., 1988 – Princes désarmés, corps dangereux. Les « rois-femmes » de la région de Segou. *Cahiers d'études africaines*, 28 (111-112) : 375-441. <https://doi.org/10.3406/cea.1988.1658>

BAZIN F., HATHIE I., SKINNER J., KOUNDOUNO J., 2017 – *Irrigation, sécurité alimentaire et pauvreté – Leçons tirées de trois grands barrages en Afrique de l'Ouest*. Global Water Initiative West Africa, IIED/Iram, Londres/Paris.

- BECKER L. C., 1990 – The collapse of the family farm in West Africa? Evidence from Mali. *The Geographical Journal*, 156 (3) : 313-322. <https://doi.org/10.2307/635532>
- BECKER L. C., 1996 – Access to Labor in rural Mali. *Human Organisation*, 55 (3) : 279-288.
- BECKER L. C., 2013 – Land sales and the transformation of social relations and landscape in peri-urban Mali. *Geoforum*, 46 : 113-123. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2012.12.017>
- BEHNKE R., MORTIMORE M. (eds), 2016 – *The End of Desertification? Disputing Environmental Change in the Drylands*. Berlin, Springer-Verlag. <https://doi.org/10.1007/978-3-642-16014-1>
- BEHNKE R., SCOONES I., KERVEN C. (eds), 1993 – *Range Ecology at Disequilibrium: New Models of Natural Variability and Pastoral Adaptation in African Savannas*. Londres, ODI. <https://doi.org/10.1002/ldr.3400050108>
- BENJAMINSEN T. A., BA B., 2018 – Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation. *The Journal of Peasant Studies*. <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457>
- BERGER F., 2023 – *De la chair à canon. Le vol de bétail et l'économie de guerre au Mali*. Rapport de recherche, GI-TOC. Flore-Berger-De-la-chair-à-canon-Le-vol-de-bétail-et-l'économie-de-guerre-au-Mali-GI-TOC-mars-2023.pdf (globalinitiative.net)
- BERRY S., 1993 – *No Condition is Permanent. The social dynamics of agrarian change in Sub-Saharan Africa*. Madison, University of Wisconsin.
- BERTRAND M., 2021 – *Bamako, de la ville à l'agglomération*. Marseille, IRD Éditions.
- BLISS C., STERN N., 1982 – *Palampur. The Economy of an Indian Village*. Oxford, Clarendon Press. <https://doi.org/10.1017/S0026749X00014505>
- BOSERUP E., 1965 – *The conditions of agricultural growth: The economics of agrarian change under population pressure*. Londres, Allen and Unwin. <https://doi.org/10.4324/9781315131450>
- BROCK K., COULIBALY N., 1999 – *Sustainable Rural Livelihoods in Mali*. IDS Research report issue, 35, Falmer.
- BROCKINGTON D., HOWLAND O., 2018 – Economic growth, rural assets and prosperity: exploring the implications of a 20-year record of asset growth in

Tanzania. *Journal of Modern African Studies*, 56 (2) : 217-243. <https://doi.org/10.1017/S0022278X18000186>

BROCKINGTON D., NOE C., 2021 – *Prosperity in Rural Africa: Insights into Wealth, Assets and Poverty from Longitudinal Studies in Tanzania*. Oxford, Clarendon Press.

CHAMBERS R., 1979 – *Rural development tourism – Poverty unperceived*. Paper presented to the Workshop on Participatory Rural Appraisal, Institute of Development Studies, Brighton, December 4-7th 1979. <http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/123456789/867>

CHAUVEAU J.-P., 2001 – *Question foncière en Côte d'Ivoire. Ou : Comment remettre à zéro le compteur de l'histoire*. Drylands Programme Issue Paper, 95, IIED, Londres.

CHAYANOV A. V., 1966 – *The Theory of Peasant Economy*. Homewood, Illinois.

CILSS, 2016 – *Les paysages de l'Afrique de l'Ouest. Une fenêtre sur un monde en pleine évolution*. U. S. Geological Survey, Garretson, USA. <https://doi.org/10.5066/F7N014QZ>

CISSÉ M., HIERNAUX P., 1984 – *Impact de la mise en valeur agricole sur les ressources fourragères. Étude de cas : les jachères de Dalonguebougou (Mali central)*. Cipea, Document de Programme AZ96, Bamako, Mali.

CLEMENS M. A., POSTEL H. M., 2018 – Detering Emigration with Foreign Aid: An Overview of Evidence from Low-Income Countries. *Population and Development Review*, 44 : 667-693. <https://doi.org/10.1111/padr.12184>

CMAT, 2018 – *Déclaration finale du Village des Sans Terre*. Ségou le 26-27 mars 2018. Bamako, Convergence malienne contre les accaparements de terres/Coordination nationale des organisations paysannes. https://africaconvergence.net/IMG/pdf/declaration_village_sans_terre_2018_vf.pdf

COMMISSION FOR AFRICA, 2005 – *Our Common Interest*. Londres, Penguin.

COMMISSION ON STATE FRAGILITY, GROWTH AND DEVELOPMENT, 2018 – *Escaping the fragility trap*. Blavatnik School of Government/LSE, Oxford/Londres.

CONDÉ M., 1984 – *Ségou : Les murailles de terres*. Paris, Pocket.

CONRAD D. C., FISHER H. J., 1982 – The conquest that never was: Ghana and the Almoravids, 1076. I. The external Arabic sources. *History in Africa*, 9 : 21-59. <https://doi.org/10.2307/3171598>

CONRAD D. C., FISHER H. J., 1983 – The conquest that never was: Ghana and the Almoravids, 1076. II. The local oral sources. *History in Africa*, 10 : 53-78. <https://doi.org/10.2307/3171690>

COOPER B. 1997 – *Marriage in Maradi: Gender and Culture in a Hausa Society in Niger, 1900-1989*. Portsmouth, Heinemann, Social History of Africa Series.

COTULA L., 2011 – *Acquisitions foncières en Afrique : que disent les contrats ?* IIED Report, Londres.

COTULA L., 2013 – *The Great African Land Grab? Agricultural investments and the global food system*. Londres, Zed Books.

COTULA L., BERGER T., 2017 – *Legal empowerment in agribusiness investments: Harnessing political economy analysis*. Legend Analytical paper, ODI, Londres.

COULIBALY C., 2010 – *La décentralisation au Mali : le transfert de compétences en difficulté*. Comité technique Foncier et développement/AFD, Paris.

DE WEERDT J., 2010 – Moving out of Poverty in Tanzania: Evidence from Kagera. *Journal of Development Studies*, 46 (2) : 331-349. <https://doi.org/10.1080/00220380902974393>

DIETERLEN G., 1952 – *Essai sur la religion Bambara*. Paris, Presses Universitaires de France.

DJIRÉ M., 2004 – *Mythes et réalités de la gouvernance locale : l'expérience de la commune rurale de Sanankoroba, Mali*. Drylands Programme Issue Paper, 130, IIED, Londres.

DJIRÉ M., 2007 – *Les paysans maliens exclus de la propriété foncière ? Les avatars de l'appropriation par le titre foncier*. Drylands Programme Issue Paper, 144, IIED, Londres.

DJIRÉ M., POLACK E., COTULA L., 2014 – *Sécuriser les droits fonciers en Afrique de l'Ouest : une approche ascendante*. IIED Briefing, avril, IIED, Londres. 17216IIED.pdf

DNSI (Direction nationale de la statistique et de l'information), 2008 – *Manuel de l'agent recenseur. Quatrième recensement général de la population et de l'habitat 2009*. Bamako, DNSI. <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/2099>

EASTERLY W., 2007 – Was development assistance a mistake? *The American Economic Review*, 97 (2) : 328-332. <https://doi.org/10.1257/aer.97.2.328>

ECHENBERG M., 1985 – “Morts Pour la France”: The African Soldier in France during the Second World War. *Journal of African History*, 26 (4) : 363-380. <https://doi.org/10.1017/S0021853700028796>

FAIRHEAD J., LEACH M., 1998 – *Reframing Deforestation: Global Analyses and Local Realities. Studies in West Africa*. Londres, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203400340>

FAO, 2023 – *Green jobs in agrifood systems. Setting a vision for youth in the Sabel*. FAO, Rome. <https://doi.org/10.4060/cc7033en>

FAUVELLE F.-X., 2014 – *Le Rhinocéros d'or. Histoires du Moyen Âge africain*. Paris, Gallimard.

FERNÁNDEZ-RIVERA S., HIERNAUX P., WILLIAMS T. O., TURNER M. D., SCHLECHT E., 2005 – « Nutritional constraints to grazing ruminants in the millet-cowpea-livestock farming system of the Sahel. Coping with feed scarcity ». In Ayantunde A. A., FERNÁNDEZ-RIVERA S., McCrabb G. (eds) : *Coping with Feed Scarcity in Smallholder Livestock Systems in Developing Countries*, Nairobi, Kenya, International Livestock Research Institute : 157-182.

FIDH/AMDH, 2018 – *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme*. Fédération internationale des droits humains/ Association malienne des droits de l'Homme, rapport 727.

FULTON D., TOULMIN C., 1982 – *A Socio-economic study of an Agro-pastoral System in Central Mali*. Report to the International Livestock Center for Africa, ILRI, Addis-Abeba.

GALLIÉNI J.-S., 1885 – *Voyage au Soudan français (Haut Niger et pays de Ségou), 1879-1881*. Paris, Hachette.

GARRITY D. *et al.*, 2010 – Evergreen Agriculture: a robust approach to sustainable food security in Africa. *Food Security*, 2 (3) : 197-214. <https://doi.org/10.1007/s12571-010-0070-7>

GIANNINI A., 2016 – « 40 years of climate modelling: The causes of late 20th century drought in the Sahel ». In Behnke R., Mortimore M. (eds) : *The End of Desertification? Disputing Environmental Change in the Drylands*, Berlin, Springer-Verlag : 265-291. https://doi.org/10.1007/978-3-642-16014-1_10

GIANNINI A. *et al.*, 2013 – A unifying view of climate change in the Sahel linking intra-seasonal, interannual and longer time scales. *Environmental Research Letters*, 8 024010. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/8/2/024010>

GOBINEAU H. de, 1953 – *Noblesse d'Afrique*. Paris, Présence africaine.

GOODY J., 1958 – *The Development Cycle in Domestic Groups*. Cambridge, Cambridge University Press.

GORER G., 1945 – *Africa dances*. Harmondsworth, Penguin.

GSMA, 2018 – *The mobile economy. West Africa*. GSMA, Londres.

GTZ (éd.), 2000 – *Codes locaux pour une gestion durable des ressources naturelles. Recueil des expériences de la Coopération technique allemande en Afrique francophone*. GTZ, Eschborn.

GUYER J., 1981 – Household and Community in African Studies. *African Studies Review*, 24 (2-3) : 83-137. <https://doi.org/10.2307/523903>

GUYER J., 1997 – *An African niche economy. Farming to feed Ibadan 1968-88*. Edinburgh, International African Library.

HAALAND R., 1980 – Man's role in the changing habitat of Méma during the old kingdom of Ghana. *Norwegian Archaeological Review*, 13 (1) : 31-46. <https://doi.org/10.1080/00293652.1980.9965328>

HART K., 1982 – *The political economy of West African agriculture*. Cambridge, Cambridge University Press.

HAYWOOD M., 1981 – *Évolution de l'utilisation des terres et de la végétation dans la zone soudano-sahélienne du projet CIPEA au Mali*. Cipea, Addis-Abeba. <https://hdl.handle.net/10568/10971>

HESSE C., ANDERSON S., COTULA L., SKINNER J., TOULMIN C., 2013 – *Gérer la vie en dents de scie : soutenir des moyens de subsistance résilients au climat dans la région du Sahel*. Issue Paper, IIED, Londres. <https://www.iied.org/fr/11504IIED>

HIERNAUX P., GÉRARD B., 1999 – The influence of vegetation pattern on the productivity, diversity and stability of vegetation: The case of "brousse tigrée" in the Sahel. *Acta Oecologica*, 20 (3) : 147-158. [https://doi.org/10.1016/S1146-609X\(99\)80028-9](https://doi.org/10.1016/S1146-609X(99)80028-9)

HILL P., 1972 – *Rural Hausa: A village and a setting*. Cambridge, Cambridge University Press.

HILL P., 1977 – *Population, prosperity and poverty. Rural Kano 1900 and 1970*. Cambridge, Cambridge University Press.

HILL A., RANDALL S., EERENBEEMT M.-L., 1983 – *Infant and Child Mortality in Rural Mali*. Working Paper, 83-5, Centre for Population Studies, London School of Hygiene and Tropical Medicine.

HIMANSHU, LANJOUW P., STERN N., 2018 – *How Lives Change: Palanpur, India, and Development Economics*. Oxford, Clarendon Press.

HUDSON P., 2015 – *Under an African Sky. A journey to the frontline of climate change*. Oxford, New Internationalist.

HUGOT H.-J., 1974 – *Le Sahara avant le Désert*. Paris, Hespérides.

ICOTED (Ingénieurs conseils en technique de développement), 2014 – *Étude de faisabilité du projet d'aménagement de quatre sites pastoraux dans la zone de Daoua, région de Ségou. Rapport de synthèse*. Bamako.

INSM (Institut national de la statistique du Mali), 2018 – *Consommation, pauvreté et bien-être des ménages. Avril 2017-mars 2018*. INSM, Bamako.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2016 – *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?* Report 238/Africa, New York/Bruxelles.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2018 – *Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*. Report Africa, déc. 2018.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2023 – *Éviter le piège de l'isolement*. Briefing Afrique, 185, New York/Bruxelles.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2024 – *Nord du Mali : revenir au dialogue*. Rapport Afrique 314. 314-nord-du-mali.pdf (crisisgroup.org)

JACKSON M., 2011 – *Life within limits. Well-being in a world of want*. Durham, Duke University Press.

JERVEN M., 2013 – *Poor Numbers. How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*. Ithaca, Cornell University Press.

JERVEN M., 2015 – *Africa. Why economists get it wrong*. Londres, Zed Books.

KIRWIN M., ANDERSON J., 2018 – Identifying the Factors Driving West African Migration. *West African Papers*, 17. <https://doi.org/10.1787/eb3b2806-en>

KRATLI S., 2015 – *Valuing Variability. New perspectives in climate resilient drylands development*. IIED, Londres.

LANJOUW P., STERN N., 1998 – *Economic development in Palanpur over five decades*. Oxford, Clarendon Press.

LEACH M., MEARNS R. (eds), 1996 – *The Lie of the Land. Challenging received wisdom on the African Environment*. International African Institute, Londres.

[https://doi.org/10.1002/1099-145X\(200007/08\)11:4<393::AID-LDR389>3.0.CO;2-P](https://doi.org/10.1002/1099-145X(200007/08)11:4<393::AID-LDR389>3.0.CO;2-P)

LEBOVICH A., 2018 – *Halting Ambition: EU Migration and Security Policy in the Sahel*. European Council on Foreign Relations, ecfr.eu, Bruxelles.

LEVTZION N., HOPKINS J. F. P. (eds), 2000 – *Corpus of Early Arabic Sources for West African History*. Princeton, Markus Weiner.

LEWIS VAN DUSEN J., 1978 – *Descendants and Crops. Two poles of production in a Malian peasant village*. Thèse de doctorat, Yale University.

LOVEJOY P., 1986 – *Salt of the Desert Sun. A History of Salt Production and Trade in the Central Sudan*. Cambridge, Cambridge University Press, African Studies Series, 46.

LUTKENHORST W., 2018 – *Creating wealth without labour? Emerging contours of a new techno-economic landscape*. Discussion paper, 11/2018, German Development Institute, Bonn. <https://doi.org/10.23661/dp11.2018>

MACDONALD K. C., 2012 – “The least of their inhabited villages are fortified”: the walled settlements of Ségou. *Azania: Archaeological Research in Africa*, 47 (3) : 343-364. <https://doi.org/10.1080/0067270X.2012.707478>

MACDONALD K. C., CAMARA S., CANÓS DONNAY S., GESTRICH N., KEITA D., 2011 – Sorotomo: A Forgotten Malian Capital? *Archaeology International*, 13/14, 2009-2011 : 52-64. <http://dx.doi.org/10.5334/ai.1315>

MAGASA A., 1978 – *Papa-Commandant a jeté un grand filet devant nous. Les exploitées des rives du Niger, 1902-1962*. Paris, Maspero.

MALABO-MONTPPELLIER PANEL, 2018 – *Water-Wise. Smart Irrigation Strategies for Africa*. Dakar, déc. 2018. <https://www.ifpri.org/publication/water-wise-smart-irrigation-strategies-africa>

MANN G., 2006 – *Native Sons: West African Veterans and France in the Twentieth Century*. Durham, Duke University Press.

MARA M., 2019 – *La guerre au Mali est d'abord une guerre contre nous-mêmes*. www.moussamara.com

MARTIN M., 1984 – *Food Intake in two Bambara Villages in the Ségou Region of Mali*. Unpublished MSc thesis, Department of Human Nutrition, London School of Hygiene and Tropical Medicine.

MATHIEU P., ZONGO M., PARÉ L., 2002 – *Monetary Land Transactions in Western Burkina Faso: Commoditisation, Papers and Ambiguities*.

European Journal of Development Research, 14 (2) : 109-128. <https://doi.org/10.1080/714000431>

MAYDELL H.-J. von, 1986 – *Arbres et arbustes du Sabel – Leurs caractéristiques et leurs utilisations*. GTZ, Eschborn.

MBAJUM S., 2013 – *Les combattants africains dits « Tirailleurs Sénégalais » au secours de la France (1857-1945)*. Paris, Riveneuve Éditions.

McINTOSH R. J., 1998 – *The Peoples of the Middle Niger. The Island of Gold*. Oxford, Blackwells.

MEILLASSOUX C., 1975 – *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, Maspero.

MEILLASSOUX C., 1991 – *The anthropology of slavery*. Chicago, University of Chicago Press.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL, 2015 – *Étude du Programme d'aménagement hydro-agricole (PAHA) de la zone Office du Niger (ON)*. Cellule de planification et de statistique du développement rural (CPS/SDR), Projet d'accroissement de la productivité agricole au Mali (PAPAM), Phase 1 (état des lieux), rapport de synthèse, Bamako.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, 2022 – Discours du colonel Abdoulaye Maïga, Premier ministre p. i, chef du gouvernement du Mali, à l'occasion du débat général de la 77^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, New York, le 24 septembre 2022. Bamako, République du Mali.

MONTPETIT G., 2024 – *A path to security: Renewing relations within and beyond the Sahel*. Tony Blair Institute for Global Change, Tony Blair Institute

MOORE H., 2018 – Prosperity in crisis and the longue durée in Africa. *The Journal of Peasant Studies*, 45 (7) : 1-17. <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1446001>

MORTIMORE M., 1989 – *Adapting to drought. Farmers, famines and desertification in West Africa*. Cambridge, Cambridge University Press.

MORTIMORE M., 2009 – *Dryland opportunities. A new paradigm for people, ecosystems and development*. Gland, IUCN/IIED/UNDP.

MORTIMORE M., ADAMS W., HARRIS F., 2000 – *Poverty and Systems Research in the Drylands*. Gatekeeper Series, 94, IIED, Londres.

MOSER C., 2009 – *Ordinary Families, Extraordinary Lives. Assets and poverty reduction in Guayaquil, 1978-2004*. Washington, Brookings Institution Press.

MUSHONGAH J., SCOONES I., 2012 – Livelihood change in rural Zimbabwe over 20 years. *Journal of Development Studies*, 48 (9) : 1241-1257. <https://doi.org/10.1080/00220388.2012.671474>

NEAR EAST FOUNDATION, 2016 – *Decentralising climate adaptation funds in Mali*. NEF/BRACED/IED-Afrique/IIED. http://www.neareast.org/download/materials_center/Decentralisation-Mali.pdf

NETTING R. McC., 1993 – *Smallholders, Householders. Farm families and the ecology of intensive, sustainable agriculture*. Stanford, Stanford University Press.

NOEL N., PAPAZIAN V., TOULMIN C., 2022 – *Les enjeux du foncier agricole et rural au Mali. Mise en perspective historique*. Note de synthèse, CTFD/AFD, Paris.

NOLTE K., VOGET-KLESCHIN L., 2014 – Consultation in Large-Scale Land Acquisitions: An Evaluation of Three Cases in Mali. *World Development*, 64 : 654-668. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.06.028>

NUBUKPO K., 2015 – Le franc CFA, un frein à l'émergence des économies africaines ? *L'économie politique*, 68 (4) : 71-79. <https://doi.org/10.3917/leco.068.0071>

NUBUKPO K., 2022 – *Une solution pour l'Afrique. Du néoprotectionnisme aux biens communs*. Paris, Odile Jacob.

OAKLAND INSTITUTE, 2011 – *Comprendre les investissements fonciers en Afrique*. Rapport – Mali, Oakland.

OCDE, 1998 – *Préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest – Une vision à l'horizon 2020. Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest*. OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264263727-fr>

OCDE, 2018 – *Flux financiers illicites. L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest*. OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264285095-fr>

OCDE, 2024 – *Geographical distribution of financial flows to developing countries*. OCDE, Paris.

ONU, 2023 – *Résolution 2690*. Adoptée par le Conseil de Sécurité le 30 juin 2023.

PAGEARD R., 1961a – Note sur le peuplement du pays de Ségou. *Journal de la Société des Africanistes*, 31 (1) : 83-90. <https://doi.org/10.3406/jafr.1961.1931>

PAGEARD R., 1961b – La marche orientale du Mali (Ségou-Djenné) en 1644, d'après le Tarikh es-Soudan. *Journal de la Société des Africanistes*, 31 (1) : 73-81. <https://doi.org/10.3406/jafr.1961.1930>

PARK M., 2009 [1799] – *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique*. Paris, La Découverte, Poches littérature.

PATHWAYS FOR PROSPERITY COMMISSION, 2018 – *Charting pathways for Inclusive Growth. From paralysis to preparation*. Blavatnik School of Government, Oxford.

PILLING D., 2018 – The limits of leapfrogging. Big Read Africa. *Financial Times*, 13 août.

RAIMBAULT M., SANOGO K., 1991 – *Recherches archéologiques au Mali. Les sites protohistoriques de la zone lacustre*. Paris, ACCT/Karthala.

RANDALL S., 1984 – *A comparative demographic study of three Sahelian populations: marriage and child care as intermediate determinants of fertility and mortality*. Thèse de doctorat, London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.01620624>

RANDALL S., COAST E., 2016 – The quality of demographic data on older Africans. *Demographic Research*, 34 : 143-174. <https://doi.org/10.4054/DemRes.2016.34.5>

RANDALL S., COAST E., LEONE T., 2011 – Cultural constructions of the concept of household in sample surveys. *Population Studies*, 65 (2) : 217-229. <https://doi.org/10.1080/00324728.2011.576768>

RAYNAUT C. (éd.), 1997 – *Sabels. Diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*. Paris, Karthala.

REIJ C., WINTERBOTTOM R., 2015 – *Scaling up re-greening. Six steps to success*. Washington DC, WRI.

REIJ C., SCOONES I., TOULMIN C., 1996 – *Sustaining the Soil: Indigenous Soil and Water Conservation in Africa*. Londres, Earthscan.

REIJ C., TAPPAN G., SMALE M., 2009 – *Agro-environmental transformation in the Sabel. Another kind of "Green Revolution"*. IFPRI Discussion Paper, 914, IFPRI, Washington DC.

RICARD M., 2022 – *Mali kura. Mali fanga. La trajectoire politique du Mali sous domination militaire*. Note de recherche, 132, Irsem, Paris.

RICHARDS P., 1989 – « Agriculture as a performance ». In Chambers R., Pacey A., Thrupp L. (eds.) : *Farmer First: Farmer Innovation and Agricultural Research*, Londres, Intermediate Technology : 39-42. <http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/123456789/701>

ROBERTS R. L., 1987 – *Warriors, merchants and slaves. The state and the economy in the middle Niger Valley 1700-1914*. Stanford, Stanford University Press.

ROBERTS R. L., 2021 – *Mademba Sèye, fama de Sansanding, Soudan français, Mali. Conflits coloniaux, État de droit et collaboration négociée*. Paris, Karthala.

ROCHEGUDE A., PLANÇON C., 2009 – *Décentralisation, acteurs locaux et foncier. Fiches pays*. Comité technique « Foncier et développement »/AFD, Paris.

RODRIK D., 2016 – Premature deindustrialisation. *Journal of Economic Growth*, 21 (1) : 1-33. <https://doi.org/10.1007/s10887-015-9122-3>

RODRIK D., 2017 – Growth without industrialisation? *Project Syndicate*, 10 octobre.

RUTHENBERG H., 1980 – *Farming Systems in the Tropics*. Oxford, Clarendon Press.

SACHS J., 2005 – *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*. New York, Penguin Press.

SCHEELE J., 2012 – *Smugglers and Saints of the Sahara: Regional Connectivity in the Twentieth Century*. Cambridge, Cambridge University Press.

SMITH M. G., 1955 – *The economy of Hausa communities of Zaria*. Colonial Research Series, 16, HMSO, Londres.

SMITH M., 1981 – *Baba of Karo. A woman of the Muslim Hausa*. New Haven, Yale University Press.

SOURISSEAU J.-M., SOUMARÉ M., BÉLIÈRES J.-F., GUENGANT J.-P., BOURGEOIS R., COULIBALY B., TRAORÉ S., 2016 – *Diagnostic territorial de la région de Ségou au Mali*. AFD, Paris. <http://agritrop.cirad.fr/580517/>

STIRLING A., 2010 – 'Keep it complex'. *Nature*, 468 : 1029-1031.

SY O., 2009 – *Reconstruire l'Afrique. Vers une nouvelle gouvernance fondée sur les dynamiques locales*. Paris, Éditions Charles Léopold Mayer.

TARI D., KING-OKUMU C., JARSO I., 2015 – *Strengthening local customary institutions: a case study in Isiolo County, northern Kenya*. Research Paper, Adaptation Consortium, Nairobi.

- TAYLOR C. *et al.*, 2017 – Frequency of extreme Sahelian storms tripled since 1982 in satellite observations. *Nature*, 544 (7651) : 475. <https://doi.org/10.1038/nature22069>
- THIAM A., 2017 – *Centre du Mali. Enjeux et dangers d'une crise négligée*. Genève, Humanitarian Dialogue.
- TIFFEN M., 1976 – *The Enterprising Peasant. Economic development in Gombe Emirate, North-Eastern State, Nigeria 1900-1968*. Overseas Research publication, 21, Ministry of Overseas Development, Londres.
- TIFFEN M., MORTIMORE M., GICHUKI F., 1994 – *More people, less erosion. Environmental recovery in Kenya*. Chichester, Wiley.
- TOGOLA T., 2008 – Archaeological investigations of iron age sites in the Méma Region, Mali (West Africa). *Cambridge Monographs in African Archaeology*, 73. <https://hdl.handle.net/1911/16676>
- TOULMIN C., 1987 – *Changing patterns of investment in a Sahelian community*. Thèse de doctorat, Faculty of Social Studies, University of Oxford.
- TOULMIN C., 1988 – Smiling in the Sahel. *New Scientist*, 12 novembre : 69.
- TOULMIN C., 1992 – *Cattle, women and wells. Managing household survival in the Sabel*. Oxford, Clarendon Press.
- TOULMIN C., 2009 – *Climate change in Africa*. Londres, Zed Press.
- TOULMIN C., 2020 – *Land, Investment and Migration. Thirty-five years of village life in Mali*. Oxford, Oxford University Press.
- TOULMIN C., BROCK. K., 2016 – « Desertification in the Sahel: Local Practice meets Global Narrative ». In Behnke R., Mortimore M. (eds) : *The End of Desertification*, Berlin, Springer-Verlag. https://doi.org/10.1007/978-3-642-16014-1_2
- TOULMIN C. *et al.*, 2000 – *Diversification of livelihoods: Evidence from Mali and Ethiopia*. IDS Research report, 47, IDS, Brighton.
- TOULMIN C. *et al.*, 2015 – Investing in institutional “software” to build climate resilience. *Anglejournal.com*.
- TRAORÉ A., SOUMARÉ S., 1984 – *Supplémentation alimentaire des bœufs de labour du système agro-pastoral du mil à Dalonguebougou : résultats préliminaires*. Cipea, Document de Programme AZ 111, ILCA, Bamako, Mali. <https://hdl.handle.net/10568/10983>

TURNER M., 2009 – Capital on the move: the changing relation between livestock and labor in Mali, West Africa. *Geoforum*, 40 : 746-755. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2009.04.002>

TURNER M. *et al.*, 2016 – Variation in vegetation cover and livestock mobility needs in Sahelian West Africa. *Journal of Land Use Science*, 11 (1) : 76-95. <https://doi.org/10.1080/1747423X.2014.965280>

VAN DER WALLE N., 2012 – *Has aid been a good thing? Foreign Aid in dangerous places: the donors and Mali's democracy*. WIDER Working Paper, 2012/61.

WALTHER O., 2017 – Guerres et conflits au Sahara-Sahel. *Notes ouest-africaines*, 10. <https://doi.org/10.1787/04bdd7aa-fr>

WEF (World Economic Forum), 2016 – *Connecting Africa's Resources through Digital Transformation*. World Economic Forum, Genève.

WHITEHEAD A., 2006 – Persistent poverty in North East Ghana. *Journal of Development Studies*, 42 (2) : 278-300. <https://doi.org/10.1080/00220380500405410>

WILSON R. T., DE LEEUW P. N., DE HAAN C. (eds), 1983 – *Recherches sur le systèmes des zones arides du Mali: résultats préliminaires*. ILCA/ILRI, Addis-Abeba. <https://hdl.handle.net/10568/11107>

WOODHOUSE P., BERNSTEIN H., HULME D., 2000 – *African Enclosures? The social dynamics of wetlands in drylands*. Oxford, James Currey.

WOODHOUSE P. *et al.*, 2016 – African farmer-led irrigation development: Re-framing agricultural policy and investment? *Journal of Peasant Studies*, 44 (1) : 213-233. <https://doi.org/10.1080/03066150.2016.1219719>

WOOTEN S., 2009 – *The Art of Livelihood. Creating expressive agriculture in rural Mali*. Durham, Carolina Academic Press.

YOUNG A., 2012 – The African Growth Miracle. *Journal of Political Economy*, 120 (4) : 696-739. <https://doi.org/10.1086/668501>

REMERCIEMENTS

Deli kanyi nka a fara ka ko¹.

Cela fait maintenant plus de quarante ans que je me suis rendue pour la première fois à Dlonguébougou, à l'âge de 25 ans. Comme le disent les villageois : « *Bi te* » (« Ce n'est pas aujourd'hui, ni même hier »). Pour moi, en gardant le contact et en saisissant les occasions d'y passer quelques jours, ce lien avec le village a constitué au fil des années un voyage fascinant. J'espère que ce livre sera utile aux habitants du village et de la région, en présentant un récit qui montre l'énergie et l'innovation dont ils ont fait preuve au cours des quatre dernières décennies, mais qui révèle aussi la complexité de la vie au sein du village et ses interactions avec le reste du monde. Avant la publication, j'aurais souhaité présenter mes résultats et les conclusions que j'ai tirées aux villageois eux-mêmes, afin de recueillir leurs réactions, leurs corrections et leurs points de vue. L'une des choses que j'ai le plus appréciées chez eux, c'est leur approche solide de la discussion. Ils font preuve d'une confiance en soi, d'un humour et d'une volonté de débattre et d'argumenter admirables, même si la discussion est parfois très bruyante et animée. J'ai travaillé avec mon assistant de recherche et ami de longue date Sidiki Diarra pour leur transmettre les principaux résultats, discuter des problèmes liés au système agricole, comparer les changements des comportements au fil du temps et envisager des moyens de renforcer les droits fonciers et de réduire les conflits entre les groupes concernant l'accès à la terre, à l'eau et aux pâturages. Je tiens à souligner l'accueil ouvert et chaleureux que m'ont toujours réservé les habitants du village, leur volonté de répondre à de nombreuses questions, et à saluer la persistance des femmes du village à essayer de m'apprendre à piler le mil, à cultiver

1. « Nouer des liens avec les gens est une bonne chose, mais lorsqu'il faut les quitter, cela fait mal. »

une parcelle de fonio, à vanner le grain après la récolte et à filer le coton, autant d'activités que je n'ai pas réussi à maîtriser avec brio.

J'ai reçu beaucoup d'encouragements de la part de mes amis et collègues au Mali, en particulier de mon assistant de recherche Sidiki Diarra, avec qui j'avais travaillé en 1980-1982 et qui a continué à m'apporter une aide constante et inébranlable, qu'il s'agisse de visiter le village avec moi, de rester en contact avec Makono Dembéle et son équipe de jeunes assistants et de superviser leurs recherches, ou de m'expliquer les tenants et les aboutissants de la vie de Dlonguébougou. Makono Dembéle, l'actuel imam du village, a également été d'une grande aide, en suivant les événements majeurs, en surveillant les récoltes et les ventes de sésame, en mesurant la pluviométrie et en se déplaçant pour me rejoindre à Ségou lorsque je ne pouvais pas me rendre au village en toute sécurité. C'est un plaisir de travailler avec Sidiki et Makono, et je leur suis très reconnaissante pour tout ce qu'ils ont apporté à ce projet. En travaillant avec eux deux à Ségou, je me suis vite familiarisée avec le quintette *La Truite* de Schubert, sonnerie du téléphone portable de Makono, devenu un outil de recherche inestimable pour vérifier les informations.

L'ouverture d'une malle remplie de carnets de notes et de cartes datant des années 1980 a permis de réveiller de nombreux souvenirs et de raviver la mémoire de nombreuses conversations. Duncan Fulton, avec qui j'avais effectué les deux années de travail sur le terrain en 1980-1982, a été très généreux et m'a accordé son temps, ses réflexions, et donné accès aux documents vieux de plus de quarante ans issus de nos recherches communes et de notre séjour à Dlonguébougou. Je tiens à remercier les assistants de recherche qui nous avaient accompagnés pendant cette première période de deux ans au village : Sidiki Diarra, Karounga Coulibaly et Baba Konaté, nourris et abreuvés par l'estimable épouse de Sidiki, Bintu Coulibaly. Jeremy Swift avait été l'instigateur initial de cette recherche, il est resté un fervent partisan de mon travail et un ami avec lequel j'ai pu échanger des points de vue anciens et nouveaux sur les zones arides, les pasteurs, et les obstacles auxquels ceux-ci sont confrontés. Sara Randall a remis en question les idées reçues sur les groupes domestiques et a éclairé toute une série de questions démographiques. L'enquête détaillée qu'elle a menée en 1981 sur les populations de Dlonguébougou et de nombreuses



Sidiki Diarra (à gauche) et Makono Dembélé (à droite) à Ségou, discutant de nos résultats (2017).

localités voisines dans la commune de N’Koumandougou reste un travail majeur, que nous devrions trouver les moyens de poursuivre. Je remercie également Mary Martin, qui avait la tâche de s’installer au village après notre départ en 1982 pour approfondir la compréhension de l’approvisionnement alimentaire et de la nutrition.

Au Mali, Yacouba Dème, de la Near East Foundation (NEF), a été un soutien généreux et fidèle de mes recherches, et il a insisté pour me fournir une voiture et un chauffeur afin de me conduire à Dlonguébouguou chaque fois que cela était possible. Les chauffeurs de la NEF sont particulièrement infatigables, quelles que soient les circonstances. Il nous est arrivé de nous enliser dans la boue ou d’être surpris par une pluie torrentielle au milieu de nulle part. Pourtant, les plaisanteries, la préparation du thé et les potins se poursuivaient sans relâche. Ils ont toujours été prêts à trouver de la ficelle et des clous pour monter ma moustiquaire, à m’aider à améliorer mon bambara ou à insister pour que je goûte un snack local de poisson frit ou de beignets sucrés. Je tiens à les remercier tous – Amadou, Vieux, Aba, Amidou – et j’espère que d’autres voyages en brousse nous attendent.

Youba Sokona, qui a un pied fermement ancré au Mali et l’autre dans la recherche sur le climat mondial, m’a offert son amitié et son soutien, et a marqué son intérêt en questionnant mes conclusions et en m’ouvrant les portes de son réseau familial et amical. Béchir Sokona, le frère de Youba, est devenu mon propriétaire, ou *jaatigi*, à Ségou lors de mes visites en

2016 et, grâce à son infatigable épouse Tata, j'ai dégusté chaque soir un délicieux dîner couvrant toute la gamme de la cuisine bambara. Moussa Djiré, recteur de l'Université des sciences politiques et juridiques, a toujours offert son hospitalité à Bamako et prodigué ses bons conseils ainsi que ses avis précieux sur les chapitres. Ses manières généreuses, sa maison amicale et son petit-fils hilarant ont rendu les visites à Bamako inoubliables. Ma longue amitié avec Djeidi Sylla nous a permis de discuter régulièrement de la manière dont la dimension de l'élevage pastoral s'inscrit dans le tableau d'ensemble, et j'ai apprécié de travailler avec lui sur des options pour une meilleure gestion des pâturages, par le biais du projet Daouna, sur la rive nord du fleuve Niger. Adam Thiam, très regretté, a apporté un regard critique et des commentaires avisés sur la politique malienne, Tiébilé Dramé a toujours été intéressé par la vie à Dlonguébougou et les problèmes liés à la plantation de canne à sucre, et les commentaires de Mary Allen sur les projets de chapitres ont été très utiles.

Chris Reij a été une source d'inspiration et de conseils, en tant que pilier de longue date du soutien aux populations locales des zones arides africaines, en prenant appui sur leurs connaissances et leurs méthodes de travail. Pierre Hiernaux a parcouru les jachères de Dlonguébougou et m'a aidée à comprendre la mosaïque disparate et le rythme des changements écologiques au Sahel. Gray Tappan a donné généreusement accès aux images satellitaires, qui m'ont permis de voir avec émerveillement le village depuis le ciel. Chris Field, Gemma Gubbins et Andy Harfoot ont tout fait pour m'aider à interpréter les images satellitaires disponibles, étant donné mon incapacité à maîtriser le logiciel, malgré les instructions. Mark Haywood et Matt Turner ont partagé des idées et des données qui éclairent les changements écologiques et démontrent l'importance d'adopter une approche paysagère. Myles MacInnes a fourni des fonds précieux qui nous ont permis d'élaborer une convention locale pour la gestion des terres, des pâturages et des ressources en eau dans la commune de N'Koumandougou.

Des visites régulières à Paris et à Montpellier m'ont permis de bénéficier de l'amitié et des commentaires d'amis et de collègues français, qui ont eu la gentillesse de relire certains chapitres et de commenter les conclusions

générales, en particulier Vatché Papazian et Alain Rochegude. Merci à André Marty, Patrick Caron, Marie-Jo Demante, Philippe Lavigne Delville et Jean-Marc Pradelle pour tous les conseils, idées et références qui ont enrichi ma compréhension de l'histoire et des institutions du Sahel.

Mes trente années passées à l'International Institute for Environment and Development (IIED) représentent un temps presque aussi long que celui de ma relation avec Dlonguébougou, et j'ai beaucoup appris de mes collègues travaillant sur des sujets similaires, en particulier Ced Hesse sur les zones arides, Lorenzo Cotula sur les régimes fonciers, Jamie Skinner pour tout ce qui concerne l'agriculture irriguée et Simon Anderson sur la résilience au changement climatique. Liz Aspden a discuté de mes projets et a suivi mes déplacements au Mali, m'encourageant à ne pas trop m'éloigner dans la zone rouge. Andy Norton, mon successeur à la direction de l'IIED, doit être remercié tout particulièrement pour son soutien continu à ce projet de recherche et pour l'intérêt qu'il porte au Mali.

J'ai voulu animer les résultats de mes recherches en utilisant des cartes et des infographies. La plupart des illustrations de ce livre ont été conçues par Kate Lines, qui a fait preuve d'une grande imagination en identifiant avec moi ce qu'il fallait dire, puis en cherchant comment le présenter de manière simple et claire. Et, alors qu'elle avait beaucoup d'autres travaux en cours, Anna Mill a dessiné de magnifiques cartes et diagrammes.

Mike Mortimore était toujours prêt à m'interroger sur ma dernière visite à Dlonguébougou, et je regrette qu'il ne soit plus parmi nous pour donner son verdict réfléchi sur mes conclusions. Je regrette également Mary Tiffen, qui a tiré des enseignements très riches de sa propre étude à Gombe, dans le nord du Nigeria, qui m'ont aidée à comprendre l'importance de l'investissement ascendant et la manière dont un gouvernement décentralisé peut libérer un autre type d'énergie et d'action. Les chercheurs qui ont travaillé sur la société bambara et la vie villageoise font preuve d'une générosité singulière, et je dois saluer l'aide et l'amitié de John Van Dusen Lewis, qui a effectué son travail de terrain au sud de Ségou, à Doukolomba, et de Larry Becker, qui a mené des recherches à Soro, aujourd'hui à la périphérie orientale de Bamako. Il a

été merveilleux de partager avec eux des interprétations et des découvertes. C'est un hommage à la société bambara que la chaleur, l'engagement et l'énergie qu'elle incarne aient imprégné ceux qui l'étudient. Je voudrais également remercier Yacouba Dème, Nick Gestrich et Richard Roberts pour leur très aimable relecture de mon chapitre historique qui, je l'espère, m'a permis d'éviter trop d'écueils.

J'ai travaillé à temps partiel au Lancaster Environment Centre, et mes collègues y ont volontiers accueilli plusieurs présentations sur les évolutions survenues durant trente-cinq ans à Dlonguébougou et m'ont encouragée à terminer le livre. J'ai aussi une dette envers mes amis Felicity Bryan, Tim Jackson, David Nissan, Jeff Philipson, Ian Scoones, Adam Swallow, Michael Whitaker, et deux évaluateurs anonymes. J'ai également bénéficié de conseils et de suggestions lors de séminaires sur ce travail organisés à Cambridge, Oxford, Édimbourg, à l'institut Frobenius de Francfort, au Department for International Development d'East Kilbride et à l'University College de Londres.

Je suis très reconnaissante à l'Open Society Foundations (OSF) de m'avoir accordé une bourse de douze mois, qu'elle a accepté d'étendre à vingt et un mois. Son soutien a été essentiel pour me donner les moyens de démarrer et de mener à bien mon projet. Les collègues de l'OSF à New York – Akwe Amosu, Steve Hubbell, Milap Patel et Zach Seltzer – m'ont aidée par leur soutien et leur intérêt. Gerald, Margaret et Joe Elliot ont accordé une subvention très généreuse pour soutenir ce travail par l'intermédiaire du Binks Family Trust à Édimbourg. Ce financement supplémentaire extrêmement utile m'a permis d'entreprendre des recherches qui sortaient du cadre strict de la bourse de l'OSF, comme approfondir l'étude de l'établissement de la plantation de canne à sucre de N-Sukala et des impacts qui en ont découlé.

Enfin, mes remerciements les plus sincères vont à mon mari Mark et à mes enfants, qui m'ont encouragée à trouver le temps pour terminer ce livre. J'ai eu l'immense plaisir d'emmener William et Agnes visiter Dlonguébougou en 2006 et 2009 respectivement, et d'ainsi améliorer ma crédibilité auprès des villageois pour avoir réussi à élever ces jeunes gens jusqu'à l'âge adulte. J'aurais aimé entraîner mon fils aîné Luke dans une visite du village et, étant donné sa formation en architecture, l'emmener

voir les étonnantes mosquées en terre de Djenné et de Mopti, avant que les voyages dans cette région ne deviennent trop risqués. J'espère que les troubles et le conflit qui secouent actuellement le centre du Mali trouveront bientôt une solution, dans le cadre d'une paix juste qui reconnaîtra les nombreux échecs des gouvernements actuels et passés et cherchera à faire les choses différemment. J'aimerais continuer à travailler autour de Dlonguébougou, en suivant le projet Daouna s'il voit le jour, en comprenant mieux l'histoire de la région et en documentant les témoignages oraux issus de nombreux villages et hameaux de cette région fascinante de l'Afrique de l'Ouest.

Je suis très heureuse que cette version en français actualisée de mon livre, qui a été publié à l'origine par Oxford University Press en 2020, rende cette recherche accessible aux nombreux Sahéliens pour qui le français est la principale langue scolaire. Je tiens à reconnaître le travail minutieux de traduction mené par Jean-Louis Eveque de Babelon et Maryck Nicolas-Holloway de Tradwise. Un grand merci aux éditions de l'IRD, à Thomas Mourier et à Catherine Guedj, et surtout à mon éditrice, Corinne Lavagne, pour son engagement profond et son patient travail sur ce texte. Merci enfin à Philippe Lavigne Delville, directeur de la collection « Mondes inégaux », pour son soutien intellectuel.

Je suis également reconnaissante à de nombreuses autres personnes qui m'ont aidée de multiples façons et je souhaite les décharger de toute responsabilité pour les erreurs et les mauvaises interprétations que j'aurais pu commettre.

Camilla Toulmin
Édimbourg, mai 2024

Imprimé en France (La Courneuve)
sur les presses d'Isiprint
Dépôt légal : septembre 2024

collection [mondes inégaux]

Comment la vie quotidienne a-t-elle évolué au cours des dernières décennies dans les villages sahéliens ? Comment font-ils face à la pression foncière, aux incertitudes permanentes liées aux changements climatiques, démographiques, politiques, et aujourd'hui à l'insécurité croissante ?

Cet ouvrage dresse le portrait fin et nuancé du village de Dlonguébougou, dans le centre du Mali, entre 1980 et aujourd'hui. Analysant les grandes dimensions de la vie quotidienne et de l'économie locale – l'agriculture, la terre, l'organisation familiale, l'investissement, les migrations –, il donne à voir l'ampleur des changements vécus par les habitants, et leur impressionnante capacité d'adaptation : la recherche de nouveaux revenus et les migrations vers les villes ont permis d'éviter l'appauvrissement et même d'améliorer quelque peu les conditions de vie.

Illustré de nombreuses photos et ponctué de témoignages, au plus proche des réalités et du vécu des habitants, cet ouvrage apporte un éclairage documenté, original et précieux sur le Sahel contemporain et sur ceux qui y vivent.

